

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LA JURIDICTION
DES
PRISES MARITIMES

ÉVOLUTION HISTORIQUE. — RÉFORMES POSSIBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 20 juin 1901

PAR

Camille VIGIÈRE

LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1901

LA JURIDICTION
DES
PRISES MARITIMES

ÉVOLUTION HISTORIQUE. — RÉFORMES POSSIBLES

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM. CAILLEMER, O. ✱, I. ☞, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.
MABIRE, ✱, I. ☞, professeur honoraire.
THAILLER, I. ☞, professeur honoraire.
AUDIBERT, I. ☞, professeur honoraire.
GARRAUD, I. ☞, professeur de Droit criminel.
APPLETON (Charles), I. ☞, professeur de Droit romain.
FLURER, I. ☞, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.
ROUGIER, ✱, I. ☞, professeur d'Économie politique.
COHENDEY, ✱, I. ☞, professeur de Droit commercial.
PIC, I. ☞, professeur de Droit international public.
BARTIN, I. ☞, professeur de Droit civil.
APPLETON (Jean), A. ☞, professeur de Droit administratif.
LAMBERT, professeur d'Histoire du Droit.
BOUVIER, professeur-adjoint.
LAMEIRE, agrégé (Droit public).
JOSSE RAND, agrégé (Droit privé et criminel).
HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).
BROUILHET, agrégé (Sciences économiques).
BECQ (J.), A. ☞, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. PIC, professeur, *Président*.
ROUGIER, professeur }
LAMEIRE, agrégé } *Assesseurs.*

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LA JURIDICTION
DES
PRISES MARITIMES

ÉVOLUTION HISTORIQUE. — RÉFORMES POSSIBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 20 juin 1901

PAR

Camille VIGIÈRE



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546717_0022

LA JURIDICTION DES PRISES MARITIMES

ÉVOLUTION HISTORIQUE. — RÉFORMES POSSIBLES

INTRODUCTION

La guerre, où la force matérielle triomphe de la valeur morale, peut apparaître, au premier abord, comme un oubli de notre civilisation et un retour momentané vers la sauvagerie primitive. C'est là une idée exagérée.

Bien des progrès ont été accomplis depuis la première enfance du monde. Religion ou morale, courtoisie chevaleresque ou intérêt, lassitude ou pitié ont tour à tour atténué les horreurs des luttes entre peuples. La guerre a été réglementée comme un rite, comme un duel. Enfin l'idée de justice a fait sentir son action bienfaisante. Il y a un droit de la guerre ; des lois de la guerre ont été formulées par la coutume, par la pratique internationale.

Il existe deux conceptions différentes de la guerre : celle des siècles passés, où on la considère comme une lutte des habitants d'un pays contre les habitants d'un autre (*Bellum omnium contra omnes*), et qui englobe dans une

même définition les luttes privées et publiques ; celle de l'époque contemporaine, visant seulement les conflits armés entre deux Etats, entre deux organismes politiques internationaux. Depuis les publications de Mably et de Rousseau, on regarde la guerre comme une relation d'Etat à Etat, non pas d'individu à individu, ni d'Etat à individu. Les simples particuliers sont étrangers à la contestation ; ils ne doivent pas souffrir dans leur personne, sauf les citoyens enrôlés par l'Etat qui ont le caractère spécial de combattants. Les biens de tous les particuliers ne doivent pas non plus être atteints directement. Un Etat belligérant ruinera l'Etat adverse dans la personne de ses défenseurs armés, dans ses richesses publiques ; il n'est pas juste qu'il s'attaque ni à la personne ni aux biens des êtres étrangers à la lutte. Cette manière de voir a été formulée juridiquement : *Le principe de l'inviolabilité de la personne et des biens des habitants paisibles* domine le droit de la guerre moderne.

L'application pratique de ce principe est déterminée par deux règles : — celle de l'humanité et celle de la nécessité, — qui se font contrepoids. Les belligérants peuvent user de tous les moyens de contrainte (non condamnés par l'humanité) pour réduire les adversaires à l'impuissance.

En fait, *la personne* des particuliers est parfois gênée dans sa liberté.

Quant aux *biens*, le principe de l'inviolabilité subit certaines exceptions que la nécessité justifie. C'est ainsi qu'un chef de troupe peut ordonner la destruction de maisons privées qui gênent une combinaison stratégique ou ravager les récoltes sur pied afin de faire le vide autour des ennemis. On lui reconnaît aussi le droit d'as-

treindre les habitants à des réquisitions en nature ou à des contributions en argent, lorsque le besoin s'en fait sentir.

Cependant, il existe une exception autrement importante, puisqu'elle porte sur une partie notable de la guerre (*lato sensu*), sur la guerre maritime. Tandis que la propriété privée est en principe déclarée inviolable sur terre, elle est confisquable sur mer. Il y a donc, en matière maritime, un principe diamétralement opposé à celui qui régit la guerre terrestre. Nombre d'auteurs peuvent le réprouver, il n'en est pas moins reconnu par la coutume des nations : sur mer, tous les biens — navires ou marchandises — appartenant à des particuliers ennemis (parfois même à des particuliers neutres), peuvent être capturés en temps de guerre et demeurer la propriété de l'Etat du capteur.

C'est à ces sortes de saisies qu'on réserve aujourd'hui le nom de *prises maritimes*.

Il n'y a pour ainsi dire pas d'exception à ce principe des prises, sauf en ce qui concerne certains navires destinés à des œuvres scientifiques ou humanitaires et certaines marchandises ennemies qui peuvent être transportées par vaisseaux neutres.

Le principe autorisant les prises maritimes date des temps barbares, où la piraterie avait sa place si marquée à côté du commerce sur mer qu'elle parut longtemps en être « une branche¹ ». Aujourd'hui la piraterie a disparu, mais les belligérants continuent à prendre les bateaux de commerce et les richesses qu'ils renferment. Le droit de prise n'a donc pas varié dans son effet qui est l'appropriation, par la force, du bien d'autrui.

¹ Pardessus, *Lois marit.*, I, p. 15.

Ce droit a varié dans sa cause :

Les prises maritimes n'ont pas été envisagées d'une façon unique dans le cours des âges. Elles furent considérées d'abord comme un *moyen de lucre*, ensuite comme un *moyen de guerre*. La conception que s'en font à l'heure actuelle ceux qui les approuvent n'est plus l'idée brutale de butin, d'enrichissement à main armée, qui animait l'humanité primitive. C'est au contraire une idée réfléchie, que l'on dit basée sur la raison plus que sur l'intérêt; c'est le désir d'atteindre indirectement l'Etat dans les richesses seulement de ses sujets, de prendre des fortunes en respectant les vies. C'est encore de faire souffrir des particuliers faciles à atteindre, afin que leurs plaintes impressionnent les gouvernements, qui se hâteront de faire cesser une guerre trop ruineuse pour leurs sujets.

Il n'est pas inutile d'étudier plus en détail cette justification que l'on donne de l'existence des prises à notre époque, car il importe de signaler à côté une théorie contraire très en vogue, qui veut appliquer à la guerre maritime, comme il l'est à la guerre terrestre, le principe de l'inviolabilité de la propriété privée.

I. Théories modernes justifiant le droit de prise.

En faveur des prises on invoque d'ordinaire des arguments, 1^o de nécessité; 2^o de bon sens; 3^o de sentiment.

1. ARGUMENT DE NÉCESSITÉ. — On veut expliquer l'anomalie du traitement de la propriété sur terre et sur mer par la manière différente dont on peut conduire la guerre terrestre et la guerre maritime.

Sur le continent, le vainqueur, maître du pays, a tout

le temps de prendre les objets qui lui sont nécessaires, au fur, et à mesure de ses besoins et quand il le juge à propos. « Dans la guerre terrestre, hommes et choses sont placés sous le pouvoir réel de l'occupant, sans recourir à une appréhension immédiate. L'envahisseur en prive son adversaire et lui enlève ainsi, par le seul fait de son occupation, une partie de ses moyens de lutte¹. »

Il a, d'autre part, intérêt à faire preuve de modération et à indemniser autant que possible, pour ne pas s'aliéner les provinces envahies et provoquer des révoltes locales.

Il est difficile au marin d'avoir un calme semblable dans l'attente du lendemain. La mer n'est pas susceptible d'occupation effective ; il faut donc saisir au passage les navires et les biens privés, si l'on ne veut pas les perdre définitivement. En outre, il n'y a pas d'inconvénient à se montrer impitoyable, car les propriétaires spoliés sont peu nombreux et très éloignés du lieu de la saisie ; aucune révolte efficace ne peut être à craindre de leur part. Tout est donc avantage !

Cette première justification est-elle satisfaisante ? Il semble que l'on prouve bien la nécessité de *vite* prendre la propriété privée, non la nécessité de la prendre. En cas de besoin, — cela n'est pas douteux, — on peut recourir à des réquisitions sur terre. Les réquisitions existent pareillement sur mer ; il y a similitude jusque-là. Mais, hors le cas de besoin, pourquoi prendre sur mer des biens que l'on ne toucherait pas sur terre ; est-il bien nécessaire de capturer soit des navires de commerce, soit des marchandises ?

a) *Navires*. — Les bâtiments de commerce peuvent être utilisés par l'État dont dépendent leurs propriétaires

¹ Bonfils et Fauchille, *Manuel*, p. 652, § 1323.

tantôt comme *transports* de troupes, de vivres, de munitions, tantôt comme *auxiliaires* de la flotte.

Ces transports utiles à une nation ne le seraient pas moins à son adversaire, qui s'efforcera de les prendre (soit pour son propre usage, soit pour en priver l'ennemi), tout comme il prendrait des chemins de fer sur le continent.

Quant à la transformation possible des véhicules en engins guerriers, elle est spéciale à la guerre maritime, — les trains blindés sont chose peu fréquente jusqu'ici, — il est sage de s'emparer des bateaux avant qu'ils aient eu le temps d'être armés. C'est faire preuve de prévoyance et c'est obéir à une « nécessité militaire éventuelle ». Dira-t-on que le droit devrait prendre en considération seulement une « nécessité militaire actuelle et constatée » (selon l'expression de M. de Balmerincq¹) ? ce serait exiger presque l'impossible !

b) *Marchandises*. — On ne se contente point de proclamer cet axiome : « La cargaison doit suivre le sort du navire », on entend prouver la nécessité d'infliger à la première le même traitement qu'au second.

L'argent étant le nerf de la guerre, il faut ruiner l'ennemi en le privant de tout ce qui peut être pour lui une source de richesse. Gêné, affamé, celui-ci se démoralisera bien vite et souhaitera la fin d'une lutte qui lui cause tant de désastres.

2. ARGUMENT DE BON SENS. — Si l'on respectait les navires de commerce et leur cargaison, il suffirait à un État de n'équiper aucune flotte militaire pour ne courir aucun des risques d'une lutte maritime.

¹ De Boeck, *op. cit.*, p. 565.

L'adversaire en serait pour ses frais d'armements, ou n'aurait d'autre ressource que de débarquer sur les côtes et d'envahir le territoire, à moins qu'il ne s'attaque aux colonies laissées sans communication et sans défense navale.

3. ARGUMENT DE SENTIMENT. — Au point de vue humanitaire, n'est-il pas avantageux de substituer à une perte de vies humaines une simple perte d'argent. Il est moins cruel, pour amener un ennemi à capituler, de le menacer de la ruine pécuniaire que de bombarder ses villes ou sa flotte et de répandre ainsi le sang de milliers d'êtres humains.

D'autre part, on trouve répugnant pour la morale publique de voir les citoyens engagés dans les hostilités continuer tranquillement leur négoce les uns avec les autres, tandis que leurs concitoyens se combattent à outrance, et s'enrichir aux dépens de ceux-là mêmes qui sacrifient leur vie pour la défense de la patrie commune,

II. Théories modernes condamnant le droit de prise.

Aux adeptes ¹ de la seconde théorie, les arguments qui précèdent paraissent fragiles. Invoquer une doctrine utilitaire, écouter les révélations de la saine raison, chercher à prévenir les atrocités d'une scène de carnage est très beau (ils en conviennent), mais ne suffit point à leur prouver le bien fondé du droit spécial à la guerre maritime. Ces

¹ D'une manière générale, on peut dire que les auteurs anglais et américains demeurent partisans du droit de prise, tandis que les auteurs continentaux admettent volontiers la théorie de l'inviolabilité. — Voir leur énumération à la note suivante.

juristes ne veulent déterminer leur conviction que par les arguments de sciences en usage dans l'enseignement juridique : Le *droit*, les sciences *économiques* et *politiques* ; ils s'appuient seulement en dernier lieu sur l'*évolution historique*.

I. ARGUMENT JURIDIQUE. — La guerre étant un rapport d'Etat à Etat¹, un belligérant doit s'attaquer à la force publique ou à la propriété publique de son adversaire, et non pas aux particuliers sans défense, ni aux biens de ceux-ci.

Or la pratique des prises de propriété privée, toujours admise dans la guerre maritime, viole cette règle, base du droit de la guerre. Si le droit veut que les biens individuels soient respectés sur terre, comment leur capture peut-elle être juste sur mer ? Le droit ne peut être limité que par la nécessité. Sans conteste, on peut priver un adversaire de ressources qui lui serviraient à prolonger la lutte, mais pourquoi confisquer définitivement ? Ne parviendrait-on pas au même résultat en séquestrant navires ou marchandises jusqu'à la fin des hostilités ?

¹ Cette formule de Rousseau est reproduite intégralement par de Boeck, Bluntchli, P. Fiore, de Laveleye, Massé, de Neumann Pierantoni, Ch. Vergé, Pradier-Fodéré. — D'autres auteurs, sans s'appuyer sur la doctrine de Rousseau, admettent le respect des biens privés sur terre et sur mer : Calvo, A. Desjardins, Heffter-sur-Geffcken, de Holtzendorff, Rivier, Rolin-Jaequemyns, l'Institut de droit international. — Enfin certains publicistes qui admettent le principe que la guerre est une relation d'Etat à Etat n'en déduisent pas cette conséquence que la propriété des particuliers doit être respectée sur mer : Ortolan, Pistoye et Duverdy, Hautefeuille, Funk-Brentano et Sorel, Pillet. (Voir *R. D. I. P.*, 1898, p. 38, note de Ch. Dupuis et *R. D. I.*, t. IX, X, Bluntchli : *Du droit de butin*, etc.).

2. ARGUMENT POLITIQUE. — Les prises n'ont pas l'efficacité pratique que leur prêtent les théoriciens. Si la crainte de voir ruiner leur commerce respectif a parfois empêché deux peuples de se faire la guerre, il semble que, les hostilités une fois ouvertes, les captures ont fort peu contribué à en précipiter le dénouement.

Au siècle passé, une guerre entre deux Etats de même force, la France et l'Angleterre, n'a pas duré moins de sept ans, et les Anglais, triomphants de toutes parts, n'ont certes pas dû la victoire à leurs prises, car le chiffre de celles-ci était à peine supérieur à celles que réciproquement les Français leur avaient fait subir.

Les captures maritimes n'ont pas davantage hâté la fin de la lutte entreprise par la Révolution et par l'Empire contre l'ennemi héréditaire.

Chaque Etat, pris individuellement, aurait intérêt à reconnaître l'inviolabilité de la propriété privée :

S'il rencontre un adversaire de même taille, parce qu'il éprouve de sa part autant de pertes qu'il lui en cause.

S'il est riche et fort, en face d'une nation pauvre et faible, parce qu'il n'aura jamais assez de cuirassés pour défendre tous ses navires de commerce ; l'ennemi pourra donc attaquer un certain nombre de bateaux marchands, alors qu'il en exposera fort peu lui-même.

Mais peut-on dire que les Etats faibles aient intérêt au maintien du droit de prises ? — « Ils ne pourraient pas se servir efficacement (ou longtemps) de la capture en présence de la flotte plus considérable de leur adversaire ¹ » (à moins de supposer qu'ils ne détruisent tout ce qu'ils prennent).

¹ De Boeck, *op. cit.*, p. 574.

3. ARGUMENT ÉCONOMIQUE. — La politique économique nationale trouverait une diminution de ses dépenses budgétaires dans le fait de la suppression des captures. En temps de paix, que de sacrifices seraient épargnés si l'on n'avait à défendre que des rivages, que des territoires propices aux hostilités et non de simples navires absolument paisibles. En temps de guerre, « délivrés du soin de protéger le commerce, les marines militaires seraient à même de faire converger leurs forces vers un seul but, en se bornant à attaquer l'ennemi, à bloquer ses ports et à intercepter la contrebande ¹. »

L'économie politique générale nous enseigne que toute entrave apportée au commerce, à la libre circulation des biens cause un malaise général, qui se répercute à l'infini.

Les transports de marchandises se feront par des voies détournées, ce qui en augmentera le prix; les sujets des Etats belligérants exerceront leur commerce à l'abri du pavillon neutre. Le taux des assurances maritimes s'élèvera parce que les intermédiaires — bien que neutres et théoriquement inviolables — sont pratiquement exposés à des vexations, à des retards, à la saisie de leur cargaison (en totalité ou en partie), voire de leurs navires: cela sous prétexte de violations des règles de la neutralité, qui sont encore imprécises à cette heure et peuvent varier du jour au lendemain, selon les circonstances ou le caprice des Etats dont les vaisseaux les abordent en mer.

4. EVOLUTION HISTORIQUE. — L'histoire du droit de la guerre est celle d'une marche vers le progrès; sans doute il y a eu des obstacles longs à surmonter, des temps d'arrêt, mais l'ascension est indéniable.

¹ Geffcken, la Guerre maritime de l'avenir (*R. D. I.*, 20, p. 457).

Jadis la vie des non-combattants était à la merci du vainqueur ; peu à peu l'on est arrivé à la faire respecter. Pour ce qui est des biens, leur pillage était admis sans conteste par l'humanité antique ; il a été supprimé depuis dans la guerre terrestre.

Sur mer le progrès, quoique plus lent, n'est pas moins certain. Les prises, d'abord faites par des pirates sans foi ni loi, furent ensuite effectuées par des corsaires dépendants de l'État ; et ce dernier se les est enfin réservées (1856). Ainsi les prises semblent être allées en diminuant d'intensité dans le cours des âges. « En supprimant la course, dont le but principal était la destruction du commerce ennemi, on a fait un grand pas vers la suppression de la capture elle-même¹. »

Nous ne prendrons point parti dans la querelle entre partisans et adversaires de la théorie de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer. Les motifs mis en avant par les uns et les autres ne prouveraient pas partout et toujours en faveur soit du maintien, soit de la suppression des prises. Ils ne suffiraient pas à les faire établir si elles n'existaient pas.

Constatons seulement que les prises subsistent ; leur persistance peut être considérée surtout comme un legs des temps passés qui nous a été transmis par esprit de routine ou de tradition. D'ailleurs elles ne semblent pas devoir être supprimées de sitôt, malgré les efforts² faits

¹ De Boeck, *op. cit.*, p. 371.

² Voir *infra* : 1^{re} partie, chap. IV, s. 1, § 2, C ; s. 2, § 1, A,

en ce sens. Quand bien même on proclamerait le principe de l'inviolabilité sur mer, il faudrait maintenir la capture en cas de blocus et de contrebande de guerre.

L'étude du droit des prises est donc encore d'actualité ; elle est encore utile.

Cette étude serait peu intéressante si la capture maritime n'était qu'un *fait brutal* de recours à la force — c'est un de ses aspects ; — il y a place heureusement dans cette matière du droit international public pour une idée juridique.

De nos jours, « la force ne peut pas régir les relations des Etats en guerre avec les sujets des puissances qui ne prennent point part à la querelle. Ceux-ci peuvent être condamnés à perdre leurs propriétés dans certaines circonstances, mais le pur fait qu'un belligérant a réussi à en prendre et à en garder possession ne lui confère pas un droit sur elles. La question de savoir si le belligérant y a droit ou non est une question juridique à régler par une procédure judiciaire. C'est pourquoi tous les belligérants civilisés établissent des cours de prises pour la protection des sujets neutres et le règlement équitable des prétentions des capteurs¹. » Toute prise doit être faite selon certaines règles et doit être jugée. Les règles du droit des prises maritimes ne sont donc pas platoniques, inefficaces, comme nombre d'autres du droit international public ; elles sont dotées d'une sanction juridique.

C'est la juridiction des prises que nous allons spécialement étudier.

Dans l'historique, en recherchant d'où est né le jugement des captures, nous verrons qu'il apparut d'une

¹ Lawrence, *op. cit.*, § 212, p. 398.

manière assez inopinée au moyen âge. On copia par esprit d'imitation et par suite d'une nécessité identique le jugement qui existait dans une curieuse institution de ce temps (aujourd'hui disparue) : les prises maritimes faites en temps de paix¹ ou *prises de représailles*.

La course, longtemps confondue avec la piraterie, s'en différencie peu à peu. Cette dernière est mise hors la loi ; la première est légale. Mais il faut maintenir les armateurs dans la légalité en surveillant leurs prises. L'institution d'un contrôle des captures est motivée par l'apparition de la course, non pas de la course de guerre (comme on semble le croire généralement), mais de la course effectuée en temps de paix.

La naissance du droit, pour le capturé, d'être jugé nous semble avoir précédé celle du droit pour les pauvres combattants d'être humainement traités (nous ne parlons pas des chefs, ni des chevaliers). — Le *droit de jugement* des prises apparaît comme antérieur au droit de la guerre, c'est-à-dire aux atténuations que les idées de morale, d'humanité et de justice ont fait subir au droit matériel du plus fort. Alors n'est-il pas permis d'être sceptique lorsqu'on entend invoquer le *droit de la guerre* qui, somme toute, est presque exclusivement moderne, pour expliquer aujourd'hui le jugement des prises et justifier le main-

¹ Les prises en temps de guerre résultent du fait qu'un particulier équipait un navire pour secourir son pays et attaquer les ennemis. Le droit de représailles est bien différent. « Il ne s'accordait qu'en temps de paix, après un déni de justice positif, pour la réparation d'un tort individuel, jusqu'à concurrence seulement du dommage éprouvé et sans amener de ruptures ni d'hostilités générales entre ces Etats auxquels appartenaient les deux parties. » (De Mas-Latrie, p. 6, *op. cit.*)

tien au profit du vainqueur d'une institution antérieure à ce droit ?

Le jugement des prises destiné à sanctionner la règle internationale défendant la piraterie et les saisies irrégulières est entre les mains du seul capteur, qui le considère comme un simple accessoire de sa puissance judiciaire et militaire et trouve tout naturel de s'instituer à la fois juge et partie principale dans l'instance.

Ce jugement devrait être international puisqu'il sanctionne des règles internationales. Les capturés, les neutres devraient y prendre part. En un mot, l'organisation, le fonctionnement, la procédure des Conseils de prises actuels laissent à désirer.

L'amélioration de ces juridictions sera un moyen d'améliorer le droit des prises tout entier.

PREMIÈRE PARTIE

EVOLUTION HISTORIQUE DU DROIT DES PRISES DEPUIS L'ANTIQUITÉ JUSQU'A NOS JOURS

CHAPITRE PREMIER

ANTIQUITÉ : GRÈCE, ROME. ÉPOQUES GALLO-ROMAINE ET FRANQUE EMPIRE DE CHARLEMAGNE

Dans l'antiquité, les deux notions de force et de droit étaient confondues, ou, plus exactement, la première paralysait la seconde, la tenait sous sa dépendance.

A cette époque le droit était en quelque sorte enfanté par la guerre, et la guerre était l'état habituel de l'humanité. Les agglomérations d'hommes : famille, clan ou tribu cherchaient leur subsistance (en dehors de la cueillette) dans les produits de la chasse ou de la pêche ; ils trouvaient tout simple de prendre par la violence les biens de peuplades voisines relativement plus riches.

Cette pratique du pillage existait d'une façon si universelle dans le monde ancien, que les peuples policés, eux-mêmes, ont admis comme dérivant du droit primitif et de la coutume universelle — du *jus gentium* di-

saient les Romains¹ — le butin fait sur terre ou sur mer.

Nous n'étudierons que l'antiquité classique : la Grèce, Rome.

Grèce.

Pendant les temps héroïques de la Grèce, les peuples qui en habitaient les côtes se livrèrent à une piraterie si peu expérimentée qu'elle n'osait porter au loin ses excursions ; la fameuse expédition des Argonautes, tant célébrée par les poètes, si elle n'est pas une fable, fut probablement une piraterie plus éclatante que les courses auxquelles les Grecs se livraient habituellement². Certes, les Phocéens avaient été devancés par les Phéniciens et les Carthaginois, mais ils devinrent aussi des navigateurs habiles.

Le brigandage, même à l'époque classique, au témoignage de Thucydide³, était autorisé dans beaucoup d'États de la Grèce continentale. Pour s'en préserver, on voit⁴ deux villes de Locride, voisines d'Athènes, régler entre elles l'exercice de la piraterie et s'accorder une immunité réciproque pour la personne et les biens de leurs citoyens.

Les Athéniens, eux, avaient renoncé de bonne heure au métier de pirates. La loi de Solon (ἐνὶ λίσσιν οἰχόμενοι)⁵,

¹ Quae ex hostibus capiuntur jure gentium statim capientium fiunt (D., 41, I, 5).

² Pardessus, *Lois marit.*, I, p. 26.

³ *Thucydide*, I, 5.

⁴ Par un traité conclu entre deux villes, Chaléion et Anthéa publié dans Rangabé. *Antiquités helléniques*, t. II, p. 2.

⁵ Rapportée dans le *Digeste*, De collegiis et corporibus, 47, 22, p. 4 de Gaius.

visé non pas des sociétés de brigands, mais des compagnies de corsaires, c'est-à-dire d'auxiliaires du gouvernement en cas de guerre. Les armateurs devaient être munis de lettres de marque (*σῦλα διδοῦναι*¹) ; ils venaient en aide à un État, lorsque celui-ci « trop faible pour mettre sur pied une armée régulière, n'avait d'autre ressource que de faire provisoirement une guerre de pillage² ». — « Dans la loi de Solon, comme dans la première Philippique de Démosthènes, il s'agit seulement de sociétés de corsaires³. »

Il faut remarquer que les institutions relativement civilisées de quelques villes grecques doivent être regardées comme accidentelles ; « ce n'est nullement de leur développement et de leur généralisation qu'est sortie la course moderne⁴. »

On avait interdit le commerce avec les ennemis⁵ ; leurs biens et leurs navires étaient confisqués, parfois même leurs personnes soumises à un traitement barbare⁶.

En cas de reprise sur l'ennemi ou sur des pirates, la propriété — semble-t-il⁷ — était restituée à son ancien propriétaire, comme on le fait de nos jours.

La législation relative aux prises nous est inconnue.

¹ Démosthènes, *C. Lacritum*, § 26 (Reiske 931).

² Id., *C. Philippum*, I, § 23 (Reiske 46).

³ E. Caillemet, *Études sur les antiquités juridiques d'Athènes*, t. X. *Le Contrat de société*, IV. (Paris, Durand, 1872). Nous avons puisé presque toutes ces données sur les corsaires athéniens dans cet ouvrage qui a singulièrement éclairé l'histoire du droit maritime grec, resté dans l'ombre jusque-là. — (Cf. Egger, *Journal des savants*, 1873, p. 140).

⁴ Monencheuil, *Essai sur la course*, p. 3.

⁵ Vattel, § 117.

⁶ Pardessus, *Lois mar.*, I, 49.

⁷ D'après une citation de Démosth. De Halones (Reiske, t. I, 77.) — Cf. Weiss, *op. cit.*, I, 4.

On sait toutefois que si des contestations s'élevaient sur leur légitimité, elles n'étaient soumises ni au jugement d'un tribunal proprement dit, ni au verdict d'une sorte de jury, mais à l'opinion du peuple qui décidait si les biens devaient être restitués ou confisqués ¹.

A-t-il pu exister des prises en temps de paix, faites par les citoyens d'une ville grecque au détriment de citoyens d'une autre ville de la péninsule ? C'est très improbable. « Comme les républiques les plus importantes n'étaient que de très petits États, quand un ou plusieurs citoyens venaient à être lésés par des étrangers sans pouvoir en obtenir justice, la difficulté prenait tout à coup le caractère d'une question politique et il en résultait presque toujours une guerre entre les deux États. Dans une telle situation, le droit de représailles individuelles n'a pas existé ; car si une circonstance venait à lui donner occasion ou prétexte, il prenait aussitôt dans le fait le caractère de représailles générales d'une ville contre une autre ville, c'est-à-dire d'une guerre nationale ². »

R o m e .

Les Romains avaient emprunté leurs institutions aux Etrusques, qui étaient notoirement connus dans la Méditerranée comme un peuple de pirates ³. Ils n'héritèrent pas cependant de leurs goûts maritimes. Voisins de la

¹ Démosth., *C. Timocratem* (Reiske, 694, 19-20) — Cf. Caillemer, *op. cit.*, p. 50.

² Mas-Latrie, *op. cit.*, p. 6.

³ Wheaton (d'après Niebuhr), *op. cit.*, p. 2.

mer, ils ne lui demandèrent pas la fortune et la puissance, préférant cultiver leurs terres et s'aggrandir sur le continent en asservissant les autres peuples du Latium. Le peuple romain ne sentit la nécessité d'armer et d'équiper des vaisseaux qu'à ce moment où il ne lui fut plus possible de faire des conquêtes sans traverser les flots¹. Il eut toujours un dédain marqué pour le négoce et particulièrement pour le commerce maritime.

Un peuple destiné à conquérir le monde devait fatalement posséder un droit en rapport avec ses aspirations ambitieuses et tyranniques. L'empire de la force sur le droit est beaucoup plus puissant qu'en Grèce, où la seule communauté de vues qui pouvait faire agir les provinces rivales était un profond mépris envers les étrangers ou barbares. Pour les Romains, il existe une unité morale, centre et but de tous les efforts ; c'est la Cité, l'État.

Celui-là seul qui a contribué à édifier, à soutenir la grandeur de Rome, le *Civis romanus* peut prétendre à l'existence légale. Lui seul a droit à la protection de l'autorité publique qui dispose de la force et de la justice. Pour lui seul le *jus civile*, qui s'appelle aussi *jus proprium civium romanorum*. La propriété individuelle est considérée comme une institution propre au seul citoyen, c'est le *dominium*, *dominium ex jure quiritium*.

L'étranger n'a pas le droit d'exister, de posséder du moins, sans la permission de Rome. « *Adversus hostem æterna auctoritas* », tel est le principe de la loi des Douze Tables. Il n'est jamais considéré comme libre. *A fortiori*, tout ce qui se trouve entre ses mains est censé *res nullius*, est sujet (par conséquent) à l'appropriation du

¹ Pardessus, *Lois mar.*, I, 47.

premier occupant, comme les objets sans maîtres. S'emparer des biens de l'ennemi est donc un acte naturel et licite, et l'emploi des armes pour y parvenir ne fait qu'en rehausser l'éclat¹.

Le particulier qui faisait quelque butin (*præda*) en profitait sans conteste ; seuls les *biens immobiliers* étaient réservés à l'État.

Cependant l'intérêt supérieur de la discipline amena une autre exception. Le droit fécial romain finit par édicter cette règle, que personne ne pouvait légalement prendre part à une guerre contre l'ennemi public sans être régulièrement enrôlé et avoir prêté le serment militaire². Aulu-Gelle³ nous rapporte la formule d'un serment par lequel les soldats s'engageaient à remettre au consul tout ce qu'ils prendraient dans l'armée ou à dix mille pas à la ronde, à l'exception des effets ayant une valeur inférieure à un numme d'argent. Ainsi les *soldats* ne pouvaient s'emparer personnellement ni des meubles, ni des immeubles ; ils devaient attendre le partage par leurs chefs ou par le questeur.

Qu'il y eut ou non des distributions très régulières, la distinction entre les meubles et les immeubles fut généralement la base de l'attribution du butin respectivement aux particuliers et à l'État⁴.

Pour les captures sur mer, les règles devaient être les mêmes qu'à l'égard du butin fait sur terre. Si le *Digeste* ne

¹ « Maxime sua esse credebant quae ex hostibus cepissent ». (Gaius, IV, 16).

² Cicéron, *De Officiis*. — Wheaton, t. III, p. 18.

³ *Nuits Att.*, lib. XVI, cap. iv. — Delalande, *Occupatio bellica*, p. 25 (thèse, Paris, 1875).

⁴ Heffter, *Droit international* (1863), p. 299.

contient pas de règle spéciale aux prises maritimes, c'est parce que navire et cargaison sont un bien mobilier, un objet de butin comme un autre, dont la propriété, perdue¹ pour le possesseur primitif, passe immédiatement au capteur.

On distribuait aux soldats les marchandises. Quant au navire, bien que meuble, il semble avoir été considéré comme la capture de l'État; il est vrai qu'il était pris par des soldats sous les armes. L'aversion du Romain pour la mer empêcha toujours le simple citoyen d'équiper des navires susceptibles de se livrer à la course.

Seul l'État se décide, par raison militaire, à armer des flottes. C'est près de 500 ans après la fondation de Rome (494 U. C.) que la première victoire navale fut remportée à Mylos, grâce à l'invention, par le consul Duilius, d'un système de grappins en fer (*corvi*) destinés à rapprocher les vaisseaux ennemis des siens et à changer le combat naval en un combat de pied ferme. Mais l'État romain ne sut point profiter de sa prise. Au lieu de les faire entrer dans les arsenaux, on incendia les navires de Carthage; seuls les éperons de ces navires furent conservés pour élever sur le forum la colonne rostrale, vain trophée d'une éphémère victoire.

Un système si imprudent produisit ses fruits. Les pirates devinrent une puissance plus redoutable que toutes celles dont Rome avait triomphé. Les tributs de l'univers destinés à nourrir le peuple-roi étaient enlevés jusque dans les ports de l'Italie, et le forum entendit Cicéron

¹ La propriété en était perdue définitivement; aussi ne peut-il être question d'un droit de reprise ou de postliminie applicable aux navires.

avouer qu'il était honteux pour la République d'avoir négligé de s'assurer une marine ¹.

L'histoire de la piraterie pendant l'époque romaine peut se diviser en deux périodes, comme l'histoire de Rome elle-même, au point de vue international.

Tant que Rome eut en face d'elle des peuples puissants, elle leur appliqua le droit des gens et les traita d'égal à égal. Carthage, par exemple, était en relations très actives avec les États italiens, comme le prouvent des traités de commerce. Dans les traités commerciaux, les Romains, d'une part s'engagent à ne pas permettre que les vaisseaux soient pillés sur la côte d'Afrique et les Carthaginois promettent, d'autre part, de ne pas permettre le pillage des vaisseaux à la côte des États romains. Au contraire, le pillage de vaisseaux d'autres nations y était reconnu légal². Les Romains ne considéraient pas l'armement de navires et le pillage comme un instrument de vol, mais bien comme un moyen de domination sur la mer, moyen dont pouvaient user les peuples jusqu'alors égaux entre eux.

Du jour où Rome fut devenue, après l'écrasement de Carthage, maîtresse nominale de l'univers et de l'Océan, il n'y eut plus de droit pour les autres peuples, plus de droit international, le fait d'armer des navires prit le caractère infamant d'attentat. Désormais la piraterie n'est plus un moyen de guerre considéré comme légitimement employé par des peuples ennemis; elle devient un brigandage et les pirates n'ont plus de nationalité; ils sont regardés comme des bandits et des voleurs et non plus

¹ Pardessus, *Lois mar.*, I, 48.

² Weiss, *op. cit.*, I, p. 6.

comme de *justes ennemis*. Des peines sévères sont édictées contre eux ¹. Mais la police de la Méditerranée était si mal faite, qu'il put s'établir une véritable république de pirates, composée de tous les vaincus insoumis et de malfaiteurs de toute sorte, qui s'étaient retranchés dans la Cilicie et les îles voisines. Il ne fallut rien moins que les expéditions de guerre conduites par Pompée, puis Auguste, pour rétablir pendant quelque temps la liberté de commerce dans la Méditerranée.

Bref, s'il y eut des prises maritimes au temps de la puissance de Rome, ce fut surtout au détriment de cette dernière ; elles ne pouvaient donc pas être très bien vues des Romains. Lorsqu'il y avait quelque prise de cargaisons, le capteur en devenait propriétaire : *ipso facto*, s'il était simple citoyen — ou, s'il était soldat, après partage effectué par le chef de l'expédition navale. Dans tous les cas, dût la capture être réservée à l'Etat ou attribuée à un particulier, il n'y avait jamais lieu à un jugement proprement dit pour examiner la validité de la prise.

Le droit de *représailles*, soit sur terre, soit sur mer — dans ce dernier cas ce sont les prises maritimes en temps de paix — ne paraît pas avoir été admis par Rome ; nous n'en trouvons aucune trace dans les monuments législatifs. « Si cet usage eût été connu et pratiqué légalement, les jurisconsultes des premières époques qui ont recherché, prévu et résolu toutes les questions de droit probables ou imaginables n'eussent certainement pas manqué de parler du droit de représailles. S'il est question de cet usage dans les temps postérieurs (vers le v^e siècle de

¹ Monetheuil, *Essai sur la course*, p. 8.

notre ère¹), c'est qu'il était devenu nécessaire de le prohiber comme une coutume barbare² », le principe romain de la non-solidarité s'opposant à son admission.

Nous avons dit que la navigation de la Méditerranée était peu sûre, mais les représailles auraient encore été possibles sur terre. Elles n'avaient pas de raison d'être parce qu'elles supposent un conflit entre deux lois divergentes de deux nations ; or le monde connu dépendait alors d'une loi unique : la loi romaine.

Epoques gallo-romaine et franque. Charlemagne.

L'unité du monde romain fut désagrégée par l'infiltration des hordes barbares. Les invasions du iv^e au vi^e siècle se produisirent par la voie de terre, elles ne pouvaient avoir d'influence directe sur les questions maritimes. On doit noter toutefois le résultat, désastreux au point de vue économique, dont elles furent la cause incontestable : ce fut de faire cacher la monnaie d'or ou d'argent et par contre-coup de tuer le commerce, qui aurait pu continuer par la voie de mer restée plus libre. Le dénûment des habitants de la côte est devenu tel, qu'ils n'ont pas les moyens de s'équiper pour aller exercer la piraterie sur des rivages meilleurs. Incapables d'aller chercher fortune, ils attendaient que la fortune vînt à eux ; leur unique ressource était de piller les bateaux désemparés, les épaves que les flots rejetaient sur la grève.

¹ La première mention des représailles se trouve dans la novelle, 52, cap. 1, de Justinien.

² Mas-Latrie, *op. cit.*, p. 7.

Cependant l'acte de piller les naufragés ne semble pas avoir été une « faculté légale » selon l'expression de Pardessus¹. Déjà le Code des Wisigoths² prononçait des peines sévères contre ceux qui agissaient de la sorte ; « tout porte à croire, dit-il, que la législation de Charlemagne n'était ni moins juste ni moins généreuse ». Il est vrai qu'une loi peut rester dans le domaine de la théorie et n'être jamais pratiquée, mais l'histoire ne donne pas de démenti sur ce point ; elle nous apprend au contraire que les relations pacifiques se renouent entre l'Orient et l'Occident, sous Charlemagne, et que le commerce reprend un certain éclat dans la Méditerranée à cette époque. Cet empereur avait pris des mesures pour la surveillance des côtes ; à cet effet il avait institué des *custodes maritimi*³, également chargés de régler avec l'assistance de *prud'hommes* ou de *scabini*, les contestations auxquelles pouvaient donner lieu les affaires maritimes. Une législation aussi sage réussit à empêcher bien des abus.

« Des événements extraordinaires concoururent sans doute à changer cet état de choses vers la fin de la seconde race. Les invasions (par la voie de mer) des habitants du Nord, sur les côtes et bientôt dans l'intérieur de la France durent en être la cause⁴. » Commencées sur les côtes de la Neustrie en 841, elles durent jusqu'en 923 et se prolongent même jusqu'en 935 pour l'Aquitaine. Dans cette période d'un siècle s'établit le droit de s'emparer

¹ *Lois mar.*, I, 314.

² Lib. VII, tit. II, cap. xviii.

³ C'est ce qui résulte d'un capitulaire de l'an 802, chap. xiv et xv et du chap. xi d'un autre capit. de 812 — (Voir Pardessus, t. IV, p. 222-3).

⁴ Pardessus, *op. cit.*, I, 315.

de tout ce qui aborde sur le rivage. En effet, tout nouvel arrivant est redouté comme un ennemi, et l'on s'empresse de le réduire à l'impuissance. Le droit de naufrage procède de cette idée que l'étranger est considéré comme un ennemi, non plus pour ce motif juridique romain que l'ennemi est sans droit, car le christianisme a déjà fait sentir son influence, mais par suite des nécessités de la lutte pour l'existence. Le pillage, par les naufrageurs, des biens des navigateurs paisibles devient la compensation des ruines que d'autres navigateurs, les pirates, avaient causées.

CHAPITRE II

LE MOYEN AGE (DE CHARLEMAGNE A L'AN 1400)

Généralités.

Organisation politique, juridique et commerciale.

Lorsque l'empire de Charlemagne se fut écroulé sous l'assaut des invasions du Nord, il se produisit un émiettement complet des anciennes institutions de l'Europe occidentale. Pourtant les atomes, résidus de la société disparue, ne tardent pas à s'agréger de nouveau, mais pour former des corps d'une structure particulière, qui caractérisent l'époque féodale : les fiefs, les villes.

Les uns et les autres avaient recueilli les parcelles de l'autorité souveraine et en exerçaient les attributs : 1^o le droit de force armée ; 2^o le droit de justice (et le droit de législation¹, qui en était une conséquence, dans les idées du moyen âge). — Nous laissons en dehors les questions fiscales.

La différence qu'il y avait dans l'organisation de ces deux types de sociétés, le fief et la ville : pouvoir unique, pouvoir oligarchique, devait amener une différence dans la manière dont l'une et l'autre useraient de leurs droits souverains.

¹ Voir Esmein, *Cours élém. d'hist. du droit français*, p. 290.

Le seigneur, seul maître de son fief, n'ayant pas de comptes à rendre à ses administrés, a une tendance naturelle à ne considérer que ses intérêts propres et à les soutenir par la force. C'est un médiocre admirateur des procédés compliqués de la justice romaine, qui tendent à disparaître. Héritier de l'humeur belliqueuse des Saxons ou des Francs, il préfère s'en rapporter au sort des armes pour trancher les litiges. Dans les procès privés, on a recours au combat judiciaire ; dans les contestations politiques, à la guerre privée. Au début de la chevalerie, il ne saurait être question de jugement des prises. Le seigneur riverain ne peut qu'applaudir à un tournoi sur mer, d'où les siens sont sortis vainqueurs.

Au contraire, les institutions juridiques tenaient une large place dans l'organisation municipale (qui, au reste, était loin d'être copiée sur un type uniforme). « Les communes eurent pour origine des associations conclues entre les habitants d'une ville, sous la foi du serment, pour maintenir la paix au dedans et repousser les violences du dehors. Il en résulta qu'elles exercèrent d'emblée sur leurs membres une juridiction disciplinaire des plus énergiques, comme toutes les associations politiques qui veulent se suffire à elles-mêmes ¹. »

D'autre part, les citadins du moyen âge se livraient surtout au négoce ; il leur répugnait de recourir inutilement à la violence et de vider leurs contestations par des guerres, qui entravent toujours les relations commerciales ; leurs litiges étaient réglés pacifiquement par des moyens juridiques.

Toutes les cités furent commerçantes et eurent leur

¹ Esmein, *ibid.*

époque de prospérité. Toutes furent dominées par le régime des corporations, dont les principales étaient celle des marchands sur terre et celle des marchands sur mer (dans les villes littorales). Peu importait, du reste, le mode de leur vie municipale ; soit que le pouvoir fût exercé directement par la masse des habitants comme dans la plupart des communes de France, soit qu'il fût délégué à une élite financière, comme dans les « villes de Consulat¹ » de la péninsule italienne, le pouvoir appartenait au négoce.

On l'a fait remarquer : c'est un curieux spectacle que les commerçants du moyen âge « formant des cités presque à eux seuls et pliant les ressorts de leur gouvernement à un but de pur négoce² ».

Leur amour du commerce pacifique, leur désir de paix et de justice les amena à accomplir une chose prodigieuse : à faire fléchir la guerre devant les nécessités du commerce, à employer l'un de ses procédés (la capture des richesses, et à rejeter les autres, inutiles ou cruels. Ces hommes parvinrent à introduire des règles de forme juridique dans la guerre maritime proprement dite, qui jusqu'alors avait été sous l'empire exclusif de la force.

Les deux sortes de prises.

Il y avait au moyen âge deux sortes de prises : celles

¹ Nous aurons à parler seulement des « villes de Consulat » — qui se trouvaient sur les bords de la Méditerranée — parce que le commerce international sur mer se bornait à cette région, à peu près jusqu'au xiii^e siècle, date à laquelle se termine l'*histoire maritime du moyen âge*.

² Thaller, De la place du commerce dans l'histoire générale (*Annales de Droit commercial*, 1892, p. 163).

que l'on faisait pendant la paix, en vertu du droit de représailles, et celles effectuées pendant la guerre, en vertu du droit de course.

Les villes, tout juste capables de faire régner l'ordre au dedans, étaient trop faibles pour protéger à l'extérieur leurs citoyens ; les particuliers ne pouvaient confier qu'à leur initiative personnelle la défense de leurs droits.

Ceux qui se livraient au commerce sur mer se faisaient justice à eux-mêmes non seulement contre les pirates qui les attaquaient, mais contre des négociants paisibles qui refusaient de payer une dette commerciale. L'individu qui se prétendait lésé par un étranger et ne pouvait obtenir le redressement de ses griefs auprès de l'autorité dont celui-ci dépendait, demandait et obtenait de son propre gouvernement la permission d'armer en course pendant la paix afin de « *carrere super malefactorum donec plenarie fuerit emendatum* ». (Et non seulement il courait sus au mauvais payeur, mais aussi aux compatriotes du débiteur considérés comme solidairement responsables du paiement de ses dettes.)

La coutume du moyen âge admet cet usage des représailles, mais ne veut pas qu'il serve de prétexte à un enrichissement injuste. Pour être autorisé, il faut que le plaignant ait été victime d'un déni de justice de la part des tribunaux étrangers, il faut qu'il fasse juger à nouveau son cas par les juges de son propre pays. Eux seuls pourront lui permettre d'agir, en lui conférant une autorisation appelée *Lettre de marque* ou *Lettre de représailles*¹. Au retour de son expédition, il devra encore

¹ D'après M. de Mas-Latrie, *op. cit.*, p. 12. L'expression de Marqua fut plus usitée d'abord que celle de Représailles ; elle avait

faire vérifier par les juges de son pays s'il n'a pas outrepassé les droits que lui conférait la lettre.

Bien différente du fait de représailles est la course de guerre, à laquelle se livre un armateur dont la patrie entre en lutte déclarée contre quelque nation ennemie. Une autorisation préalable n'est plus nécessaire. Le pays est en danger; il suffit! Toute formalité serait gênante ou inutile, les relations étant rompues entre les deux États. La prise est un acte de guerre; on demande seulement au capteur d'agir en conformité avec l'intérêt militaire de sa cité. Certes, il se conduit quelque peu comme un pirate, aussi les expressions de *pirate*, *predones*, *corsarii* sont-elles employées comme synonymes dans les actes publics de l'époque. Cependant la distinction s'établit peu à peu et l'on en arrive à contrôler les agissements des armateurs de guerre.

SECTION I. — PRISES DE REPRÉSAILLES

§ 1. — Jugement des prises de représailles.

1. **Le jugement préalable.** — Le jugement préalable n'est pas à proprement parler un jugement de prises, mais (au risque de paraître superflu) il est nécessaire d'en parler, car c'était celui que l'on considérait comme le plus

le sens de saisie des biens des étrangers situés à l'intérieur du pays où était concédée la lettre. Le mot Représailles avait dans le principe le sens spécial de saisie ou poursuite des biens des étrangers situés à l'extérieur du pays où se concédait la lettre.

Au contraire, G. F. de Martens (*Essai*, p. 26) prétend que les lettres de représailles étaient valables pour l'intérieur du territoire, et les lettres de marque hors de la frontière.

important ; tout au moins c'est celui sur lequel on trouve le plus d'explications dans les anciens textes.

« On peut dire — avec M. de Mas-Latrie¹ — que jamais le droit de représailles n'a été concédé sans une instruction préalable sur les faits qui pouvaient motiver la demande et sans une information contradictoire sur le montant des dommages éprouvés. »

La procédure, les formalités à suivre variaient dans chaque ville.

A Venise. — La procédure des représailles a été réglée de bonne heure, dès la fin du ^{xiii}e siècle.

Le réquisitoire de la partie lésée était adressé aux juges des requêtes (*judices petitionum*) qui, après un examen sommaire et sans rien statuer sur la demande, devaient voir s'il existait des conventions entre la République et le pays contre lequel l'exposant sollicitait des représailles. Si l'on était lié par des traités, il fallait que ces traités fussent vérifiés par le doge et ses conseillers, assistés des juges des requêtes, afin de ne rien prescrire qui pût être en désaccord avec leurs dispositions. Si les traités permettaient de concéder des lettres de représailles, les juges des requêtes renvoyaient la demande à un Conseil ou Collège composé de quinze membres, qu'ils convoquaient spécialement et que présidait le doge. Les membres de ce Conseil étaient choisis parmi les *sopra consoli*, les *avogadors* du commun et les membres de la Quarantie majeure².

A Narbonne. — Après trois sommations adressées, sans résultat, au pays contre lequel étaient réclamées des

¹ Mas-Latrie, *op. cit.* p. 44.

² Décision du grand Conseil du 5 janvier 1304 (Mas-Latrie, p. 32, et pièces justificatives n^{os} 3 et 4).

lettres de représailles, la plainte était portée devant un Conseil composé de citoyens notables, élus par l'assemblée, qui avaient à adresser un rapport spécial aux Consuls (municipaux). Sur les conclusions affirmatives du rapport, les Consuls reprenaient l'examen de l'affaire et voyaient s'il y avait lieu oui ou non d'accorder la permission demandée ¹.

A Florence. — La demande de représailles adressée au Podestat était renvoyée à un jurisconsulte qui, après s'être rendu compte de l'accomplissement des formalités prescrites et de la *Constitutionnalité* de la lettre, eu égard aux statuts de la ville, rendait son jugement. Si la décision était affirmative, l'affaire était renvoyée devant le Conseil des Douze Arts Majeurs, présidé par le Podestat qui concédait alors une lettre solennelle de représailles après avoir fait donner caution au concessionnaire. Les prises étaient jugées par les tribunaux ².

A Gênes. — Nous connaissons l'ensemble de la procédure à Gênes par deux dossiers complets de demandes en représailles des années 1450 et 1451 (par conséquent postérieures à la période que nous étudions); mais rien n'empêche de croire que cette procédure fût déjà ancienne. Nous reproduirons donc l'analyse que M. de Mas-Latrie fait de l'une d'elles.

« Saisi d'une requête en représailles, le doge de Gênes donna commission au vicaire ducal et à deux jurisconsultes d'examiner l'affaire. Les commissaires conclurent en faveur de la concession de la lettre de représailles et au renvoi de la cause devant l'*office du commerce* pour

¹ Mas-Latrie, *op. cit.*, p. 30.

² *Ibid.*

qu'on y fixât le montant du préjudice éprouvé par le plaignant... Le bureau du commerce, après ample informé et examen, prononça qu'il y avait lieu d'accorder la lettre en fixant le montant du préjudice éprouvé. Sur ce rapport, le doge et le Conseil des anciens concédèrent une lettre de représailles, jusqu'à concurrence de la somme fixée par le Tribunal de commerce¹. »

Comme tout jugement, le jugement statuant sur l'étendue et le bien fondé de la demande en représailles entraînait *l'exécution* de la sentence.

Il ne s'agit pas de la concession de la lettre de marque, qui pouvait être refusée par le Pouvoir central lorsqu'elle présentait des inconvénients et constituait comme une partie intégrante de la procédure préalable, mais bien des actes d'exécution proprement dits, des mesures violentes tendant à saisir les biens du débiteur. « L'armateur lésé obtenait le droit exorbitant de se faire personnellement justice sur les biens de son débiteur, exécutait lui-même ou déléguait à d'autres l'exécution des mesures violentes qui seules pouvaient alors l'indemniser; mais il n'était dans l'action que l'exécuteur de tribunaux réguliers et compétents². »

2. **Le contrôle postérieur.** — L'exercice du droit de Représailles était soumis au contrôle des tribunaux publics et limité formellement à la somme du dommage éprouvé par le plaignant³. Ceux qui avaient effectué quelque capture devaient en confier la garde aux magis-

¹ Mas-Latrie *op. cit.*, p. 31, et note justif. nos XVIII et XIX.

² Mas-Latrie, *op. cit.*, p. 44.

³ *Ibid.*

trats de leur pays; marchandises et navires étaient immobilisés dans le port; on les vendait aux enchères publiques jusqu'à entière satisfaction de la partie lésée.

L'excédent devait être l'objet d'une restitution¹ et être consigné à cette fin « coram publicas personas ». En cas d'abus, le coupable répondait du dommage et était condamné à restituer le quadruple. Après la constatation par les magistrats de l'accomplissement régulier de toutes ces formalités, le créancier ainsi indemnisé donnait à son débiteur une quittance par acte authentique. On le conçoit, l'officier public ne pouvait dresser un tel acte que sur le vu du jugement qui avait terminé l'affaire.

§ 2. — Tribunal compétent.

Quelle était la juridiction compétente pour connaître des affaires de prises en représailles?

A. **Le premier jugement** (celui d'autorisation en obtention de lettre de marque) appartenait au tribunal de l'Etat du commerçant qui se prétendait lésé. Cet Etat avait le devoir de veiller aux intérêts de son sujet et d'examiner le bien-fondé de la plainte, d'une part, — d'autre part d'empêcher qu'elle ne fût le prétexte d'un enrichissement injuste.

Le plaignant n'a pas, ou mieux, n'a plus à s'adresser aux tribunaux de l'adversaire, puisque la demande en représailles présuppose une requête préalable et un déni de justice de leur part. Requis de condamner le débiteur

¹ Gairal, *op. cit.*, p. 23 (544).

ils ont formellement refusé ou se sont abstenus de juger. C'est seulement après leur refus — ou leur silence pendant six mois ou un an (selon les lieux) — que le créancier s'est retourné vers les magistrats de son propre pays, a fait estimer sa créance et sollicité une lettre de marque.

B. Jugement postérieur. — Le demandeur en lettre de marque, devenu capteur, doit à nouveau se présenter devant les magistrats de son propre pays, pour qu'ils rendent la seconde sentence, celle relative au contrôle de la prise. Il n'y a pas, à proprement parler, un second procès, mais bien la continuation de l'instance antérieure.

Il est conforme à l'ordre et à la raison que le capteur ayant reçu dans un port de sa patrie l'autorisation nécessaire pour équiper un navire, retourne dans sa patrie et dans le port d'armement pour faire contrôler sa prise. Le tribunal qui avait étudié le début de l'affaire pourra promptement rendre la décision définitive.

Cependant le tribunal de contrôle des prises de représailles n'était pas forcément le même qui avait jugé le bien-fondé de la plainte, mais il était plus simple de lui confier cet examen, puisqu'il avait déjà connu de l'affaire, gardé des notes, des souvenirs. En cas de contestations s'élevant au sujet de l'exécution d'un jugement surveillée par d'autres que les premiers juges, il était commode de s'adresser à ces premiers juges pour faire interpréter la sentence primitive. — L'état estimatif de la dette avait été établi par écrit ; ce document subsistait ; il pouvait être consulté par des juges autres que les premiers (voire même par des juges étrangers), par des fonctionnaires non judiciaires, par des agents de la force publique, qui

pouvaient veiller à l'exécution littérale de la première sentence.

En résumé, des deux sentences d'approbation nécessaires pour les prises de représailles, la première est la plus importante, car il s'agit d'examiner une question très grave : l'utilité d'un recours aux armes, dont la solution est susceptible d'entraîner une véritable guerre. La seconde, celle de contrôle, est moins difficile, car on a des bases d'appréciation suffisantes; il n'est pas besoin alors de magistrats éclairés.

Quand le capteur abordait sur le territoire où avait été rendu le premier jugement, des agents administratifs pouvaient suffire à vérifier l'exécution de cette décision.

Mais si le capteur abordait dans un port tiers, un contrôle sommaire de l'emploi de la lettre de représailles ne suffisait pas; il fallait procéder à un véritable jugement.

Hypothèse où le capteur aborde dans un port tiers.

Le tribunal d'un Etat tiers pouvait-il être compétent?

A. Le jugement antérieur. — Au moyen âge, un forain intentait-il une action contre des étrangers en pays neutre et devant des juges neutres, ceux-ci pouvaient refuser de juger, non par mauvaise volonté, mais à cause de l'état précaire des relations du droit international privé, parce que des privilèges garantissaient à l'étranger l'application de sa loi nationale.

A fortiori pourront-ils se récuser quand il s'agira de

représailles ayant pour but d'atteindre l'étranger hors des frontières. C'est un procédé que les deux nations des parties peuvent employer entre elles par réciprocité ; l'Etat tiers peut en reconnaître la valeur juridique, il n'a pas à les provoquer. — Eût-il même autorisé les représailles contre le débiteur, cet Etat tiers n'eût pu permettre de s'attaquer aux concitoyens de celui-ci. — Un créancier n'a donc pas avantage à recourir aux juges neutres ; il est préférable pour lui de s'adresser à son propre pays, qui défendra ses intérêts et même pourra prendre en main sa créance.

B. Le jugement postérieur. — L'auteur d'une capture aborde-t-il volontairement ou par force majeure dans le port d'un Etat tiers, cet Etat devrait — à ce qu'il semble — se désintéresser d'une prise qu'il n'avait pas autorisée, dont il n'était pas informé. Mais des particuliers qui veillent aux intérêts généraux du commerce en même temps qu'au bon ordre dans le port, les élus des corporations maritimes, vont visiter le vaisseau à son arrivée et voir s'il ne contient pas quelque bien provenant d'un butin illicite¹ ; toute vente de navire ou de marchandise est interdite avant que ce contrôle ait eu lieu.

Cependant, comme ils sont censés naviguer sous la juridiction de l'Etat dont ils portent le pavillon, il est logique que les capteurs essayent de conserver leur juridiction nationale et demandent à repartir en promettant d'aller se faire juger dans leur propre patrie. On leur impose la juridiction et la loi locale parce qu'il s'agit d'une affaire de police, d'une recherche de pirates.

Si le corsaire n'était pas porteur de lettres de repré-

¹ V. *infra*, section II, § 2.

sailles (ou s'il n'appartenait pas à quelque nation actuellement en guerre, hypothèse à laquelle nous allons arriver bientôt), il était considéré comme coupable de piraterie et condamné. S'il avait une lettre de représailles, il ne suffisait pas d'en comparer l'estimation avec la valeur réelle des captures effectuées, il fallait donner à cette lettre, à ce document judiciaire une sorte d'exequatur et reprendre l'affaire à son début. Le contrôle postérieur par un Etat tiers était alors plus long que lorsqu'il était fait par l'Etat du capteur qui avait seulement à vérifier l'exécution du premier jugement.

SECTION II. — PRISES FAITES EN TEMPS DE GUERRE

§ 1. — Institution d'un jugement.

Nous savons qu'une autorisation écrite préalable n'était pas encore nécessaire pour armer en course de guerre. *Existait-il un contrôle subséquent ?*

Aucun texte ne le prouve d'une façon péremptoire, mais nous osons le soutenir en invoquant soit l'existence même, soit certains passages d'un écrit fameux de l'époque : *le Consulat de la mer*, composé entre le ^x^e et le ^{xiv}^e siècle.

On n'est pas d'accord sur la nature de cet ouvrage. Des auteurs, comme Hautefeuille ¹, sont d'avis que « cette espèce de code de la marine marchande au moyen âge n'était pas une loi consentie par deux ou plusieurs nations, mais une compilation des usages les plus généralement adoptés par le commerce maritime », en vertu d'un accord bénévole et tacite entre gens de mer. L'opinion générale

¹ Hautefeuille, *Droits et Devoirs des neutres*, II, p. 312.

est au contraire que nous sommes en face de préceptes impératifs qui avaient fait partie des statuts de diverses villes baignées par la mer. On aurait recueilli en une compilation glosée des règles prises un peu dans toutes les législations locales. « L'expression même de consulat s'adresse beaucoup moins à un recueil qu'à une autorité de police et de juridiction qu'on rencontrerait, en cherchant bien, sur plus d'une place maritime du temps ¹. »

Du fait que les règles (peu nombreuses) du droit de la guerre maritime sont citées par *le Consulat de la mer*, on suppose que leur application était confiée à une juridiction *consulaire* (juridiction dont nous nous efforcerons plus loin de déterminer la nature).

On se plaît à répéter qu'au moyen âge le jugement des prises appartenait au commandant de la flotte armée, qui, sur le pont du navire amiral, statuait d'une manière sommaire.

Les usages de l'époque ne contredisent certes pas une telle institution. Il y a sur tous les navires un écrivain commis à la garde des contrats, chargé de noter les incidents de la route et d'en faire dresser un rapport au retour. « Ainsi, avant qu'un navire anconitain commence un voyage hors du golfe, on doit choisir un *consul* pris parmi les marchands qui sont sur le navire... et deux marchands qui seront conseillers du dit consul, et avec le conseil de ces deux personnes ou de l'une d'elles, le consul pourra et devra juger et décider les contestations qui seront por-

¹ Thaller, De la place de commerce dans l'histoire générale (*Annales de Droit commercial*, 1892, p. 193).

tées devant lui¹. » — Les navires armés en course avaient également leur consul².

En temps de guerre, lorsque deux navires de nationalité différente se rencontraient, qu'ils fussent destinés au commerce ou à la guerre, deux juridictions rivales se trouvaient en présence. L'une d'elles devait-elle fonctionner à l'exclusion de l'autre? Non, probablement, car il n'y avait pas en pleine mer de question juridique à trancher; Il n'y avait qu'une question de fait ou de force. A cette époque, la visite des bâtiments marchands au large n'était pas un droit, mais seulement un fait; ceux-ci pouvaient y résister lorsqu'ils en avaient la force³; Il n'existait pas encore de système formaliste de visite et de capture. — *Le Consulat* prévoit le cas où un navire de commerce est arrêté par une expédition en règle, par une flotte de quelque importance. Il lui faut se soumettre à la visite, sous peine de se voir attaquer comme un ennemi et couler à fond. C'est un vaincu qui doit suivre la juridiction du vainqueur.

L'amiral en chef de l'expédition devait, en pleine mer, sans délai — peut-être après avoir interrogé les gens du navire abordé — apprécier l'opportunité de l'arrestation: Était-on en présence d'un vaisseau ou de marchandises ennemis? Telle était la question à examiner. Dans la forme cet examen pouvait ressembler à un jugement, car l'amiral ne devait pas s'entourer d'un appareil d'assesseurs moins

¹ Statuts d'Ancône, rub. 47 — Pardessus, *L. M.*, V, p. 156 (de Valroger, *loc. cit.*, p. 40).

² Voir Pardessus, V, p. 429 (Valroger, *ibid.*).

³ Weiss, *op cit.*, I, p. 22, 30; Hautefeuille, *Hist. des origines*, p. 124 et ss. — Comparez, Cauchy, *Droit marit. int.*, I, 358; Gilles, *le Droit de visite*, p. 21 et ss.

compliqué que le juge-commissaire du moindre de ses navires. Mais quant au fond c'était plutôt un conciliabule, une réunion de Conseil de guerre appelé à donner un avis. Comme chef, l'amiral avait à se prononcer en dernier lieu ; mais il ne rendait pas un véritable jugement.

Par la lecture du *Consulat de la mer*, on peut se rendre compte que si la translation de propriété au capteur n'avait pas lieu *ipso facto*, par le fait même de la prise, elle ne se produisait pas non plus à la suite de la décision de l'amiral. « *Le Consulat* ne date la translation de propriété au capteur que du moment où *il* conduit la prise au lieu de sûreté ¹. » De même, les reprises n'appartiennent au second capteur que si elles ont été conduites dans un lieu de sûreté et en sont ressorties.

Pourquoi la propriété n'est-elle pas transmise immédiatement comme pour le butin terrestre d'alors ; pourquoi cette nécessité juridique d'*entrée au port* que nous rencontrons pour la première fois dans l'histoire maritime, si ce n'est parce qu'il est impossible de suivre le marin dans sa course rapide et qu'au port seulement se trouve une autorité stable, capable de contrôler les actes de l'armateur et de sévir s'il y a lieu

En somme, rien ne s'oppose à ce qu'il ait existé un jugement des prises de guerre, à l'époque des villes libres du moyen âge. Il n'était cependant pas une nécessité juridique. Il n'avait pas une influence *positive* (si l'on peut s'exprimer ainsi), puisque la translation de propriété des bien capturés ne date pas de son prononcé ; mais il avait une influence *négative*, car lorsqu'une erreur était consta-

¹ Cf., Gelfcken, § 138, p. 316, en note.

tée par les juges arbitres, le capteur perdait tous ses droits et la prise était restituée à son propriétaire si c'était un neutre, confisquée au profit de l'Etat si c'était un ennemi.

Un contrôle des prises était utile et nécessaire à plusieurs points de vue.

Point de vue politique et militaire. — L'amiral, au retour de son expédition, doit en rendre compte à ceux qui lui ont délégué l'autorité. Il peut s'être trompé dans une décision prise à la hâte et avoir cru, à tort, ennemis des navires ou des marchandises appartenant à des amis. Cette question : « La capture est-elle *amie* ou *ennemie* ? » n'est pas toujours facile à résoudre. Il faut donc une autorité supérieure pour trancher les cas douteux.

Point de vue du droit commercial et civil. — Il ne s'agissait pas seulement de trancher une question d'opportunité de la prise. Le capitaine ou le propriétaire d'un navire, obligé de subir en fait la visite et certaines réquisitions de la part de l'amiral, demeurait libre et indépendant en droit. Il devait stipuler librement — c'est *le Consulat* qui l'affirme — le montant des « frets » ; il avait également des indemnités, des « soultes », des « compensations » ou « pactes raisonnables » à toucher. En cas de désaccord, le recours à une juridiction ¹ (choisie à l'amiable ou imposée) devenait nécessaire.

Point de vue fiscal. — D'après Hall ², ce serait unique-

¹ Prévoyant un désaccord entre le propriétaire du navire repris ou reconstruit et le recapteur, sur le montant de la récompense à allouer à celui-ci, *le Consulat* décide : « La fixation en sera déférée à l'arbitrage de prud'hommes. » (Voir Pardessus, II, p. 230, *cf.*, de Boeck, p. 21.)

² *International Law*, p. 474, § 150, note 3.

ment à un intérêt financier que l'on devrait la pratique d'amener les prises dans un port, pour les faire adjudger. Primitivement, l'État aurait prétendu retenir à son profit une part de la valeur des prises effectuées par un armateur et n'aurait institué une juridiction que pour statuer sur le partage du bénéfice entre lui et le capitaine.

Une taxe au moyen âge avait souvent moins pour but d'enrichir le trésor que d'affirmer un droit *éminent* ; c'était le moyen d'établir le principe que toutes les prises sont faites au nom ou pour le compte de l'État. Mais un tel droit ne peut être établi que sur les sujets d'une souveraineté déterminée ; au contraire, une simple taxe fiscale à l'entrée du port peut être perçue sur tout arrivant, sans distinction de nationalité. C'est dire qu'une juridiction de prises n'aurait eu à connaître que des captures faites par des nationaux et non de celles des étrangers. Or, s'il était permis de se défier de ses sujets avoués, un citoyen pouvant trop facilement se soustraire à l'autorité de sa métropole en abordant à l'étranger, il n'était pas moins utile de surveiller les armateurs anonymes, sans nationalité déterminée, sans patrie, autrement dit les pirates. Les métropoles étrangères doivent pouvoir juger. Des nécessités de police passent avant les intérêts fiscaux, pour faire établir un jugement des prises.

Point de vue de la police. — Des particuliers arment en course de guerre pour agir isolément. Ils n'ont cure de soumettre leurs prises à l'appréciation d'un amiral dont ils ne reconnaissent pas l'autorité, dont ils ne dépendent pas et qu'ils ne sauraient en quel lieu trouver. Il ne faut pas que ces armateurs puissent échapper à tout contrôle. Parce qu'il n'y a pas d'amiral pour les commander, parce qu'ils sont loin de leur pays — qu'ils l'ont

fui peut-être — il ne faut pas qu'ils puissent agir à leur guise, sans être jugés?

Les mêmes raisons qui nécessitaient un contrôle des prises de représailles, au moment où les marins abordaient en pays civilisés, existaient pour les prises de guerre : il fallait combattre la piraterie, se garder d'une attaque du port, toujours possible, surveiller les entrées de navires. S'il y eut perception d'une taxe, en même temps que contrôle de la capture, c'est parce que les inspecteurs du port, les douaniers, étaient en même temps chargés de percevoir des droits d'entrée sur les marchandises, des droits d'attaché sur les navires qui pénétraient dans la rade ; mais ils devaient avant tout assurer le service de police.

§ 2. — Organisation — Nature du Tribunal.

Par quelle sorte de tribunal les prises de guerre étaient-elles contrôlées ?

Etant donné l'analogie frappante qui existe entre les prises de guerre et celles de représailles¹, étant donné également la nécessité de combattre les pirates par un contrôle sérieux commun à l'un et l'autre cas, on pourrait *a priori* s'attendre à les voir juger par une même juridiction, tout au moins par des juridictions similaires. Il n'en était rien, croyons-nous. D'après Wheaton², les incidents de prises tombaient sous la compétence des « *Tribunaux consulaires établis dans la Méditerranée* », ou des *prud'hommes* du lieu où le navire devait être conduit.

¹ Voir *infra*, p. 65, note.

² *Op. cit.*, p. 70-78.

Pardessus ¹ donne à ces prud'hommes une autre qualification : celle de *jurés de la mer*, de *Consuls*. Quant à Hall, sans donner d'appellation propre, il croit, nous l'avons vu, à la présence d'agents du fisc pour l'examen de la capture.

Faute de données exactes, il est impossible d'être beaucoup plus précis que ces auteurs. Nous croyons cependant pouvoir les mettre d'accord, en disant qu'ils font allusion, sous des noms différents, à un même organisme qu'ils ont aperçu à une époque différente de son existence, à une même institution, que l'on désignera sous le terme générique de *Consuls de la mer*. D'abord magistrats temporaires et électifs, dus à l'initiative privée, librement choisis par les parties et indépendants de l'État, ces Consuls furent peu à peu absorbés par le pouvoir central (et c'est seulement dans leur rôle de fonctionnaires fiscaux de l'Etat que l'auteur anglais les a vus à l'œuvre).

Qu'étaient les Consuls de la mer ? Étudions leur situation, à la suite de M. de Valroger², dans la ville de Pise parvenue de bonne heure à une grande prospérité maritime, et dont les institutions servirent de modèle aux autres cités qui, plus tard, héritèrent de sa splendeur.

Le terme de « Consul » s'appliquait à une grande variété de fonctions. Il y avait, d'abord, les Consuls de la Municipalité, qui dirigeaient la politique locale dans la métropole. Dans les autres villes se formaient de petites colonies qui tentaient de s'administrer elles-mêmes et de

¹ *Lois maritimes*, IV, p. 223.

² Nous empruntons presque tous les renseignements qui vont suivre à la remarquable « Etude de M. de Valroger sur l'institution des Consuls de la mer au moyen âge » publiée dans la *Nouvelle Revue historique*, 1891, p. 36, 76, 193, 216.

faire reconnaître leur droit à l'autonomie. Dans le Sud le « Consul », dans le Nord l'Alderman étaient leurs chefs élus, et non des représentants de leur gouvernement¹.

Toutefois, l'État avait des délégués relevant directement de son autorité : les « Consuls envoyés » (*Consules missi*) pour la protection et dans l'intérêt des nationaux. Ils étaient compétents entre nationaux, *inter subditos*, sauf en matière de police locale². On les appelle aussi *Consules nationum*, *Consules ultra mare*. Rappelons encore les « Consuls voyageurs », qui étaient nommés au début d'une expédition maritime, pour suivre et accompagner le navire pendant son voyage.

Les Consuls de la mer sont différents de tous ceux que nous venons d'énumérer.

Dès le principe, ils apparaissent comme une des principales autorités existant dans l'Etat ; mais ils ne sont pas fonctionnaires de l'Etat³, car ils sont désignés : « *Consules Pisanorum ordinis maris* ». Ils étaient donc les *agents d'une corporation*, l'« *Ordo maris* »³.

Né sans doute du besoin de cohésion qui rapproche par la communauté d'intérêts des êtres impuissants dans leur isolement, le syndicat eut pour préoccupation initiale de se défendre contre les propres citoyens de Pise qui s'adonnaient à la piraterie. Hors de l'intervention autoritaire de l'Etat, avant que celui-ci ait exigé une déclaration préalable de course et rendu obligatoire l'emploi d'une patente de corsaire, les membres de l'Ordo maris, pécuniairement intéressés dans des entreprises de

¹ Nys, *Origines du droit international*, p. 286.

² Valroger, p. 39, 40,

³ Valroger, p. 43.

commerce sur mer, surveillaient les *préparatifs* des armateurs et le recrutement des membres de l'équipage, qui devaient les uns et les autres être affiliés par serment à l'Ordo et déposaient une caution dans la caisse de la corporation. On le conçoit sans peine, l'arrivée d'un navire ne devait pas être moins surveillée qu'un départ, surtout si les arrivants ne faisaient point partie de l'Ordo, *a fortiori* s'il étaient des étrangers, des inconnus.

Les Consuls de la mer étaient à la tête de l'Ordo maris; ils formaient un collège sous la présidence d'un premier Consul, qui changeait chaque mois par ordre de roulement. A côté d'eux, mais au-dessous, siégeaient un grand et un petit Conseil, librement élus à l'origine, mais plus tard composés de créatures imposées par le Gouvernement; on délibérait sur les questions intéressant le commerce. Les Consuls tenaient, avec l'assistance d'un *judex* à titre consultatif, la *Curia ordinis maris*, véritable instance judiciaire.

Les Consuls de la mer avaient, soit seuls, soit en concurrence avec d'autres individus, des attributions *administratives, judiciaires et financières*.

I. ATTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES ET DE POLICE. — Sans être fonctionnaires de l'Etat (nous le répétons), les consuls de la mer surveillaient, avec l'agrément de celui-ci, la navigation et le commerce maritimes. Ils prenaient soin de l'entretien du port. « Ils intervenaient auprès des autorités gouvernementales pour la répression des délits commis sur mer ou la restitution des biens injustement dérobés¹. » C'était assurer la police et la sécurité publiques.

¹ Valroger, p. 49.

II. ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES. — Les consuls de la mer exerçaient sur tous les membres de l'Ordo un pouvoir disciplinaire et de police interne, afin d'assurer le respect des usages ou des règlements corporatifs.

Ils possédaient en outre une véritable juridiction contentieuse. D'abord arbitres particuliers, tenant uniquement leur mission du libre choix des parties, ils furent ensuite de véritables juges professionnels reconnus par l'Etat¹ et, finalement, contrôlés par lui. Les consuls devinrent peu à peu des magistrats de première instance, d'abord pour les membres de l'Ordo qui recouraient à leur arbitrage, et, plus tard, même pour les étrangers, qui finirent par les accepter comme juges².

III. ATTRIBUTIONS FINANCIÈRES. — Il semble que les consuls aient possédé encore des attributions fiscales. L'Ordo aurait eu non seulement des revenus propres : le produit des amendes entre ses membres, la taxe des frais de justice, mais encore le maniement des revenus douaniers. Plus tard une séparation se serait produite, l'« ordo maris » n'ayant plus qu'une caisse spéciale, séparée de celle de l'Etat³. C'est seulement dans le cas où les consuls avaient été créés d'emblée ou étaient devenus fonctionnaires du gouvernement, qu'on leur laissa la gestion de ces fonds publics, en même temps que l'inspection des navires à leur entrée dans le port.

L'histoire des cités maritimes du moyen âge ne pré-

¹ A Pise, les Consuls président en qualité d'arbitres aux ventes publiques de navires, et sont reconnus à cet égard par l'Etat lui-même (Valroger, p. 53).

² C'est en 1384 que l'Etat de Pise plaça les Consuls de la mer sous sa surveillance directe et son contrôle. (Valroger, p. 52, 56.)

³ Cf. Valroger, p. 49.

sente pas partout une même évolution des attributions professionnelles vers les fonctions publiques. Dans certaines villes, l'institution des consuls de la mer fut importée de l'étranger par le pouvoir central, dont les consuls furent la création et la représentation directe.

Ainsi, dans le sud de la France¹, les consuls furent des fonctionnaires désignés par le prince ou par le seigneur local; ils avaient pour mission d'affirmer les droits de leur maître, notamment par la perception de l'impôt des douanes, qui était un signe tangible de souveraineté.

Même dans des pays où les consuls devinrent dépendants de l'autorité centrale, par exemple à Valence, où le roi d'Aragon influait sur leur nomination, l'autonomie ou l'indépendance des corporations marchandes furent reconnues ou respectées. — A Valence, les consuls de la mer procèdent seulement à une sorte d'instruction des prises; lorsqu'ils l'ont terminée, ils se rendent successivement devant l'Assemblée des prud'hommes marchands de la ville, puis devant le Conseil des prud'hommes marchands de mer. « Si les deux Conseils sont d'accord, la sentence est prononcée sur-le-champ. Si les deux Conseils ne sont pas d'accord, et si les prud'hommes de mer ne veulent pas se réunir aux prud'hommes marchands pour délibérer en commun, c'est l'avis des prud'hommes de la mer qui doit prévaloir². »

Qu'ils eussent isolément ou en bloc les fonctions administratives, fiscales, judiciaires, leur permettant soit de

¹ A Perpignan, à Montpellier, dès qu'ils apparaissent, les Consuls de la mer sont des collecteurs d'impôt dépendants de l'Etat (V. Valroger, p. 210 et 213).

² Valroger, p. 196.

découvrir et de signaler les biens volés, soit d'examiner les affaires de prises, les consuls de la mer présentent cette *particularité* de représenter une corporation et d'être assez *indépendants des autorités gouvernementales* ¹.

Dans les questions de captures de guerre, le rôle de l'Etat aurait donc été plus effacé que dans celui des questions de représailles, où la décision appartenait principalement à des juges fonctionnaires.

Cette différence, étrange au premier abord, — car il semble qu'un Etat, s'il peut laisser libre cours à l'initiative privée pendant la paix, devrait, en temps de guerre, faire sentir son autorité qui tend à s'ébranler, — cette différence peut être expliquée.

α. Il faut se rappeler pour cela que la coutume des représailles marchait de pair avec le principe de la solidarité des dettes. La personne qui avait à réclamer le paiement d'une dette devant la justice étrangère aurait pu citer son débiteur devant le Consul de la corporation à laquelle il était affilié. Mais le débiteur à qui l'on demandait, vu la solidarité, de répondre d'une obligation qui n'était pas la sienne, se retournait contre la maison commerciale du concitoyen à la décharge de laquelle il avait payé. Comme les deux compatriotes n'appartenaient pas toujours à la même corporation, il s'ensuivait que, dans l'action récursoire, aucun Consul n'était compétent; il fallait donc porter le débat devant un juge de l'Etat ou devant quelque autre juridiction d'ordre supérieur ².

¹ A Florence, les Consuls de la mer ne représentent pas directement ni exclusivement une corporation maritime; ils sont nommés par les seigneurs, sur présentation des commerçants (V. Valroger, p. 62).

² Thaller, *op. cit.*, p. 199 et 200.

Dans le propre pays du créancier qui s'était vu refuser justice à l'étranger, la juridiction chargée d'examiner la dette à recouvrer par représailles ne devait pas être d'une condition inférieure à celle du pays adverse. Il était naturel de concentrer les questions de répétition de dettes entre citoyens de deux pays différents dans les mains d'un seul tribunal, soit que le concitoyen fût un débiteur poursuivi défendeur, soit qu'il fût demandeur en autorisation de représailles.

β. Une juridiction d'un degré élevé était encore nécessaire, en matière de représailles, pour un autre motif. Le gouvernement avait à *surveiller de près les actions isolées* de représailles, parce qu'il redoutait de voir naître avec les puissances rivales un conflit pouvant dégénérer en contre-représailles, parfois même en une véritable guerre.

Au contraire, quand la guerre est déclarée, c'est que les ressources diplomatiques sont inutiles, épuisées; il n'y a plus de ménagements juridiques à prendre, à garder; il reste seulement à combattre de bons combats. L'Etat porte toute son attention sur la direction des hostilités et se préoccupe surtout de coordonner les efforts individuels; il ne se soucie pas d'un jugement bien régulier des captures. Alors, un organisme inférieur, tel que l'assemblée des consuls de la mer, est suffisant pour contrôler les prises de guerre.

§ 3. — **Compétence.**

1° *Ratione materiæ*. — L'organe qui avait à contrôler les prises de guerre n'était pas une juridiction spéciale, une juridiction d'exception, comme le sont aujourd'hui les Conseils de prise. Sa compétence *ratione materiæ*

était très vaste puisqu'elle embrassait toutes les questions commerciales, parfois des questions civiles ou pénales. — Le jugement des procès de prises tenait une place minime dans ses attributions ¹.

2° *Ratione loci*. — La juridiction compétente *ratione loci* était le Tribunal du « lieu de sûreté » où la prise devait être conduite.

Il va de soi que le lieu de sûreté ne pouvait être un port des ennemis ; ceux-ci n'auraient pas manqué de faire

¹ *Procédure*. — Il serait difficile de parler de la procédure du jugement des prises au moyen âge s'il n'en était resté des vestiges jusqu'à l'heure actuelle. Wheaton l'a fait remarquer : les règles employées pour le jugement des prises ont une *grande analogie avec celles de la juridiction criminelle de l'époque*. (Il est vrai que la poursuite avait rarement lieu d'office par le juge, mais ordinairement par le particulier lésé ou ses représentants ; aussi la procédure criminelle suivait en général les règles de la procédure civile, n'étant qu'un débat entre deux particuliers.)

À l'heure actuelle le capturé, bien qu'il soit *accusé* d'un acte hostile, doit prouver l'illégalité de la capture et, pour ce motif, est considéré comme *demandeur*. L'origine de cet usage est très ancienne. Il ne faut pas remonter jusqu'à la théorie des preuves dans les coutumes germaniques, qui obligeaient un accusé protestant de son innocence à prouver sa non-culpabilité (serment purgatoire, cojurantes). Il suffit de s'arrêter à la théorie du moyen âge qui imposa le fardeau de la preuve au demandeur. Du capteur ou du capturé, celui dont il y a lieu de se méfier et qu'il faut juger, ce n'est pas l'armateur sans défense, mais bien le corsaire armé qui peut trop facilement agir en pirate. S'il y a réclamation par les capturés ou par les personnes qui veillent à la sécurité du commerce, ces réclameurs sont demandeurs et la preuve de la piraterie leur incombe. La preuve se fait par témoins. Il est vrai qu'au moyen âge l'on pouvait ordinairement contredire « fausser » les témoins par le duel judiciaire ou bataille ; mais les *Assises de Jérusalem* nous montrent que dès le xii^e siècle « bataille n'a lieu dans les contestations maritimes ». Les tribunaux consulaires adoptèrent de bonne heure la procédure inquisitoire ; l'instruction écrite et secrète.

une « reprise » du bien qui leur avait été enlevé. Restent donc les ports de l'Etat du capteur et les ports de l'Etat tiers.

L'Etat du capteur sera compétent, parce que la coutume de l'époque impose au vaincu la juridiction du vainqueur.

D'autre part, le capteur peut conduire sa prise dans le port d'une tierce puissance. Rien ne peut moralement l'en empêcher ; il est sorti du port d'armement de sa propre initiative, sans demander permission à personne, sans verser aucune caution. Il peut donc aborder où bon lui semble avec son butin, mais il est difficile qu'il échappe à tout contrôle, car, de retour dans sa propre patrie, il peut encore être secrètement dénoncé ¹ comme pirate et jugé. Aborde-t-il dans un Etat tiers, ceux qui veillent à la protection et à la police du commerce ne manqueront pas de contrôler son chargement. Dans le cas où son pays ne lui a pas délivré de lettres de représailles ou n'est pas en état de guerre ouverte contre un autre, il est suspect de piraterie. Comme il n'y a guère de *neutralité* — au sens actuel du mot — mais seulement des *amis* ou des *non amis*, on peut s'attendre à voir l'Etat où l'on aborde reconnaître facilement les captures ou les contester suivant qu'il est favorable ou non à la nation du capteur. On n'a

¹ A Gênes, dans le palais communal, était un coffre très solidement fermé, dans lequel tout homme lésé par des Génois, quelle que fût sa nationalité, pouvait introduire ou faire introduire une cédule indiquant la plainte et le nom des spoliateurs. Trois commissaires ouvraient le coffre, à des époques déterminées, examinaient les plaintes et, s'il y avait lieu, saisissaient les biens des spoliateurs pour attribuer aux victimes l'équivalent de ce qui leur avait été enlevé (V. de Mas-Latrie. L'officium Robarie ou l'Office de la piraterie à Gênes au moyen âge. *Biblioth. de l'Ecole des chartes*, 1892, p. 267).

pas à redouter une complaisance ou une animosité aussi grande de la part des représentants de la corporation maritime. Ils peuvent être jaloux — cela est vrai — de commerçants rivaux, mais le commerce sur mer est de sa nature international ; l'intérêt de la réciprocité leur commande d'agir avec équité. Cependant, les gouvernements eux-mêmes firent alliance entre eux pour combattre les pirates, ou tout au moins pour ne pas leur donner asile. A leur tour, ils comprirent la nécessité d'un jugement sérieux. La ligue contre la piraterie, d'abord passive, devint ensuite active.

C'est assez tard que les Etats s'engagèrent à surveiller leurs propres corsaires. Avant d'armer en course, ces derniers durent demander une permission spéciale (commission) et donner des gages de leur conduite à venir. Aussi le corsaire qui avait fait une capture dut-il se rendre au port où il avait reçu son autorisation et versé son cautionnement. C'est ainsi que la compétence *ratione loci*, d'abord déterminée par le port où abordait le corsaire, fut fixée par le port d'où il était parti.

§ 4. — Principes applicables et appliqués.

« Les juges ou arbitres des villes, dit Pardessus¹, n'avaient primitivement point de code qui servît de règle à leurs décisions ; ils prononçaient suivant l'équité et leur conscience. Mais le retour des mêmes questions et le renouvellement de décisions semblable formèrent insensiblement un corps de jurisprudence. Peu à peu l'ensemble des décisions antérieures, la jurisprudence, fut considérée

¹ *Lois maritimes*, IV, p. 223.

comme un précepte de loi, comme une coutume bien établie. On la codifia. De recueil oral de pratique, elle devint la règle écrite et fut insérée dans les statuts municipaux.

Les navigateurs rapportèrent dans leur pays les usages judiciaires dont ils avaient apprécié au dehors le bon fonctionnement ; la coutume d'une ville remarquable par ses dispositions favorables aux étrangers commerçants fut admise par d'autres cités maritimes. Il se produisit pour les statuts de ces villes un phénomène de rapide propagation, semblable à celui qui eut lieu dans l'intérieur du continent pour les chartes municipales, que l'on retrouve presque identiques dans toute une province. Ici, la province, c'est une région de la mer dont les commerçants ne dépassent guère les limites : pour la Méditerranée, *le Consulat de la mer* est la coutume presque unanimement adoptée ; dans l'Atlantique, on préférera les *Rôles d'Oléron*, et ce sont les *Recès de la Ligue hanséatique* qu'on appliquera dans la mer du Nord.

De tous ces documents, celui qui doit quelque peu nous retenir est le plus ancien, le « Consulat de la mer », dont les règles — plus tard répandues au loin — n'étaient pas pratiquées à cette époque en dehors du bassin de la Méditerranée. Ce recueil nous montre à ses débuts, dans cette région, le droit maritime moderne. Il contient les prémisses du droit applicable aux prises de guerre.

Le Consulat est avant tout une compilation des usages adoptés par le commerce sur mer ; il ne faut pas s'attendre à y trouver beaucoup de règles ayant trait au droit de la guerre maritime.

On y observe seulement la pratique scrupuleuse de ce principe, que ceux qui ne sont pas en cause dans la lutte,

qui ne sont pas ennemis; ceux appelés ordinairement *amichs*, doivent être respectés dans leurs personnes et dans leurs biens. Quant aux ennemis, il sont livrés au pouvoir arbitraire du vainqueur.

1° *Ennemis*. — « Lorsqu'un navire allant ou venant ou étant en course rencontre un navire marchand, si ce dernier appartient à des ennemis ainsi que sa cargaison, il est inutile d'en parler, parce que chacun est assez instruit pour savoir ce qu'il doit faire, et, dans ce cas, il n'est pas nécessaire de donner de règle¹. » — Ainsi tout ce qui appartient aux adversaires est de bonne prise.

2° *Amis*. — Les combattants prennent à l'égard de l'*ami* toutes les précautions possibles pour ne pas le molester, le mécontenter ou le rendre défavorable à leur cause.

On ne pratiquait pas, à cette époque, la neutralité telle que nous la comprenons aujourd'hui, en ce sens que le pavillon n'était pas une sauvegarde pour les cargaisons qu'il couvrait. Mais les belligérants laissaient au commerce des « amis » une liberté remarquable pour ces temps prétendus barbares. La défense de commercer avec l'ennemi n'est faite qu'aux nationaux, comme en droit romain. Le commerce n'est pas interdit entre belligérants et neutres. Le neutre a le droit de se servir du navire de son *ami* pour transporter ses propres marchandises et réciproquement d'employer ses navires au transport des marchandises d'un belligérant.

Cependant la guerre faite par une cité a pour but de ruiner la cité rivale en détruisant son commerce, source de sa prospérité; comme chacune cherche à sauver ses

¹ *Consulat*, ch. ccxxxi (Pardessus, II, p. 303).

richesses sous la protection du pavillon neutre, l'adversaire pour les capturer doit aller les chercher sous ce pavillon. C'est là l'origine de la *visite* ; ce procédé est admis en fait plutôt qu'en droit. Le belligérant s'arroge le droit d'inspecter la cargaison, et le neutre est obligé de s'y soumettre de bonne grâce dans la crainte d'être *coulé à fond*.

Il peut arriver que le navire, d'une part, la cargaison (en totalité ou en partie), d'autre part, ne soient pas de la même nationalité. S'il y a des marchandises ennemies sur le navire neutre, elles sont sujettes à saisie et à confiscation (art. 276) ; le navire neutre qui les transportait doit être laissé libre de continuer sa route, sauf le cas où il serait réquisitionné pour transporter les objets capturés jusqu'au lieu de sûreté.

Le Consulat prévoit aussi le cas inverse. Des marchandises neutres sont trouvées à bord d'un navire ennemi : elles ne doivent pas être capturées, ou, plus exactement, on doit les remettre à leur propriétaire lorsque le vaisseau est arrivé au lieu de sûreté sous bonne escorte.

Le Consulat veille à ce que le neutre n'éprouve aucun dommage matériel : lorsque son vaisseau est réquisitionné en cours de route, le neutre peut exiger le paiement intégral du fret ; il doit être indemnisé de tout retard causé à son voyage par le fait du capteur.

Voilà, brièvement exposé, l'ensemble des règles du « Consulat de la mer », relatives aux captures maritimes. On sent dans ces usages la préoccupation d'établir une parfaite justice distributive : *Quique suum*, les biens de l'ennemi seront confisqués, ceux du neutre respectés. Cauchy¹ a fait ressortir ainsi la simplicité de ces usages : « A cette époque où les matières du droit des gens mari-

¹ *Op. cit.*, I, p. 365.

time n'avaient pas encore été définies par la science, les règles de ce droit (à venir) empruntaient à leur contact, je dirais presque à leur mélange avec le *droit privé* du commerce, un caractère de bonne foi qu'on ne retrouve pas au même degré dans les définitions plus savantes des siècles suivants¹. »

¹ Pour que la propriété privée sur mer soit traitée d'une façon équitable, *le Consulat de la mer* veut que l'on apprécie isolément le navire et les marchandises (*roba*). Ses règles peuvent se condenser dans la double formule : « navire ennemi, marchandises ennemies ou neutres. — Navire neutre, marchandises ennemies ou neutres. » Cette pratique a été changée dans les siècles suivants. Au risque d'anticiper sur le développement chronologique des faits, on peut utilement donner ici un résumé comparatif des divers systèmes successivement pratiqués.

La méthode du Consulat fut remplacée par une autre, dans laquelle le navire et la marchandise sont considérés comme un bloc que l'on doit confisquer ou relâcher tout entier. Il y eut de ce système deux modes d'application différents.

I. — Dans le premier, si l'une de ces deux choses (le navire ou la marchandise) est ennemie, elle fait confisquer l'autre : « Navire ennemi confisque robe d'ami » — « Robe d'ennemi confisque la robe d'ami et le navire ».

II. — Dans le second système on bloque toujours les deux choses, mais c'est d'après la qualification de la principale que l'on doit qualifier l'accessoire : « Navire libre, marchandises libres. » — « Navire ennemi, marchandises ennemies. » (C'est, quelque peu rajeunie, l'ancienne formule « navire ennemi confisque robe d'ami »). Le traitement de la marchandise ne dépend plus de sa nationalité (c'est-à-dire de celle de son propriétaire) comme sur *le Consulat de la mer*, mais de la nationalité du navire. Ce qui se trouve sous pavillon ennemi est saisi ; ce qui se trouve sous pavillon neutre est respecté ou plutôt doit être respecté, car l'application de cette règle n'est pas toujours allée sans difficulté.

Le principe que le pavillon neutre couvre la marchandise n'est mis en principe d'une façon unanime que depuis le Congrès de Paris, 1856. A la même époque, on réalisa un nouveau progrès : sauf exceptions, la marchandise neutre n'est plus saisissable sous

SECTION III. — CARACTÈRES DU DROIT DES PRISES
A CETTE ÉPOQUE

L'observation de Cauchy sur les étroits rapports du *Droit privé* et des matières qui s'appelleront plus tard *Droit des gens maritime*, mérite d'être commentée.

La fraction du droit maritime que nous étudions, la théorie des prises, avait été créée par le *droit privé*¹ et était considérée comme faisant partie du droit privé. Primitivement, le jugement auquel aboutissait une affaire de prise (de représailles ou de courses) était une question de droit privé ; ce n'était pas une question de droit *public* international, spécialement ce n'était pas une matière dépendant du droit de la guerre :

I. — *Primitivement le jugement des prises était une question de droit privé.*

α. *Jugement des prises de représailles.* — La procédure civile a toujours été rangée sans conteste parmi les

pavillon ennemi. Une formule appropriée à la pratique actuelle serait la suivante : « Navire libre, marchandises libres ». — « Navire ennemi, marchandises neutres libres ». Le bloc a été entamé en ce qui concerne les chargements sur navire ennemi.

Bref, on peut ramener à trois phases l'histoire du traitement de la propriété neutre trouvée à bord d'un navire ennemi.

α. Au moyen âge, cette propriété est traitée favorablement.

β. Du xvi^e siècle à la fin du xviii^e, avec une très grande défaveur.

γ. A la fin du xviii^e siècle et pendant le xix^e, favorablement.

¹ « *Le Consulat de la mer*, bien qu'adopté par un grand nombre de petites nations maritimes du midi de l'Europe et par tous les navigateurs de la Méditerranée, n'a jamais été reconnu comme une loi internationale ; c'est une *loi particulière* » (Hautefeuille, II, p. 312.) — C'est une « compilation de *droit privé maritime* » (Boeck, p. 19, note 4).

matières de droit privé, depuis que Justinien l'y a placée (*actiones*). Mais il est certain qu'elle touche au droit public par certains côtés. Quelle est, en effet, la sanction dernière de la procédure civile? — Les voies d'exécution. Celles ci supposent l'intervention de la force publique (elles y font appel dans la formule exécutoire moderne). Or; précisément pour les prises de représailles, l'exécution était laissée au soin des particuliers. Les prises de représailles devinrent une institution de droit public seulement lorsque les cités entreprirent, dans certains cas, d'exécuter les lettres de marque pour les particuliers concessionnaires¹ et, plus tard, lorsque le pouvoir central

¹ A une certaine époque qu'il est difficile de déterminer, après la sommation de lui faire justice, faite à la puissance étrangère par le demandeur en lettre de représailles, son propre gouvernement mettait de nouveau en demeure la puissance étrangère de satisfaire aux réclamations du plaignant (Mas-Latrie, 25). La lettre concédée en cas de refus devait être notifiée à cette même puissance par des hérauts, en même temps qu'un délai à partir duquel il y aurait exécution par la force à défaut d'exécution volontaire. L'Etat dont les sujets étaient menacés par la concession de lettre de marque en instruisait presque toujours ses nationaux résidant dans le pays du concessionnaire et les engageait à s'en éloigner; parfois même il leur donnait un ordre formel de rapatriement (Mas-Latrie 35 et s.).

Tous ces préliminaires : sommation, publication par le héraut, rappel des nationaux, semblent le début d'une véritable guerre d'Etat à Etat. Et pourtant ce n'est qu'une apparence; en réalité il s'agit du paiement à l'étranger d'une dette que le particulier créancier va recouvrer par ses propres forces ou avec l'aide d'autres particulier auxquels il subrogera sa créance. On vit parfois des gouvernements prendre en main l'exécution de la sentence (Mas-Latrie, 37) et agir pour le compte du concessionnaire de la lettre de marque; toutefois, ce fut probablement vers le xiv^e ou le xv^e siècle, c'est-à-dire à une époque postérieure à celle que nous étudions. Il y avait bien dans ce cas une sorte de guerre, mais d'une nature

exigea une permission administrative préalable au lieu d'une simple autorisation judiciaire.

β. *Jugement des prises de course.* — C'est l'intérêt privé des négociants, leur esprit commercial, qui a créé le droit des prises de guerre. Sans eux, toute idée de droit aurait été longtemps bannie de cette matière. Si la décision du chef de l'expédition, de l'amiral, a seule existé au début, elle parut bientôt insuffisante aux commerçants du moyen âge, qui la trouvaient sujette à caution, facile à éviter. Aussi les consuls de la mer, représentants de ces commerçants, exercèrent-ils un sérieux contrôle sur les prises entrant dans le port.

C'est l'esprit commercial qui établit les règles pour le jugement. On a déjà pu s'en rendre compte par la lecture des pages qui précèdent. Nous ferons seulement remarquer une préoccupation bien mercantile : empêcher que les marchandises visitées ou saisies ne soient avariées par un transbordement en mer. Si le capteur trouve des marchandises ennemies sur un navire neutre, il peut réquisitionner ce navire pour transporter jusqu'au lieu de sûreté la partie de cargaison saisie. — Le capitaine neutre dépouillé de la cargaison ennemie qu'il avait à son bord est en droit d'exiger « tout le fret qu'il aurait dû recevoir s'il avait transporté la cargaison ennemie capturée là où il devait la décharger ». Le capitaine neutre, inspecté ou réquisitionné, doit être complètement indem-

très spéciale où les vainqueurs et les vaincus n'étaient que des commerçants. Même leurs personnes n'étaient pas exposées. — Car les lettres de marque ne comportent pas la contrainte par corps (Mas-Latrie, 36). — Seuls leurs biens étaient sujets à capture et à confiscation. Les non-commerçants n'étant pas en cause, ne devaient pas souffrir des hostilités.

nisé de tout le retard qu'il a subi. — A l'inverse, si des marchandises neutres se trouvent sur un vaisseau ennemi capturé, leur propriétaire — que l'on suppose à bord — peut racheter le navire ennemi en payant une certaine rançon et s'en servir pour conduire ses richesses à leur destination première ¹. S'ils ne s'entendent pas avec le capteur, celui-ci a le droit d'amariner le navire et de l'envoyer au lieu où lui-même aura armé. Les marchands neutres sont obligés de payer le fret de ce navire, de même que s'il avait porté leur cargaison au lieu pour lequel il était destiné et rien de plus (chap. 231) ². Le marchand y perd, mais à ce prix la marchandise reste libre, intacte, au lieu d'être capturée, d'être avariée par un transbordement.

II. — *Le jugement des prises n'était pas une question de droit public international.*

Peut-on objecter que le droit international, le droit public n'était pas fondé, et que la matière des prises de guerre devait, par cela même, faire partie du droit privé? — Les Etats savaient avoir entre eux des relations courtoises, établir des traités diplomatiques. De plus, l'Eglise, qui n'était pas distincte de l'Etat, faisait pratiquer, pendant la guerre, certaines règles d'humanité uniformes dans tous les pays chrétiens. Politesse, accords entre peuples, philanthropie, il y a place pour ces trois choses dans le droit des gens. — Le droit public existait également; dans la suite, il n'a fait que grandir, lorsque à la cité s'est substitué l'Etat, mais il était déjà né.

Trouve-t-on quelque trace de droit *public* international

¹ Boeck, p. 20.

² Bonfils et Fauchille, p. 724.

dans le droit des prises du moyen âge? On peut dire que non. Dans cette matière des captures maritimes, il n'y a pas de droit de la cité hors de celui des particuliers. On s'occupe du sort des marchandises qui sont la richesse matérielle, non de celui des navires, si ce n'est en tant que valeur marchande. On n'a pas l'idée de voir en eux comme une partie d'un territoire, d'une souveraineté. Le pavillon ne signifie rien ¹ : on n'y fait pas attention, soit pour lui accorder une certaine considération s'il est *ami*, soit pour le frapper et avec lui tout ce qu'il couvre s'il est ennemi ². On a des égards, des obligations envers les armateurs que l'on arrête en pleine mer; on n'est tenu à rien envers la nation dont ils dépendent; la diplomatie de la mer n'existe pas.

Il semble bien qu'il y ait un intérêt de la nation spécial, distinct, quand il est dit que la capture des biens des ennemis se fait *sans règle*. Mais l'intérêt du commerce reprend le dessus dès qu'il y a doute sur le caractère hostile : il fait instituer un jugement de contrôle.

Ce jugement n'existe pas dans l'intérêt des *peuples neutres*, ni, par *raison d'Etat*, au profit de l'idée de souveraineté; il sert à savoir en face de quels navigateurs on

¹ En 1164, les Pisans avaient pris sur un vaisseau sarrasin un chargement d'alun qu'ils prétendaient appartenir à leurs ennemis les Génois. Le Sultan d'Egypte réclama, non comme une violation de son pavillon, mais en déclarant que l'alun n'était pas une propriété génoise et qu'il appartenait à l'un de ses sujets (V. Pardessus, II, p. 122).

² D'après Hautefeuille (II, p. 294), si l'on n'admet pas que *le pavillon couvre la marchandise*, c'est par suite de la persistance du droit romain. « On avait transporté dans le droit international la loi intérieure qui défendait aux sujets de faire le commerce avec les ennemis de leur patrie. »

se trouve : dangereux ou inoffensifs — pirates ennemis ou amis. — Non seulement il n'y a pas, au moyen âge, d'entente entre petits Etats pour le contrôle des prises de guerre (sauf pour la poursuite du butin fait par les pirates ¹), mais chaque Etat pris individuellement est incapable² d'organiser par lui-même ce contrôle : il lui faut se reposer sur l'initiative privée des commerçants, qui représentent, eux, l'intérêt public, international, qui veulent la sécurité du commerce sur tout l'Océan. Voit-on quel système aurait établi l'Etat, tout seul, n'écoulant que son propre intérêt ? Le jugement sommaire de l'amiral aurait suffi (sauf peut-être à le reviser quelquefois) ; pas de règles pour les ennemis et fort peu pour les neutres. Si les règles du jugement des prises avaient été établies par les petits gouvernements d'alors, elles auraient eu, au lieu d'un caractère large, généreux, *de bonne foi*, comme le dit Cauchy, un aspect particulariste, égoïste, qu'elles ont précisément revêtu à l'époque postérieure, à l'époque des monarchies absolues.

III. — *Le moyen âge n'a pas vu dans le jugement des prises un moyen d'améliorer le droit de la guerre* (en tant que droit public et précepte d'humanité). Ce jugement des captures a commencé par les prises faites en temps de paix. C'est par une raison d'analogie, pour profiter de ce

¹ Les cités italiennes se coalisèrent contre les pirates, mais n'eurent pas toujours la constance nécessaire (Boeck, d'après Katchenowsky, p. 18, 19).

² En 1399, dans le royaume des Deux-Siciles, il existait une corporation non pas de pirates mais de corsaires (cautionnés) avec un chef ; les questions de prises étaient jugées par une sorte de cour, composée d'un vice-amiral, de notaires et d'assesseurs statuant sous l'autorité de l'amiral (V. Pardessus, V, p. 247).

qui existe, qu'on fait juger les prises de guerre par le même Tribunal. C'est en même temps un moyen d'éviter toutes réclamations de la part des « amis », de ne point se les mettre à dos, mais de continuer avec eux les relations pacifiques si nécessaires au maintien du commerce.

CHAPITRE III

ÉPOQUE MONARCHIQUE (1400-1780)

SECTION I. — ÉTABLISSEMENT DES DROITS DE LA SOUVERAINETÉ

La monarchie va mettre en œuvre les matériaux épars du droit public, dont les fondations seules sont achevées. Elle s'en servira pour construire cet édifice homogène et solide qui s'appelle l'Etat moderne.

La royauté eut d'abord à faire place nette, à se débarrasser de tout ce qui entravait son œuvre : du haut feudataire sur son fief, du pouvoir particulariste local dans les villes libres et les provinces indépendantes, de tous ceux qui « absorbaient et exerçaient à leur profit les attributs les plus effectifs de la souveraineté : le droit de guerre, la justice (et l'impôt)¹ ». Les moyens employés pour restaurer la souveraineté furent principalement une politique, une pratique administrative à la fois audacieuses et avisées ; on eut recours aussi à des procédés juridiques.

En matière de droit maritime, la monarchie accapare le droit privé et l'embryon de droit public dont jouissaient villes libres et seigneurs riverains indépendants ; spécialement elle confisque peu à peu à son profit les juridic-

¹ V. Esmein, *op. cit.*, p. 327.

tions locales qui jugeaient les contestations maritimes, et met les corsaires sous sa dépendance directe.

Nous allons suivre le développement de la souveraineté en ce qui concerne les prises maritimes. C'est presque exclusivement en France que nous étudierons cette évolution historique, car ce pays fut le premier à donner une direction nouvelle à la question des prises; les autres Etats de l'Europe ont passé par les mêmes phases et ont copié les institutions françaises.

Les *prises de guerre* ayant un caractère mixte, touchant d'un côté à l'emploi de la force armée, d'un autre côté à la reconnaissance d'un droit, la royauté, pour les accaparer, pouvait mettre en action ses gens de justice, fonctionnaires chargés des contestations de droit commun, aussi bien que les représentants de sa puissance publique. Elle invoqua d'abord son droit de juridiction et confia l'examen des prises à ses officiers judiciaires, cours souveraines, prévôts, baillis; puis elle s'en réserva la connaissance (en vertu des prérogatives de sa souveraineté, de son droit exclusif de faire la guerre et d'en apprécier la conduite), et délégua son pouvoir à ses officiers militaires¹.

Dans les *affaires de représailles*, le côté juridique aurait dû l'emporter, semble-t-il, et il eût été loisible au roi d'en confier le jugement à ses magistrats de l'ordre judi-

¹ Les grands officiers de la couronne perdent leur caractère domestique, pacifique d'administrateurs et de juges; certains d'entre eux disparaissent. Les nouveaux grands officiers créés par la monarchie féodale ou même tempérée reçurent des attributions militaires: maréchaux de France, grand maître des arbalétriers, colonel général... grand amiral.

ciaire. Il commença bien ainsi, mais bientôt (étant donné l'analogie qu'il y a entre les représailles et une véritable guerre) il s'empara de la direction des question de représailles en vertu de son *droit de guerre*.

§ 1. — **La royauté se réserve le monopole de la justice (spécialement de la juridiction maritime).**

« La royauté s'attaqua de bonne heure, dès le XIII^e siècle, aux juridictions seigneuriales (et locales) éparses dans le domaine de la couronne. Son effort porta sur deux points : en partie, elle s'efforça de ramener devant ses propres juridictions les causes dont connaissaient les justices seigneuriales ; dans tous les cas, elle voulut soumettre les secondes au contrôle des premières.... Les moyens employés avaient été des armes purement juridiques, des théories de droit ingénieuses, tirées du droit romain par les légistes, ou construites par eux en s'inspirant de son esprit¹. »

Appel. — Les rois, « s'ils croyaient devoir respecter les droits de quelques seigneurs ou de quelques villes, attribuaient l'appel de leurs tribunaux aux *cours royales*, comme on le voit dans l'article 22 de l'ordonnance de 1350 pour la Normandie² ».

1^{re} instance. — Comment les juges royaux sont-ils arrivés à connaître des prises même en première instance ?

¹ Les théories : des *cas royaux*, de la *prévention*, de l'*appel*. — V. Esmein, *op. cit.*, p. 410.

² Pardessus, *Essai historique sur l'organisation judiciaire*, p. 260 et s.

C'est sans doute en vertu de quelques-uns de ces *cas royaux* (laissés dans une imprécision voulue et si fréquemment invoqués), par exemple de cette théorie qui réservait l'examen des affaires graves, de celles qui entraînaient confiscation.

« Un ouvrage composé probablement à la fin du *xiii^e* siècle, connu sous le titre de *Livre de Jostice et de Plet*, pourrait porter à croire qu'à cette époque *les prévôts* institués par le roi de France avaient supplanté les justices locales dans le jugement des affaires maritimes. Mais cet ouvrage n'est qu'une traduction du Digeste, dans laquelle le traducteur a rendu le mot latin *prætor* par : *li prevost* ¹. »

Il est un fait certain, c'est que les prud'hommes ou jurés de la mer avaient disparu de la Normandie, province maritime de la couronne, vers le milieu du *xiv^e* siècle. L'ordonnance du 5 avril 1350, article 23, reconnaît expressément que leur juridiction était exercée par les *lieutenants de l'amiral* ². Elle leur fait défense d'empiéter, sous prétexte d'intérêts maritimes, sur la compétence des tribunaux ordinaires.

Cette ordonnance de 1350 est la première en date, qui mentionne l'amirauté en tant que juridiction chargée de régler les procès maritimes. L'apparition d'un amiral en France remonte, croit-on, à saint Louis, qui avait emprunté cette institution aux Arabes; ce roi lui avait donné des fonctions militaires, mais pas d'attributions juridictionnelles. A partir de 1350, l'amirauté aura un pouvoir toujours croissant; elle constituera une des gran-

¹ Pardessus, *Essai historique sur l'organisation judiciaire*.

² *Ibid.*

des forces politiques de l'Etat, force dont se servira la monarchie pour consolider son pouvoir à l'intérieur comme à l'extérieur du royaume.

Prévention. — Le roi utilisa aussi l'amirauté pour dominer les justices locales en matière non maritime. Il lui donna compétence pour juger toutes les causes des étrangers, même non commerciales¹, prétextant la partialité des tribunaux locaux. De la sorte, il faisait triompher l'intérêt général sur le particularisme local.

La théorie de l'intérêt public, ou *commun profit du royaume*, commençait en effet à se faire jour vers cette époque. On sentait la nécessité d'assurer la grandeur de l'Etat, même au préjudice des droits qui appartenaient aux petites agglomérations locales.

Au point de vue économique, les souverains du Nord, étonnés et jaloux du spectacle que leur offraient les riches villes de la Méditerranée, rêvent de donner une prospérité semblable au royaume qu'ils gouvernent et s'efforcent de détourner à leur profit une partie du commerce international. Le cercle des doctrines économiques s'est élargi ; leur champ d'application, ce n'est plus telle ou telle cité, mais la totalité du royaume. Le fief a été remplacé par l'Etat, dont les frontières sont plus vastes, plus vagues, donc plus difficiles à défendre contre une invasion économique.

Aussi les princes trouvent-ils plus raisonnable de se montrer hospitaliers envers les commerçants étrangers. — Ils leur donnent l'assurance qu'ils seront traités selon la justice et pourront soutenir leurs droits devant les juri-

¹ Pardessus, *Lois mar.*, IV, p. 225.

dictions royales, qui prononceront en toute indépendance. — Les droits de naufrage et d'épave, longtemps maintenus sur les rivages du nord-ouest de l'Europe, étaient désormais supprimés. — De même, les armateurs étrangers étaient exempts, dans les ports du domaine royal, des nombreuses taxes vexatoires que cherchaient à leur imposer sans relâche, moins les villes commerçantes que les seigneurs fieffeux habitués à percevoir des péages sur les routes et les rivières de l'intérieur du continent. — Enfin, la monarchie restreint l'emploi abusif des représailles (où des intérêts particuliers mettent en jeu la sécurité générale) ; elle promet aux forains de les en préserver.

**§ 2. — La royauté se réserve le droit de faire la guerre
(spécialement la guerre maritime).**

Les rois de France ont fait du droit de guerre un monopole de la souveraineté. Si les villes vouées au commerce montraient des tendances plutôt pacifiques, les seigneurs étaient en lutte perpétuelle les uns contre les autres, car la guerre privée était considérée comme une manière légale de faire triompher son bon droit ; c'était un moyen qu'ils préféraient au recours en justice.

La royauté combat cet abus des guerres intérieures, en exigeant à son égard l'application (voire l'extension) des *principes féodaux*. Elle commença par se mettre à l'abri de toute attaque. Le vassal ne pouvait faire la guerre à son seigneur, mais tout seigneur noble pouvait la déclarer au roi¹. Au xiii^e siècle, l'usage finit par s'établir

¹ *Id.*, Esmein, *op. cit.*, p. 242.

qu'on ne pouvait prendre les armes contre lui. Le roi intervint ensuite dans les luttes privées.

Il profita de l'usage suivant lequel le seigneur souverain qui prévoyait une guerre imminente entre deux de ses vassaux pouvait citer les adversaires devant lui et les forcer à se donner *asseurement* et *sauvegarde*¹. Il se faisait ainsi le représentant de la paix publique.

Usant, enfin, de son *autorité propre*, il défendit les guerres privées, d'abord pendant une certaine période après le fait injurieux, cause du conflit (quarantaine le roy, établie par saint Louis, d'autres disent par Philippe-Auguste), puis définitivement. Saint Louis défendit à jamais les guerres privées sur tout le territoire de la couronne de France. Voilà comment la course, variété de la guerre privée, fut interdite entre seigneurs ennemis ou villes rivales dépendant d'un même souverain; aussi bien la course de représailles en dedans de la *marca*, de la *marche* du royaume, que la course de guerre!

Or, cette prohibition édictée par les souverains dans leurs royaumes était sans valeur pour deux seigneurs ou deux villes dépendant de deux suzerainetés différentes. L'armateur lésé armant des navires pour aller hors de la frontière courir sus à son adversaire et à tous ceux battant même pavillon n'enfreignait pas cette prohibition, qui n'avait qu'une portée territoriale.

« L'expérience, dit G. F. de Martens², fit voir enfin qu'ainsi que les guerres privées entre les citoyens étaient incompatibles avec le repos et la sûreté interne de l'Etat, de même l'usage des voyes de fait employées contre

¹ Esmein, *op. cit.*, p. 246-7.

² *Op. cit.*, p. 24.

l'étranger à l'arbitre des étrangers troublait continuellement le repos extérieur ; qu'en donnant lieu à des ruptures de trêves, il fit naître les guerres les plus funestes. A mesure donc qu'on commença à défendre les voyes de fait entre les sujets d'un même Etat, on commença aussi à restreindre celles qui s'exerçaient contre les étrangers. »

Déjà les villes indépendantes avaient pris des mesures de contrôle à l'égard des armateurs en représailles et de corsaires en guerre. La monarchie accentua cette surveillance en veillant rigoureusement à l'exécution des formalités préalables ; une autorisation administrative devint nécessaire pour armer en course, même en dehors des frontières du royaume.

A. RÉGLEMENTATION DES REPRÉSAILLES. — Nous serons bref sur cette matière et ne parlerons que du jugement. La coutume du moyen âge exigeait pour l'exercice des représailles une autorisation judiciaire des tribunaux locaux, qui ne rendaient leur décision qu'après une première instruction sur les griefs invoqués et une instruction contradictoire sur le montant des dommages éprouvés. La monarchie française confia d'abord l'examen des affaires de représailles à ses officiers judiciaires, les sénéchaux dans le Midi, le parlement de Paris dans le Nord¹, mais ensuite à ses représentants politiques. Enfin, les états généraux assemblés à Tours (1483) ayant fait des représentations au roi sur la nécessité d'user de grandes précautions dans l'octroi des représailles, qui ne pouvaient — disaient les états généraux — « être baillées sans grand avis et cognoissance de cause et sans les solennités de droit

¹ V. Mas-Latrie, *op. cit.*, p. 27.

en tel cas requises¹ », Charles VIII, par un édit de 1485, réserve « *au roi seul* » le droit d'accorder des lettres de marque.

C'est ainsi que les affaires de représailles sont passées du droit privé dans le droit public. Quels sont les motifs de cette transition ? — Le *Guidon de la Mer* nous aide à les découvrir. « Lettres de marque ou représailles se concèdent par le roi, prince, potentats ou seigneurs souverains... Car comme le seigneur souverain irrité contre autre prince son voisin, par son héraut ou ambassadeur, demande satisfaction de tout ce qu'il prétend luy avoir esté fait ; si l'offense n'est amendée il procède par voye d'armes, aussi à leurs sujets plaintifs, si justice n'a esté administrée, font leurs griefs, mandent leurs ambassadeurs qui résident en cour vers leurs majestez, leur donnant temps pour aviser leurs maistres. Si par après restriction et satisfaction n'est faite par droit commun à toutes nations, de leurs pleins pouvoirs et propre mouvement concèdent lettres de marque, contenant permission d'appréhender, saisir par force ou autrement les biens et marchandises des sujets de celuy qui a toléré ou passé sous silence le premier tort ; et comme ce droit est de puissance absolue, aussi il ne se communique ni délègue aux gouverneurs de provinces, villes et citez, amiraux, vice-amiraux ou autres magistrats. » La réparation due au souverain pour une offense, la satisfaction que le particulier est en droit d'exiger pour un préjudice sont mises en parallèle. Qu'il y ait lieu de *procéder par voye d'armes* ou *d'appréhender, de saisir par la force*, c'est dans les deux cas un emploi de la violence. L'exécution des représailles est une guerre en raccourci

¹ Wheaton, *Progrès...*, p. 81.

causée par des raisons spéciales, dirigée contre des adversaires spéciaux ; or, le « droit de guerre » est *de puissance absolue*, est un attribut de la Souveraineté réservé au roi exclusivement. (La grande ordonnance française sur la marine, de 1681, assimilera prises de guerre et prises de représailles, et décidera qu'elles seront jugées de la même manière, par une juridiction unique).

A cette époque, les courses de représailles tendent encore à devenir de plus en plus rares, parce que les idées de droit, de recours en justice finissent par l'emporter sur l'emploi de la force, quand il s'agit de vider des contestations entre étrangers. Les relations internationales pacifiques vont toujours en se développant : — relations de droit international privé, qui donnent au forain la possibilité de plaider à l'étranger, mais surtout d'y être impartialement jugé — relations de droit international public, permettant à la diplomatie¹ d'aplanir les difficultés susceptibles de causer des conflits entre deux nations commerçantes.

Le droit de représailles fut restreint par les gouvernements de la période monarchique, et la course réservée aux litiges entre États. Il finit même par tomber en désuétude sans être diplomatiquement aboli. De temps à autre, des accords diplomatiques comme des actes législatifs internes en stipulaient bien la suppression en principe, mais la réservaient toujours pour quelques cas exceptionnels : *violence, vol, déprédations d'étrangers contre nationaux* (déclaration du Sénat vénitien en 1428)², *cas de manifeste*

¹ *Guidon de la mer*, chap. x (dans Pardessus, II, 410).

² Les légations permanentes remplacent au xv^e siècle, les ambassades accidentelles et temporaires.

³ Mas-Latrie, *op. cit*, p. 52 et notes justific. III, n^o 10.

deni de justice (traité de Ryswick 1697)¹. Le Congrès d'Utrecht (1713)², renouvela les mêmes restrictions. Dans les traités publics postérieurs, le droit de représailles n'a plus été mentionné, même pour être frappé de prohibition³.

B. — RÉGLEMENTATION DE LA COURSE DE GUERRE. —

La course de guerre avait déjà été réglementée quelque peu par certaines républiques marchandes de l'Italie, mais elle était abandonnée au bon vouloir des particuliers dans le reste de l'Europe, notamment dans les villes du littoral français.

Lorsqu'un grand État se trouvait engagé dans une guerre, les sujets se croyaient en droit d'entreprendre des expéditions privées pour nuire à l'ennemi, sans autorisation particulière. « La formule très ancienne des déclarations de guerre qui enjoint à tous les sujets de courre sus à l'ennemi paraissait tendre et suffire à cette fin⁴. »

Loin de mettre des entraves à ces expéditions privées contre les ennemis du Pays, les souverains tâchaient d'encourager leurs sujets à les former. L'aide de ceux-ci était de toute nécessité, car les États maritimes de l'Europe n'avaient pas de flottes de guerre, et aucune coutume féodale n'obligeait les vassaux à fournir des navires ou des matelots à leur suzerain. On prit l'habitude d'y suppléer en *invitant* les armateurs à courir non pour leur compte, mais pour le compte du roi. Les villes côtières firent un appel formel aux corsaires pour venir en aide à leur souverain. C'est ainsi que les villes de Rostock et de Wismar

¹ *Traité politique entre la France et la Hollande*, art. 12.

² Art 3 du *Traité de commerce*.

³ V. Mas-Latrie, p. 53 et 54.

⁴ De Martens, *Essai*, p. 21.

s'efforcèrent de venir en aide à leur prince, Albert, duc de Mecklembourg et roi de Suède, en annonçant « que si quelqu'un aurait envie d'armer, à ses propres frais, en course contre le Danemark et la Norwège, il lui serait permis de vendre ses prises à Ribnitz et à Golburtz ».

C'était promettre que l'on fermerait les yeux sur les agissements des corsaires. Aussi l'histoire nous apprend-elle qu'il s'arma quantité de bandits dont les rapines durèrent pendant un quart de siècle¹, et ne purent être arrêtées que par deux expéditions armées organisées par les navigateurs pour les faire rentrer dans l'ordre. « Cet exemple, dit G.-F. de Martens², semble avoir contribué à faire naître nombre de lois et de traités des xv^e et xvi^e siècles contre les pirates. » De cette époque, en effet, date la réglementation de la course. Les souverains ne pouvant renoncer à cette pratique si nécessaire à la défense du royaume, tâchèrent d'en corriger les imperfections et d'en arrêter les abus.

Les progrès du temps exigeaient que la course fût nettement distinguée de la piraterie. Les gouvernements établissent alors des conditions à peu près semblables pour la légitimité de la course; les corsaires sont soumis à des règlements sévères, et on leur impose l'obligation de respecter toutes les lois de la guerre :

1^o Il leur faut demander une autorisation écrite d'armer en course ;

2^o Ils doivent fournir une caution préalable ;

3^o Enfin, toutes leurs captures seront soumises au juge-

¹ Cette bande de pirates, généralement connus sous le nom de Frères Vitaliens (*Victualien Bruder*), exerça ses déprédations de 1375 à 1416.

² Martens, *op. cit.*, p. 23.

ment de tribunaux des prises spécialement organisés à cet effet.

I. *Autorisation*. — Quand les États européens sont constitués avec un pouvoir central énergique, les souverains exigent que ceux de leurs sujets qui veulent prendre part aux hostilités leur en fassent la déclaration et ne mettent à la voile qu'après avoir obtenu une *autorisation* spéciale. Cette autorisation est le seul acte par lequel puisse être délégué le droit souverain d'accomplir légalement des actes d'hostilité. C'est la *Commission de corsaire* (par confusion, elle fut aussi appelée *Lettre de marque*, dès cette époque). Tout individu se livrant à la course sans cette permission était assimilé à un pirate et, comme tel, condamné à être pendu lorsqu'il se laissait prendre par son propre gouvernement.

La coutume de l'inscription des corsaires avait commencé sur les bords de la Méditerranée, dès la fin de la période du moyen âge. Aux environs de l'an 1300, un règlement de *Pise* (1298 ?) astreint les corsaires à demander des lettres ou patentes et à donner un cautionnement. *Gênes* et *Sassari* avaient placé leurs corsaires sous le contrôle des autorités municipales ainsi que le constatent des actes publics de 1316 et 1319 parvenus jusqu'à nous.

Le Nord tarda assez longtemps à suivre cette impulsion. C'est en *Flandre*, dans la guerre avec la Frise, qui dura de 1327 à 1347, qu'est porté le premier coup à l'indépendance des corsaires : chacun d'eux doit avoir une commission et il est soumis à l'autorité de l'amiral¹.

L'ordonnance de Charles V, du 13 décembre 1373,

¹ V. de Boeck, *op. cit.*, p. 25, 26.

paraît avoir été, en *France*, le premier essai de réglementation de la course¹. « Si aucun de quelque état (condition sociale) qu'il soit, mettait sus aucun navire à ses propres dépens, pour porter la guerre à nos ennemis, ce sera par le congé ou consentement de notre amiral ou de son lieutenant². »

Les ordonnances et les traités maritimes de l'*Angleterre* vers la même époque supposent la nécessité d'une Commission du souverain, accordée par son amiral, pour autoriser les navigateurs à faire des prises en mer. L'acte du Parlement anglais de 1414 oblige à prévenir des armements que l'on entreprend les conservateurs de la paix, par une déclaration en règle³.

Pour les *Pays-Bas*, l'ordonnance de 1487, rendue par Maximilien et son fils Philippe, dispose que personne n'armera en course sans la permission expresse de l'amiral ou de son lieutenant.

Voici donc établie une coutume nouvelle ; dorénavant aucun particulier ne peut prendre part aux hostilités sur mer que s'il est muni de Commission en règle délivrée par le souverain de son pays ou ses représentants.

C'est l'origine de la théorie de la belligérance et de la distinction que le droit moderne de la guerre fait entre les combattants et les non combattants. De même que les corps-francs de nos jours font partie de l'armée et doivent être considérés comme des soldats lorsqu'ils sont pour-

¹ Gairal, *loc. cit.*, p. 44.

² V. *Code des prises*, de Lebeau, I, p. 1.

³ G. F. de Martens, *op. cit.*, p. 35. — Wheaton, *Progrès*, etc., p. 76 (Voir la collection des lois maritimes anglaises de Robinson, avertissement, p. 7).

vus de brevets et de lettres de service, de même les corsaires régulièrement autorisés faisaient partie de l'armée navale et devaient être traités comme des marins réguliers, non comme des pirates.

Ce qui fait, à cette époque, la grande différence entre la manière d'agir du pirate et celle du corsaire, c'est que le premier pille tous les navires richement chargés sans distinction de nationalité, tandis que le second doit avoir pour objectif unique les navires dépendant d'Etats qui sont avec sa patrie en état de guerre déclarée. Si la permission d'armer en course lui est accordée, c'est à la condition pour lui de respecter les vaisseaux des puissances tierces.

A l'époque du Consulat de la Mer, les biens appartenant à des *amis* devaient être relâchés. Or, les amis étaient, aux yeux des gouvernants, des peuples avec lesquels on avait passé un traité de commerce, de sauvegarde ou d'alliance. Les édits royaux vinrent accentuer l'idée de neutralité et imposèrent aux corsaires l'obligation de respecter toutes les nations autres que celles avec qui l'on guerroyait. Le droit conféré par les lettres de commission concernait seulement la capture des navires *ennemis*. Les vaisseaux de guerre devaient seuls faire la police des mers et inspecter les navires *neutres*. « Ce n'est guère qu'au xvi^e siècle que les droits qu'avaient vis-à-vis des neutres, les vaisseaux de guerre des puissances belligérantes furent étendus aux corsaires¹. » En tout cas, ceux-ci durent toujours s'assurer du caractère hostile des navires qu'ils avaient l'intention de capturer, et arborer le pavillon national avant de procéder à leur poursuite et à leur arrestation.

¹ Gesmer, *op. cit.*, p. 8.

II. *Caution juratoire, Cautionnement.* — Corrélativement à cette défense de capturer les navires neutres, les règlements de course exigeaient des armateurs une promesse formelle qu'ils ne s'attaqueraient pas aux tiers.

L'ordonnance française de 1373 (1400) exige des corsaires le *serment* juré à l'amiral qu'ils ne « feront aucun dommage aux sujets, amis ou alliés du roi ». Cette obligation leur fut rappelée par les édits de 1517 (art. 1 et 2), de 1543 (art. 17) et de 1584 (art. 19)¹. Mais ce serment ou « caution juratoire » n'était pas une garantie suffisante.

Les statuts de Gênes de 1316, l'ordonnance de Pierre, roi d'Aragon, datée 1356, avaient imposé aux corsaires le dépôt préalable d'une certaine somme d'argent répondant des dommages qu'ils pourraient causer aux commerçants étrangers.

En France, un semblable cautionnement réel ne fut exigé que par ordonnance du 23 février 1674.

III. *Jugement.* — La plus efficace des mesures qu'on pût prendre à l'égard des corsaires c'était de contrôler leurs prises sans aucune exception. Auparavant, toute capture *pouvait* être jugée, mais c'était une simple faculté non point une nécessité positive. La France eut la première le mérite de proclamer le principe moderne que « toute prise doit être jugée » (ordonnance de 1393), et de créer un tribunal spécial à cet effet.

¹ Boeck, *op. cit.*, p. 28.

SECTION II. — LE JUGEMENT DES PRISES

§ 1. — Institution et organisation des juridictions de prises.

L'ordonnance ou édit sur le fait de l'amirauté de 1373 (1400) ¹ constate que, dans tous les lieux soumis à la juridiction de l'amirauté, elle connaît de toutes les affaires survenues sur la mer ou dans ses dépendances : « lequel (l'amiral) *a* ou *aura* au droit de son dict office la cognoissance, jurisdiction, correction et punition de tous les faicts de ladite mer et des dépendances criminellement et civilement ». Il connaîtra (dit l'article 4) « de toutes les prises qui d'oresnavant se feront par la mer, par quelques gens que ce soit, tenant notre partie, ou sous ombre et couleur de nos guerres ». Article 6 : « que d'oresnavant, s'aucune prise se faict, ledit amiral ou son lieutenant s'informera deuement... et par mûre délibération regardera par la conscience et contention, les dépositions d'iceux preneurs ainsi faites en secret ou par la veuë desdites prises s'il y a vraye apparence qu'elles fussent de nos ennemis ² ».

D'après l'ordonnance de 1373, dont les dispositions principales ont été reproduites en 1527, 1586, 1643, la juridiction chargée d'examiner les « prises », c'est « l'amiral ou son lieutenant ». Ces deux titres sont toujours cités côte à côte, parfois même il n'est parlé que des officiers de l'amirauté ³, preuve évidente que ceux-ci

¹ On a longtemps appelé *ordonnance de 1400* cet édit dont la date exacte est le 7 décembre 1373, comme l'a démontré Pardessus (*Lois marit.*, IV, p. 224).

² Lebeau, *Code des prises*, I. p. 1 et 2.

³ Art. 13 de l'ordonnance de 1373; *id.*, art. 24.

jugeaient les prises comme les autres affaires maritimes, au moins en l'absence de l'amiral, mais toujours en son nom ¹. Or, comme l'amiral était le plus souvent absent, le jugement des prises revenait à ses officiers, sauf à eux à « renvoyer devant l'amiral les matières de grand prix, esquelles ils verraient qu'ils ne pouvaient pas être obéis ² ». Dans ce cas exceptionnel, les officiers de l'amirauté procédaient uniquement à l'instruction de la capture et transmettaient le dossier à l'amiral pour qu'il rendit sa décision. En temps ordinaire, les lieutenants jugeaient en toute indépendance les affaires de prises. Appel de leurs décisions pouvait être porté devant le siège supérieur de l'amirauté.

Un état de choses aussi normal fut réformé, sous prétexte d'unification de la jurisprudence et de célérité dans les procès de prises, où l'on usait abusivement de l'appel. Les officiers d'amirauté ne conserveront que l'instruction de ces affaires et l'on attribuera à l'amiral personnellement le droit exclusif de juger les prises. Ce changement fut effectué postérieurement à l'ordonnance de 1584, mais il n'est signalé dans aucun acte législatif avant la déclaration du roi du 1^{er} février 1650³, portant (article 6 et 9) que les procédures concernant les prises seront faites par les officiers de l'amirauté des lieux où elles arriveront et ensuite envoyées à la reine-mère, qui exerçait alors la

¹ Valin, p. 219.

² Art. 24 de l'Ordon. de 1393 (Valin, *sur l'Ordonnance*, I, p. 219).

³ Il existe une décision de l'amiral du 3 octobre 1624, où l'on voit qu'il prononce en vertu du pouvoir attaché à sa charge d'amirauté. (Nous, en vertu du pouvoir attaché à notre charge d'amiral, avons déclaré..., etc.) — Valin, *sur l'Ordonnance*, I, 221. — *Id.* Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, II, 141.

fonction de grand maître et surintendant général de la navigation. Cette charge avait remplacé celle d'amiral supprimée par Louis XIII. Pendant la minorité de Louis XIV, elle fut exercée par la reine-mère, Anne d'Autriche, et le droit de juger les prises, qui en était la conséquence, fut encore conféré à cette princesse d'une façon toute spéciale par la déclaration du 1^{er} février 1650. Anne d'Autriche donna bientôt sa démission de cette charge et le duc de Vendôme lui succéda. Mais il « n'avait pas, à ce qu'il paraît, de connaissance bien approfondie sur le droit des gens, et il se trouva fort embarrassé de la juridiction qui lui était conférée ¹ ».

Les appels des jugements sur ces prises étant devenus trop fréquents, il fut résolu d'établir une Commission en forme, composée de conseillers d'Etat et de maîtres des requêtes, qui s'assembleraient à l'avenir près de sa personne « pour tenir le *Conseil des prises* et les juger, de même que les affaires concernant les bris et échouements de vaisseaux, privativement à tous autres juges, pour être, les jugements qui interviendraient, exécutés par provision, en baillant caution, par la partie intéressée, l'appel réservé au Conseil d'Etat du roi ; ce qui fut exécuté par les lettres-patentes données à Toulouse le 20 décembre 1659 ² ». Voilà le premier Tribunal ou Conseil spécial des Prises.

Il subsista jusqu'au rétablissement de la charge d'amiral en faveur du comte de Vermandois, auquel succéda le comte de Toulouse. Comme ils étaient mineurs, les jugements au lieu d'être rendus au nom de l'amiral

¹ Pistoye et Duverdy, II, 142.

Valin, I, p. 221.

furent rendus au nom de Sa Majesté pendant 25 ans. A la majorité du comte de Toulouse, l'ancien usage eut de la peine à se rétablir, la contestation devint sérieuse, enfin la décision fut portée en faveur de l'amiral par le règlement du 9 mars 1695, par lequel le roi ordonna « que les officiers des sièges d'amirauté établis dans les ports du royaume, feraient les instructions concernant les prises et les échouements, circonstances et dépendances, jusqu'au jugement définitif exclusivement, et qu'elles seraient jugées en première instance par le sieur comte de Toulouse, amiral de France, et les sieurs commissaires qui seraient nommés et choisis par Sa Majesté *pour tenir conseil près de lui*, et par appel au Conseil royal des finances, au rapport du Secrétaire d'Etat ayant le département de la Marine ».

Le jour même de ce règlement le roi nomma les commissaires qui devaient s'assembler *près de la personne* de M. le comte de Toulouse, et *en son absence dans sa maison pour y tenir conseil et juger les prises*, etc. Depuis ce temps-là, le Conseil des prises s'est toujours tenu chez l'amiral, et cela se pratiquait encore au temps de Valin, en conséquence des règlements postérieurs qui ont uniformément renouvelé celui du 9 mars 1695¹.

Longtemps les officiers de l'amirauté eurent le droit de juger aussi les prises « lorsqu'elles paraîtraient évidemment bonnes » ; à partir de 1695, il ne leur resta que le droit de *faire l'instruction* des captures et de faire exécuter les décisions rendues par l'amiral en Conseil des prises.

La juridiction des captures, soit en première, soit en

¹ Pistoye et Duverdy, II, 144 et s. •

seconde instance, était une juridiction spéciale, une juridiction d'exception et de justice retenue. A diverses époques, les parlements tentèrent de connaître des matières de prises, mais leurs entreprises furent toujours réprimées, comme il résulte de quantité d'arrêtés du Conseil d'Etat qui ont cassé ceux des parlements¹.

Le Conseil des prises français ne siégeait que pendant la guerre. Au commencement de chaque guerre, le roi nommait les membres du Conseil et un procureur général ; il les convoquait auprès de l'amiral.

La célèbre ordonnance de la marine rendue en 1681, quelques années après les lettres patentes de Toulouse, et aussitôt prise comme modèle d'un droit maritime général par toutes les législations d'Europe, vulgarisa l'usage d'une juridiction spéciale aux prises. C'est de la fin du xvii^e siècle et du siècle suivant que datent la plupart des Tribunaux des prises institués par les grandes puissances.

Cependant, déjà, l'« édit sur le fait de l'amirauté » de 1373 avait eu un certain écho, et l'on avait confié le jugement des affaires de captures à des cours d'amirauté comme en France. Lorsque parut l'ordonnance de 1681, les nations qui avaient déjà organisé leur juridiction des prises furent hostiles à tout nouveau changement.

Les tribunaux des prises avaient fait leur apparition dans le royaume des *Deux-Siciles* à la fin du xiv^e siècle. Dans les *Pays-Bas* ils ne semblent par avoir existé avant l'ordonnance de 1487, sous le règne de l'empereur Maximilien². En *Angleterre*, l'institution de l'amirauté paraît

¹ Voir Pistoye et Duverdy, p. 146, 148.

² Wheaton, *Progrès*, p. 77.

très ancienne, mais ce n'est qu'à partir du règne d'Edourd III qu'on peut affirmer l'existence d'une cour d'amirauté proprement dite, fondée sur des bases solides. L'acte du parlement de 1414 est le premier document législatif obligeant les vaisseaux privés qui auraient enlevé quelque chose aux ennemis de l'Etat à conduire leurs prises dans un port de l'Angleterre et à en faire la déclaration aux conservateurs de la paix, avant d'en disposer, sous peine de confiscation du navire et de la prise¹. En 1426, sous Henri VI, la juridiction des prises fut attribuée au Conseil privé du roi, au chancelier, à l'amiral ou à son lieutenant². La Cour d'amirauté, qui connaissait en première instance *des questions de prises*, s'appelait alors « Courth of the Lord High Admiral » et était un tribunal absolument indépendant des autres.

L'Angleterre lui conserva toujours le caractère judiciaire, tandis que la France en faisait une juridiction de plus en plus administrative et politique, tellement qu'il finit par exister une dissemblance totale dans ces deux pays, entre leurs conseils de prises, dont l'origine était pourtant presque identique. De même les Pays-Bas et les Deux-Siciles, qui avaient imité la France après 1373, refusèrent de suivre sa réforme en 1681, et les Tribunaux des prises actuels de la Hollande et de l'Italie ont gardé les traces d'une organisation judiciaire.

On peut dire cependant, d'une façon générale, qu'à l'époque des monarchies absolues, il y avait dans tous les Etats une même institution chargée du jugement des prises : la Cour d'Amirauté. Elle dépendait plus ou

¹ G. F. de Martens, *op. cit* , p. 73. — *Id.*, Cauchy, *Droit. mar. int.*, I, p. 349.

² De Bocck (p. 22), d'après Katchenovski, *Prize Law*, 27.

moins directement du pouvoir gouvernemental, mais devait se conformer aux lois internes qui l'avaient instituée et modifiaient son organisation. Elle prit ainsi un caractère nettement national, et les monarques omnipotents réclamèrent en face des puissances voisines le monopole de cette juridiction, comme un attribut de leur souveraineté et un droit exclusif de l'Etat.

§ 2. — **Compétence *ratione loci*.**

Quel est le Tribunal d'amirauté compétent lorsqu'il y a quelque affaire de prises à juger? — Il faut distinguer entre la capture d'un navire ennemi et celle d'un navire neutre.

NAVIRE ENNEMI. — A cette époque, la règle du consulat : toute prise doit être conduite au lieu de sûreté, ne peut plus être éludée. Tous les ports de l'Europe sont fermés aux pirates ; le corsaire qui a fait une capture doit donc aborder et faire une déclaration de prise.

Il est inutile de répéter comment et pourquoi il n'ira point s'acquitter de cette obligation chez l'adversaire. A moins de force majeure, il cherchera à gagner soit un port de son propre pays, soit un port neutre.

I. — Il peut arriver d'abord que le capteur aborde en *territoire neutre*, parce que c'est plus proche. Il n'échappera pas pour cela au contrôle de son souverain, car ce dernier a donné aux *représentants diplomatiques du pays à l'étranger*, l'ordre et le pouvoir de statuer sur la validité des prises ainsi conduites dans leurs parages.

Les nations neutres n'invoquent pas leur droit de juridiction territoriale pour contrôler ces affaires de captures, où demandeurs et défendeurs sont étrangers à leurs

yeux ; ils s'en désintéressent, parce que aucun de leurs nationaux n'est en cause.

II. — Les *Tribunaux de prises institués par l'Etat du capteur* sont considérés comme la juridiction normalement compétente. L'Etat capteur ayant donné aux corsaires l'autorisation de lui prêter leur concours est en droit d'exiger qu'ils viennent lui rendre compte de leurs actes. Il doit se faire obéir de ses auxiliaires, dont il est responsable au regard des nations étrangères.

En tant que vainqueur il impose sa juridiction au vaincu.

NAVIRE NEUTRE. — I. — Par la force des choses, le *Tribunal des prises du belligérant* était compétent à l'égard des neutres¹. Il pouvait souvent y avoir doute sur la nationalité du navire, qui ne manquait pas de se prétendre neutre alors qu'il était peut-être ennemi ; aussi le capteur ne voulait-il pas lâcher sa proie avant que ce doute fût dissipé.

Ce jugement des prises neutres n'était pas forcément un droit de la part de l'Etat du capteur, mais c'était sûrement un devoir. En effet, c'est surtout à l'égard des neutres que l'examen des prises est utile. Si l'on peut refuser tout droit à l'ennemi vaincu, incapable pour longtemps de se venger d'un abus de force, il n'en est pas de même par rapport aux peuples qui sont restés en dehors de la guerre ; ils peuvent facilement s'unir pour une protestation collective et appuyer au besoin leurs réclamations par la violence. Il leur est possible tout au moins de secourir secrètement le parti adverse pour l'aider à se débarrasser d'un peuple à l'ambition sans borne et sans scrupule. Louis XIV avait bien compris cette nécessité de ménager

¹ De Boeck, *op. cit.*, p. 32, note . . .

les tiers, en leur promettant la garantie d'un Tribunal de prises pour contrôler les captures où leurs sujets pourraient être intéressés; il s'en est expliqué dans l'exposé des motifs ou préambule de ses lettres patentes de Toulouse (20 octobre 1659) : « L'un des principaux moyens pour conserver l'union et l'amitié que nous désirons entretenir avec nos alliés et pour empêcher ceux qui voudraient donner trop grande faveur et assistance aux ennemis de cet Etat, dépend de la règle qu'on doit tenir et observer au jugement des prises qui se font à la mer¹. » Valin² reconnaissait ainsi l'utilité d'un jugement des prises équitable en faveur des tiers : « Il convenait de donner aux alliés, aux amis et aux neutres une assurance que tant que leur navigation serait en règle, le tort qui pourrait leur être fait par les corsaires serait réparé en vertu de la justice et de la protection qu'ils ont lieu d'attendre du roi. »

II. — Pour les prises neutres, la compétence de la nation du capteur n'était pas exclusive; à la différence des prises ennemies, elles furent parfois soumises à la *jurisdiction* sinon de l'Etat du capturé du moins d'un *Etat neutre*. Hubner³ cite les traités passés entre l'Angleterre et l'Espagne en 1604 (article 30) et 1630 (article 20) comme convenant implicitement de l'incompétence de la nation qui saisit de force un navire : « La connaissance des procès... doit être renvoyée aux juges du royaume dont seront ceux contre qui la plainte sera formée. » Nau prétend que, par une évolution insensible, la compétence a passé « des tiers » au seul belligérant capteur. Se

¹ Lebeau, *Code des prises*.

² *Op. cit.*, I, p. 175.

³ *Saisie des bâtiments neutres*, II, p. 241.

basant sur cette affirmation, Klüber¹ dit aussi que « des traités attribuaient assez souvent la compétence aux Tribunaux d'amirauté *de l'Etat neutre* ». Ces auteurs ne nous rapportent, par malheur, que des exemples insuffisants. En tout cas, s'il faut tenir leur opinion pour exacte, on doit reconnaître que les puissances européennes ont abandonné la connaissance et la juridiction dans les affaires de prises aux puissances belligérantes².

Comment les neutres ont-ils perdu leur juridiction ?

Expressément d'abord. — Par des traités nouveaux abrogeant les conventions anciennes, traités de neutralité dans lesquels un Etat promettait à une autre nation, dans le cas où elle serait engagée dans une guerre, de n'entraver en rien ses opérations militaires, de ne faire preuve d'aucune bienveillance à l'égard des rivaux, enfin d'empêcher ses nationaux de leur venir individuellement en aide.

Corrélativement à cette dernière promesse, l'Etat qui doit rester neutre laisse au futur belligérant le droit de jugement et de correction à l'égard des corsaires qui enfreindraient cette prohibition. Non seulement on renonce à toute protection envers les sujets coupables, mais on les considère comme s'étant mis hors la loi de l'Etat et on laisse à la nation victime de leurs procédés le soin d'en tirer vengeance. Toutefois l'Etat neutre n'abandonne pas ses armateurs à l'arbitraire du belligérant capteur ; les traités fixent un délai dans lequel les sentences de prises devront être rendues et stipulent l'organisation d'une instance d'appel³.

¹ *Droit des gens moderne de l'Europe*, p. 427.

² Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, XI, p. 179

³ V. le traité conclu entre Henri VI d'Angleterre et Charles VIII

Tacitement. — Les États neutres ont perdu leur compétence en matière de capture intéressant leurs nationaux, parce qu'ils ont laissé les belligérants empiéter sur leurs propres droits et n'ont pas su protester d'une façon assez énergique.

Les belligérants s'attribuèrent un droit de commandement et de juridiction absolu sur les peuples navigateurs, leur rappelant les devoirs des neutres, en inventant au besoin, mais oubliant toujours de leur reconnaître des droits. Il semble vraiment que les peuples en guerre aient alors joui d'un privilège à l'égard de ceux qui se tenaient en dehors des hostilités.

§ 3. — Principes applicables et appliqués.

D'après *le Consulat de la Mer*, comme nous l'avons vu¹, on appréciait isolément navire et marchandises. Ce qui était ennemi était pris ; le reste devait être laissé libre. Le neutre subissait-il un retard du fait de l'arrestation ou un préjudice quelconque, il avait droit à une réparation équitable.

A l'époque monarchique, les belligérants ne veulent plus être retardés par l'examen des questions complexes de propriété des biens saisis, et cherchent à supprimer tous les incidents judiciaires susceptibles de modérer l'ardeur des corsaires qu'ils emploient. Désormais, on ne doit pas distinguer entre marchandises ennemies et neutres trouvées sur un navire ennemi : le pavillon infecte tout ce

de France, ainsi que d'autres documents analogues, dans Katchenovski, p. 30, note *d*.

¹ V. *supra*, p. 60 et s.; note de la p. 63.

qu'il couvre ; l'accessoire suit le sort du principal. L'origine de la théorie nouvelle se trouve dans des traités d'alliance.

Les deux Etats contractants se promettaient sinon de se prêter un mutuel appui, du moins de ne pas favoriser l'adversaire, au cas où l'un deux seulement ferait la guerre. Ils s'engageaient non seulement à empêcher leurs propres sujets de lui porter secours, de lui venir en aide d'une façon cachée, mais même de concourir à sa prospérité ; les particuliers neutres ne pouvaient plus, sans risquer la confiscation, faire transporter leurs marchandises par bateaux appartenant aux ennemis du peuple allié.

Par des conventions de cette sorte, une nation s'assure le monopole des transports de son alliée, lorsque celle-ci n'a pas de flotte marchande, et arrive à ruiner les armateurs ennemis.

Un semblable mobile animait à l'encontre de la France les rois d'Angleterre Édouard IV et Henri VIII, lorsqu'ils signèrent avec François, duc de Bretagne, qui cherchait à se révolter contre son suzerain, les traités d'alliance et de commerce du 2 juillet 1463 et du 22 juillet 1486. Le duc s'engageait à empêcher ses sujets de confier le transport de leurs produits à des armateurs français ; sinon ces produits pourraient être confisqués pendant la guerre. Telle est l'origine de la règle : *navire ennemi confisque robe d'ami*¹.

Cette règle « navire ennemi confisque robe d'ami » fut rendue plus dure encore par la France, qui se vengea ainsi des agissements anglais près de ses sujets rebelles. Le roi de France, François I^{er}, comprit autrement que

¹ Boeck, p. 31.

l'Angleterre l'inconvénient qu'il y avait à laisser les neutres maîtres de faire transporter leurs marchandises par les vaisseaux de l'ennemi, à tolérer le mélange entre marchandises neutres et ennemies sur un même navire. Certains neutres, par de fausses déclarations faites après coup, postérieurement à la capture d'un bâtiment, se prétendaient propriétaires de toute la cargaison, même de la portion appartenant à des commerçants ennemis, auxquels ils servaient de prête-nom ; de sorte que les capteurs français étaient condamnés par l'Amirauté à la restitution d'abord et de plus au paiement d'indemnités pour arrestation injustifiée de navire. La crainte d'une telle condamnation paralysait les armements en course.

Le système anglais décidant que *tout le chargement doit être confisqué si le navire est ennemi* ne suffit pas à François I^{er}. Par une ordonnance de 1543, article 42, il enjoint aux juges¹ : *Que le tout soit déclaré de bonne prise, comme si le tout appartenait à nos ennemis ; si l'on constate qu'une partie quelconque des marchandises est ennemie, on la confisquera en totalité et le navire avec. De sorte que la règle devient : « Navire ennemi confisque robe d'ami. — Robe d'ennemi confisque le navire et la marchandise. »*

Cette règle était pour les navigateurs une menace rigoureuse qui ne fut peut-être pas mise à exécution ; il y a doute, en effet, sur le point de savoir si les ordonnances de 1543 et de 1584 furent littéralement suivies en ce qui concerne la confiscation des marchandises neutres trouvées

¹ Henri II rappela ces règles dans une ordonnance de 1584 ; Louis XIV dans l'ordonnance de 1681.

à bord d'un vaisseau neutre avec des marchandises ennemies, et du vaisseau neutre lui-même¹.

La France sut restreindre la rigueur de ces prescriptions à l'égard des peuples qui évitèrent de faire le jeu de ses ennemis et surent garder une loyale neutralité. Elle admit la liberté du pavillon neutre et proclama ce principe que le pavillon couvre la marchandise ennemie. D'autre part, elle promit de restituer au propriétaire la cargaison neutre trouvée sur le navire ennemi. C'est sur cette base que furent conclus les traités de 1604 avec le sultan Achmet, de 1646 et de 1648, avec les Etats généraux de Hollande, etc. On adoptait une règle analogue à celle du Consulat, et qui était presque l'inverse de la règle anglaise.

Toutefois, l'ancienne pratique du Consulat était destinée à disparaître ; aussi, de l'année 1654 à l'année 1780, ne la trouve-t-on adoptée que dans quinze traités, tandis que trente-six sanctionnaient le principe nouveau².

Jusqu'ici les commerçants neutres avaient été atteints indirectement par le fait des dispositions internes de tel ou tel Etat belligérant. Nous allons voir maintenant ces Etats donner directement des ordres aux particuliers étrangers, leur adresser des proclamations, des ordonnances qu'ils déclarent obligatoires pour tous. C'est la dernière étape de la dévolution du jugement des prises au seul belligérant. Après les conventions ce sont des ordres.

Pendant le soulèvement des Pays-Bas contre l'Es-

¹ Boeck, p. 39.

² Bonfils-Fauchille, p. 726. — Gessner, *op., cit.*, p. 39 et s.

pagne, Guillaume d'Orange fit armer un grand nombre de corsaires qui ruinèrent le commerce maritime. Les Etats généraux, pour atteindre plus sûrement l'ennemi et triompher rapidement, assujettirent les armateurs neutres à des vexations inouïes. Le placard du 15 avril 1586 porte : « Nous ordonnons expressément que ceux qui veulent sortir d'ici d'autres marchandises que des vivres ou munitions, *ou qui viennent d'ailleurs pour passer devant nos côtes, seront tenus, avant de passer outre,* de venir déclarer leurs marchandises, d'en payer les droits, et de prendre des passeports de nos directeurs de convois commis à cela¹. La *punition* est, pour les maîtres et marchands des autres royaumes, qu'*ils perdront leurs vaisseaux et leurs marchandises.* »

L'Espagne, de son côté, défend aux navigateurs toutes relations commerciales avec les provinces révoltées. Les Tribunaux des prises semblent s'être conformés à des règles similaires de celles édictées en France en 1543 et 1584.

En 1589, l'Angleterre ayant fait alliance avec la Hollande révoltée, rendit un *Order in Council* qui déclarait saisissable tout vaisseau à destination d'un port de l'Espagne avec une cargaison de blé ou de provisions de bouche.

Cette nation n'avait pas adressé aux neutres d'ordres législatifs directs (mais il faut remarquer que le peuple anglais n'aime pas les lois écrites, qu'il se contente de suivre les précédents ou de les dénaturer). « Seules, des instructions données aux corsaires faisaient connaître aux peuples pacifiques la somme de liberté qu'elle consentait à leur donner pendant la durée des hostilités². »

¹ De Boeck, p. 35 et s.

² Bonfils-Fauchille, *Manuel*, p. 728.

Dès cette époque, Albion avait des théories à elle en matière de droit maritime applicable aux étrangers. Les nations européennes consentaient les unes après les autres à reconnaître la liberté du pavillon neutre. L'Angleterre accueillit cette règle dans quelques traités, mais refusa de s'exécuter pendant les guerres qu'elle soutint presque sans relâche; aussi les autres peuples la traitèrent d'une façon à part, pour tirer vengeance de ses mauvais procédés.

C'est par hostilité envers elle que la France, pendant la guerre de la succession d'Espagne, par un édit de 1704, articles 3 et 4, remit partiellement en vigueur le système des ordonnances de 1543, 1584, 1681, et l'aggrava même considérablement sur certains points : « Tous objets, toutes denrées, *produits du sol* ou de l'industrie de l'ennemi chargés à bord d'un bâtiment neutre sont déclarés confiscables, quel que soit le propriétaire; toutefois, le surplus de la cargaison et le navire lui-même sont reconnus libres. » On respecte ce qui appartient aux neutres. En 1744, un nouveau règlement français reproduit celui de 1704, mais toujours à l'encontre de l'Angleterre seule. Ce traitement rigoureux, exceptionnel, ne fut appliqué ni au Danemark, ni à la Suède, ni à l'Espagne contre qui nous combattîmes vers cette époque.

Au commencement des guerres de 1744 et 1754, l'Angleterre, cette fois, adressa formellement aux peuples neutres des ordres du Conseil privé, basés sur cette prétention : que le pavillon neutre ne couvre pas la marchandise. C'est elle qui triompha dans cette lutte pour la souveraineté des mers, et tous les peuples semblent alors destinés à plier sous sa loi.

On peut dire, en résumé, que toutes les grandes puis-

sances maritimes avaient leurs règles spéciales relativement aux cas de capture et de condamnation des prises. L'Angleterre se fit remarquer par son opiniâtreté à ne pas vouloir les adoucir.

Les Conseils de prises dépendant alors de l'Etat du capteur pour leur organisation et leur fonctionnement, ne pouvaient appliquer que les lois de cet Etat. Dans tous les cas où les règlements internes décidaient qu'il y avait lieu à saisie, on peut assurer que les juges de prises pronçaient la confiscation.

SECTION III. — CARACTÈRES DU DROIT DES PRISES A CETTE ÉPOQUE (LE DROIT DE GUERRE !)

Au moyen âge, la théorie des prises maritimes avait un caractère équitable, qu'elle devait à ses rapports avec le droit privé et à l'esprit particulier du monde commercial d'alors.

Si elle a perdu ce caractère, c'est, croyons-nous, pour deux raisons :

A. Et d'abord, le commerce a changé d'aspect. On croit moins aux avantages du négoce patient et honnête depuis que la découverte du nouveau monde a appris qu'on pouvait faire un enrichissement bien plus rapide simplement en se baissant pour ramasser les richesses merveilleuses répandues à la surface du sol. Les souverains, obéissant à ces *préjugés économiques* qui hantent l'esprit des masses, et aux théories mercantilistes, cherchent avant tout à se créer un riche et vaste empire territorial.

S'ils s'occupent encore des questions maritimes, c'est que la mer est la route qui conduit à ces champs d'or et

que chacun d'eux désirerait devenir le seul gardien de la route. Le commerce prend la tournure d'une entreprise nationale pour l'exploitation des territoires neufs ; il est entre les mains des conquérants du sol ou des maîtres de la mer.

B. *Le droit privé a été absorbé par le droit public.* —

Les particuliers n'ont plus aucun droit à l'égard de l'Etat, dont le roi est l'unique et suprême incarnation. Aussi les individus sont-ils sacrifiés et les intérêts réels de la nation risquent-ils d'être primés par les intérêts personnels et dynastiques des maisons souveraines ! *L'absolutisme*, qui est la règle pour le droit public interne, s'étend au droit public international. En matière de prises maritimes, les droits des particuliers sont subordonnés ou font place au droit de l'Etat. C'est ainsi que la course a été réservée aux litiges entre Etats ; la royauté a pris en main la direction des représailles (dont la raison d'être réside dans la défense des intérêts privés) et en a restreint l'usage. Au contraire, elle favorise les prises de guerre, parce que c'est un moyen d'abaisser les souverainetés voisines en faveur de sa propre souveraineté ; les corsaires ne sont plus de simples particuliers ¹. « Ils revêtent une sorte de caractère public, depuis la création des lettres de marque ². »

La seule mesure du droit accordé aux nationaux et aux étrangers, c'est l'*intérêt du prince* ; on met en pratique les doctrines de Machiavel. Il n'y a pas un droit de la guerre, mais seulement un *droit de guerre*, qui fait sacrifier les intérêts particuliers et sert de prétexte et de justification aux actes les plus tyranniques à l'égard des

¹ Ce sont les associés du roi. Louis XIV leur prête ou leur loue des navires ; il leur avance des fonds.

² De Boeck, p. 32.

navigateurs. Le droit de juger les prises est considéré comme un accessoire de ce droit de guerre, comme un moyen de droit public interne et une formalité administrative.

A la longue, les nations neutres furent lasses des procédés employés par quelques peuples qui semblaient faire de la guerre maritime une spécialité, une occupation favorite. De nouvelles puissances étaient nées à la vie des nations : la Prusse, la Russie, les Etats-Unis d'Amérique. Trop jeunes pour disposer d'une marine militaire ou même pour soutenir une flottille de corsaires assez importante, elles ne trouvaient pas à tolérer les abus des autres peuples, en matière de prises maritimes, l'intérêt de la réciprocité. Désintéressées des profits de la guerre sur mer, libres de toute attache, de tout précédent, elles purent faire entendre leurs protestations indignées.

Une théorie nouvelle se faisait jour, qui opposait aux prétendus *droits des belligérants* le droit de libre navigation pour les peuples étrangers à la lutte.

Le roi de Prusse, dont les sujets, malgré leur neutralité pendant la guerre de 1741-1748, avaient été victimes des corsaires et des conseils de prises anglais ne voulut pas admettre de tels procédés. Il y eut d'abord un échange de notes diplomatiques, de nombreux pourparlers infructueux ; à la fin, Frédéric se décida à user de représailles et saisit, pour indemniser ses nationaux lésés, les revenus de la Silésie, qui avaient été hypothéqués à des créanciers anglais. L'Angleterre, cette fois fut intimidée ; elle abaissa le ton de ses prétentions et paya 20.000 livres sterling, lors du traité de Westminster (16 janvier 1756), pour réparer le préjudice subi par les armateurs prussiens.

Ce qu'il faut retenir de l'incident de l'Emprunt silésien, c'est moins le résultat obtenu par Frédéric que les pourparlers du début. Il réclama comme un droit, pour les tribunaux de son royaume, la connaissance des affaires de captures où des Prussiens étaient en cause. Il proposa ensuite comme moyen de conciliation leur jugement par une Commission mixte composée de magistrats des deux pays¹. Pour la première fois, et d'une façon retentissante, un gouvernement neutre contestait la compétence exclusive des cours de prises du capteur.

C'était seulement une victoire passagère qu'avait remportée le roi de Prusse. D'autres nations, la France surtout², tentaient isolément, mais sans résultat, d'opposer la force à la force afin d'arrêter les prétentions effrénées de l'Angleterre.

Pour triompher d'une manière quelque peu durable, il fallait une entente de plusieurs pays pour faire aboutir leurs justes revendications³, il fallait une rénovation complète des idées émises jusque-là relativement aux droits des peuples.

La Ligue des neutres, la Révolution française, sont le point de départ de l'ère moderne du droit maritime international.

¹ V. Ch. de Martens, *Causes célèbres du droit des gens*, I, p. 86.

² La France notamment se déclare l'alliée des Américains révoltés, pour tirer vengeance de la capture de ses vaisseaux enlevés en pleine paix (1754) jusque sur ses côtes, par la marine britannique.

³ La Suède et le Danemark avaient formé une ligue lorsque, en 1689, une convention anglo-batave avait interdit aux nations neutres tout commerce avec la France. Elles firent alliance et équipèrent une flotte afin de défendre la liberté de leur commerce (17 mars 1693). La Hollande et l'Angleterre durent céder; elles ne maintinrent pas leur interdiction à l'égard de ces deux États et relâchèrent même plusieurs navires saisis. *Id.*, Boeck, p. 42.

CHAPITRE IV

ÉPOQUE DE FORMATION DU DROIT INTERNATIONAL MODERNE DES PRISES, 1780-1900.

SECTION PREMIÈRE. — PÉRIODE DE TRANSITION (DERNIER QUART DU XVIII^e SIÈCLE JUSQU'À 1800).

Les systèmes préconisés ou les faits accomplis à la fin du XVIII^e siècle ont, à défaut de réussite, le mérite que l'on doit reconnaître aux idées ou aux actes de tout précurseur. Ils ont édifié le droit des prises moderne et tracé un plan des réformes à faire dans le jugement des captures maritimes.

Les modifications ont porté sur trois points différents :

- 1^o Le droit des neutres (opposé au « *droit de guerre* » des belligérants) ;
- 2^o Le jugement des prises ;
- 3^o La suppression des captures de propriété privée.

A l'égard du droit de la guerre maritime, la période de temps comprise entre 1780 et 1800 mérite le nom de révolutionnaire, car les faits encore plus que les idées ont brusquement transformé ce droit.

A. Le droit des neutres. — Ce ne sont pas les écrits des publicistes qui ont fait triompher l'idée de *neutralité* ; ceux-ci ont au contraire glorifié le droit illimité des belli-

gérants. Si Neumayer de Ramsla a inventé le terme de « *droit des gens* » dont Albericus Gentilis fut le premier à concevoir la valeur, Grotius¹ et Bynkershoeck², génies remarquables cependant, ont fort mal compris la *neutralité*; de même Puffendorf, Justin Gentil et Wolf. Il faut aller jusqu'à Vattel pour rencontrer un *droit des neutres*; d'après lui, on peut être *neutre* et participer pourtant dans une certaine mesure aux hostilités³.

Au commencement de la guerre d'indépendance américaine, l'Angleterre ayant voulu recommencer ses exactions, vit les puissances de l'Europe Continentale se coaliser contre elles. La *ligue de neutralité armée* fut provoquée le 26 février 1780, par un manifeste de Catherine II de Russie, inspirée par son chancelier Panin; elle avait pour but d'amener l'Angleterre à reconnaître des principes fermes établis par les puissances alliées en ce qui concerne « la contrebande de guerre, le transport des marchandises neutres, le blocus et le droit de visite⁴ ». La France, l'Autriche, l'Espagne, les Etats-Unis, la Prusse, le Portugal, les Deux-Siciles adhèrent successivement à cette ligue. La Russie, le Danemark, la Suède prirent les armes (neutralité armée) pour empêcher tout acte de guerre dans la mer Baltique.

Cependant la désunion se produisit à la longue parmi les *neutres*. La France fut considérée comme l'ennemi

¹ Selon Grotius, du fait même que les Neutres sont *neutres*, il n'y a pas de guerre pour eux.

² Bynkershoeck veut que l'on respecte, comme au moyen âge, la propriété des neutres prise à bord d'un navire ennemi, sauf à capturer la marchandise ennemie sous pavillon neutre.

³ Cf. Pillet, *Lois actuelles de la guerre*, p. 276.

⁴ Cf. Gessner, *R. D. I.*, VII, p. 237.

commun, à cause des théories qu'elle propageait pour révolutionner le monde. L'Angleterre put s'allier avec la Russie et renouvela impunément ses brigandages.

Une seconde coalition eut lieu en 1800¹.

B. La Réforme des tribunaux de prises. — Les théoriciens admettaient, sous la seule condition d'un jugement, la légitimité des captures maritimes; presque aucun d'eux n'avait songé à critiquer le fonctionnement défectueux des Conseils de prises.

Seul, un auteur danois, Hubner², a osé attaquer directement la compétence exclusive que l'Etat capteur entendait avoir dans les affaires de butin sur mer, mais sa théorie³ n'a pas eu d'écho à son époque, pas même dans le monde des juristes; Vattel⁴, le seul qui en fasse mention, la trouve très étrange. Ce dernier toutefois reconnaît avec Hubner que le fonctionnement des prises peut être imparfait; il admet qu'en cas d'une injustice évidente ou d'une violation manifeste des règles et des formes, le

¹ « Les *ligues de neutralité armée* donnèrent l'expression correcte et exacte aux idées qu'avaient émises les représentants de la science juridique au xviii^e siècle. Ceux-ci n'avaient élevé la voix que très faiblement et d'une manière isolée: en faveur de la réforme de la juridiction sur les prises, par l'introduction de conseils de prises internationaux; en faveur de la réforme en matière de butin de mer, par la reconnaissance du principe de l'inviolabilité de la propriété privée ennemie, et en faveur de l'abolition de la course. Il était donc naturel que les puissances ne s'occupassent pas de ces différents objets. » (Gessner, *Les Grandes Puissances et le droit maritime*, *R. D. I.*, 1878, p. 490).

² Voir : *de la Saisie des bâtiments neutres*, 2 vol., la Haye, 1759.

³ Voir *infra*, 3^e partie.

⁴ *Droit des gens*, II, chap. vi, § 84.

neutre a le droit d'exiger que son gouvernement lui fasse obtenir satisfaction par la voie diplomatique ¹.

La France de 1793 accomplit une réforme méritoire en voulant assurer l'indépendance des juges de prises à l'égard de leurs gouvernements. Elle n'y fut point portée par les critiques encore presque ignorées d'Hübner, mais par le désir de se conformer au nouveau principe de la séparation des pouvoirs, qu'avait répandu Montesquieu et que les constitutions proclamaient. Afin d'unifier la justice, les juridictions d'exception avaient été supprimées.

En 1793, lorsque la guerre éclate contre la Grande-Bretagne, il faut constituer un nouveau tribunal de prises. Un décret de la Convention, du 14 juillet 1793, attribue le droit de prononcer sur les captures maritimes aux *tribunaux de commerce* et confie l'instruction de ces affaires aux *juges de paix*.

La Convention parut regretter cette réforme, et remplaça ce décret par un autre qui réservait le jugement des prises au Conseil exécutif provisoire (18 brumaire, an III) ; mais ce nouveau système n'avait pas eu le temps de fonctionner, qu'un décret du 12 germinal rendit aux tribunaux de droit commun la connaissance de ces procès. Avant de se dissoudre, la Convention édicta, le III brumaire, an IV, un grand nombre de lois maritimes dont une spéciale au jugement des prises faites sur l'ennemi ; on y réglait la procédure que devaient suivre, à ce sujet, les tribunaux de commerce².

Le Directoire, à son tour, chercha à s'immiscer dans le

¹ Cf. Gessner, *R. D. I.*, XIII, 260.

² Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, II, p. 149 et s.

jugement des captures, cependant il n'osa parler que de l'instance d'appel : un conseil supérieur des prises aurait été chargé de reviser les sentences. Mais le conseil des Cinq-Cents et celui des Anciens opposèrent un formel refus, par crainte de fortifier les attributions du Pouvoir central. L'appel fut porté devant les tribunaux de département¹.

Le jugement des prises par un véritable tribunal indépendant a duré jusqu'à la loi du 26 ventôse, an VIII (rendue sous l'influence du gouvernement consulaire), qui instituait un « Conseil de prises ».

Si l'essai d'un tribunal judiciaire pour les captures maritimes ne pouvait plus durer, la faute en était non pas à la nature de ces tribunaux mais avant tout à l'état d'anarchie de l'époque. Le corps judiciaire avait été improvisé et manquait de l'expérience voulue pour trancher les contestations difficiles. Le délai de dix jours qui était imparti pour statuer ne pouvait suffire aux juges. Il est vrai que le commissaire du gouvernement pouvait demander un renvoi, mais l'hostilité à l'égard du Pouvoir et de ses représentants était si grande que les juges refusaient de se conformer aux observations les plus légitimes de ce fonctionnaire. De même ils ne tenaient aucun compte des rapports de la France avec les nations étrangères².

La loi que devaient appliquer les magistrats se composait d'un mélange inextricable de vieilles ordonnances et de décrets récents³. On ne savait quel texte appliquer ; c'était l'arbitraire, le hasard ! Il n'y avait pas de formes

¹ Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, p. 152 et s.

² *Id.*, p. 153.

³ Wheaton, *Eléments*, II, p. 25.

de procéder fixes autres qu'un rapport du ministre de la marine.

Aussi les nations finirent-elles par protester contre un état de choses qui les privait des garanties (parfois illusoires) d'un jugement en règle des captures maritimes. Le génie organisateur de Napoléon Bonaparte devait remédier au mal.

Quelle qu'en ait été l'issue, il faut toutefois applaudir à ces tentatives faites par la Révolution française d'abandonner le point de vue guerrier, le seul qu'avaient envisagé les gouvernements des deux siècles précédents, pour adopter l'ancien esprit pacifique et commercial du moyen âge et confier l'examen des prises aux juges consulaires.

A côté de ce retour au passé, il y avait une marche vers le progrès : c'est la tentative de faire adopter universellement l'inviolabilité de la propriété privée.

C. La suppression des captures de propriété privée. — Au lieu de réformer les tribunaux de prises, une autre théorie supprime ou tout au moins diminue leur rôle dans une large mesure en réduisant considérablement le nombre et l'importance des procès à juger par eux.

Mably fit œuvre de novateur en protestant contre le droit de prise dans son livre *le Droit public de l'Europe fondé sur les traités*. Il est, peut-on dire, le père de la *théorie de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer*, qui exempte de capture en temps de guerre la propriété neutre et même la propriété ennemie ; il a proposé le maintien de la liberté commerciale entre belligérants, sauf en ce qui concerne les marchandises de contrebande.

Ce vœu ne resta pas longtemps dans le domaine de l'utopie; il fut bientôt réalisé par certains gouvernements.

Avant de montrer l'influence de la Révolution française sur ce point du droit international maritime, il faut signaler le traité d'amitié et de commerce préparé en partie par Franklin et conclu en 1785 par la Prusse et les Etats-Unis. Prévoyant le cas d'une guerre entre elles, ces deux puissances se promettaient (art. 23) de ne pas autoriser la course et de respecter les propriétés des particuliers. — Cette tentative faite en vue de l'inviolabilité de la propriété privée ne devait pas avoir une grande portée pratique, attendu qu'une guerre entre la Prusse et les Etats-Unis était chose assez improbable à cette époque. D'ailleurs cette clause de l'article 23 ne fut pas maintenue lors du renouvellement du traité en 1795¹.

La France révolutionnaire fit une tentative d'abolition des prises plus remarquable, car au lieu d'être convenue entre deux peuples elle devait avoir une portée universelle.

A l'Assemblée législative, dans la séance du 29 mai 1792, le député Kersaint lut, au nom des Comités diplomatiques de commerce et de marine, un projet sur la suppression des corsaires et même du droit de prise exercé par la marine militaire. Deux autres propositions analogues furent également discutées. En définitive l'Assemblée jugea prudent d'exiger la réciprocité et de charger le Gouvernement de sonder les intentions des autres Etats. Emmercy et Vergniaux proposèrent le décret suivant, qui fut adopté malgré les efforts de Kersaint :
« L'Assemblée nationale décrète que le pouvoir exécutif

¹ Bluntchli, *R. D. I.* (1877), p. 550 et s.

sera invité à négocier avec les puissances étrangères pour faire supprimer dans les guerres qui pourront avoir lieu sur mer les armements ou course et assurer la libre navigation du commerce, ajourne les autres articles du projet présenté par le Comité » (30 mai 1792)¹.

Seules, Hambourg et les villes Hanseatiques répondirent à l'invitation de la France. Un décret de la Convention nationale (29 mars 1793) abolit la course en faveur de ces villes qui nous promettaient semblable traitement.

La France eut peu de succès dans sa tentative, parce qu'elle l'entreprit dans un mauvais moment ; les Etats de l'Europe hostiles à ses innovations révolutionnaires ne voulurent pas une réforme qui semblait leur enlever un moyen de combattre une nation qu'ils haïssaient.

Cet essai était fait dans un but parfaitement désintéressé, il était inspiré par les idées économiques des physiocrates, par les idées philosophiques et non par des intérêts politiques. Il y avait un courant d'enthousiasme en faveur de la théorie de l'inviolabilité de la propriété privée maritime parmi les écrivains d'alors. A la suite de Rousseau, les disciples posthumes de Mably : Galiani en 1782, Filanguieri en 1784, de Martens seulement en 1795 et Azuni en 1796² sont les champions de la doctrine nouvelle.

En dix ans les idées se sont modifiées d'une façon si profonde, qu'au sein même du Conseil des prises français, créé par l'arrêté consulaire du 6 germinal an VIII, le propre président de cette assemblée, Portalis, dans la séance d'installation, 14 floréal an VIII, ne craint pas

¹ Voir Bluntchli, *ibid.* — De Boeck, p. 68. — Pistoye et Duverdy, I, p. 7. 14.

² Voir dans Boeck, p. 408 et s., la critique de leurs œuvres.

de critiquer le droit de prise comme constituant une violation manifeste de ce principe que « la guerre est une relation d'Etat à Etat ». « Rendons justice, dit-il, rendons justice à notre philosophie, qui, d'après ces vérités premières, a plus d'une fois invité les gouvernements de l'Europe à stipuler dans leurs traités la sûreté du commerce pendant la guerre, le respect pour les productions des arts et pour toutes les propriétés particulières; mais la politique, qui n'est pas le droit politique, s'est refusée jusqu'ici aux conclusions de la philosophie. »

Napoléon lui-même était personnellement partisan de l'inviolabilité. Seule la politique l'empêcha de faire triompher ses préférences sur ce point. C'est à son corps défendant que, premier consul, il avait rétabli le Conseil des prises. Plus tard, comme empereur, il conserva cette intime conviction que la capture sur mer, comme celle sur terre, est une chose injuste. Il a exprimé cette idée dans le préambule du décret de Berlin : « Le droit de guerre est un et le même sur terre que sur mer; il ne peut s'étendre ni à la propriété privée, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes »; Napoléon l'a redit dans une lettre à M. Armstrong, ministre des Etats-Unis, écrite sous sa dictée par M. de Champagny. Il y est resté fidèle jusqu'à sa mort, écrivant dans ses mémoires à Sainte-Hélène : « Il est à désirer qu'un temps vienne où les mêmes idées libérales s'étendent sur les guerres de mer, et que les armées navales puissent se battre sans donner lieu à la confiscation des navires marchands... Le commerce se ferait alors sur mer entre les nations belligérantes comme il se fait sur terre au milieu des batailles que se livrent les armées¹. »

¹ Cf. Cauchy, *Droit mar. int.*, II, p. 361. — Boeck, p. 89.

La théorie de l'inviolabilité, acceptée avec tant d'empressement à sa naissance, semblait devoir donner au droit des prises une orientation nouvelle.

SECTION II. — LE XIX^e SIÈCLE

§ 1. — Évolution vers la suppression des prises maritimes.

L'histoire des juridictions de prises au XIX^e siècle ne présente aucun trait bien saillant ; il n'y a pas eu de changement pratique considérable dans leur organisation ou dans leur fonctionnement ; c'est la répétition, la continuation de la période monarchique. S'il n'y a pas à faire du XIX^e siècle une période spéciale au point de vue de cette histoire, il est logique cependant de mettre à part et comme en vedette la transformation du droit des prises durant ce laps de temps : d'abord parce que le droit maritime vraiment international ne date que de ce siècle, les diverses puissances, assez isolées jusqu'à 1780 et 1800, n'ayant commencé qu'après cette dernière date à se mettre d'accord sur les principes du droit des gens ; ensuite parce que les gouvernements de ce siècle, s'ils n'ont pas songé à modifier les tribunaux de prises dans leur effet (qui est l'application par des juges nationaux d'une loi nationale à des particuliers ressortissant à un autre Etat), semblent avoir voulu les supprimer dans leur cause, en supprimant le droit de prise lui-même, en restreignant tout au moins le nombre, l'importance des captures à l'occasion desquelles ils fonctionnent.

La caractéristique de l'histoire maritime de ce siècle c'est moins une reconnaissance de plus en plus accentuée du *droit des neutres* qu'une évolution vers la *suppression*

presque totale des prises maritimes, obtenue par l'*abolition de la course*, par la pratique appelée « *l'indult* », par la *relaxation des prises non jugées à la fin d'une guerre*, par les *conventions d'inviolabilité* entre Etats¹.

A. Respect du pavillon et liberté du commerce des neutres. — Le début du xix^e siècle est marqué par une croisade en faveur de la liberté commerciale des neutres. En 1800, la Grande Bretagne fait à la France une guerre acharnée ; oubliant des protestations de 1780, elle recommence à faire subir aux peuples neutres d'innombrables exactions. De nouvelles protestations s'élèvent alors contre les procédés des Anglais, surtout contre la visite qu'ils s'obstinent à faire subir aux « navires convoyés » du Danemark, de la Russie et de la Suède. La Russie proposa aux deux autres puissances de renouveler la neutralité armée de 1780, afin de faire respecter leurs pavillons respectifs. Elle a à peine reçu leur consentement que la Prusse envoie son adhésion à la ligue (4/16, 6/18 déc. 1800.) Cette convention nouvelle reprenait presque exactement les principes proclamés en 1780. (Elle complétait seulement la théorie du blocus en définissant son effectivité). Elle fut démembrée dès l'année suivante.

La guerre entre la France et l'Angleterre avait été éteinte par la paix d'Amiens (1802), mais elle se ralluma bientôt pour redoubler d'intensité. Napoléon, tout-puissant dans l'Allemagne du Nord, avait cherché à fermer au

¹ Les quelques changements apportés aux tribunaux de prises seront signalés dans la deuxième partie, consacrée spécialement aux *Juridictions de prises actuelles*. — Nous parlons ici de la suppression (partielle) des captures, afin de délimiter par avance le champ d'application des tribunaux de prises.

commerce anglais les ports de cette contrée. L'Angleterre en prit prétexte pour émettre l'*Order in Council* du 16 mai 1806, déclarant toutes les côtes, toutes les rivières et tous les ports, depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'à Brest, inclusivement, en état de blocus.

Napoléon riposte en retournant contre l'Angleterre le système que sa rivale appliquait aux côtes de France. Par les décrets de Berlin (1806, 21 nov.) et de Milan (17 décembre 1807), il établit ce qu'on appelle depuis : le *blocus continental*¹. Le Danemark et la Russie se détachant de l'Angleterre, puis la Prusse (la même année), en 1809 l'Autriche, en 1810 la Suède envoyèrent leur adhésion au blocus continental qui dura jusque vers 1814.

L'Angleterre, dominatrice des mers, devait par sa résistance paralyser toute tentative de réforme générale pour la liberté du commerce sur mer : « L'Angleterre avait en effet — remarque Bluntchli² — la même prépondérance sur mer que Napoléon sur le continent, et comme aucune de ces grandes puissances ne pouvait forcer la main à l'autre, et que les prises maritimes étaient pratiquées presque exclusivement par l'Angleterre, il était complètement impossible d'arriver à une entente. » En 1814, la Grande-Bretagne, devenue maîtresse absolue de l'Océan, n'entendait point renoncer à cet avantage. Déjà, en 1807, elle avait averti le tzar Alexandre I^{er} — par la déclaration de Westminster (18 sept.) — qu'elle appliquerait les principes de son droit maritime particulier « principes qui ont de tout temps essentiellement con-

¹ Voir Klüber, *Droit des gens*, p. 442, 452.

² Bluntchli, *R. D. L.*, 1877, p. 550.

tribué au maintien de la puissance maritime de l'Angleterre. »

Elle conserva sa manière de voir lors des négociations de 1814-15 : au Congrès de Châtillon, le plénipotentiaire anglais Lord Castlereagh avait reçu dans ses instructions l'ordre formel de son Gouvernement de ne pas même discuter les questions de droit maritime.

Les efforts tentés par les neutres pour faire respecter leur pavillon et leur liberté commerciale devaient enfin porter leurs fruits. L'ancien droit de prise fut limité par l'application de la règle « le pavillon couvre la marchandise », qu'avaient adoptée certains traités du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle, mais que seules les ligues de neutralité avaient pu faire respecter.

Les Etats firent entre eux un grand nombre de conventions établies sur cette base. Toutes stipulent l'insaisissabilité de la propriété ennemie à bord du vaisseau neutre. Seul un traité conclu en 1842 par l'Angleterre avec le Portugal consacre le système du consulat de la mer et nie l'inviolabilité du pavillon neutre. Toutes ces conventions admettent une seconde conséquence du principe « le pavillon couvre la marchandise » ; s'il est neutre, c'est pour la protéger, mais s'il est ennemi c'est pour la confisquer. C'est la règle vieille de deux ou trois siècles « navire ennemi confisque robe d'ami ». « Par un long usage on s'est accoutumé à considérer la confiscation de la marchandise neutre sur les navires ennemis comme une concession faite aux belligérants pour obtenir l'immunité des marchandises ennemies sur navire neutre¹. »

L'Angleterre s'était montrée hostile à la liberté des

¹ Cauchy, *Droit mar. int.*, II, p. 262.

neutres jusqu'en 1854; c'est alors qu'une politique intéressée lui avait commandé de s'unir à la France et de mettre son droit maritime en conformité avec celui de son alliée pour faire en commun la guerre de Crimée. Chacun abandonnant ses anciennes traditions particularistes, la France renonçait à saisir les biens neutres sur navire ennemi, et l'Angleterre à s'emparer des biens ennemis sur navire neutre. (Un navire est-il libre, la marchandise le sera aussi; est-il ennemi, la marchandise neutre sera libre, sauf la contrebande).

La guerre prit fin par le traité du 30 mars 1856. Un Congrès des six grandes puissances européennes, réuni à Paris après la prise de Sébastopol, accomplit (16 avril 1856) cette importante réforme du droit maritime qu'on nomme Déclaration de Paris.

I. La course est et demeure abolie.

II. Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie à l'exception de la contrebande de guerre.

III. La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre n'est pas saisissable sous pavillon ennemi.

IV. Les blocus pour être obligatoires doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral ennemi.

Au congrès de Paris, l'Angleterre reconnut l'inviolabilité du pavillon neutre en compensation de la suppression des corsaires qui étaient une menace redoutable pour le commerce anglais.

B. Suppression de la Course (Congrès de Paris 1856). — Sous le premier Empire la guerre maritime avait été faite plutôt par la prohibition que par la capture

des marchandises ennemies. Les Anglais tout-puissants sur mer firent en pleine paix des *saisies* de navires ennemis qui ne méritent pas le nom de *prises maritimes* et auxquelles on a donné la qualification d'*embargo*.

« Un des traits les plus remarquables qu'offre l'histoire des années comprises entre 1815 et 1854, (Expédition de Crimée), est le *déclin de la course*. Les guerres de la Révolution et de l'Empire rappellent les plus beaux jours de la course qui sont les plus tristes pour le commerce des neutres : de 1815 à 1854, si l'on fait abstraction de la guerre des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud et de la guerre de Grèce, dans lesquelles la course fit sa réapparition et dégénéra bientôt en piraterie, aucune puissance d'Europe ou des deux Amériques ne délivra de lettres de marque. Il est vrai que pendant ce laps de temps il n'y eut pas de ces grandes guerres dans lesquelles tous ces moyens sont employés. Mais le fait ne vaut-il pas cependant la peine d'être signalé¹ ? » — « Dans les démêlés ou dans les guerres de la France avec la Plata et Mexico, dans ceux de l'Angleterre avec la Nouvelle-Grenade (1836), avec Buenos-Ayres (1839), avec la Chine, il ne fut pas armé de corsaires ni d'une part ni de l'autre. Dans la guerre de 1846 entre les Etats-Unis et le Mexique, même abstention (malgré les vellétés de l'un des belligérants).... Même abstention encore dans la guerre entre l'Autriche et la Sardaigne (1848-49) et dans la guerre entre le Danemark et la Prusse (1849-1850). Si donc on était tenté de dire il n'y eut pas d'armements en course de 1815 à 1854 parce qu'il n'y eut pas de guerres qui en valussent la peine, on en prendrait par trop à son

¹ De Boeck, *op. cit.*, p. 93, 94.

aise avec l'histoire. Dans les différends qui eurent lieu entre ces deux dates, l'occasion ne manqua pas à telle ou telle des parties en litige ou en lutte déclarée d'armer des corsaires : aucune ne le fit, si l'on excepte les deux guerres signalées¹. »

Au commencement de la guerre de Crimée, l'Angleterre et la France, alliées, s'engagèrent à renoncer « temporairement », à l'usage de la course par les corsaires ; seuls les navires de guerre avaient à effectuer des prises. Mais, comme s'ils avaient mis en doute la réalisation de cette promesse, les gouvernements autrichien, belge, brésilien, danois, espagnol, norvégien et suédois firent défense à tous corsaires d'entrer dans leurs ports respectifs, menaçant de les traiter comme pirates. Cette menace n'eût pas l'occasion d'être exécutée, l'Angleterre et la France ayant tenu parole.

L'année 1856 est une date importante dans l'histoire du droit maritime, parce qu'elle marque la suppression de la course par un accord international. L'Angleterre s'empressa de souscrire à l'article premier de la *Déclaration de Paris* : « La course est et demeurera abolie. »

Le Mexique, l'Espagne, les Etats-Unis refusèrent formellement de se joindre aux puissances signataires — les deux premiers Etats parce qu'ils n'avaient pas de marine militaire et ne pouvaient compter que sur leurs corsaires, — le troisième pour le même motif en réalité, mais aussi parce qu'il trouvait cette réforme sinon inutile, du moins incomplète².

Les Peuples des deux continents et, en extrême Orient

¹ De Boeck, *op. cit.*, p. 95.

² V. *infra* : même section, E.

le Japon, ont donné leur adhésion aux règles de 1856. Plusieurs d'entre eux ne se sont pas contentés de les suivre à la lettre, ils l'ont modifié dans un sens équitable.

C. Indult. — L'usage avait pendant longtemps autorisé la saisie et la confiscation des navires ennemis qui se trouvaient dans les ports ou rades des belligérants *au moment de l'ouverture de la guerre*, avant qu'ils aient eu le temps d'être prévenus de sa déclaration. Bien plus inique était l'*embargo*, c'est-à-dire la mise sous séquestre, *en prévision de l'ouverture prochaine des hostilités*, des navires portant le pavillon de l'adversaire présumé qui se trouvaient dans les ports, rades et mers territoriales d'un État.

Une nouvelle pratique, appelée indult, a été inaugurée en 1854 à l'occasion de la guerre de Crimée : la France et la Grande-Bretagne accordèrent aux navires russes stationnés dans leurs ports un délai de six semaines pour se mettre en sûreté avec leurs cargaisons (Déclaration française du 27 mars 1854 — Order in Council du 29 mars 1854). La Russie accorda de même un délai de six semaines aux navires français et anglais qui étaient dans les ports russes pour effectuer leur chargement et mettre à la voile.

Dans la guerre de 1870-71, la France s'est conformée à ce précédent. Un délai de trente jours fut accordé aux navires de commerce allemands pour sortir des ports français (Instructions du 25 juillet et du 18 août 1870). L'empereur d'Allemagne autorisa après coup, le 19 janvier 1871, les prises maritimes, mais seulement à compter du 10 février suivant.

Lors de la guerre de 1877-78 la Porte Ottomane, par

une résolution en date du 19 avril/1^{er} mai, décida qu'un délai de cinq jours francs à dater de la notification serait accordé aux navires russes qui se trouvaient dans les ports turcs le jour de la déclaration de guerre, pour se munir d'un passe-port et quitter les eaux ottomanes. La Russie (ukase du 24 mai) donna aux navires tout le temps dont ils auraient besoin pour appareiller et même pour effectuer leur chargement¹.

Pendant le conflit gréco-turc de 1897, un iradié du Sultan a ordonné que les bateaux et voiliers grecs quitteraient dans un délai de quinze jours les eaux ottomanes. Il a été décidé en outre que les bateaux grecs partis d'un port étranger avant l'expiration du délai précité et arrivés aux détroits après l'expiration de ce délai seraient visités et laissés libres de traverser les détroits au cas où ils ne contiendraient pas d'objets prohibés. Des navires grecs qui se trouvaient dans les eaux turques au moment de la déclaration de guerre ont été autorisés à continuer leur voyage².

Au début de la guerre hispano-américaine, les deux nations belligérantes firent connaître leur intention de se conformer à la pratique de l'indult. Les Etats-Unis se montrèrent très larges, accordant aux navires espagnols un délai d'un mois. L'Espagne accorda un délai de douze jours³.

D. Restitution des prises non jugées à la fin d'une guerre. — De même que le droit de prise naît

¹ De Boeck, *op. cit.*, p. 265.

² Article Politis, *R. D. I. P.*, t. IV, p. 690.

³ Voir *R. D. I. P.*, t. V, p. 808.

seulement avec la guerre, de même il doit s'éteindre avec elle.

Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, les préliminaires ou les traités de paix fixaient certains délais, calculés d'après les distances, passé lesquels la paix était présumée connue et les prises postérieurement effectuées n'étaient plus valables.

Cet usage semblait appelé à tomber en désuétude, à cause de la rapidité des communications de nouvelles, lorsque en 1859 une pratique nouvelle a été inaugurée. Une clause du traité de paix mettant fin à la guerre d'Italie (art. 3 du traité de Zurich, 10 nov. 1859) stipulait que les bâtiments et cargaisons ennemis capturés « qui n'auront pas encore été l'objet d'une condamnation de la part du Conseil des prises seront restitués ». Une stipulation identique fut insérée dans l'article 13 du traité de Vienne (30 octobre 1864), dans l'article 10 du traité de Francfort (10 mai 1871).

Au cas où la clause indiquée ne figure pas dans le traité, les tribunaux de prises ont jusqu'à présent continué à fonctionner après la conclusion de la paix et condamné les prises non encore jugées à cette époque. Le plus récent exemple de ce cas nous a été fourni par la décision ¹ rendue le 8 décembre 1896 par les tribunaux italiens, à propos de la prise du « Dœlwik », navire saisi postérieurement à la cessation des hostilités.

E. Conventions d'inviolabilité entre Etats. — Le Gouvernement français prit, en 1823, lors de l'expédition d'Espagne, l'initiative généreuse d'exempter de toute capture les vaisseaux marchands espagnols ou étrangers,

¹ Voir *Journal de Clunet*, t. XXIV, p. 268 et 850.

exception faite pour le cas de rupture du blocus établi sur les côtes de la péninsule.

Il ne concéda aucune lettre de marque, bien que l'Espagne en délivrât, et ses bâtiments de guerre reçurent l'ordre de ne faire aucune prise maritime, sauf l'exception précitée. Les captures neutres faites dans ce cas furent condamnées à la confiscation, mais les captures enlevées aux Espagnols furent seulement séquestrées et en définitive restituées à leurs propriétaires.

L'exemple donné par la France provoqua un nouveau mouvement en faveur de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer¹. Les Etats-Unis tentèrent d'amener l'adoption d'une entente internationale en ce sens.

Ce fut le célèbre président J. Monröe qui proposa aux puissances européennes d'abolir la course et le droit de capture ; il fit communiquer aux Gouvernements de France, de Russie et d'Angleterre un « projet de convention internationale pour régulariser les principes de la neutralité commerciale et maritime » (décembre 1823). « Aucune des parties contractantes n'autorisera ses vaisseaux de guerre à capturer ou à détruire lesdits navires, ni n'accordera ou ne publiera aucune commission à aucun vaisseau de particulier armé en course pour lui donner le droit de saisir ou détruire les navires de transport ou d'interrompre leur commerce². » La Russie sembla tout d'abord disposée à entrer sans hésitation dans cette voie nouvelle ; puis elle déclara ne rien vouloir promettre seule et attendre l'adhésion de toutes les puissances maritimes. Le projet tomba !

¹ V. *supra* : Section I, C.

² Cauchy, *du Respect de la propriété privée*, Ann., n° 7, p. 66.

Trois ans après, en 1826, est tenu à Panama un Congrès en vue de l'abolition de la course. Il ne reprend qu'une partie de la proposition du président Monroë, laissant de côté la question des *prises par navire de guerre*, encore sans importance pour les peuples du nouveau monde. Cette tentative n'a pas de résultat pratique.

En 1856, les Etats-Unis, refusent de se joindre aux autres puissances pour accepter la convention de Paris dans son ensemble, et plus spécialement l'article premier (course). Ils ne faisaient en cela que se conformer à leurs traditions de 1785 et 1823 ; à ces deux dates, ils avaient réclamé l'inviolabilité de la propriété privée et (avec raison) ils estimaient que les prises maritimes ne pourraient être abolies tant que les Etats ayant supprimé les corsaires pourraient encore faire des captures avec leurs navires de guerre.

A la veille du Congrès de Paris, et avant qu'il ne fût question de le convoquer, les Etats-Unis avaient conservé cette manière de voir et ils invitaient les autres nations à se mettre d'accord sur ce point. Le président de la Confédération disait formellement, dans un message du 4 décembre 1854 : « Si les grandes puissances s'entendaient pour proposer comme une règle de droit international d'exempter la propriété privée sur l'Océan de saisie par les croiseurs publics armés comme par les corsaires, les Etats-Unis seraient prêts à s'entendre avec elles sur ce point². »

Dans un traité du 2 juillet de la même année avec la

¹ D'après de Boeck (p. 101, note 1), qui répète la mention de ce Congrès faite par Calvo, *Droit international*.

² Bulmerincq, *R. D. I*, 1878, p. 639.

Russie et un de l'année suivante (13 janvier 1855) avec le Royaume des Deux-Siciles, les Etats-Unis se réservaient, dans le paragraphe final, les moyens d'arriver à une entente parfaite sur la suppression de la course privée et éventuellement de la course publique¹.

Aussitôt après la signature de la Déclaration de Paris, les Etats-Unis renouvelaient leurs observations sur la nécessité de supprimer aussi bien la course par navire de guerre que celle par corsaires. On proposa d'ajouter à la Déclaration que les corsaires sont et restent abolis, l'amendement suivant : « et que la propriété privée des sujets et citoyens d'un belligérant en pleine mer serait exempte de capture par les vaisseaux publics armés de l'autre belligérant, à moins que ce ne soit de la contrebande »².

Cet amendement fut communiqué à tous les Etats maritimes; la Russie et la France s'offrirent pour obtenir l'assentiment d'autres Etats.

Les Pays-Bas, le Portugal, la Prusse et la Sardaigne se montrèrent disposés à l'accepter. Le Gouvernement anglais lui-même ne le combattit point de front, affirmant que le projet valait la peine d'une délibération commune des Nations; sous certaines conditions restrictives, il promettait d'y prendre part, encouragé par l'opinion publique du pays qui dessinait, sous la direction de Cobden et de Lord Palmerston, un vaste mouvement en faveur de l'inviolabilité de la propriété privée.

Un changement d'attitude des Etats-Unis vint tout gâter. Le nouveau président des Etats-Unis, M. Buchanan,

¹ V. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 639.

² *Id.*, p. 642.

apporta peu d'enthousiasme à soutenir la proposition américaine ; il détourna la question de son véritable but en demandant encore une étroite réglementation du blocus, puis il laissa tomber la réforme ¹.

La nation américaine ne devait pas tarder à souffrir de l'obstination dont elle avait fait preuve en rejetant le principe de la Déclaration de Paris, quelle que fût son imperfection à ses yeux. Pendant la guerre de Sécession (1861 à 1865), l'Union expérimenta à ses dépens qu'il n'est pas bon de reculer une réforme parce qu'on ne peut en obtenir une plus générale.

C'est en vain que le président Lincoln tâcha de faire admettre par les puissances européennes l'adhésion tardive des Etats-Unis à la Convention de Paris (article premier), espérant ainsi faire considérer les Corsaires sudistes comme des violateurs du nouveau droit maritime et les faire traiter en pirates ; les ministres d'Angleterre et de France, en accueillant sa proposition, le prévinrent que sa signature serait valable pour les seules provinces du Nord sur lesquelles il avait autorité, et non à l'égard des Sudistes qui s'étaient volontairement séparés de l'Union et combattaient en véritables belligérants. Bref, la signature ne fut pas donnée.

Les Confédérés du Nord ne s'étaient pas exagéré le danger que les armements en course pourraient faire courir à leur puissante marine marchande. Les dégâts que leur causèrent les Sudistes durèrent plusieurs années et leurs pertes furent immenses, car toutes les captures étaient détruites en pleine mer, ne pouvant être conduites dans les ports du Sud soumis à un blocus rigoureux.

¹ Cf. Bluntchli, *R. D. I.*, 1877, p. 552.

Aussi « pendant deux années, on a vu le capitaine du Corsaire l' « Alabama » se faire lui-même juge, prononcer sans appel, confisquer ou relâcher à son gré, interpréter les questions souvent les plus complexes et les plus ardues ; il n'a connu d'autre code international que son caprice, et ses jugements n'ont été lus qu'aux rouges lueurs qu'on apercevait parfois sur l'Océan ¹ ».

Tandis qu'en Amérique on s'en tenait encore au vieux procédé de la course dans toute sa barbarie, l'Europe appliquait les nouveaux principes proclamés à Paris, avec toutes les conséquences qui en découlaient naturellement. Elle alla même plus avant que ne le comportait la *Déclaration de 1856* dans la voie d'amélioration de la guerre maritime, cherchant à réduire celle-ci à une lutte entre Etats et à en épargner autant que possible les horreurs aux simples citoyens ; elle accéléra le mouvement vers la mise en pratique du principe de l'inviolabilité de la propriété privée.

A la fin de la guerre entre le Danemark et les puissances allemandes, toutes les captures de propriété privée, même celles jugées par les tribunaux de prises furent rendues à leurs propriétaires. Par l'article 13 du traité de paix du 30 octobre 1864, le Danemark s'engage à rendre les navires de commerce allemands amenés pendant la guerre, ou, si cela n'est plus possible en nature, à en restituer la valeur ou la diminution de valeur à leurs propriétaires. Réciproquement, les navires de commerce et les marchandises pris aux Danois par les Allemands durent être restitués en nature ou en équivalent. Ainsi le

¹ Laugel, les Corsaires confédérés (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1864, p. 140 ; cf. de Boeck, p. 121).

traité de paix annula après coup les effets de la prise maritime et reconnut implicitement la règle que, même dans les guerres maritimes, la propriété privée doit être respectée ¹.

Lors de la guerre de 1866, c'est avant le début des hostilités que la Prusse et l'Italie d'un côté, l'Autriche et ses alliés de l'autre, ont respectivement renoncé aux prises maritimes. Déjà les articles 211 et 212 du code de commerce italien de 1865 promettaient, à la seule condition de réciprocité, le respect absolu de la propriété privée. Une ordonnance impériale autrichienne du 13 mai 1866 stipule que les navires de guerre devront laisser en liberté les bâtiments de commerce ennemis (exception faite pour les cas de contrebande et de blocus), si l'adversaire observe la même ligne de conduite à l'égard des vaisseaux marchands de l'Autriche. La Prusse répondit par une ordonnance semblable et proclama la même règle avec les mêmes conditions. Pour la première fois on respecta de part et d'autre la propriété des particuliers ennemis pendant une guerre navale. Cet exemple n'eut malheureusement pas une grande influence, car il était donné par des nations d'une médiocre importance maritime à cette époque.

Quant survint la guerre franco-allemande de 1870-71, le roi de Prusse renouvela (le 18 juillet) son ordonnance de 1866 permettant la libre navigation des ennemis comme des neutres, sauf les exceptions accoutumées de contrebande et de blocus, mais sans stipuler la réciprocité de la part de la France. Le Gouvernement français, qui ne disposait sur le continent que d'effectifs restreints, que la

¹ Bluntchli, *R. D. I.*, t. IX, p. 554.

guerre surprenait à l'improviste, n'eut pas le courage de renoncer aux services que pouvait lui rendre une flotte supérieure à celle de l'adversaire; il déclara (le 21 juillet) qu'il s'en tiendrait aux règles de la déclaration de Paris. Pour défendre ses navires de commerce ainsi menacés de capture, l'Allemagne trouva prudent de les armer de canons et d'en faire des croiseurs auxiliaires de son armée navale; une « Seevehr » volontaire fut ainsi organisée par une ordonnance royale du 24 juillet dans le but de combattre la marine de guerre française, et quelque temps après (ordonnance du 12 janvier 1871, rapportant celle du 18 juillet 1870) pour courir sus aux vaisseaux marchands de ce pays. Mais l'armistice et le traité de paix survinrent avant que cette disposition ait pu être mise en vigueur; aucun bâtiment de commerce français ne fut condamné par une cour de prises allemande¹. De son côté, la France avait enlevé à l'Allemagne et fait juger de bonne prise soixante-quinze bâtiments de commerce. Par le traité de paix du 10 mai 1871 (article 13) il fut convenu que ces condamnations prononcées par les tribunaux de prises français conserveraient leur effet et que les vaisseaux non encore condamnés seraient seuls restitués².

L'année suivante, ce n'est pas à l'occasion, mais en prévision d'une guerre, qu'un traité fut signé à Florence le 12 février 1871, entre les États-Unis d'Amérique et l'Italie. L'article 12 dispose que la propriété des sujets respectifs des deux pays, à l'exception de la contrebande de guerre et sauf le cas de blocus, ne pourra être prise ni saisie, en

¹ Cf. de Boeck, *op. cit.*, p. 139.

² Bluntchli, *R. D. I.*, t. IX, p. 516.

pleine mer ou ailleurs, par les bâtiments armés en guerre et les forces militaires de l'autre partie.

L'élan vers le progrès semblait continu et paraissait devoir se prolonger. Aussi M. Bluntchli pouvait-il dire vers cette époque, en argumentant de la disparition du droit de butin sur terre et de la diminution constante des prises maritimes : « La logique du développement historique doit forcément amener à reconnaître l'inviolabilité de la propriété privée ennemie sur mer, comme elle est déjà reconnue sur terre. »¹

§ 2. — Période d'acalmie actuelle 1877-1900
(Le droit des prises dans les guerres récentes)

Depuis l'époque où écrivait Bluntchli, il semble que le mouvement de réforme du droit maritime dans le sens de la suppression des prises se soit sinon arrêté, du moins ralenti. La mauvaise volonté de la France, qui en 1870 refusa de renoncer aux captures sur mer malgré l'avance que lui faisait son adversaire, n'est sans doute pas étrangère à cet arrêt momentané de la générosité des peuples.

Imitant notre pays — qui d'ordinaire n'est pas en retard pour ouvrir la porte aux idées généreuses — les nations ont cru faire assez en se conformant à l'acte de 1856. Les règles de cette convention, il est vrai, n'avaient pas été adoptées par l'unanimité des puissances; elles le sont aujourd'hui. Les Etats qui s'y étaient autrefois opposés ont depuis déclaré les adopter « provisoirement », mais il faut espérer qu'ils n'oseront pas retourner en arrière.

Il y a là, somme toute, un progrès, puisque les principes

¹ Bluntchli, *R. D. I.*, t. IX, p. 557.

de 1856 sont devenus une loi écrite, véritablement internationale.

Mais à côté du gain, il faut mentionner les pertes : certains Etats, après avoir formellement adhéré à l'acte de Paris, n'ont pas su s'y conformer en pratique. Toutefois, d'une façon générale, on peut dire que la règle de 1856 est actuellement la seule ligne de conduite adoptée par les Etats dans leurs guerres.

Il est difficile de prévoir le jour où se réalisera ce rêve de l'inviolabilité des biens privés sur mer. En attendant, la vieille coutume est toujours pratiquée. On considère comme légitime et nécessaire la saisie des richesses appartenant aux particuliers *ennemis*. Il n'y a plus de contestation que sur le point de savoir quand il y a lieu de faire des prises maritimes au détriment des *neutres*.

A l'égard de ceux-ci, il y a et il y aura toujours des interdictions de transporter de la *contrebande de guerre* ou de violer un *blocus*, qui viendront apporter une restriction à leur liberté commerciale.

C'est presque seulement au sujet de la *contrebande* et du *blocus* que les dernières guerres ont été intéressantes pour les publicistes.

Guerre russo-turque. — Dans la guerre *russo-turque*, le droit de capture fut exercé par les navires de guerre des deux belligérants. — L'ukase du 12-24 mai 1877 indique les marchandises que la Russie considérerait comme contrebande de guerre : « toutes espèces d'armes, le matériel et les munitions nécessaires pour les armes à feu, tout le matériel servant à faire sauter les obstacles, celui du train des différents corps et enfin tout ce qui sert à habiller et à équiper l'armée ».

Guerre Chili-Pérou-Bolivie. — Quand survint la guerre de 1879 entre le Pérou et la Bolivie d'une part, le Chili d'autre part, le premier de ces Etats avait seul adhéré à la Déclaration de Paris. Cependant il délivra, comme son allié, des lettres de marque, afin de venir à bout de l'ennemi qui avait quelques *corsaires*.

Guerre franco-chinoise. — En 1885, le conflit avec la Chine ayant pris les proportions d'une véritable guerre, la Grande-Bretagne crut devoir interdire à ses possessions d'Orient la vente (aux cuirassés français) de la *houille*, qu'elle considérait comme contrebande. Par mesure de représailles, la France interdit le transport du *riz* vers les ports de la Chine (et vers le port neutre de Hong-Kong¹), parce que le riz était comme une monnaie en Orient, tout au moins c'était un subside en nature permettant la continuation des hostilités. L'Angleterre prévint ses nationaux et protégés de cette prohibition; les embarquements de riz furent arrêtés et, en définitive, il n'y eut pas de navire saisi.

En 1894, *la Chine en lutte contre le Japon* à propos de leur condominium commun sur la Corée, interdit à son tour le transport du *riz*; mais le gouvernement anglais signifia son intention de ne pas tenir compte de cette résolution² et ses armateurs ne furent pas inquiétés.

Un incident assez notable vient marquer le début des

¹ Cf., P. Fauchille, *Théorie du voyage continu en matière de contrebande*, p. 298, note.

² V. R. D. I. P., 1894, p. 475.

hostilités sur mer. Celles-ci commencèrent le 25 juillet, avant toute déclaration de guerre, par la prise ou plus exactement la destruction, par le croiseur japonais « Naniwa », du « Kowshing », navire marchand anglais — par conséquent neutre — transportant des troupes chinoises en Corée. On peut soutenir qu'une déclaration n'est pas obligatoire à notre époque ; mais encore aurait-il fallu un fait antérieur à cette date, un conflit entre les deux peuples indiquant aux neutres que toutes relations pacifiques étaient rompues. Un premier engagement avait bien eu lieu dans la matinée du 25, entre deux vaisseaux chinois et trois vaisseaux japonais. Mais le combat était trop récent pour que le « Kowshing » pût être, sans autre forme, traité de neutre qui transporte de la contrebande de guerre¹. C'est au cours de la chasse donnée par les vaisseaux japonais aux Chinois, que le « Kowshing » fut aperçu et sommé par la « Naniwa » de la suivre dans un port japonais, mais les chefs chinois qui étaient à bord s'y opposèrent. Une contre-proposition tendant à permettre au transport de regagner les côtes de Chine fut repoussée et le Kowshing fut torpillé et coulé à fond. Moins de précipitation eût épargné bien des vies humaines, car il n'était pas difficile d'amariner le navire². L'affaire fut terminée par un procès civil en dommages-intérêts³.

Guerre italo-abyssine. — L'Italie avait déjà ramené sur le pied de paix ses troupes chargées de lutter contre l'Abyssinie et notifié cette mesure aux puissances étran-

¹ Cf. *R. D. I. P.*, 1895, p. 132.

² Cf. *R. D. I. P.*, 1894, p. 464.

³ Cf. Nagao Ariga, *op. cit.*, p. 19.

gères, lorsqu'un de ses croiseurs, l'« Etna », saisit le 8 août 1896, dans la mer Rouge, un navire hollandais le « Dœlwyck », chargé d'armes et de munitions de guerre, qui faisait voile vers le port français de Djibouti.

Le gouvernement italien prétendit qu'il n'avait pas signé la paix avec le Négus et, pour juger cette capture, le Conseil d'Etat s'occupa de nommer une Commission des prises, qui n'avait pas encore été instituée (Décret du 16 août 1896). Celle-ci, le 8 décembre suivant, déclarait régulière la saisie du navire et du chargement, parce que le traité de paix définitif n'était pas signé au moment de la capture ¹.

Guerre gréco-turque, 1897. — La Turquie, comme la Grèce, avaient adhéré à la Convention de Paris. Cette dernière puissance avait même déclaré vouloir s'y conformer expressément (par une note du 21 avril 1897²), et en réalité elle tint sa promesse, tant en ce qui concerne le blocus, qu'en ce qui regarde la course. Elle chercha seulement à transformer ses vaisseaux marchands en croiseurs auxiliaires et finalement ne donna pas suite à ce projet³. La Turquie de son côté ne délivra pas non plus de lettres de marque.

Pendant cette guerre de 1897, la flotte grecque fut réduite à l'inaction parce que les vaisseaux turcs délabrés s'étaient constamment tenus à l'abri des forts des Dardanelles. Quant aux neutres, elle n'entrava jamais leur commerce, exerça son droit de visite avec modération,

¹ *Journal de Clunet*, 1897, p. 268.

² Cf. Politis, *R. D. I. P.*, 1897, p. 639, note 2.

³ *Id.*, p. 695,

mais captura quelques vaisseaux neutres qui transportaient de la contrebande de guerre vers un port ennemi, notamment le « Chéorgios » (égyptien) et la « Minerva ». A l'occasion de la saisie du premier, le Gouvernement grec eut à instituer un Conseil de prises et donna compétence aux tribunaux ordinaires¹.

Guerre hispano-américaine, 1898. — Les États-Unis et l'Espagne étaient (avec le Mexique) les seules grandes puissances n'ayant pas adhéré à la Déclaration de Paris. Lorsque la guerre entre elles deux devint imminente, ce fut avec inquiétude que l'on se demanda si la course privée allait encore une fois reparaître. Mais l'appréhension des peuples civilisés ne fut pas de longue durée. Le 21 avril, avant même la déclaration de guerre officielle (datée du 25 avec effet rétroactif à partir du 21), les États-Unis faisaient connaître aux diverses puissances leur intention d'appliquer pendant la guerre les principes de 1856. Le Président renouvelait cette promesse, le 26 avril, dans une proclamation déclarant la guerre ouverte. Et, vers la même époque, les représentants des États-Unis auprès des puissances remettaient au ministre des Affaires étrangères de chacune d'elles une notification officielle déclarant que l'Union avait « l'intention de ne pas accorder de lettres de marque, mais de donner son adhésion aux règles suivantes : 1° le pavillon neutre couvre la cargaison ennemie, sauf la contrebande de guerre ; 2° les marchandises appartenant à des neutres, sauf la contrebande de guerre, ne peuvent être capturées lorsqu'elles sont transportées par des navires ennemis ;

¹ V. R. D. I. P., 1897, p. 692, 727, 757.

3^o les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs »¹.

En fin de compte, c'est toute la déclaration de Paris que les États-Unis entendaient suivre dans la pratique. Mais leur adhésion est-elle formelle, définitive? — Il est impossible de l'affirmer, car la notification des Américains parle seulement du « cas où la guerre éclaterait entre leur Gouvernement et l'Espagne ».

Le Gouvernement espagnol fit connaître la ligne de conduite qu'il comptait suivre, par le décret du 26 avril, contenant une adhésion expresse aux deuxième, troisième et quatrième règles de la déclaration de Paris, textuellement reproduites par l'article 3 dudit décret. Mais relativement au droit de course, il déclarait (art. 4) maintenir « son droit de concéder des patentes de course qu'il s'est réservé dans la note adressée à la France, le 16 mai 1857 » (en réponse à la demande que lui avait faite cette dernière d'adhérer à la déclaration de Paris).

En fait, l'Espagne n'usa pas de ce moyen qu'elle s'était réservé, dans la crainte de se mettre à dos les puissances neutres unanimement hostiles au rétablissement de la course; elle se contenta de transformer les navires de sa marine marchande en croiseurs auxiliaires².

La guerre s'ouvrit sur mer avant toute déclaration de guerre expresse, les États-Unis considérant *le refus par l'Espagne (21 avril) de recevoir leur ultimatum* comme rompant toutes relations pacifiques et entraînant l'ouverture immédiate des hostilités. Elles commencèrent, en effet, le lendemain même (22 avril), par la capture, dans

¹ R. D. I. P., 1898, *Chronique*, p. 760, et note 2.

² *Id.*, p. 762, 763.

le golfe du Mexique, de plusieurs navires de commerce espagnols. La validité de telles prises pouvait être douteuse aux yeux de certaines gens ; aussi le Président des États-Unis demanda-t-il au Congrès, par un message du 25 avril, de déclarer formellement l'existence de l'état de guerre, et de justifier par cela même les actes des États-Unis comme puissance belligérante. Les deux Chambres votèrent le même jour une résolution tendant à ce que « la guerre soit déclarée exister et avoir existé à partir du 21 avril inclusivement entre les États-Unis d'Amérique et le Royaume d'Espagne ». Ainsi se trouvait légitimée après coup la prise des bateaux espagnols effectuée par les croiseurs américains pendant cette période de cinq jours.

Guerre sud-africaine. — L'Angleterre saisit nombre de navires neutres partis d'un port neutre pour se rendre à Delagoa-Bay, port neutre. Le golfe de Delagoa appartenait au Portugal, qui n'était pas officiellement l'allié de l'Angleterre ; celle-ci ne pouvait donc en déclarer le blocus. Aussi n'est ce pas à cause d'une intention de violer le blocus, mais simplement pour transport de contrebande de guerre que ces navires neutres furent saisis, en vertu d'un principe inventé par les juges de prises anglais : la *théorie du voyage continu*¹.

C'est dans ces conditions que furent capturés les navires allemands *Bundesrath*, *Hans Wagner*, *Herzog*, *Général*, qui avaient à bord des marchandises prohibées pour le compte des républiques sud-africaines. Pourtant le Gouvernement d'Allemagne en profita pour mener grand

¹ V. *infra*, II^e partie, chap. I.

bruit autour de ces prises, mais c'était dans un but évident de politique : d'une part, faire voter par le reichstag l'augmentation de la flotte ; d'autre part, intimider l'Angleterre pour terminer à son avantage le règlement des affaires de Samoa. Des bâtiments français et russes avaient été pareillement capturés sans qu'il s'élevât de protestations aussi bruyantes de la part de leurs gouvernements.

Plus délicate que les affaires de prises allemandes était la question des captures des transports *Maria* (hollandais), *Béatrice* et *Mashona* (anglais) chargés de farine américaine, donc neutre, consignée à des négociants portugais, également neutres, à Lourenço-Marquès. Les Etats-Unis avaient donné pour instruction à leur ambassadeur à Londres de ne faire aucune réclamation pour obtenir soit la remise des marchandises saisies, soit une indemnité, mais seulement de notifier à l'Angleterre, d'avoir par mesure de précaution, à sauvegarder les droits des Américains dans cette affaire. C'était logique de la part des Etats-Unis, parce qu'ils admettent et pratiquent, comme les Anglais, le système de la prohibition « conditionnelle » des vivres, qui ordinairement ne sont pas contrebande de guerre, mais peuvent être déclarés tels lorsqu'ils sont destinés à l'usage des combattants ¹. Cependant lorsque l'Allemagne protesta d'une façon retentissante contre l'arrestation de quelques-uns de ses navires, l'Amérique crut utile de faire chorus, et son ambassadeur reçut l'ordre de réclamer des explications au sujet de la saisie des farines de Delagoa-Bay ².

¹ V. Fromageot, Les vivres considérés comme contrebande de guerre (*Journal de Clunet*, janvier 1900).

² Extrait du *Times*, 3 janvier 1900.

La question de la contrebande de guerre n'ayant pas été réglementée en détail en 1856 — *a fortiori* les questions des *vivres considérés comme contrebande* et de la *continuité du voyage* —, on ne saurait reprocher à l'Angleterre d'avoir manifestement violé la déclaration de Paris¹.

D'une façon générale, la déclaration de 1856 est obéie par les peuples belligérants; leurs tribunaux de prises doivent appliquer ses règles.

¹ Voyez : Funk-Brentano, la Déclaration du Congrès de Paris (1856) et son application dans les temps modernes (*R. D. I. P.*, 1894).

DEUXIÈME PARTIE

LES JURIDICTIONS ACTUELLES DE PRISES ; LEUR VALEUR

CHAPITRE PREMIER

LES JURIDICTIONS DE PRISES ACTUELLES

SECTION PREMIÈRE. — INSTITUTION DE TRIBUNAUX DE PRISES

Au ^{xix}^e siècle, les Conseils de prises sont généralement établis, installés à l'occasion d'une guerre et pour sa durée.

Des juridictions auxquelles est confié l'examen des captures maritimes peuvent être permanentes dans leur fonctionnement normal, par exemple l'Amirauté anglaise, le Conseil d'Etat italien ; elles n'en sont pas moins considérées fictivement comme temporaires, en tant que tribunal spécial de prises ; elles sont instituées par une délégation *ad hoc* de leurs gouvernements.

Il serait pourtant exagéré de dire (même pour les tribunaux de prises qui ne sont pas distraits d'un corps de magistrature important) que la durée de leur mission est limitée à une période d'hostilités internationales. — Un certain nombre de conseils ont conservé en partie leur ancienne physionomie de juridiction de droit interne, de tribunal statuant pendant la paix comme pendant la guerre. Ils

continuent à juger en tout temps les affaires de piraterie (et par extension celles de traite des nègres); ils ont à examiner aussi des questions d'échouement, de bris ou de naufrages. — Les Conseils de prises doivent normalement continuer à siéger après la fin de la guerre pour l'expédition des affaires de captures sur lesquelles on n'a pas eu le temps de statuer. C'est par exception que, depuis cinquante ans, quelques traités de paix ont mis fin à la mission des Conseils en spécifiant que les captures non encore jugées seraient restituées à leurs propriétaires.

L'usage veut que les tribunaux de prises siègent seulement dans les pays des belligérants, à l'exclusion de leurs colonies et de leurs protectorats¹, à l'exclusion aussi des pays neutres. L'instruction, toutefois, peut être faite dans des parages proches du lieu de la saisie.

SECTION II. — ORGANISATION ACTUELLE DES JURIDICTIONS DE PRISES²

La juridiction des prises, organisée administrativement au temps de la monarchie absolue, est restée telle dans un certain nombre d'États. Mais la forme ancienne, datant d'une époque où l'on pratiquait les règles du Consulat et conservée jusqu'aux temps modernes par l'Angleterre, a influé sur la composition des tribunaux actuels dans quelques nations qui ont cru devoir leur donner une forme judiciaire. De sorte qu'on trouve aujourd'hui deux caté-

¹ Il y a des exceptions : l'Angleterre, par exemple.

² M. de Bulmerincq a remarquablement exposé en 1878 l'organisation et la procédure actuelles des tribunaux de prises. Nous reproduisons ses données essentielles et renvoyons pour les détails aux articles de ce savant publiciste (parus dans *R. D. I.*, t, XI à XIV).

gories très distinctes de tribunaux de prises : ceux qui sont formés de véritables juges, ceux qui sont composés de fonctionnaires dépendant de l'administration.

Cependant il y a une tendance, de la part des Etats qui remanient leur juridiction des captures, à combiner ces deux organisations, à choisir des juges de l'une et de l'autre catégorie pour les faire siéger côte à côte ; ils forment ainsi un tribunal de prises à organisation mixte.

Nous diviserons les législations en trois groupes, selon qu'elles ont adopté l'organisation *administrative*, *judiciaire* ou *mixte*.

§ 1. — **Forme judiciaire.**

ANGLETERRE

Les tribunaux de prises d'Angleterre rentrent dans la juridiction de droit commun de ce pays. Au juge de la Haute Cour d'Amirauté, qui statuait jadis sur les affaires de captures, a été substituée une section de la *Haute Cour de Justice*, érigée en tribunal de prises par commission de la Couronne. C'est actuellement la *Probate and admiralty Division*. Cette section se compose de deux juges, qui peuvent juger et jugent en fait séparément.

Pour les colonies et les possessions extérieures, les anciennes cours de vice-amirauté continuent à juger les prises. On donne commission à cet effet, au début d'une guerre, à des juges membres des cours supérieures ; on crée parfois de nouveaux juges pour expédier ces affaires, lorsqu'elles sont en grand nombre.

L'instruction est faite par le commissaire du tribunal des prises présent dans le port où la capture a été conduite.

L'appel est porté devant la division judiciaire du Conseil royal (*the judicial Committee of the Privy Council*)¹.

ÉTATS-UNIS

Une *instruction* préparatoire doit être faite au port d'arrivée de la capture.

L'acte de 1864 prévoit deux degrés de juridiction qu'il confie aux tribunaux fédéraux ordinaires : le *tribunal de district*, la *Cour suprême*. Kent et Phillimore à sa suite ont parlé d'une triple instance des prises aux Etats-Unis (en dehors de l'instruction) : jugement par les tribunaux de district, puis par ceux de circuit, enfin par la Cour suprême. Mais, en fait, les appels du tribunal de district vont directement à la Cour suprême².

GRÈCE

Vers 1824 ou 1825³, la Grèce institua une juridiction, composée de trois juges et d'un greffier, pour juger les prises maritimes. Ce tribunal portait le nom de « *tribunal faisant fonction de tribunal maritime* » (ἡ ἀντὶ τοῦ θαλαττίου δικαστηρίου ἐπιτροπή). Il fut malheureusement impuissant à réprimer les excès des corsaires helléniques, qui se livraient à la piraterie au détriment des navigateurs de toutes les nations. Le mécontentement de l'Europe fut tel, que les amiraux de la flotte combinée déclarèrent, au nom de leurs gouvernements, ne pas admettre cette juridiction

¹ V. Loi de 1864 sur les prises et *Prize Act*. de 1874 — (Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 185 et s.). — (Cf. Dupuis, *op. cit.*, p. 378).

² Cf. Bulmerincq, *op. cit.*, *R. D. I.*, 1881, p. 471, 472.

³ On n'a jamais pu retrouver l'acte législatif grec ayant établi le premier tribunal de prises.

(note du 24 octobre 1828). L'Angleterre, puis la France ordonnèrent aux commandants de leurs flottes respectives de saisir tout bâtiment grec armé qui ne serait pas un navire de guerre et de l'envoyer dans un port anglais ou dans un port français ¹.

Arrivé au pouvoir, le président Capo d'Istria comprit la nécessité d'assurer le sérieux jugement des prises maritimes, par la création d'un tribunal offrant toutes garanties aux neutres. Un décret du président (décret 26, t. IX, p. 515, de la collection Mamonka) en date du 10/22 avril 1829 décide que : « Trois membres du Panhellenium, au choix du gouvernement, près les trois sections de ce corps, constitueront le tribunal maritime » (art. 1^{er}), qui « jugera les affaires relatives aux prises » (art. 5). Ses arrêts sont susceptibles de revision, à la demande des parties intéressées, devant un Haut Conseil de revision formé de quatre membres du Conseil des ministres, au choix du président (art. 4 et 5) ². C'était essentiellement un tribunal administratif, même politique. Il cessa d'exister à la fin de la guerre.

Au cours du conflit gréco-turc en 1897, à l'occasion de la saisie du *Chéorgios*, navire égyptien, capturé le 12 mai par le vaisseau de guerre « *Pinios* » ³, la question se posa de savoir à quelle juridiction l'on confierait l'examen des prises. Le gouvernement grec l'a résolue en faisant rentrer ces litiges dans la compétence générale des *tribunaux ordinaires de l'ordre judiciaire*. C'était affirmer

¹ Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 621, et de Boeck, *op. cit.*, p. 370, note.

² Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 621 et s.

³ V. *R. D. I. P.*, 1897, *Chronique*, p. 691 et s.

qu'il considérerait le contrôle des prises comme un véritable acte de juridiction ¹.

HOLLANDE

Jusqu'en 1838, dans les Pays-Bas, les captures furent jugées par le Conseil d'Amirauté, dont les attributions avaient été réglées en dernier lieu par deux règlements de 1781.

Aujourd'hui, la juridiction hollandaise des prises a une organisation judiciaire (loi du 1^{er} octobre 1838). D'après l'article 89, la Haute Cour (Hooge Raad) connaît des affaires de capture en première instance ; pour la revision de ses décisions c'est elle-même qui procède à un nouvel examen. La seule différence est qu'il faut dans le second cas un minimum de onze conseillers, au lieu de sept dans le premier cas.

Tous les conseillers du Hooge Raad sont des jurisconsultes ².

BELGIQUE

La Belgique a conservé une ancienne loi des Pays-Bas, dont elle a fait partie : l'ordonnance néerlandaise du 26 janvier 1780, réglementant la formalité des captures maritimes et leur examen par les conseillers de l'Amirauté.

Il est peu probable que la Belgique ait à faire usage d'une juridiction des captures, car, devenue Etat neutre, elle ne semble plus devoir être impliquée dans une guerre maritime, si ce n'est pour la défense de sa neutralité.

¹ Cf. Pillet, *Lois actuelles de la guerre*, p. 344.

² Cf. Bulmerincq, 1878, p. 231 et s. ; *id.*, 1881, p. 471 — de Boeck, p. 358.

§ 2. **Forme administrative.**

FRANCE

Après la tentative infructueuse, faite à l'époque révolutionnaire, d'une juridiction des prises confiée aux Tribunaux de commerce (avec appel devant les Tribunaux du district et plus tard devant les Tribunaux civils de département), un arrêté du 6 germinal an VIII institua un Conseil de prises à Paris. Le décret du 11 juin 1806 autorisa le recours au Conseil d'Etat, comme instance d'appel. En 1815, le Conseil des prises fut supprimé, et le Conseil d'Etat le remplaça comme juridiction de première instance; il fut rétabli par décret du 18 juillet 1854, à l'occasion de la guerre de Crimée.

L'arrêté du 6 germinal an VIII avait institué, en même temps que le Conseil des prises, des *Commissions du port* (art. 6) et, pour les pays d'outre-mer, des *Commissions coloniales* (art. 21). L'officier d'administration non seulement faisait l'instruction des prises dans le port auquel il était affecté, mais il devait, avec l'assistance d'un contrôleur de la marine et du commissaire de l'instruction maritime, former un Tribunal analogue aux anciennes amirautés. Ce Tribunal s'appelait *Commissions du port*. Il avait le pouvoir de juger d'une manière sommaire les prises *évidemment ennemies* et non réclamées dans les dix jours. Une telle institution entraîna bien des abus de compétence ; elle fut abolie par le décret de 1854.

Le Conseil des prises de 1854 fut supprimé à la fin de la guerre (décret du 3 juin 1856). Des Conseils de prises semblables furent créés par les décrets du 9 mai 1859 et du 28 novembre 1861. Ce dernier Conseil n'ayant pas été dissous, l'on considéra que de temporaire il était

devenu permanent, et il eut à statuer sur les captures faites au début de la guerre franco-allemande. Ce n'est pourtant pas lui qui a jugé le plus grand nombre d'affaires pendant cette campagne; à cause de l'investissement de Paris, la délégation du gouvernement de la défense nationale institua le 27 octobre 1870, au siège de la délégation, un Conseil provisoire de prises, formé de un président et de quatre membres pris parmi les fonctionnaires de la justice, des affaires étrangères et de la marine, en nombre égal, et nommés sur la présentation de leurs gouvernements respectifs. Un commissaire du gouvernement et un greffier complétaient le Conseil, qui a fonctionné jusqu'au 26 février 1871¹.

L'ancien Conseil des prises, siégeant à Paris, subsiste encore, et les vides qui s'y sont produits depuis trente ans ont toujours été comblés. Il a jugé les captures faites pendant la guerre d'Indo-Chine.

L'organisation du Conseil des prises est donc actuellement régie par le décret du 9 mai 1859 et par les dispositions non abrogées de l'arrêté du 6 germinal an VIII.

Le Conseil est composé de huit membres : un conseiller d'Etat, président; six membres (dont deux pris parmi les maîtres des requêtes du Conseil d'Etat) nommés par décret, sur la présentation des ministres des affaires étrangères, de la marine et des colonies (art. 1 et 3), enfin un commissaire du gouvernement, remplacé en cas d'empêchement par un des membres du Conseil des prises. Le Conseil est assisté d'un secrétaire greffier².

L'appel contre les décisions du Conseil des prises français est porté devant le Conseil d'Etat. Légalement, ce

¹ V., Barboux. *op. cit.*, p. 43, 45.

² Cf. Laferrière, *Droit administratif*, p. 79, 80.

n'est pas un recours contentieux mais un recours administratif. Ce point avait été longtemps discutable ; en effet, les appels de prises portés devant le Conseil d'Etat de 1806 étaient instruits par la Commission du contentieux et jugés sur son rapport par l'Assemblée générale dans les mêmes formes que les affaires contentieuses. La loi du 3 mars 1849 a levé complètement le doute en enlevant la préparation des matières de prises à la section du contentieux, qui devenait une juridiction proprement dite, pour la donner au comité correspondant au ministère de la marine. Cette section a été remplacée depuis par la section correspondant au ministère des affaires étrangères (la section de législation) pour établir le rapport destiné à éclairer l'Assemblée générale.

Depuis la loi du 24 mai 1872, le Conseil d'Etat a, en matière de prises comme en toute autre matière, un pouvoir de juridiction propre : au lieu de préparer des avis soumis à l'approbation du Pouvoir exécutif, il rend des arrêts. Sa compétence, relativement aux prises, résulte de l'article 8 *in fine*, en vertu duquel le Conseil d'Etat exerce toutes les attributions qui étaient confiées à l'ancien Conseil d'Etat par les lois ou règlements qui n'ont pas été abrogés.

Devant l'Assemblée générale du Conseil d'Etat, le gouvernement est représenté non par le commissaire du gouvernement près le Conseil des prises, mais par les Conseillers d'Etat en service extraordinaire représentant les départements ministériels intéressés¹.

ESPAGNE

En Espagne, les tribunaux de prise, ont une organisa-

¹ Laferrière, *Droit administratif*.

tion administrative ; il n'y est pas question d'instance judiciaire. Une ordonnance du 1^{er} juillet 1779 attribuait compétence au ministre de la marine en première instance avec appel possible au Conseil supérieur de la guerre et de la marine ; en fait, on applique toujours les « ordonnanzas de la Armada » de 1748¹. Le gouvernement, au lieu d'examiner l'affaire par lui-même, en confie l'instruction aux comités administratifs des chefs-lieux des départements maritimes ; il rend la décision définitive et sans appel, le Conseil d'Etat entendu. C'est ce que confirment des textes plus récents : le décret du 24 avril 1866 et la loi du 17 août 1860². — Nous ne connaissons pas d'acte législatif espagnol ayant visé le jugement des prises à propos de la guerre de 1898 contre les Américains du Nord.

SUÈDE

En Suède, lorsqu'une prise est amenée dans un port, l'amiral commandant ou le chef d'escadre du port doit convoquer un tribunal militaire à l'effet de vérifier les actes du capteur. S'il ne se trouve dans le port ni amiral commandant ni chef d'escadre, le chef conducteur de la prise s'adresse au tribunal de première instance de la ville, qui prend les mêmes mesures qu'aurait ordonnées le tribunal militaire ; il envoie un rapport au chef de l'escadre à laquelle il appartient. Le tribunal doit faire une enquête préalable sur le fait de la capture et contrôler l'exactitude du rapport.

Il transmet le dossier de l'instruction à la *Haute Cour militaire*, qui statue en première instance. Les demandes

¹ V., *R. D. I. P.*, 1899, *Chronique* de Le Fur, p. 436, note 1.

² Cf. Bulmerincq *R. D. I.*, 1878, p. 424, 425.

en appel sont faites à la chancellerie de l'auditeur général, mais elles ne suspendent pas l'exécution de la sentence rendue par la Haute Cour.

*C'est le roi qui prononce en dernier ressort*¹.

TURQUIE

Le règlement turc du 7 juillet 1877 établit à Constantinople un Conseil de prises qui semble avoir imité en partie le Conseil français de 1854. Ce Conseil se compose d'un président, de six membres, d'un commissaire du gouvernement et d'un secrétaire greffier. « Il statue sur la légalité de toutes les prises maritimes. Les séances sont publiques. Les parties intéressées ont pleine faculté de faire valoir leurs droits, soit en personne, soit par l'organe de fondés de pouvoir et d'avocats. » (Règl. du 7 juillet.) Les décisions du Conseil sont définitives; pourtant, dans certains cas exceptionnels, elles peuvent être déférées à la Cour de cassation, soit par le commissaire du gouvernement soit par les parties².

JAPON

Au Japon, l'ordonnance relative aux prises maritimes date du 24 août 1894. Celles-ci sont jugées par le Conseil d'examen des prises en première instance, et le Conseil supérieur des prises en deuxième instance.

Le Conseil d'examen des prises est composé d'un président et de six assesseurs. On choisit le juge président parmi les juges à la Cour d'appel. Les assesseurs sont : un

¹ Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 220 et s.

² Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1881, p. 464, 465.

officier de marine, deux juges, un Shim-ri (juge au ministère de la marine), un conseiller au bureau de législation, un conseiller ou un secrétaire du ministère des affaires étrangères (art. 2).

Le Conseil supérieur d'examen des prises, siégeant à Tokio, comprend un président et huit assesseurs. Le juge président est un conseiller privé ; les juges assesseurs se composent d'un conseiller privé, de deux amiraux, de trois juges à la Cour de cassation, du directeur du bureau de législation et du directeur des questions politiques au ministère des affaires étrangères.

Chacune de ces deux juridictions a un commissaire du gouvernement. Le Conseil d'examen des prises et le Conseil supérieur ont une durée temporaire, réglée par ordonnance impériale.

Une enquête préalable doit être faite par un juge assesseur, que désigne à cet effet le président du Conseil d'examen des prises..

RUSSIE

Pour la Russie, la compétence en matière de capture, après avoir appartenu simultanément à certains agents diplomatiques à l'étranger ou à une commission de prises nommée par le commandant en chef de la flotte (avec appel possible de chacune de ces juridictions à la Cour impériale), fut uniquement attribuée, dans le cours de ce siècle, aux commissions de prises, mais seulement pour l'instruction préalable, la solution définitive devant être donnée par le ministre de la marine, sauf pour certaines affaires très simples¹.

¹ Ordonnance du 31 décembre 1787, art. XXII et XXIV (*cf.* de Boeck, *op. cit.*, p. 365).

En 1895, un avis du Conseil de l'empire, approuvé par S. M. l'Empereur le 27 mars, portant règlement des prises maritimes¹, établit de véritables tribunaux pour juger les captures.

L'examen des affaires de prises a lieu :

1° par le tribunal des prises du port et les tribunaux près les commandants d'escadre.

2° par les conseils de l'Amirauté en qualité de tribunal suprême des prises (art. 50).

Les tribunaux des prises des ports sont ceux institués dans les ports de la Russie ou de ses alliés ; les tribunaux des prises près les commandants d'escadre sont institués près de ceux de ces officiers généraux commandant des divisions indépendantes.

Le tribunal des prises du port est composé d'un président et de cinq membres. Le président est choisi parmi les fonctionnaires de l'administration judiciaire maritime ; les juges sont deux officiers supérieurs de la marine, deux fonctionnaires judiciaires et un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Au minimum, quatre membres doivent siéger pour prendre une décision valable (art. 53 et 54).

Le tribunal des prises près le commandant de l'escadre est formé par ledit commandant, sous la présidence du plus ancien capitaine des bâtiments de l'escadre, avec le concours de quatre officiers supérieurs de la marine. La décision doit également être rendue par quatre membres au moins (art. 56).

¹ V. R. D. I P., 1897, Documents, p. 6 et s.

§ 3. — **Composition mixte.**

PRUSSE

Le règlement prussien du 20 juin 1864 a institué à Berlin un conseil de prises.

Il y a trois instances, l'instance d'instruction, celle de jugement et celle d'appel.

L'instruction est confiée au tribunal compétent en matière d'affaires maritimes dans le port où le navire a été conduit, et là où il n'y a pas de juridiction semblable au tribunal ordinaire de première instance.

L'affaire est transmise au Conseil des prises, composé de trois magistrats de l'ordre judiciaire (le président et deux des assesseurs) et de quatre fonctionnaires publics, dont deux relèvent du ministère de la marine et un du ministère des affaires extérieures (§ 1 et 4).

Le tribunal d'appel, Conseil supérieur des prises (Ober-*Prisenrath*) se compose également de sept membres, dont quatre — cette fois la majorité — appartiennent à l'ordre judiciaire. Il est présidé par le président ou le vice-président du tribunal suprême prussien, qui a son siège à Berlin; les autres juges sont : le président au ministère de la marine, le directeur au ministère des affaires étrangères, le directeur de la section commerciale du ministère du commerce, et trois membres du tribunal suprême (§ 21)¹.

Bien que le ministre de la justice ait déclaré à la Chambre des députés de Prusse que le Conseil des prises et le Conseil supérieur des prises n'étaient créés que pour la

¹ Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 240 et s.; 1881, p. 268 et s. — de Boeck, p. 367, 368.

durée de la guerre, il semble que l'organisation de ces corps juridictionnels est permanente, mais que leurs membres sont nommés pour chaque guerre et sont par conséquent temporaires.

Allemagne. — Une loi d'empire du 3 mai 1884 a institué des tribunaux spéciaux dits « *Prisengerichte* », pour juger dans toute l'Allemagne les affaires de prises. Les détails de leur organisation, qui rappellera certainement l'organisation prussienne, doivent être réglés par des ordonnances ultérieures rendues au moment d'une guerre.

AUTRICHE

En Autriche, le 21 mars 1864, fut rendue une « ordonnance impériale concernant l'établissement de tribunaux de prises et la procédure devant ces tribunaux ». Elle a organisé trois instances.

Une Commission d'instruction (qui fut provisoirement établie à Pola) se compose de l'amiral du port, président, et de quatre membres ayant droit de vote : un auditeur de marine (*rapporteur*), un fonctionnaire de la justice civile, et deux assesseurs assermentés pris parmi les commerçants et bourgeois.

Les ministres des affaires étrangères, de la justice et de la marine peuvent établir, s'il y a lieu, plusieurs commissions de cette sorte.

Le tribunal qui juge en première instance a son siège à Trieste. Il comprend un président, celui du tribunal supérieur territorial, et six membres : trois conseillers de ce tribunal supérieur, dont un remplit les fonctions de rapporteur, l'amiral du port, un conseiller du bureau central de la marine et un référendaire de justice attaché au commandant de la marine.

L'appel interjeté contre la décision du tribunal de première instance est porté à Vienne, devant le tribunal des prises de deuxième et dernière instance. Le tribunal des prises de Vienne comprend, sous la présidence du président ou d'un vice-président de chambre de la Cour suprême de justice, six membres avec voix délibérative, trois conseillers de la Cour suprême, dont un est chargé du rapport, un contre-amiral, un conseiller de la Cour supérieure militaire, et un conseiller de la section du commerce du ministère de la marine¹.

ITALIE

Contrairement à la France, où le tribunal des prises est permanent, l'Italie n'a qu'une juridiction temporaire, instituée par décret royal lorsque la nécessité s'en fait sentir (art. 225 du *Code italien pour la marine marchande*, de 1865).

Dans la guerre de 1866, une *Commission des prises* fut établie à Florence par un décret du 20 juin, et composée de six membres choisis de la façon suivante (art. 2) : le vice-président du Conseil d'amirauté comme président, un membre du même conseil, trois conseillers de Cour d'appel, un membre du Conseil de contentieux diplomatique, un fonctionnaire supérieur de l'administration de la marine marchande.

Ces juges avaient à leur côté un commissaire du gouvernement et un secrétaire.

Les décisions de la Commission des prises pouvaient être portées en appel devant le Conseil d'Etat.

¹ Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 258, 259; de Boeck, p. 369.

En 1896, les hostilités étaient terminées en fait entre l'Italie et l'Abyssinie, lorsque, à propos de la capture du « Dœlwijk », il fallut nommer une Commission des prises. Le décret du 16 août 1896 (*Gazette officielle*, du 17), qui institua cette Commission, fut en grande partie calqué sur celui du 20 juin 1866; il existe toutefois entre les deux certaines différences dignes d'être notées, car elles ont pour effet de modifier d'une manière assez importante l'organisation de la Commission des prises. La Commission créée par le décret de 1866 eut un caractère avant tout administratif; celle de 1896 eut plutôt un caractère judiciaire, soit en raison des membres qui la composaient soit en raison des moyens employés pour la nomination, soit surtout en raison de la voie de recours ouverte contre les décisions.

Composition (art. 3 décret 1896). — En 1866 la présidence appartenait au vice-président du Conseil d'amirauté; en 1896 elle devait appartenir à un président de section d'une Cour de cassation ou du Conseil d'Etat ou à un premier président de Cour d'appel, changement notable, parce que la voix du président est prépondérante en cas d'égalité d'opinion. Les simples juges doivent être : deux officiers généraux de la marine, dont l'un membre du Conseil supérieur de la marine; un membre du Conseil de contentieux diplomatique; deux conseillers de Cour d'appel; un capitaine du port. Donc, en 1896 comme trente ans auparavant, trois magistrats de l'ordre judiciaire font partie de la Commission; mais tandis qu'autrefois ceux-ci devaient tous être conseillers de Cour d'appel, de nos jours, l'un d'eux a une dignité bien plus élevée et une influence plus considérable.

Nomination. — En 1866 les membres de la Commission

ont été nommés par décret royal, sur la proposition des ministres des affaires étrangères et de la marine ; en 1896 (art. 3 du décret), il fallut en outre pour leur nomination la proposition du ministre de la marine.

Revision. — La différence la plus importante entre chacune de ces Commissions, consiste en ce que, d'après l'art. 8 du décret de 1866, un recours au Conseil d'Etat était possible dans le délai de trois mois contre les décisions de la Commission, tandis que, suivant l'art. 8 du décret de 1896, les arrêts de la Commission n'étaient susceptibles ni d'appel, ni d'opposition, ni de requête civile (*rivocazione*), et qu'il n'était possible de les attaquer que par un recours devant la Cour de cassation pour incompétence ou excès de pouvoir¹.

DANEMARK

Le Danemark voulant modifier ses ordonnances de 1810 et 1848, a rendu le 13 février 1864 une ordonnance provisoire, confirmée après coup le 3 août, instituant des tribunaux d'instruction, une Cour d'amirauté, et une Cour supérieure d'amirauté.

L'instruction préparatoire, à l'arrivée du navire capturé, est faite par la juridiction inférieure locale dans le ressort de laquelle le port est situé, sauf à Copenhague, où le tribunal d'enquête est composé de membres du tribunal de commerce.

La Cour d'amirauté, siégeant dans la capitale du royaume, se compose d'un jurisconsulte président, et de deux membres dont l'un doit être un officier de marine ou un per-

¹ Cf. *Journal de droit international privé*, 1897, p. 268, 296 (article Diëna).

sonnage versé dans la connaissance des affaires maritimes.

L'appel doit être interjeté dans les trois jours, devant la Cour supérieure d'amirauté (§ 10, 12), institution permanente, organisée par une instruction du 30 avril 1806 et par quelques ordonnances postérieures. Cette Cour se compose du directeur du ministère de la guerre maritime, de l'auditeur général de la flotte et d'un membre de la Cour civile suprême. La procédure se fait également par écrit ¹.

NORWÈGE

En Norwège fut appliqué le règlement de course danois du 28 mars 1810. On établit à Christiania, Christiansand, Bergen et Drontheim, des Cours de prises composées d'un *justiciarius* et de deux assesseurs, dont un officier de marine. Les avoués ou procureurs n'y étaient point admis.

L'appel était interjeté devant le tribunal d'amirauté (Overadmiralitetsretten) à Copenhague. Cette fois les parties pouvaient se faire représenter. Depuis 1875, les attributions de la cour d'amirauté ont été transférées à la Cour suprême du royaume de Norwège.

Les Cours des prises ont été suspendues lorsqu'elles eurent jugé toutes les causes qui leur étaient déferées ; il ne semble pas que le règlement de 1810 ait été expressément abrogé en Norwège ².

¹ Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 210 et s. — Féron, *op. cit.*, p. 140, 141.

² Cf. Bulmerincq, 1878, p. 225 et s.

SECTION III. — PROCÉDURE

§ 1. — **Instruction.**

Dans presque tous les pays civilisés, les procès de prises commencent par une enquête ou *instruction*, faite par les délégués de l'autorité publique dans le port d'arrivée de la prise.

D'une façon générale, cette enquête a une forme administrative. Il n'y a guère que des *formalités* à remplir; pas de question juridique à trancher. C'est le complément des formalités de l'arrestation accomplies en pleine mer. Cette instruction comporte des procès-verbaux, des rapports contrôlés, des vérifications de scellés, des inventaires, enfin des interrogatoires que doivent subir, soit les capteurs, soit les personnes trouvées à bord du vaisseau capturé.

Ordinairement l'instruction n'est pas contradictoire dans les différents pays. Cependant les nouveaux règlements tendent à lui donner ce caractère; par exemple les législations autrichienne et danoise.

L'instance s'engage seulement lorsque l'instruction est clôturée.

ANGLETERRE

« Aussitôt la prise amenée dans le port par le capteur, celui-ci doit déposer, sous serment, au greffe du Tribunal des prises, tous les papiers trouvés à bord du vaisseau capturé. Le commissaire des prises présent dans le port interroge ensuite *suivant un certain formulaire* le capitaine et quelques personnes de l'équipage; le procès-

verbal de ces dépositions est envoyé également au Tribunal. Celui-ci sur la demande du capitaine, publie en l'affichant à la bourse la saisie du navire et invite toutes les personnes intéressées à faire connaître les motifs qui s'opposent à la condamnation de la prise. Après un délai de vingt jours, on joint aux autres actes l'ordre de publication et la déclaration constatant que la publication a été dûment faite. Si toutefois une réclamation a été faite, *le moment est venu d'introduire le procès* en s'appuyant sur les renseignements donnés par les papiers d'équipage et les déclarations ¹ ».

ÉTATS-UNIS

Le conducteur d'une capture doit la remettre à l'autorité judiciaire conformément aux dispositions des statuts révisés de 1878 et adresser un rapport au procureur du district. Les témoins sont confiés à la garde du *Marshal des États-Unis* (fonctionnaire du Tribunal de district) et la prise elle-même reste sous la garde du *prize-master* jusqu'à ce que la Cour désigne l'un de ses propres membres pour en prendre charge ².

L'enquête préalable est rigoureusement exigée et les juges des instances postérieures ne peuvent statuer que d'après les informations et témoignages recueillis dans cette première enquête par un des commissaires de prises. Chaque Tribunal de district nomme, pour l'instruc-

¹ Lettre écrite par les juges anglais : Sir W. Scott et Sir J. Nicholl à M. Joy, ministre américain, en 1794. (Dans Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 414.)

² Instruction du Ministre de la marine américaine aux vaisseaux et croiseurs affectés à un blocus, en date du 20 juin 1896 (§ 23). — Dans *R. D. I. P.*, 1898, *Documents*, p. 15.

tion, des commissaires, trois au plus, dont un officier de marine retraité et un membre de la Chambre des avocats¹.

FRANCE

En France, « l'officier d'administration de la marine du port dans lequel les prises seront amenées procédera de suite et au plus tard dans les vingt-quatre heures de la remise des pièces à l'instruction de la procédure pour parvenir au jugement des prises² ».

« Cette instruction consiste dans la vérification des scellés, la réception et l'affirmation des rapports et déclaration du chef conducteur, l'interrogatoire de trois prisonniers au moins, dans le cas où il s'en trouverait un pareil nombre, l'inventaire des pièces, états ou manifestes de chargement qui auront été remis ou qui seront trouvés à bord, la traduction des pièces de bord par un interprète juré lorsqu'il y a lieu » (art. 73).

« L'interrogatoire des capturés est l'un des points les plus importants de l'instruction, — font remarquer (à la suite de Valin) MM. Pistoye et Duverdy, — puisque la force de cet interrogatoire peut prévaloir sur les pièces du bord³. » On continue à pratiquer l'ancienne procédure que décrivait Valin : « L'audition du capitaine capturé et de ses gens se prend par voie d'information, qui, par conséquent est une pièce secrète à laquelle ne doivent pas assister ni les commis des douanes, ni le capitaine preneur, ni enfin

¹ De Boeck, *op. cit.*, p. 356.

² Art. 72 de l'arrêté du 2 prairial an XI (conforme à l'ordonnance de 1681 et à la loi du 3 brumaire an IV, art. 10).

³ La règle en a été posée par arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 29 octobre 1692. (Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, I, p. 424.) — Valin, cité par Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, II, p. 202.

les autres parties intéressées qui doivent nécessairement être appelées à la confection du procès-verbal¹. »

Mais si les deux parties ne sont pas autorisées à fournir des explications contradictoirement et ne doivent pas être confrontées, il faut les interroger toutes deux ; l'instructeur ne doit pas omettre de recueillir les déclarations de la partie qui lui semblerait d'une manière évidente avoir le droit contre elle et devoir être condamnée. « Il ne faut pas s'en tenir à interroger l'équipage capturé ; en effet, lorsque cet équipage fait des récriminations contre les capteurs, ses accusations doivent (!) être suspectes, et il faut, sous peine de nullité de l'instruction et de la décision qui en est la conséquence, interroger les capteurs et bien vérifier les allégations des capturés. C'est ce qu'a jugé le Tribunal de cassation dans un arrêt du 19 germinal, an VII » (affaire entre le *Pourvoyeur* et le *John William*²).

Ce n'est pas un juge, c'est un agent de la force publique, l'*officier d'Administration de la marine*, qui procède à cette instruction (son pouvoir de juridiction a été supprimé). Celui-ci n'est pas tout à fait seul³ : « Dans tous ses actes, l'officier d'administration de la marine est assisté du *principal préposé des douanes* et appelé en outre le *fondé de pouvoir des équipages capteurs*, s'il y en a » (art. 78 de l'arrêté du II prairial) ; à défaut de fondé de pouvoir, l'équipage est représenté par le *conducteur* de la prise, réputé fondé de pouvoir.

La procédure d'instruction terminée, on procède à la *levée des scellés* et au *déchargement* des marchandises,

¹ Valin, complété par Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, II, p. 202.

² Affaire entre le *Pourvoyeur* et le *John William* — (Pistoye et Duverdy, II, p. 201).

³ Pistoye et Duverdy, II, p. 321.

sans attendre le prononcé du jugement de prises comme le voulait l'ordonnance de 1681.

Avant même la fin de l'instruction, il peut être nécessaire de prendre des *mesures provisoires*. L'arrêté du 2 prairial an XI, distingue entre les prises évidemment ennemies et les prises faites sous pavillon neutre. Pour les premières, deux cas peuvent se présenter : ou les objets sont sujets à déperissement, alors il sera procédé sans délai à la *vente provisoire* (art. 79, § 1^{er}), ou ils ne sont pas susceptibles de se détériorer et la loi donne à l'officier d'administration un pouvoir discrétionnaire pour décider si la vente doit avoir lieu avant ou après le jugement (art. 79 § 2¹). Si la prise a été faite sous pavillon neutre ou n'est pas évidemment ennemie, la vente même provisoire ne pourra avoir lieu sans le consentement du capitaine capturé ; et, en cas de refus, s'il y a nécessité de vendre, cette nécessité sera constatée par visite d'experts (art. 80).

On peut demander la délivrance immédiate de certains effets, à charge de donner bonne et suffisante caution (art. 81²).

Le Ministre de la marine, à qui les pièces sont envoyées après l'instruction, les fait déposer au secrétariat du Conseil des prises. Il saisit ainsi le Conseil de l'affaire sur laquelle il devra se prononcer³. Alors seulement commencera un véritable procès devant justice.

JAPON

Dès l'arrivée, l'officier conducteur de la prise ou son

¹ Pistoye et Duverdy, II, p. 215, 216.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, II, p. 325.

délégué doit adresser au Conseil des prises, avec un rapport relatant les faits de la capture, les papiers de bord et autres documents et pièces qui auront été reçus du capitaine et de l'équipage du bâtiment capturé. Ce Conseil désigne un juge assesseur qui aura la responsabilité de l'affaire. Le juge assesseur responsable aura à procéder immédiatement à l'ouverture des documents, dont inventaire sera fait. Il procédera à l'interrogatoire du commandant et de l'équipage du navire capturé, et, s'il le juge nécessaire, à l'interrogatoire de l'équipage du bâtiment capteur et à celui des passagers qui se trouveraient dans le bâtiment capturé. Lorsque le juge assesseur aura terminé l'examen des faits qu'il jugera nécessaire, il aura à dresser un mémoire justificatif de sa décision, et à le transmettre au commissaire du gouvernement, avec les autres pièces.

Les commissaires du gouvernement écrivent un rapport contenant leur opinion relativement à la décision proposée ; ils peuvent demander aux juges assesseurs une enquête supplémentaire sur les points qu'ils leur désignent. Quand les commissaires du gouvernement émettent l'avis que la capture est injustifiée et que cela est jugé légitime par le Conseil des prises, ledit Conseil présente un rapport concluant à la mise en liberté, et le transmet aux commissaires du gouvernement pour que les pouvoirs publics donnent l'ordre de relâcher la prise¹.

RUSSE

Le bâtiment ou le chargement capturé, après avoir été conduit dans un port russe ou près de la flotte active est

¹ Règlement du 24 août 1894, art. 10 à 15 inclus. (Dans Nagao Ariga, *op. cit.*, 278.)

remis à l'autorité maritime avec tous les documents nécessaires (art. 18 et 21).

L'autorité militaire, après avoir pris connaissance des documents mis sous scellés, donne ordre de recevoir, inventorier et conserver le chargement qui lui est remis et, dans le cas d'une nécessité urgente, de vendre aux enchères publiques ceux des objets du chargement qui, par leur nature ou leur état, ne peuvent être conservés... (art. 23).

Les droits et devoirs de l'autorité militaire indiqués à l'article 23 passent, en l'absence de cette autorité : 1^o dans les ports russes — à l'autorité locale du port, de la douane ou de police ; 2^o dans les ports alliés, après entente du gérant du Ministère de la marine et du Ministère des affaires étrangères avec les autorités compétentes de l'État allié — à l'agence locale maritime russe ou au Consulat russe ou à une autre autorité (art. 24)¹.

L'autorité compétente informe immédiatement le Tribunal des prises de l'arrivée dans le port du bâtiment capturé et de son chargement, et après avoir pris les mesures indiquées à l'article 23, met à la disposition du Tribunal, pour l'éclairer, le capitaine, le subrécargue et autres gens de l'équipage du bâtiment capturé, ainsi que tous les documents relatifs à l'affaire (art. 25).

ALLEMAGNE

Le Tribunal d'instruction, après avoir ouvert tous les scellés effectués par le commandant capteur, doit *immédiatement* faire interroger, par un juge assisté d'un greffier, l'équipage et les passagers du navire capturé, sur la

¹ R. D. I. P., 1897, *Documents*, p. 6 et s.

prise et sur ses circonstances. Si la chose paraît nécessaire, il questionnera l'équipage qui a contribué à la prise, et le commandant même du croiseur, si les dépositions sont en contradiction avec son exposé. Le Tribunal doit de plus constater le plus promptement possible les faits qui peuvent servir de base au jugement, en recueillant les preuves actuelles d'après les règles de droit commun pour l'instruction¹.

AUTRICHE

L'ordonnance impériale du 21 mars 1864 a rendu l'instruction vraiment contradictoire.

L'auditeur de marine qui remplit les fonctions *de juge d'instruction*, sous le contrôle de la Commission d'instruction, doit veiller aux intérêts des parties.

La Commission d'instruction doit établir des curateurs pour représenter ceux des intéressés au sort du navire et de la cargaison qui, en l'absence du patron du navire, se trouveraient dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits, soit par eux-mêmes, soit par des représentants. Les procès-verbaux d'interrogatoires, manifestes, expertises et attestations doivent aussi être lus aux personnes sus-indiquées en présence de deux témoins qui affirment par leur signature que tout s'est passé régulièrement (§ 7). — D'un autre côté, les droits du capteur sont soutenus dans l'intérêt public, par un représentant de la marine militaire, que délègue à cette fin la direction de la marine : preuve manifeste que le juge d'instruction a réellement le caractère d'un juge enquêteur et non pas d'un agent pur et simple de l'Etat.

Lorsque les constatations sont terminées, le juge d'in-

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 241.

struction doit permettre à toutes les parties de prendre communication des pièces, et inviter chacune d'elles à déclarer si elle a encore quelque observation à faire dans l'intérêt de ses droits. Le représentant de la marine militaire est admis à présenter des conclusions, et ses adversaires sont admis à répliquer dans un délai à déterminer.

Les intéressés peuvent même en appeler à la Commission des agissements officiels du juge d'instruction, ou du retard apporté à l'instruction ; mais ils ne peuvent pas, au cours de l'instruction, former devant le Tribunal des prises de première instance un recours contre les agissements de la Commission ¹.

DANEMARK

Dès qu'un capteur entre dans un port danois avec un vaisseau capturé, il doit annoncer son arrivée au tribunal d'instruction, qui est composé, à Copenhague, des membres du Tribunal de commerce et de mer, et partout ailleurs, de la juridiction inférieure locale. Le Tribunal doit interroger immédiatement le patron, l'équipage et les passagers, le capteur et ses hommes.

L'instruction n'est pas à proprement parler contradictoire, mais, vers la fin de l'enquête, le Tribunal doit inviter le patron du navire capturé à déclarer s'il désire que l'on prenne de plus amples renseignements, ou s'il a quelque raison à faire valoir avant que la cause soit transmise au Tribunal d'amirauté. (Règlement du 13 février 1864, § 4.)

¹ Bulmerincq, *loc. cit.*, 259, 261. — De Boeck, p. 278, 279.

§ 2. — **Première Instance.**

L'instruction préalable et les mesures provisoires une fois arrêtées, le procès de prise commence véritablement. Il présente une particularité curieuse, exceptionnelle, contraire au droit commun en vertu duquel « *onus probandi incumbit actori* » : ici le *capteur* n'a pas à prouver la légitimité de la prise ; il joue le rôle, avantageux à ce point de vue, de *défendeur*, tandis que c'est au capturé, accusé d'un acte hostile et malgré cela considéré comme demandeur, qu'il appartient de se disculper.

Bien mieux, les moyens de preuve lui sont mesurés avec parcimonie. Dans certains pays, il n'est autorisé à tirer parti que des papiers trouvés à bord ; dans d'autres, la faculté d'apporter des preuves supplémentaires, qui peut à la rigueur lui être accordée par le Tribunal, est considérée comme une faveur, non comme un droit. Que dire de la loi suédoise, qui ordonne à sa haute cour militaire de statuer immédiatement et sans débat, dès qu'elle a reçu le dossier d'instruction ? Fort heureusement les législations récentes ont fait disparaître ces dispositions odieuses !

ANGLETERRE

La procédure est engagée par les deux parties à la fois. Au nom du capteur, les officiers de la couronne, par lui prévenus, adressent une requête au greffe de la Cour d'amirauté, pour obtenir l'adjudication du navire et des effets capturés. L'enquête préalable commence aussitôt dans le port d'arrivée.

Toutes les personnes ayant un intérêt dans le navire et les biens capturés, pour la relaxation de la prise, sont pré-

venues non par une assignation personnelle, mais par une *monition*, convocation générale par voie d'affiche publiée par le greffe et apposée pendant vingt jours au Royal Exchange de Londres. — Jusqu'à ce moment, il n'est pas nécessaire que la couronne indique les motifs sur lesquels elle se base pour soutenir que le navire est sujet au droit de prise.

Pendant que le capteur remplit ces formalités préparatoires, le capturé adresse à la Cour d'Amirauté, par l'intermédiaire d'un avocat près cette Cour, une requête en restitution de son bien, dépose une caution de 60 L. St. au maximum, et doit produire des *affidavits*, attestations sous serment, indiquant que le requérant est véritablement propriétaire des objets réclamés, depuis le début du voyage.

En cas d'inaction des capteurs, la procédure est engagée par les capturés, sans délai fixe; bien mieux, au cas où ceux-ci n'auraient pas encore fait les démarches voulues, la Cour informée d'un cas de prise resté sans instruction, doit ordonner la mise en mouvement de la procédure.

Quand la cause est en état d'être entendue, les Conseils des deux parties la plaident d'après la réclamation formulée devant la Cour d'amirauté et d'après les preuves fournies. Les papiers du bord et les réponses à l'interrogatoire par formule (*stunding interrogatories*) forment les seules preuves à verser dans le débat. Les capteurs peuvent encore se prévaloir de tout fait dont la constatation serait fournie par la procédure; d'un autre côté, le réclamant a cet avantage qu'aucune preuve n'est admise contre lui en dehors de celles qui émanent de lui-même, de ses propres documents et de ses propres témoins.

La Cour peut néanmoins ordonner des suppléments de preuve, dans certaines circonstances qu'elle juge excep-

tionnelles. Elle jouit d'un pouvoir discrétionnaire à ce sujet (art. 21 du *Prize Act* de 1864) et n'en use que très rarement.¹

ÉTATS-UNIS

En première instance, le jugement est rendu par la Cour de district — siégeant in Admiralty — dont la compétence *ratione loci* est déterminée soit par la proximité du théâtre des hostilités, soit par le lieu où la capture a été conduite, car l'officier commandant qui a fait la capture est libre de choisir le port le plus convenable lorsque le gouvernement de l'Union n'en a pas spécialement désigné. Si l'on n'a pu amener aucune partie des marchandises capturées parce qu'elles ont été utilisées sur place pour les besoins de la flotte ou qu'on les a détruites, le procès pourra commencer dans tel district que le secrétaire de la marine désignera, dans un délai de trois mois, de sa propre initiative ou à la demande du capteur. En cas de retard, tout intéressé peut introduire l'instance devant le Tribunal du district qui lui convient².

FRANCE

En première instance, les prises doivent être jugées d'office, alors même qu'elles ne sont l'objet d'aucune contestation, afin qu'il puisse être procédé à l'examen de leur validité et à leur attribution au capteur.

Les prises sont jugées à la diligence du gouvernement, représenté par son commissaire devant le Conseil des prises, et en présence du capitaine du bâtiment capturé, qui est censé représenter l'armateur et les autres intéres-

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 188 à 196.

² Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 632.

sés. Le jugement de validité ou d'invalidité produit donc ses effets à l'égard des intéressés qui ne sont pas personnellement intervenus devant le Conseil, comme à l'égard de ceux qui s'y sont fait représenter ¹.

Voyons comment on procède à ce jugement.

Les textes officiels donnent le nom d'instruction à la procédure de première instance, car elle est considérée comme n'ayant pas une importance isolée et comme constituant la suite de l'enquête préalable ; aussi le Conseil des prises statue-t-il d'après les résultats de cette première enquête consignés dans des procès-verbaux, et *sur simples mémoires* ². Mais il a tout pouvoir d'ordonner un supplément d'information s'il le juge nécessaire.

Les parties peuvent prendre communication de cette enquête et présenter leurs arguments et moyens de défense pour ou contre la prise, dans des mémoires écrits. Elles ont également la faculté de produire les pièces utiles à l'appui de leurs prétentions. Les parties sont, en ce qui concerne les captures, les armateurs, les capitaines, les chargeurs pour compte. Les avocats au Conseil d'Etat avaient seuls le droit, autrefois, de signer les mémoires et requêtes, mais les parties peuvent aujourd'hui le faire directement, sans passer par leur intermédiaire. (Décret du 27 octobre 1870, art. 3.)

Les délais de l'instruction, en première instance, sont fixés par l'article 13, § 2 de l'arrêté du 6 germinal an VIII, à deux mois pour les prises ramenées dans les ports de France, ou à trois mois dans ceux de la Méditerranée. C'est là un maximum ; le Conseil est libre de l'abréger

¹ Pour ce motif, la *tierce-opposition* n'est pas recevable devant le Conseil des prises.

² Arrêté du 6 germinal an VIII, art. 13, 1^o.

sans appeler en cause les parties qui savent que l'affaire est engagée et doivent produire leurs moyens assez tôt pour que les juges puissent statuer dans le délai voulu¹.

Quels sont les délais pour les prises qui n'ont pas été ramenées en France? — Ces prises étaient jugées dans les trois mois par les Commissions coloniales et par les Commissions consulaires aujourd'hui supprimées. Les Conseils de prises qui jugeaient au second degré n'étaient astreints, faute de texte, à aucun délai pour rendre les sentences d'appel relatives à ces captures laissées à l'étranger; aujourd'hui qu'ils statuent en première instance au sujet de ces mêmes captures, ils n'ont toujours aucun délai à observer, car aucune loi nouvelle n'est venue régler cette matière.

Lorsqu'il jugera convenable d'abréger le délai bimensuel, ou quand il sera libre de rendre sa décision dans un délai indéterminé, le Conseil adressera une monition spéciale aux parties pour les mettre en demeure de présenter leurs réclamations. En pratique, il le fait dans tous les cas sans exception. C'est ainsi que le Conseil provisoire des prises en 1870-71 a d'abord publié un avis au *Moniteur*, ensuite il a fait faire aux capitaines prisonniers en France une notification par voie administrative².

La charge de la preuve, l'*onus probandi* appartient au capturé. Celui-ci se trouve chez nous, comme en Angleterre, en présence d'une présomption de culpabilité des objets saisis, mais seulement lorsqu'ils ont été capturés sur un navire ennemi. Indépendamment de toute récla-

¹ Voir décision du 3 prairial an VIII, sur conclusions conformes de Portalis; dans Pistoye et Duverdy, II, p. 327.

² De Boeck, p. 303. — Barboux, p. 50, 51.

mation, le Conseil peut examiner et admettre le caractère neutre d'un navire.

La preuve ne peut être administrée qu'à « l'aide des seules pièces du bord » dit le règlement du 27 juillet 1778, (art. 2 et 11). Mais, par sa jurisprudence, le Conseil a considéré que cette règle ne s'appliquait pas à la preuve de la nationalité des propriétaires qui peut résulter de toutes sortes de documents, mais seulement à la preuve de la propriété. Et il s'est montré très coulant sur l'application de ce texte, permettant de considérer les papiers du bord comme un simple commencement de preuve, s'ils étaient insuffisants, et autorisant la production des pièces nécessaires pour le compléter¹.

Le Conseil des prises peut ordonner une instruction complémentaire sur les circonstances de la capture, lorsqu'il a quelque doute à éclaircir.

Les agents consulaires étrangers peuvent présenter les observations utiles dans l'intérêt de leurs nationaux, mais par l'intermédiaire du commissaire du Gouvernement (art. 9 du décret du 9 mai, 18 juin 1854).

Les séances ne sont pas publiques (règlement intérieur du Conseil du 4 juin 1859).

« En résumé, la procédure observée devant le Conseil des prises est assez analogue à celle suivie, en matière administrative, devant la section du contentieux du Conseil d'Etat »², sauf en ce qui concerne les conclusions du commissaire du gouvernement, qui doivent être soutenues par écrit et non oralement.

¹ Cf. Barboux, *op. cit.*, p. 112, 125, 131, décisions de 1870-1871. — V. *Infra* : section V, p. 201 et s.

² Féron, *op. cit.*, p. 73, 74.

ALLEMAGNE

Le règlement prussien du 20 juin 1864 règle la procédure des prises.

C'est au commissaire du Gouvernement près le Conseil des prises que le tribunal d'instruction envoie tous les procès-verbaux qu'il a dressés à l'arrivée du navire capturé ainsi que le rapport de l'officier qui a ramené la prise (§ 9). Il transmettra toutes les pièces du dossier au Conseil des prises.

Le commissaire du Gouvernement peut, avant de déposer ses conclusions, faire procéder à des informations supplémentaires par les fonctionnaires compétents qu'il requiert à cet effet. Il peut ensuite proposer l'acquiescement, et le Conseil des prises a le droit de le prononcer sans plus ample informé (§ 10) ; ou bien il peut proposer d'assigner par voie de publication tous ceux qui ont intérêt à ce que la prise ne soit pas condamnée. Dans ce dernier cas, et dans celui où le Conseil des prises n'accueille pas les conclusions d'acquiescement, le procureur du Gouvernement invite les intéressés qui n'ont pas encore élevé de réclamations à faire valoir leurs droits par écrit devant le Conseil dans les quinze jours.

Ce délai expiré, le Conseil rend sa décision sans formalité ultérieure, si aucune réclamation n'a été formulée depuis les publications faites à la diligence du procureur du Gouvernement, ou auparavant (§ 11). Si, au contraire, quelque réclamation a été présentée en bonne et due forme, c'est-à-dire par un écrit signé d'un avoué (*Recht-anwalt*) et accompagnée de documents à l'appui, avec indication des moyens de preuve (§ 12, 13), le Conseil doit prononcer sur débat oral ; il fixera un terme pour ce

débat. Le réclamant devra être assigné à ce terme : il pourra prendre communication des procès-verbaux ou des copies des procès-verbaux antérieurs.

Le débat oral s'ouvre par un exposé verbal de l'affaire fait par un membre du Conseil. Après quoi, on entend le réclamant et le procureur du Gouvernement, et tous deux peuvent à ce moment produire de nouveaux faits et de nouvelles preuves (§ 15). A la fin de ce débat, le Conseil peut prononcer immédiatement, ou renvoyer la décision à un terme qu'il détermine ; ce terme est porté à la connaissance du réclamant et du procureur du Gouvernement. Si l'un d'eux ne comparait pas au jour fixé, ou même si tous les deux font défaut, la décision n'en est pas moins rendue (§ 16). Cependant, avant de prononcer le jugement définitif, le Conseil peut encore ordonner un supplément d'instruction et, lors du nouveau débat, le commissaire du Gouvernement et le réclamant, peuvent produire de nouveaux faits et de nouveaux moyens de preuve (§ 17).

Les opérations du Conseil des prises ne sont *pas publiques*, mais les déclarations et conclusions du protocole constatant les actes et résolutions du Conseil des prises sont lues, avant la signature de ce protocole par le Président du Conseil et par le greffier assermenté en présence du commissaire du gouvernement et du réclamant, et le protocole peut alors être complété ou rectifié.

L'action a tous les caractères d'une action en revendication où la preuve incombe au capturé, où les navires saisis doivent être déclarés de bonne prise si les soupçons qu'on a élevés contre eux ne sont pas écartés¹. Toutefois les Conseils de prises prussiens (et allemands par

¹ Art. 7, 40, du règlement. — Féron, p. 143.

extension), ne sont pas soumis à des règles fixes et limitatives quant à l'appréciation des preuves et quant à la sentence. Ils ont pleine liberté pour former leur conviction en examinant tous les faits et toutes les preuves qu'ils estiment susceptibles d'éclairer leur conscience ¹.

DANEMARK

A la fin de l'interrogatoire que fait subir le Tribunal d'instruction, après avoir invité le patron du navire capturé à déclarer s'il désire une instruction supplémentaire ou s'il a quelque chose à faire valoir avant que la cause soit transmise au tribunal d'Amirauté, il le prévient en même temps que la cause y sera jugée sans autre citation préalable. Le patron du navire capturé a le droit de se faire délivrer une copie du procès-verbal d'enquête qui a été dressé par le tribunal d'instruction. La Cour, une fois saisie, transmet l'affaire au Procureur de guerre maritime, qui a huit jours pour l'examiner et faire valoir ses conclusions. Si la partie ou son fondé de pouvoir ne se présente pas dans le délai prescrit, la cause est jugée immédiatement. La partie qui comparait doit être à même de prendre connaissance des conclusions déposées par le Procureur, et peut y répondre *par écrit*. Après la réplique du Procureur, qui doit être faite dans la huitaine, la cause est mise en délibéré. Sauf dans le cas où un supplément d'enquête est nécessaire, le jugement doit être rendu huit jours après la clôture des débats. En publiant le jugement, on prévient le capturé qu'il a trois jours pour faire appel (loi du 13 février 1864).

Le Danemark a donc pris toutes les mesures possibles

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 241.

pour que les débats ne traînent pas en longueur, tout en exigeant les garanties d'une procédure écrite¹.

JAPON

Lorsqu'il résulte de l'enquête préalable que la capture doit être maintenue, le Conseil des prises qui doit la juger *adopte la procédure de l'avertissement public*. Cet avertissement est inséré dans le journal officiel. Quiconque juge ses intérêts lésés par la décision concluant à la validité de la prise peut envoyer une pétition écrite dans le délai de trente jours à compter du jour qui suit l'insertion de l'avertissement public. Si dans le délai prescrit aucun réclamant ne s'est présenté, le Conseil des prises commence immédiatement la procédure du jugement et de l'examen des prises. Toutefois, à la requête des commissaires du Gouvernement, le Conseil des prises peut, passant outre sur la procédure spéciale d'enquête, établir immédiatement le jugement, qui doit être transmis aux commissaires du Gouvernement (art. 16).

S'il y a eu une pétition écrite (à laquelle on a dû joindre tout ce qui peut servir de documents ou de preuves), il est procédé à une enquête verbale dans un délai à fixer. Les commissaires du Gouvernement et le pétitionnaire ou l'avocat de l'Empire le représentant y sont respectivement entendus, et le jugement peut être rendu. (art. 17 et 18).

Lorsque le Conseil des prises, dans l'intervalle qui précède la notification du jugement, juge nécessaire de faire un nouvel examen des témoignages, il peut charger un juge assesseur, investi des pouvoirs nécessaires, d'y pro-

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 211, 213. — Demangeat, *op. cit.*, p. 92.

céder. Les commissaires du Gouvernement et le pétitionnaire peuvent, dans l'intervalle qui précède la notification du jugement, présenter de nouveaux renseignements ou témoignages (art. 19).

Le règlement japonais n'ayant pas fixé tous les détails de la procédure, autorise le Conseil des prises à « établir des règles relativement à la procédure d'examen et de jugement des prises ».

RUSSE

La *procédure*, assez rapide lorsqu'il s'agit de captures ennemies, comporte, vis-à-vis des captures neutres, la garantie d'un examen plus approfondi.

L'article 71 exige, en effet, que « dans les affaires concernant les navires de commerce neutres ou dont la nationalité est contestée, ou bien la cargaison de ces navires, si cette cargaison comprend, outre la contrebande de guerre, d'autres objets... le tribunal des prises près le commandant d'escadre transmette sans retard ces affaires au tribunal du port le plus voisin ». La décision que prendra cette dernière juridiction, plus stable, aura le temps d'être mûrement réfléchie.

L'examen de la cause devant le tribunal des prises commence par le rapport d'un des membres du tribunal sur l'affaire. Le tribunal entend ensuite le procureur et les personnes intéressées à l'affaire qui ont comparu à l'audience. Après avoir pesé dans sa conscience la portée et la force des preuves, le tribunal prend une décision sur le fond de l'affaire ou sur les questions incidentes. La décision, portant que la prise doit être déclarée libre ou bien qu'elle doit être confisquée, peut être rendue même dans les cas où la prise a été détruite par ordre de l'autorité

militaire. Si la capture a été opérée dans les eaux d'une puissance neutre ou dans des eaux neutralisées, par suite de stipulations internationales spéciales, le tribunal ne rend la décision portant confiscation de la prise, que si, dans le courant de l'année, à partir de la capture, il n'est pas présenté de réclamation à fin de restitution de la prise (art. 74 et 31).

AUTRICHE

Les pièces de l'instruction, après avoir été communiquées aux deux parties pour qu'elles y joignent leurs observations, sont envoyées à la Cour des prises, qui peut ordonner une instruction supplémentaire par la Commission d'instruction et la production de nouvelles preuves.

Lorsque le jugement est rendu, il doit être signifié aux intéressés; il doit aussi être publié dans la partie officielle de la *Gazette de Vienne*. Cette publication produit l'effet d'une notification judiciaire, et si, dans les trente jours à dater de cette publication, aucun des intéressés n'a fait appel, le jugement acquiert force de chose jugée (ordonnance du 21 mars 1864)¹.

§ 3. — Appel.

Appel du jugement de première instance peut être interjeté devant un tribunal supérieur, soit par le capturé réclamant, soit par le commissaire du Gouvernement.

La procédure de l'appel n'a rien de remarquable; elle diffère assez peu de celle de première instance. Seuls les délais varient, suivant les pays, de trois jours à trois

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 261,

mois. Ce temps maximum n'est pas exagéré, tandis qu'un espace de trois jours pour faire appel est tout à fait insuffisant. Le point de départ de ces délais court généralement de la date de la décision rendue en première instance, à l'égard de l'Etat, et de la date de sa notification personnelle (ou de sa notification officielle), à l'encontre du réclamant.

Les formes du recours ne présentent pas non plus grand intérêt.

Il faut que la partie adverse soit avisée de l'appel et des moyens soulevés.

ANGLETERRE

Lorsqu'il y a appel, on doit en faire la notification dans la quinzaine, soit au greffe de la Cour qui a rendu la sentence, soit par un notaire, et l'on doit ensuite faire diligence, dans les trois mois s'il s'agit d'une sentence rendue en Angleterre, et dans les six mois si elle a été rendue dans les colonies ou dans les possessions extérieures, pour obtenir un acte appelé *inhibition*. Cet acte (qui émane du greffe de la Cour d'appel) enjoint au juge dont la sentence est attaquée de *ne pas procéder ultérieurement dans la cause*, et à la partie qui a obtenu la sentence, de comparaître devant le tribunal supérieur. En le requérant, l'appelant doit donner caution pour les frais si la Cour estime que l'appel est purement vexatoire. L'*inhibition* doit être notifiée au juge, au greffier (*registrar*), à la partie adverse et à son *attorney*, en leur montrant l'acte même et en leur délivrant copie. Si la partie adverse ne peut être trouvée et si son *attorney* ne veut point recevoir la signification pour elle, l'acte doit être notifié *viis et modis*, c'est-à-dire en l'affichant à la porte de sa der-

nière résidence, ou en le suspendant dans le Royal Exchange de Londres. Une attestation de due notification certifiée sous serment devant notaire est déposée à la Cour, en même temps qu'une copie des procédures qui ont eu lieu devant la Cour inférieure.

Une fois la Cour supérieure saisie du litige, la procédure suit une marche identique à celle de première instance¹.

Après l'appel devant la division d'appel de la haute Cour de justice, il peut y avoir un recours en dernier ressort devant la Chambre des lords².

ÉTATS-UNIS

L'appel, dans les procès de prises, doit être formé, en règle générale, dans un délai de trente jours après le prononcé du jugement par le tribunal de district ; il va directement devant la Cour suprême siégeant à son tour « *in Admiralty* ». Il est introduit et admis de la même manière que pour les procès, civils par exemple, portés devant cette juridiction suprême, quand elle juge en matière ordinaire.

On peut appeler seulement si le montant du litige dépasse 2000 dollars, ou parfois lorsque le juge de district est d'avis que l'affaire soulève une question d'intérêt général et délivre un certificat à cet effet³.

FRANCE

Tandis que la juridiction des prises peut s'exercer d'office en première instance, elle doit, pour l'instance d'appel, être saisie par le recours d'une partie intéressée ou du commissaire du Gouvernement.

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 1878, p. 190, 191.

² Cf. Dupuis, *op. cit.*, p. 378.

³ Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 635 — de Boeck, *op. cit.*, p. 355, 357.

Lorsqu'elle émane de particuliers réclamants, la requête d'appel est déposée au secrétariat général du Conseil d'État par l'intermédiaire obligatoire d'un avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Le délai d'appel est alors de trois mois à partir de la notification de la décision du Conseil des prises (sauf augmentation possible de délai à raison des distances). Par rapport au commissaire du Gouvernement, ce délai de trois mois court du prononcé de la décision.

L'appel n'est pas suspensif, sauf à l'égard de la répartition définitive du produit des prises entre les capteurs ; les restitutions ordonnées doivent suivre leur cours, à moins que le juge n'en subordonne l'exécution à l'attente d'un sursis ou au versement d'une caution.

Cet appel doit être fait dans la forme administrative ; aussi le Conseil d'État déclare-t-il non recevables les recours formés par requête contentieuse.

L'instruction de l'appel et les communications se font en la forme administrative, par la section du Conseil d'État correspondant au Ministère des affaires étrangères. L'affaire est portée, sur le rapport de cette section, à l'Assemblée générale du Conseil d'État, qui en délibère suivant les règles ordinaires. Un décret statue définitivement¹.

L'appel n'ayant pas lieu de plein droit, mais seulement à la requête d'un plaignant, on peut se demander si la décision rendue sur l'appel doit avoir, comme la décision donnée en première instance, un effet général et absolu. — M. Laferrière pense qu'il faut distinguer : si l'appel a été formé dans l'intérêt des capteurs et sur un chef déterminé, il ne doit pas produire effet sur d'autres chefs, et la décision du Conseil des prises doit continuer à profiter

¹ Laferrière, *op. cit.*, II, p. 81.

à ceux qui ont bénéficié d'un jugement d'invalidité ; si au contraire l'appel a été formé par l'un des capturés et si la décision qu'il obtient pour lui-même prouve l'invalidité de la prise à l'égard d'autres intéressés, ceux-ci doivent en profiter, bien qu'il ne soient pas directement en cause¹.

JAPON

Le commissaire du Gouvernement et le pétitionnaire en déclaration d'invalidité de la prise peuvent, dans un délai de vingt jours après le prononcé du jugement, en appeler au Conseil supérieur des prises, des décisions rendues par le Conseil des prises (art. 21 et 22). Mais c'est au Conseil des prises que l'on adresse l'appel, en mentionnant avec détail les raisons qui le motivent. Ce Conseil fait prendre connaissance des documents d'appel d'une partie à l'autre partie. Les échanges de réponses écrites du commissaires au pétitionnaire et *vice versa* se font dans un délai de dix jours, délai après lequel le Conseil transmet le dossier au Conseil supérieur des prises. (Art. 21 à 25.)

Dans le cas où le Conseil supérieur des prises juge nécessaire de procéder à un nouvel examen des témoignages ou faits, il renvoie au Conseil des prises les documents d'appel et le charge de procéder à cet examen. Le Conseil des prises désigne un juge assesseur pour remplir cette tâche, puis retourne les pièces de l'enquête nouvelle après en avoir fait prendre connaissance aux parties (art. 25). Le Conseil supérieur des prises établit son jugement d'après les documents (art. 26). Les règles relatives à la procédure d'examen et de jugement du Conseil supérieur des prises *sont déterminées par ledit Conseil*².

¹ Laferrière, II, p. 74.

² Ordonnance du 24 août 1894 (Ariga, *op. cit.*, p. 278).

RUSSIE

Les parties, y compris le commandant capteur ou son fondé de pouvoirs, pour former appel, doivent présenter leur demande au tribunal qui a rendu la décision frappée d'appel, dans le délai d'un mois à partir du jour de la notification. Elle est accompagnée d'autant d'expéditions qu'il y a de personnes intéressées. Au cas où les délais seraient expirés, le tribunal dont la décision est attaquée pourrait, si des raisons valables étaient données, permettre de former encore appel. La demande à cette fin doit être formée dans le délai de deux semaines à partir de la notification de la décision portant que le délai pour la formation de l'appel est expiré (art. 77).

La décision portant refus de prolonger ce délai d'appel peut être attaquée dans le délai de deux semaines à partir de la notification de cette décision.

Les dispositions des articles 62 et 73 à 76 concernant les tribunaux des prises sont appliquées à la procédure d'appel devant le tribunal suprême des prises ainsi qu'au prononcé du jugement¹.

ALLEMAGNE

Le délai de l'appel est de dix jours (§ 22 et 23). L'acte d'appel et la réponse du réclamant doivent être signés par un avoué. Le Conseil des prises communique l'écrit d'appel du réclamant au procureur du Gouvernement et celui de ce dernier au réclamant, pour y être répondu dans un délai rigoureux de dix jours (§ 24). Le Conseil supérieur des prises peut rendre sa sentence, définitive et non suscep-

¹ *R. D. I.*, 1897, *Documents*, p. 15, 16.

tible d'un nouveau recours, sur le fondement des procès-verbaux de la prise seulement, et d'un rapport écrit formulé par un de ses membres, tout en prenant en considération les faits nouveaux et les preuves nouvelles fournies pendant l'instance d'appel. Si ce Conseil juge une instruction ultérieure nécessaire, les prises sont renvoyées au Conseil des prises : mais celui-ci doit faire connaître au réclamant ses agissements subséquents, avant que les pièces soient de nouveau soumises au Conseil supérieur¹.

AUTRICHE

Le délai d'appel est d'un mois, à l'expiration duquel l'intimé a quatorze jours pour prendre connaissance de l'acte d'appel et y répondre par écrit.

ITALIE

On peut appeler des décisions de la Commission des prises devant le Conseil d'État italien, dans les *trois mois* : à partir du prononcé de la décision, pour le commissaire du Gouvernement ; à dater du jour de la notification, pour les particuliers appelants. Les parties peuvent présenter des mémoires écrits adressés au président de la Commission. Le Conseil d'État prononce définitivement dans les formes établies par son règlement.

DANEMARK

L'appel doit être notifié : à la partie adverse par le procureur de guerre maritime, dans la huitaine à partir de la réception des pièces ; à tous les intéressés par le capturé appelant, quatre semaines après la publication

¹ Bulmerincq. *R. D. I.*, 1878, p. 243.

du jugement (§ 11, loi du 13 février 1864). Lorsque le navire a été acquitté en première instance, le patron peut en obtenir la délivrance, malgré l'appel, en donnant caution pour le montant de sa valeur ; de même pour la cargaison, au profit des propriétaires respectifs. La décision prise à ce sujet par la Cour d'Amirauté n'est pas susceptible d'appel (§ 13).

La procédure devant la Cour supérieure d'Amirauté se fait par écrit et conformément aux règles du droit commun danois ¹.

SECTION IV. — COMPÉTENCE

§ 1. — *Compétence ratione personæ et ratione loci.*

D'après la pratique de toutes les nations modernes, le tribunal compétent pour juger une affaire de prise déterminée est le *Tribunal de l'Etat du capteur*. Il ne faut pas en chercher la justification dans le principe du droit civil : « *actor sequitur forum rei* », en vertu duquel le demandeur (le capturé) doit porter son action devant le tribunal du défendeur (le capteur). La raison de cette pratique réside dans la routine, dans ce prétendu droit de guerre, dans cette loi du plus fort qui oblige le vaincu à subir la juridiction du vainqueur.

Cette juridiction du capteur est une question de fait devant laquelle l'*ennemi* ne peut que protester inutilement. Mais lorsqu'il s'agit d'un *neutre*, il y a une question plus difficile à résoudre, car celui-là n'est pas belligérant, il est en dehors des hostilités, n'a point à en

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 212.

souffrir et ne peut être ni vainqueur ni vaincu. La législation des prises de certains pays, en établissant pour le navire neutre saisi la présomption qu'il a *commis un acte hostile*, n'aplanissent pas la difficulté. Nous la retrouverons plus tard ¹.

En parlant de la compétence de l'Etat du capteur, on a supposé jusqu'ici que la prise (ennemie ou neutre) abordait dans un port appartenant à cet Etat. Deux autres hypothèses peuvent se présenter :

I. *Une prise ennemie est conduite dans un port du capturé ennemi.* — Il n'est pas besoin de se demander si le souverain local sera compétent. Le doute n'est pas possible à cet égard : il y aura *reprise* du bien capturé mais pas de jugement de *prise*.

II. *Une prise neutre est conduite dans un port neutre.* — L'Etat neutre aurait incontestablement le droit de juger, comme toujours, les pirates, qui n'ont pas de nationalité et sont *hostes generis humani*. Il pourra aussi apprécier le cas d'une saisie effectuée dans ses eaux territoriales, car il y a là une atteinte flagrante à sa souveraineté : une saisie faite dans ces conditions est nulle d'après le droit international moderne ; un gouvernement n'aurait pas même à examiner la validité de la capture ².

Il ne faut discuter que sur le cas d'une prise amenée de la haute mer.

A. — Le port neutre où la prise enlevée à un neutre est conduite, appartient au souverain de ce neutre.

Ce souverain sera-t-il compétent ; pourra-t-il disposer de la capture ?

¹ V. *infra*. Même partie, section IV, § 2. Arguments.

² Certains Etats semblent admettre la légitimité de la capture faite dans des eaux territoriales neutres. Ainsi la Russie permet la vali-

— Oui, d'après un premier système¹. L'Etat neutre pourra faire comme l'Etat du capturé ennemi et exercer une *reprise*, sans autre forme de procès, parce qu'il y a eu « une violation de sa propre autorité, une violation de ses propres intérêts qu'il juge illégale² ». D'autres partisans du premier système veulent une action moins radicale, ils donnent au souverain neutre un droit et un devoir de juridiction, parce que « le corps du délit est dans son territoire, l'accusé s'y trouve également, il est de plus son sujet³ ; ou encore « parce qu'un souverain a le droit de statuer sur le sort de ses propres sujets, sur le sort de ses Etats »⁴. L'Etat devra juger impartialement si les capteurs sont innocents ou coupables d'une infraction au droit international.

D'après un second système⁵, l'Etat neutre n'est pas compétent en droit. Toutefois, on admet qu'en fait il pourra demander la relaxation de la prise si la saisie est injuste, car dans le cas où elle serait juste, conforme au droit international, le souverain qui protégerait le capteur, se rendrait *complice* de la violation de neutralité

de la prise lorsqu'une année s'est écoulée sans réclamation de la part de l'Etat tiers (art 31 et 74 du règlement de 1896).

¹ Il comprend « un grand nombre d'auteurs allemands, français et italiens, parmi lesquels Jouffroy, Poëhls, Kaltenborn, Marteus, Heffter, Hautefeuille, Ortolan et Massé » (Demangeat, *op. cit.*, p. 27).

² Ortolan, *Diplomatie*, t. II, p. 307.

³ Jouffroy (d'après Demangeat, *op. cit.*, p. 27).

⁴ Hautefeuille, *Droit et Devoirs*, IV, 388.

⁵ « La compétence du souverain neutre est combattue par Lampredi, par les auteurs anglais, par la plupart des publicistes américains, en particulier par Wheaton, enfin par MM. Pistoye et Duverdy » (Demangeat, *op. cit.*, p. 29).

dont son sujet s'est rendu coupable.— Les partisans de cette doctrine réservent, toujours en vertu d'un prétendu droit de guerre, la connaissance des prises à l'Etat du capteur, au nom duquel la saisie a été faite.

B. — Le port neutre où la prise enlevée à un neutre a été conduite, n'appartient pas au souverain de ce neutre, mais à un État tiers.

Les publicistes décident, à la presque unanimité, que cet État tiers n'est pas compétent pour statuer sur la validité de la capture, pour deux raisons : en premier lieu, les actes du capteur ont eu lieu en haute mer, donc en dehors de la juridiction du souverain tiers. Secondement, ces actes ont été accomplis au nom d'un Gouvernement étranger, par un navire portant pavillon étranger et considéré comme territoire étranger ; en ce qui concerne le bateau saisi, il a changé provisoirement de souveraineté comme tout territoire occupé par un belligérant, il est devenu fictivement territoire du vainqueur, dont le pavillon le surmontait, d'ailleurs, au moment de l'entrée dans le port ¹.

D'autre part, l'intérêt du souverain tiers lui commande de s'abstenir de toute immixtion dans les contestations de prises, qu'il est difficile de trancher sans mécontenter l'une des parties en cause, parfois même toutes deux ². Il vaut mieux qu'il laisse à l'État capteur, qui a déjà la responsabilité de la prise, la responsabilité de la décision qui intervient à propos de celle-ci.

¹ Deux traités signés en 1787 par la Russie avec la France et avec Naples ont donné compétence au souverain du port d'*Asile*. (Cf. Azuni.)

² Heffter-Geffcken, *op. cit.*, n° 138, note 6.

§ 2. — **Compétence ratione materiæ.**

Les tribunaux actuels de prises sont compétents, *ratione materiæ*, pour examiner tous les cas de captures de propriété privée faites au cours d'une guerre maritime ; ils ont à statuer sur la *validité* de ces captures.

En principe, toute prise peut être validée lorsqu'elle est conforme aux règles du droit international ; mais comme ce droit n'est pas encore assez précis, assez impératif, il n'est pas interprété d'une façon unique. Il n'y a pas unité de vue sur l'étendue du droit de prise, ni entre les publicistes, ni entre les Gouvernements, par conséquent entre les Conseils de prises non plus, car ces assemblées se conforment le plus souvent à la manière de voir du Pays qui leur donne l'investiture. En général, à moins d'erreur manifeste, les tribunaux prononcent la confiscation de la prise dans les cas où la loi d'un État autorise la saisie effectuée aux dépens d'un ennemi, aussi bien qu'au détriment d'un neutre.

A. PRISES ENNEMIES. — « Toute propriété ennemie est saisissable sous pavillon ennemi. » La règle en droit international est que toutes les *marchandises* peuvent être capturées ; il n'y a aucune difficulté d'application sur ce point ; l'accord est complet dans la jurisprudence de toutes les régions.

En ce qui concerne les *navires*, on a proposé, même obtenu quelques exceptions ou exemptions, mais les États ne s'entendent pas encore.

Navires de cartel. — Sont naturellement protégés par l'inviolabilité les navires dits de cartel, portant pavillon

parlementaire, employés à des échanges de prisonniers ou à porter des propositions d'armistice.

Bâtiments de missions. — L'exemption est accordée depuis un siècle aux navires chargés d'une mission scientifique, par exemple de découvertes ou d'études lointaines. On peut invoquer les mêmes considérations d'intérêt de la civilisation en faveur des navires servant à des missions religieuses.

Bateaux pêcheurs. — La France exempte de capture (depuis l'ordonnance de 1543, art. 49) les barques des pêcheurs ennemis qui se livrent à la pêche côtière. L'Angleterre n'a jamais admis cette modération, et pendant la guerre de Crimée elle détruisit ou confisqua des embarcations que nous avions respectées.

Bâtiments hospitaliers. — L'acte additionnel de la Convention de Genève du 22 août 1864 (voté le 21 octobre 1868) a déclaré neutres les ambulances maritimes installées par une Société internationale de secours aux blessés, sur un bâtiment de commerce ou sur un navire spécialement équipé à cet effet. Les bâtiments-hôpitaux militaires restent soumis aux lois de la guerre en ce qui concerne leur matériel ; le capteur ne peut les détourner de leur affectation spéciale pendant la durée des hostilités.

Pour les *paquebots-poste*, il n'y a pas d'exemption générale, mais seulement des conventions particulières entre États.

B. PRISES NEUTRES. — *Marchandises.* — Nous savons qu'elles ne peuvent être confisquées, même lorsqu'elles sont trouvées à bord d'un navire ennemi. C'est un usage consacré par la Déclaration du droit maritime du Congrès de Paris 1856. Il n'y a d'exception à cette

règle que dans les cas de contrebande de guerre et de violation d'un blocus, mais alors les navires neutres qui transgressent ces prohibitions sont généralement confisqués.

Navires. — Seront donc confisqués :

1° Les navires neutres à destination d'un port ennemi, même non bloqué, transportant de la contrebande de guerre, des troupes ou des dépêches ennemies ;

2° Les navires qui tentent ou ont tenté de violer un blocus régulier.

Dans ces deux cas, il y a intervention du vaisseau neutre dans les hostilités. On peut donc légitimement le traiter comme ennemi. La situation sera analogue dans le cas suivant et la sanction sera la même.

3° Semoncé par un signal de canon et sommé de s'arrêter pour subir la visite, le navire a fait mine de se préparer au branle-bas de combat, a opposé une résistance matérielle. De même, lorsqu'il a tenté de fuir.

Enfin, dans les cas douteux, le belligérant craint de laisser échapper un bâtiment ennemi ; il juge prudent de l'arrêter. La saisie se justifie dans les hypothèses suivantes (il est vrai qu'elle n'entraîne pas toujours la confiscation) :

4° Le capitaine ne peut pas démontrer sa qualité de neutre. Il ne peut justifier le droit au pavillon que porte son vaisseau. Le belligérant a sujet d'être défiant.

5° « L'État du navire ou les déclarations du capitaine inspirent de graves soupçons. Il n'y a pas de papiers à bord ; ils sont doubles, ou incomplets parce qu'ils ont été jetés à la mer ; les circonstances font présumer et supposer qu'ils ont été simulés¹. »

¹ H. Bonfils, *op. cit.*, p. 790, § 1674.

6° Un navire ayant un chargement destiné en apparence à un port neutre a dévié de sa route sans pouvoir justifier ce changement. On peut le soupçonner de cacher à son bord de la contrebande de guerre ou de vouloir violer un blocus ; son arrestation, tout au moins provisoire, se justifie.

Accessoirement aux questions de validité ou d'invalidité des prises, le Conseil des prises est compétent pour connaître des questions de *dommages et intérêts* qui peuvent naître de l'illégalité flagrante des captures. Les questions de dommages-intérêts ne peuvent être soumises au Conseil des prises d'une manière principale et en dehors de la question de validité ou d'invalidité de la prise ; c'est ce qui a été jugé par le Conseil des prises français le 17 fructidor an VIII et le 13 brumaire an X¹. Il en est de même en Allemagne (règlement prussien du 20 juin 1864).

Le Conseil de prises n'a à se prononcer sur les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la *propriété* des navires ou des cargaisons que s'il est indispensable de trancher cette question pour décider de la validité de la capture. Quand il n'y a pas nécessité, le Tribunal doit s'abstenir².

« Une fois que le Conseil des prises a statué, il n'a *plus à intervenir pour surveiller l'exécution* de ses décisions, soit qu'il s'agisse de rechercher quel est l'armateur réel du corsaire dont la prise est invalide, soit qu'il

¹ Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, II, p. 234, 235.

Décision du Conseil des prises français, 15 décembre 1870, affaire de la *Borussia*. — Barboux, *op. cit.*, p. 51 et s.

s'agisse de rechercher quelles sont les déductions pour frais de garde ou de commissions à laisser aux capteurs, soit qu'il s'agisse de savoir quelle est la responsabilité de ceux-ci en raison de déprédation ou perte d'une partie de la cargaison. » C'est ce qui a été jugé, le 18 avril 1816 par le Conseil d'État, et par le Conseil des prises, le 3 ventôse an VIII¹.

SECTION V. — FONCTIONNEMENT
(PRINCIPES APPLICABLES ET APPLIQUÉS. ÉLÉMENTS DE LA DÉCISION.
EFFET DU JUGEMENT)

§ 1. — Règles de droit applicables.

De quelles règles juridiques les conseils de prises s'inspirent-ils en pratique?

Ces conseils ont pour objet d'appliquer la règle de *droit international universel* en vertu de laquelle le capteur a effectué la saisie, règle traditionnelle et coutumière pour ce qui concerne le principe des prises de biens ennemis, règle écrite (1856) et signée par les hommes d'État pour ce qui regarde le principe des prises de biens neutres sous pavillon neutre, en cas de contrebande ou de blocus; c'est, en un mot, une règle de droit international pratique, consacrée par l'usage. Nous n'avons pas² à voir ce que devrait faire un juge idéal des prises, à nous demander s'il ne pourrait pas remplir une mission plus haute, et appliquer les principes généreux et désintéressés d'un droit international théorique. Seuls les juges anglais ont la prétention d'avoir

¹ Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, II, p. 235.

² Nous le verrons plus loin, dans la partie théorique et critique,

des décisions toujours conformes aux principes abstraits de ce droit. En réalité, les conseils de prises n'appliquent qu'un droit international positif et concret. Toutefois, ils recourent aussi aux « aspirations de la saine *équité* », mais c'est seulement « à défaut de *lois spéciales et stipulations* en vigueur entre l'Etat du capteur et celui du capturé¹ ».

Les stipulations conventionnelles sont les traités passés en vue des cas de guerre maritime ; ils ont force de loi dans l'un et dans l'autre des pays contractants ; c'est ce qu'on pourrait appeler une *loi intergouvernementale*, une *loi bi-nationale*.

Restent enfin les *lois* uniquement *nationales* : lois *générales* sur la conduite des capteurs, sur le fonctionnement de la juridiction des prises ; lois *spéciales* publiées au début de chaque guerre à propos de chacun de ces deux objets.

Le juge de prises applique avant tout la loi nationale, la loi de l'Etat dont il a reçu l'investiture ; il en résulte que la jurisprudence des tribunaux de prises varie d'un Etat à un autre. On peut néanmoins ramener la jurisprudence mondiale à deux systèmes : celui pratiqué sur le continent européen, particulièrement dans les conseils de prises français qui servent de type ; celui en usage dans les cours ou tribunaux de l'Angleterre et des Etats-Unis.

¹ Calvo, *op. cit.*, t. V, p. 309.

§ 2. — Règles de jurisprudence appliquées.

Lorsque commencent véritablement les débats, que doit prouver le capturé? Comment les juges vont-ils déterminer leur conviction?

Le propriétaire d'un navire ou d'une marchandise saisis est, nous le savons, considéré comme demandeur au procès. Il doit prouver que son bien n'a pas « *le caractère hostile* », qu'il n'a pas transgressé les prohibitions de transporter de la *contrebande de guerre* ou de franchir un *blocus*.

I. — ACCUSATION DE « CARACTÈRE HOSTILE »

A. **Système français.** — 1^o NAVIRE. — « La nationalité des bâtiments ne dérive pas seulement de la nationalité de leurs propriétaires, mais encore de leur droit légitime au pavillon qui les couvre¹. » Il faut donc prouver deux choses : que le navire est légalement sous pavillon neutre ; qu'il appartient à un propriétaire neutre.

α. *Droit au pavillon.* — Tout navire sous pavillon ennemi est saisi et la prise est validée. Un propriétaire de navire neutre naviguant sous pavillon ennemi, avec des passeports ennemis, ne saurait être admis à prouver qu'il a personnellement une nationalité neutre².

Le navire a-t-il été arrêté sous pavillon neutre, le propriétaire prouvera qu'il avait droit d'arborer le pavillon de cet Etat. Le droit au pavillon est déterminé par la légis-

¹ Instructions du Ministre de la marine du 25 juillet 1870, art. 10.

² Exception est faite pour les sujets d'Etats qui n'ont pas de pavillon maritime, ainsi la Suisse (Cas du vaisseau la *Palme* des Missions protestantes de Bâle, voyageant sous pavillon allemand.)

lation intérieure des Etats qui le concèdent; les juges de prises doivent se conformer à cette législation et n'exiger que les conditions et les titres requis par la loi étrangère.

β. *Qualité du propriétaire du navire.* — Par l'examen de la nationalité du propriétaire, on vérifie si son bateau ne porte pas sans droit ou abusivement, un pavillon neutre, que certains Etats donnent trop facilement la permission d'arborer.

En France, la jurisprudence des cours de prises considère comme ennemi tout *Sujet de l'Etat ennemi*, quel que soit son domicile. C'est la *nationalité*, non le domicile qui fixe le caractère hostile. Vainement l'article 10 des instructions du 25 juillet 1870 avait décidé que « la nationalité des maisons de commerce doit se déterminer d'après le lieu où elles sont établies », le Conseil des prises, conservant la jurisprudence ancienne, décida sans exception que la qualité d'ennemi résultait non de la résidence commerciale, mais de la nationalité proprement dite du propriétaire ¹.

Outre l'emprunt de pavillon, il y a d'autres fraudes à déjouer :

Le citoyen d'un Etat belligérant, qui se ferait naturaliser dans un pays neutre au début d'une guerre ou peu auparavant, ne serait pas admis à se prévaloir de sa nationalité nouvelle; on lui opposerait, à défaut de texte, la maxime : « *fraus omnia corrumpit* ». Mais la loi a édicté une sanction; l'article 6 du règlement du 26 juillet 1778 déclarait que l'on ne doit pas « avoir égard aux passeports délivrés moins de trois mois avant le 1^{er} septembre de ladite année ou à ceux dont les concession-

¹ Cf. de Boeck, *op. cit.*, p. 159.

naires sont retournés dans les Etats ennemis de Sa Majesté, pour y continuer leur commerce ». Moins rigoureux, l'article 7 des instructions complémentaires françaises de 1870 veut qu'on examine si la naturalisation obtenue *depuis la déclaration de guerre* a été faite de bonne foi.

Il faut aussi prévoir le cas où un navire marchand ennemi a été vendu à des neutres pendant la guerre, dans le but d'éviter sa capture. Quelques rares pays, la Russie, la Suède, défendent à leurs sujets d'acheter des vaisseaux aux sujets de puissances belligérantes, mais la plupart tolèrent ces achats. Le belligérant qui a capturé un de ces navires lui reconnaîtra-t-il la qualité de neutre? — L'article 7 du règlement du 26 juillet 1778 dispose que la vente faite par acte authentique avant la déclaration de guerre est seule valable. Pendant la guerre de Crimée, le Conseil des prises français eut plusieurs fois à annuler des ventes faites dans ces conditions et qui étaient frauduleuses ou simulées¹.

Un navire de commerce peut porter le pavillon d'un Etat et appartenir pour partie à des citoyens étrangers. Jamais, en France, croit M. de Boeck², « un croiseur, ou même un corsaire français, ne s'est permis de saisir un bâtiment ayant le droit de porter le *pavillon neutre*, sous prétexte que des sujets ennemis en étaient copropriétaires : une telle saisie, si elle était validée, serait, au premier chef, une insulte infligée au pavillon neutre ».

Un navire sous *pavillon ennemi* peut être capturé bien qu'il appartienne partiellement à des neutres. Faut-il valider cette capture? — En 1870, à propos d'une réclamation faite par des Anglais qui avaient une hypothèque

¹ Cf. de Boeck, n° 165, p. 174, 175.

² *Op. cit.*, p. 159.

sur le navire prussien *Turner*¹ et demandaient que l'on réservât sur le produit de la vente le montant de leur créance, le Conseil des prises français décida (22 septembre) que *la propriété du navire au point de vue de l'exercice des droits de la guerre est absolument indivisible*. C'est là une décision par trop rigoureuse, explicable seulement par la crainte d'une convention simulée, ce qui ne semble pas être le cas dans l'espèce.

En principe, le réclamant ne peut faire tomber l'accusation de « *caractère hostile* », portée contre son bien, qu'à l'aide des *papiers du bord* (art. 2 et 11 du règlement du 26 juillet 1778). D'autres éléments peuvent corroborer ces pièces ; ils ne peuvent les combattre, c'est-à-dire en détruire les énonciations par la preuve contraire.

Les navires qui n'ont pas de papiers à bord sont toujours confisqués. Lorsque des bâtiments sont dépourvus de certains documents très importants, s'ils portent des expéditions en double et contradictoires, ou s'il y a eu jet de papiers à la mer au moment de la visite, ces bâtiments sont sujets à la saisie. Mais leur condamnation n'est pourtant pas *de droit* ; les Conseils de prises français ont une grande liberté d'appréciation à cet égard. Il suffit qu'une des pièces du bord « établisse d'une manière certaine la neutralité du navire pour que celui-ci soit exempt de capture² ou de confiscation », à moins cependant que cette pièce ne soit contredite par d'autres éléments d'appréciation provenant des objets ou des personnes *que portait le navire*. D'autres pièces du bord³ pourraient être

¹ Dans Barboux, *op. cit.*, p. 71 et s.

² Instructions complémentaires du Ministre de la marine (1870), art. 6.

³ Décision du Conseil des prises (17 brumaire, an IX). — Pistoye et Duverdy, p. 426 et s.

invoquées contre les intéressés réclamants ; pareillement l'*interrogatoire du capitaine ou de l'équipage*¹.

La composition même de l'équipage² peut servir d'indication aux juges, mais elle ne doit pas détruire la force probante des papiers du bord. Le Conseil de prises ne l'invoquera qu'en dernier lieu, lorsqu'il aura de fortes présomptions pour croire que le navire est ennemi.

Un rapport d'expert ne saurait prévaloir contre les *pièces de bord*³ ou d'autres *actes authentiques*⁴.

2^o MARCHANDISES. — Est ennemie toute marchandise dont le propriétaire est de nationalité ennemie ; est neutre toute marchandise dont le propriétaire est de nationalité neutre.

On ne saisit pas les marchandises *sous pavillon neutre*, excepté la contrebande de guerre.

Lorsqu'une marchandise appartenant à un neutre a été saisie *sous pavillon ennemi*, le réclamant doit démontrer deux choses : qu'il en est réellement propriétaire : — qu'il est sujet d'un État neutre.

α. *La qualité de neutre* peut être prouvée par le propriétaire de la cargaison d'après les mêmes règles que précédemment pour le propriétaire de navire ; elle est déterminée, d'après la jurisprudence française, par la nationalité et non par le domicile du propriétaire ; on peut employer tous moyens de preuve sans limitation aucune,

¹ Décision du Conseil du roi (26 octobre 1692). — *Ibid.* Décision du Conseil des prises (27 thermidor, an IX). — *Ibid.* I, p. 424 et s.

² L'article 9 du règlement de 1778 déclarait de bonne prise « tous les bâtiments étrangers .. dont l'équipage serait composé au delà du tiers de matelots sujets des Etats ennemis ».

³ Décision du Conseil des prises, 19 messidor, an VIII. — Pistoye et Duverdy, I, p. 435 et s.

⁴ Décision du Conseil des prises, 13 floréal, an XI, sur conclusions conformes du Commissaire. — Pistoye et Duverdy, I, p. 433, 435.

et demander pour cela une augmentation de délais. Il est à noter cependant que la production de documents nouveaux ne peut servir qu'à compléter les pièces du bord et non à les combattre.

β. *La qualité de propriétaire réel* ne peut être prouvée que d'après les papiers du bord. (Article 2 et 11 du règlement du 26 juillet 1778.) Les propriétaires, dit l'article 2, « seront tenus de justifier sur mer, de leur propriété neutre, par les passeports, connaissements, factures et autres pièces de bord, l'une desquelles au moins constatera la propriété neutre ou en contiendra une énumération précise ». Le Conseil des prises a parfois admis que l'une de ces pièces pouvait tenir lieu de l'autre, le connaissement remplacer la charte-partie, le manifeste remplacer un connaissement général ; mais sa jurisprudence n'est pas constante sur ce point, il s'est quelquefois contredit.

En principe, on suit la règle *locus regit actum*, mais on établit certaines présomptions pour déjouer les fraudes. Ainsi on ne tient pas compte d'un connaissement à ordre ne mentionnant pas le nom du destinataire et seulement *endossé* par un neutre. On peut opposer au réclamant la règle *fraus omnia corrumpit* ou encore que *la marchandise chargée à bord d'un navire ennemi est présumée ennemie*.

Cas de cession, de changement de propriété des marchandises. — Dès qu'un objet neutre est acquis par un ennemi, il devient ennemi, mais la réciproque n'est pas toujours vraie. Devant les Conseils français, le neutre revendiquant la propriété doit prouver qu'il était neutre et propriétaire avant la saisie.

Ces Conseils admettent toute liberté pour les conventions particulières par lesquelles deux commerçants fixent l'époque et le lieu du changement de propriété des objets

vendus. Lorsqu'une stipulation a été faite pour convenir que des marchandises embarquées voyageront au risque de l'expéditeur — contrairement à ce qui se passe le plus souvent — et qu'elles seront transmises au destinataire (neutre) seulement à l'arrivée, la jurisprudence française ne considère pas, ainsi que le fait la jurisprudence anglaise, cette convention comme nulle. Aucune décision ne constate *in terminis* cette doctrine, mais c'est ce qui résulte de « l'ensemble des motifs des décisions rendues par les Conseils de prises, notamment dans la guerre de Crimée et dans la guerre franco-allemande : le Conseil demande qu'on lui fournisse la preuve de la propriété de la marchandise, cette propriété pouvant reposer sur la tête du chargeur aussi bien que sur celle du destinataire¹ ». Mais il faut que cette propriété soit établie par les pièces du bord.

Jamais un Conseil de prises français n'a eu l'occasion d'apprécier la valeur d'un transfert de propriété effectué *in transitu* par l'endossement d'un connaissement à ordre fait par des ennemis à des neutres. « Nous ne croyons pas, dit M. de Boeck, qu'un Conseil français considérât *prima facie*, indépendamment de toute idée de fraude, cette vente comme non avenue². »

En France, on n'attribue un *caractère hostile* aux marchandises que lorsque le propriétaire a lui-même ce caractère; on ne peut l'attribuer à des biens appartenant à un neutre. « Les biens n'ont pas par eux-mêmes de caractère neutre ou hostile, mais prennent toujours celui dont est revêtu leur propriétaire³. »

¹ Cf. de Boeck, p. 167 et note.

² *Op. cit.*, p. 168, note 1.

³ Décision du Conseil des prises dans l'affaire le *Hardy* contre a *Volligeante*; Pistoye et Duverdy, I, p. 327.

La jurisprudence anglaise, au contraire, condamne les marchandises qui proviennent originairement d'un pays ennemi.

B. **Système anglo-américain**¹. — La jurisprudence des cours anglo-américaines est plus compliquée que celle des Conseils de prises français. Elle attribue à la propriété privée un caractère hostile, à raison non seulement de la qualité des propriétaires (et en tenant compte du pavillon, s'il s'agit de navires), mais aussi à raison de son emploi.

1^o NAVIRE. — *α. Droit au pavillon.* — Les bâtiments sous *pavillon ennemi* sont toujours sujets à capture ; la règle anglaise est identique à la nôtre ; elle a la même portée ; elle prononce la confiscation, quels que soient les propriétaires, quels que soient les démembrements de la propriété.

Lorsqu'un navire porte légalement le *pavillon* neutre, il devrait être exempt de confiscation, mais ce principe éprouve en pratique de nombreuses atteintes de la part des Anglais et des Américains. Des deux éléments de preuve : le domicile et le pavillon, on retient toujours celui qui doit être favorable *au capteur*. Malgré son pavillon, le navire est ennemi quand son propriétaire est ennemi².

β. Qualité du propriétaire. — Le propriétaire d'un

¹ Consultez, pour le droit des prises anglais, Holland : *A manual of naval prize law* ; — pour l'Amérique, Bancroft-Davis : *les Tribunaux de prises aux États-Unis* (à compléter pour la guerre hispano-américaine par les exposés de jurisprudence en matière de prises faits dans le *Journal de Clunet*).

² Cf. Dupuis, *le Droit de la guerre maritime, d'après les doctrines anglaises contemporaines*, p. 129.

navire ou d'une cargaison est ennemi ou neutre, non d'après sa nationalité, comme en France, mais d'après son *domicile*. Sont ennemies les personnes domiciliées en territoire ennemi. La théorie française peut paraître plus juridique, la solution anglaise, pratique avant tout, tient mieux compte des exigences de la guerre. Elle est basée sur ce raisonnement : lorsqu'un neutre a quitté son pays pour se fixer dans un territoire étranger et y faire le commerce, il n'est d'aucun secours à sa patrie, mais en revanche il contribue indirectement à la prospérité du territoire qu'il habite et en augmente la force de résistance pendant la lutte. De plus, tandis qu'une personne peut avoir plusieurs nationalités, le domicile, disent les Anglais, est toujours unique. Cependant il n'est pas aisé à établir :

Il faut pour le déterminer tenir compte : 1° de la durée, 2° du but de la résidence du propriétaire au moment de la saisie (séparément ou cumulativement). Si un neutre va en territoire ennemi pour traiter le plus rapidement possible une affaire quelconque, il n'a pas l'intention d'y fixer son domicile ; mais s'il compte traiter quatre ou cinq affaires dans l'espace de quatre ou cinq ans, par exemple, la résidence n'est pas accidentelle, il y a changement de domicile.

Comme le domicile peut être établi par l'intention, par le but que l'on se proposait, pareillement il peut être détruit par l'intention, accompagnée d'un commencement d'exécution, même si cette tentative échoue, même si elle est postérieure au début de la guerre, pourvu qu'elle ait précédé l'époque de la saisie¹.

Que faut-il entendre par un domicile *en pays ennemi* ?

¹ Cf. de Boeck, *op. cit.*, p. 180, 182.

Ce n'est pas exclusivement le territoire compris dans les limites de l'Etat adverse au début de la guerre ; c'est celui où le belligérant exerce en fait sa souveraineté, commande, prélève des secours ou des subsides. Ainsi, pourront être considérés comme ennemis les pays occupés provisoirement par l'adversaire, si celui-ci en entreprend véritablement la conquête ; ils seront neutres si l'occupation militaire n'a que le caractère provisoire et temporaire d'une opération stratégique. — En cas de cession par traité, le caractère national primitif subsiste jusqu'à la prise de possession. — Dans l'hypothèse d'une révolte locale dans le pays ennemi, le juge considère le territoire insurgé comme ennemi, tant qu'un acte officiel de la *Couronne* n'en a pas reconnu l'indépendance. — Lorsque l'Angleterre prend un port ennemi, les habitants de celui-ci perdent leur caractère hostile et leurs biens sont exempts de capture, à l'exception de ceux qui avaient déjà pris la mer avant l'occupation anglaise, c'est-à-dire qui étaient en cours de route, *in transitu*, au moment du changement provisoire de souveraineté.

Un consul neutre en pays ennemi est *ennemi*, en tant que commerçant. Pour les négociants, dans les Echelles du Levant, ils ont la *nationalité* du *comptoir principal* dont ils relèvent ou de l'*ambassadeur* qui leur accorde protection.

Lorsqu'un navire appartient à plusieurs propriétaires, les Anglais admettent l'indivisibilité du navire sous pavillon ennemi pour en prononcer la confiscation totale à l'égard des propriétaires neutres, ils n'admettent point comme nous que cette indivisibilité puisse exempter les parts de copropriétaires ennemis dans un navire sous pavillon neutre. Ils semblent même retourner, en tous cas,

contre les neutres au profit des belligérants, le principe de l'indivisibilité et admettre la confiscation du navire entier dès qu'une partie du vaisseau appartient à un ennemi¹.

Lorsqu'il y a eu vente de navire par un seul et unique propriétaire à un autre, la jurisprudence anglo-américaine est moins rigoureuse que la nôtre à un certain point de vue, car elle admet, en principe, la validité des ventes de navires transférés à des neutres *au cours des hostilités*. Mais, au lieu d'une prohibition catégorique et générale, les juges de ces pays ont recours à un examen minutieux des conditions de la vente pour déjouer les fraudes possibles.

La vente faite au cours du voyage, *in transitu*, est déclarée nulle de plein droit (pour éviter les contrats fictifs et antidatés). On exige de tout navire cédé par un ennemi à un neutre, la présence à bord d'un acte de transfert, au moment de la visite. Cet acte doit être soigneusement examiné. En France, il suffisait qu'une cession *antérieure au début de la guerre* fut constatée par un acte authentique, pour que l'acheteur fût à l'abri de tout soupçon; en Angleterre on passe au crible d'une critique rigoureuse l'acte antérieur au début des hostilités s'il a été consenti en prévision, en considération de l'imminence de la guerre. La règle anglaise veut, avant tout, que la vente ait eu lieu *bona fide*. Le juge des prises² exige pour cela que l'acte de cession indique le nom et la résidence du vendeur et de l'acheteur; une procuration doit y être jointe si la vente a eu lieu par mandataire. L'acheteur doit justifier du paiement du prix, dont le

¹ Cf. Dupuis, *op. cit.*, p. 142.

² Le *Manuel des prises*, n° 19, p. 7 et s., énumère avec soin les points à examiner. — Dupuis, *op. cit.*, p. 146.

montant peut d'ailleurs être discuté. Il faut, de plus, que le vendeur ait perdu tout intérêt actuel ou éventuel sur le navire, que le bâtiment prétendu transféré ait changé de commandement, qu'il ait également modifié le genre de ses opérations commerciales ; s'il continuait à être affecté à la même ligne de transports maritimes, ce serait une preuve évidente de la simulation de la vente.

γ. Navire employé à la navigation ou engagé dans le commerce de l'ennemi. — Malgré le pavillon neutre et le domicile neutre, les navires peuvent avoir, aux yeux des Anglais, un caractère distinct de celui de leur propriétaire ; ils prennent un caractère hostile non seulement lorsqu'ils rendent à l'ennemi certains services incompatibles avec les devoirs de la neutralité — la coutume internationale admet dans ce cas la condamnation —, mais lorsqu'ils l'aident à continuer son commerce pacifique en lui prêtant des navires.

En vertu d'une *règle de 1756*, les Anglais décidaient autrefois que tout navire engagé dans le commerce colonial ou le commerce de cabotage ennemi était à considérer comme ennemi. Le privilège de l'intercourse entre la métropole et les colonies a été aboli aujourd'hui par les divers Etats, mais quelques-uns réservent encore à leurs nationaux le monopole du cabotage. En cas d'abrogation de ce monopole pendant une guerre avec la Grande-Bretagne, celle-ci condamnerait comme ennemis les navires neutres qui auraient profité de l'abrogation.

Si un bâtiment neutre, libre de faire le commerce avec l'ennemi en temps de paix, ne l'a entrepris qu'au moment de la guerre pour remplacer les navires de nationalité ennemie retenus au port par crainte de la capture et mettre ainsi à l'abri des prises une partie du commerce

maritime ennemi, la France lui reconnaît ce droit, elle lui laisse toute liberté pourvu qu'il ne transporte pas de contrebande et respecte les blocus. En Angleterre, l'opinion est divisée sur ce point ; mais le *Manuel des prises* est formel ; il déclare ennemie toute personne engagée dans la navigation ennemie et considère comme ennemis tous les vaisseaux qui appartiennent à cette personne s'ils n'ont pas un caractère national distinct (n° 30, p. 11). En face de termes aussi imprécis bien des bâtiments neutres risquent d'être condamnés ¹.

2^o MARCHANDISES. — Quelle que soit la nationalité du propriétaire, sont ennemis les biens appartenant à une personne domiciliée en pays ennemi, sans exception ; sont neutres les biens appartenant à une personne domiciliée en pays neutre, en principe tout au moins, car il y a de nombreuses restrictions.

α. Qualité de propriétaire neutre. — Il faut prouver, avant tout, que l'on est neutre et que l'on est propriétaire.

La qualité de neutre est déterminée, encore une fois, non par la nationalité mais par le domicile, ou même par la résidence si elle a un certain but et une certaine durée : un propriétaire de cargaison aura recours aux mêmes preuves qu'un propriétaire de navire.

La qualité de propriétaire se prouve d'après les règles du droit commun ; on ne saurait toujours exiger qu'elle résulte des papiers du bord.

La cession, le changement de propriété des marchandises sont examinés de près par les Anglais et les Américains, qui redoutent de voir des biens ennemis leur échapper. Ils en réglementent d'une façon tracassière les

¹ Cf. Dupuis, *op. cit.*, p. 152.

conditions de validité, n'admettant en aucune façon la liberté des conventions entre particuliers commerçants. La jurisprudence anglo-saxonne prohibe le transfert *in transitu* pendant les hostilités — et même le transfert *imminente bello* —, afin de déjouer la fraude possible d'un endossement fictif ou antidaté au nom d'un neutre¹.

Lorsque des marchandises ont été embarquées *sans ordre* et pour être offertes à l'arrivée, elles sont ennemies si le propriétaire est ennemi, neutres si le propriétaire est neutre; il importe peu qu'il y ait eu avant l'embarquement, des pourparlers avec un acheteur ennemi, s'il n'y a pas eu de vente ferme et sans réserves. La jurisprudence anglaise est assez modérée sur ce point (pourvu que les marchandises ne soient pas originaires d'un pays ennemi).

Dans le cas où des marchandises ont été vendues avant le départ et remises au capitaine (neutre dans l'espèce) en vertu d'un ordre, les juges anglais prohibent la convention contraire à l'usage qui met les risques à la charge du destinataire, quand même elle aurait été passée avant le début de la guerre. Aucune excuse de bonne foi n'est admise; la marchandise expédiée par un neutre à un ennemi sera confisquée.

Dans le cas inverse, où la marchandise est expédiée pour le compte d'un destinataire neutre, redoutant la simulation d'une vente destinée à faire croire qu'il existe un acquéreur neutre alors que le propriétaire est encore ennemi, les Anglais exigent du destinataire neutre réclamant contre la saisie qu'il leur prouve la réalité du contrat.

β. *Caractère de la marchandise.* — D'après la jurisprudence anglo-américaine, la cargaison peut (comme le

¹ Cf. Dupuis, p. 162.

navire) avoir un caractère hostile, malgré le caractère neutre du propriétaire, par suite de l'origine des biens ou de leur emploi.

1^o Les *produits* agricoles ou manufacturés *du sol ennemi* sont considérés comme biens ennemis ; la qualité du propriétaire de l'exploitation importe peu.

Le belligérant qui désire ruiner l'adversaire dans son commerce, l'empêcher d'exporter ses productions afin de le faire souffrir de pléthore, n'a cependant pas le droit d'interdire aux neutres toutes relations pacifiques avec les ennemis¹. Lorsque des neutres ont fait un achat et sont entrés en possession, la marchandise d'origine ennemie qui en est l'objet doit être à l'abri de toute saisie sur mer. Mais la marchandise ennemie peut être capturée tant que la vente n'a pas eu lieu ; c'est le cas des objets exportés sans ordre par des négociants ennemis qui espèrent trouver des acheteurs en pays neutre. Les neutres ne sont pas lésés dans leurs droits ; s'ils avaient besoin de produits du sol ennemi, ils n'avaient qu'à venir les chercher.

2^o Enfin la qualité neutre du propriétaire ne sauvegarde pas de la capture les *marchandises « incorporées dans le commerce général » ennemi*². Ainsi, « un Américain avait obtenu dans la province de Caracas, alors espagnole, le monopole du tabac ; il n'y avait cependant pas établi sa résidence, il y faisait exploiter par un agent son privilège commercial ; malgré son absence et malgré la façon dont étaient conduites ses opérations, le caractère hostile fut attribué à son commerce et aux objets qui en dépendaient³.

¹ Cf., Depuis, p. 158.

² Travers-Twis, *op. cit.*, t. II, § 155.

³ Cf. Dupuis (p. 161) qui emprunte cet exemple à Hall, § 167, p. 520.

II. — ACCUSATION DE VIOLATION DE BLOCUS.

Le capturé doit prouver ou bien qu'il était en droit d'ignorer l'existence du blocus, ou bien qu'il ne tentait pas de violer un blocus.

α. *Le capturé ignorait l'existence du blocus.* — Il faut deux conditions pour qu'un blocus soit valable aux yeux des neutres : 1^o qu'il existe réellement (*effectivité*), 2^o qu'il soit porté à la connaissance des navigateurs (*avertissement*).

1^o *Effectivité.* — La France, depuis 1815, ne prétend établir le blocus qu'avec des vaisseaux en nombre suffisant et en permanence. — L'Angleterre se contente du blocus par croisière, ce qui entraîne des interruptions dans la ligne de surveillance et incite les bâtiments de commerce à choisir le moment propice pour passer.

2^o *Avertissement.* — La France emploie deux modes de notifications : la notification générale ou diplomatique, qui n'est pas une condition essentielle du blocus, mais une mesure de courtoisie ayant pour but non pas d'interdire aux neutres les lieux bloqués, mais de les prévenir qu'un voyage vers ces parages serait arrêté par la force ; la notification spéciale ou individuelle, adressée en outre par l'escadre bloquante à chacun des vaisseaux neutres qui se présentent pour la première fois devant la ligne d'investissement. Cette seconde notification est une condition essentielle, elle est constatée par une inscription effectuée par les soins du chef d'escadre, sur le livre de bord du navire averti. La preuve de la connaissance ou de l'ignorance du blocus est donc facile à faire. — Les Anglais distinguent le blocus *de facto*, établi à l'improviste par un chef d'escadre agissant de sa propre initiative dans des pays

lointains, et le blocus *de jure*, blocus normal décidé ou approuvé par les autorités militaires de la métropole et notifié aux Gouvernements neutres par voie diplomatique. Dans le cas de blocus *de facto*, comme les navigateurs ne peuvent le prévoir, la notification spéciale est nécessaire, mais les Anglais présument au bout d'un certain temps que le blocus *de facto* a une « notoriété » telle qu'une notification devient inutile. Lorsqu'il s'agit d'un blocus *de facto*, c'est au capteur qu'incombe la charge de prouver que le neutre saisi avait connaissance du blocus; toutefois une notoriété bien établie mettra le capitaine du navire capturé dans l'obligation délicate d'établir l'inexactitude des présomptions, la réalité et la juste cause de son ignorance¹. Pour le blocus *de jure*, la notification générale est considérée comme suffisante par les juges anglais et américains (sauf pendant les premiers jours du blocus où l'on prévient individuellement chaque navire). Les navires neutres sont présumés avertis; et, si capturés en cours de route ils veulent être relâchés, c'est à eux de prouver que les présomptions résultant de la notification générale sont démenties par les faits².

β. *Le capturé ne tentait pas de violer un blocus.* — D'après le système français, puisque tout navire neutre doit être individuellement prévenu par une notification spéciale, il ne peut être accusé d'une violation de blocus tant qu'il n'a pas reçu cet avertissement; il faut que, malgré cet avis, il ait passé ou tenté de passer outre au lieu de s'éloigner des parages interdits. — Tandis que la France ne réprime qu'un *fait* de résistance à ses mesures

¹ Cf. Dupuis, p. 211; Hall, p. 731, § 261.

² Cf. Dupuis, p. 215.

militaires, les Anglais punissent non seulement le commencement d'exécution, la tentative échouée, mais même l'intention présumée; aussi le capturé neutre aura-t-il beaucoup de difficulté à détruire ces présomptions par la collation de la preuve contraire. Il va de soi que, pendant les premiers temps d'un blocus *de facto*, un navigateur n'est pas répréhensible pour s'être dirigé vers des lieux nouvellement investis; son ignorance est excusée; mais au bout d'un certain temps, il en est supposé averti par la notoriété publique et doit se tenir à distance, tout comme s'il s'agissait d'un blocus *de jure*. Dans cette seconde sorte de blocus, le navire n'ayant à être averti que par une notification générale, est considéré comme coupable s'il met à la voile pour un lieu déclaré bloqué, ou continue à s'y diriger postérieurement à la connaissance qu'il a eue de l'interdiction. On a le droit de l'arrêter bien avant son arrivée dans les parages investis, durant tout le cours de son voyage, dès sa sortie du port d'armement; c'est ce que les Anglais appellent *droit de prévention*.

Pour déjouer la fraude qui consistait à diriger le vaisseau vers un port neutre ou libre, à proximité du port bloqué, en vue de restreindre les risques de la capture à la dernière phase du trajet allongé, les Cours britanniques ont étendu abusivement au blocus la théorie du *voyage continu*¹ inventée à propos de la contrebande de guerre. Tout navire marchand, qui doit seulement toucher au port neutre pour en ressortir aussitôt et essayer de franchir la ligne du blocus, doit être considéré dès la pre-

¹ V. Fauchille: La théorie du voyage continu en matière de contrebande de guerre, *R. D. I. P.*, 1897, p. 362.

mière partie du voyage comme ayant pour but le port bloqué. — Les Cours américaines ont condamné des navires qui n'étaient pas destinés à toucher aux lieux bloqués, mais qui portaient des marchandises que d'autres bateaux devaient prendre à bord pour les transporter au delà des lignes d'investissement ¹.

Les navires neutres entrés dans un port avant son blocus ont le droit d'en sortir pendant un certain délai qu'on leur fait connaître. D'après la théorie française, ces navires pourront continuer leur chargement pendant ce délai. — Les Anglais leur défendent de prendre à bord des marchandises après la mise en ligne de la flotte, sauf s'il s'agit d'objets apportés par le même navire, débarquées, puis réembarquées faute de débouché sur les lieux.

Passé le délai de sortie, le navire neutre qui tente de s'échapper commet une violation de blocus. La théorie française en autorise la saisie seulement par un navire de l'escadre bloquante, sur-le-champ ou tout au moins pendant une poursuite en pleine mer commencée aussitôt après le franchissement et achevée avant que le fuyard ait touché des eaux territoriales neutres ; c'est le droit de *poursuite*. — Les Anglais considèrent comme un acte hostile la sortie violente non pas du navire, mais des marchandises. Aussi ce caractère d'hostilité n'est-il effacé que lorsque le navire a écoulé la dernière de ses marchandises sorties au mépris de la prohibition. Jusque-là celui-ci peut être valablement saisi par tout navire anglais, même n'appartenant pas à la flotte du blocus ; c'est le droit de *suite*. Il y a là une thèse condamnable, car elle aboutit à

¹ V. affaire du *Springbock* dans Travers-Twiss, II, n° 117, p. 116 et s.

placer les navires neutres sous la surveillance d'une haute police maritime, ce qui annihile les droits des neutres, ceux-ci ayant presque toutes les chances d'être pris et naturellement condamnés.

III. — ACCUSATION DE TRANSPORT DE CONTREBANDE

Lorsqu'un bâtiment est arrêté pour transport de contrebande de guerre, les propriétaires de toutes les marchandises diverses et ceux du navire ont cumulativement à prouver le mal fondé de l'accusation, car ils risquent, dans certains cas, d'être solidairement condamnés ; ils doivent démontrer : ou bien que les marchandises ne constituent pas de la contrebande, ou bien que cette marchandise, consistant en objets de guerre, n'était pas chargée à destination du pays ennemi.

α. Les marchandises ne constituent pas de la contrebande de guerre. — La nature de la marchandise, constatée par l'inventaire fait à l'arrivée au port, figure-t-elle sur les listes des objets de contrebande de guerre que le belligérant capteur a fait connaître au début des hostilités, la tâche du tribunal sera simple ; il n'aura qu'un point de fait à examiner, le capturé n'aura pas de question de droit à plaider.

Les nations continentales admettent que tous objets prohibés doivent être *expressément* énumérés par le belligérant, surtout lorsque, utiles en temps de paix, ils peuvent aussi servir d'instruments de guerre.

Les peuples anglo-saxons ont adopté une division tripartite des marchandises, empruntée à Grotius qui écrivait à une époque où l'on ne croyait pas aux droits des neutres : 1^o Marchandises qui ne servent qu'à la guerre, 2^o marchandises utiles à la guerre (énumérées dans le

manuel anglais des prises maritimes), 3° marchandises utiles à la guerre qui, bien que n'étant pas mentionnées, sont à bord d'un vaisseau à destination hostile; c'est ce qu'on a pu appeler de la *contrebande conditionnelle*.

β. *Il n'y avait pas transport à destination de l'ennemi.*
— Telle est la seconde preuve à fournir.

La règle française¹ veut que le juge tienne compte de la destination des marchandises. Elle seront sujettes à capture si, d'après les papiers du bord, elles sont expédiées vers un port ennemi bien que le navire doive s'arrêter seulement en port neutre.

Le juge anglais doit s'attacher à la destination du navire; il validera la prise si la contrebande prétendue, même non destinée à l'ennemi d'après les papiers du bord, est transportée par un navire qui doit, en cours de route, aborder dans un port ennemi.

Les juges anglais ont imaginé la *théorie de la continuité du voyage* pour déjouer la fraude qui consisterait à se diriger vers un port neutre voisin du pays ennemi, où le navire ferait un simulacre de déchargement, puis gagnerait aussitôt ce pays ennemi, réduisant ainsi les risques de capture à la seconde partie du trajet. A leurs yeux, il n'y a qu'un seul voyage qui commence au port d'armement; le vaisseau peut donc être capturé pendant la première partie de sa route, parce que sa destination dernière est ennemie.

Les juges de prises ne se bornent pas toujours à condamner d'après des présomptions graves de fraudes basées sur l'itinéraire ou la destination du navire vers des lieux ennemis, ils se font juges de l'*intention* des arma-

¹ Règlement français du 26 juillet 1778.

leurs et prennent leurs objets de contrebande lorsqu'ils les supposent destinés à l'ennemi. Ainsi ont agi les Américains pendant la guerre de Sécession, les Anglais pendant la guerre sud-africaine ; il faut ajouter les Italiens en 1896. Navire et marchandises partis d'un port neutre avaient pour destination un autre port neutre ; au dire du belligérant capteur, les neutres n'avaient pas besoin d'armes ou de conserves en temps de paix et il était probable que, voisins du pays ennemi, ils devaient lui faire parvenir cette contrebande par la voie de terre.

Lorsque la propriété d'un commerçant a été saisie sur mer, il peut donc bien difficilement la réclamer devant un tribunal de prises, tant est grand le nombre des règles et des présomptions qui lui sont facilement opposables et dont il doit démontrer l'inapplicabilité dans l'espèce.

Le jugement de prise aboutit soit à l'acquiescement, soit à la condamnation du navire ou des marchandises.

L'acquiescement est prononcé lorsqu'il y a eu erreur du capteur ou faute de sa part dans l'accomplissement des formalités de la saisie. Quand le tribunal ordonne la restitution pure et simple de la prise, le réclamant supporte les frais et dépens. Pourtant, dans certains cas, le capteur peut être condamné à payer les frais et des dommages-intérêts au capturé, mais le cas est malheureusement fort rare en pratique.

La condamnation peut atteindre :

1° *Le navire seul*, lorsqu'il est ennemi et sa cargaison neutre.

2° *Le navire et la cargaison* : α. s'ils appartiennent tous

deux à l'ennemi, β. si le navire a résisté à la visite, γ. ou s'il a commis une violation de blocus, on confisque la cargaison en même temps que le navire. En Angleterre, toutefois, on restitue leurs biens à ceux des propriétaires de marchandises qui peuvent prouver qu'ils sont sans intérêt dans le navire et qu'ils ignoraient le port de destination¹.

δ. On confisque le navire en même temps que la cargaison lorsqu'il contient dans une trop grande proportion de la contrebande de guerre, en France et en Espagne deux tiers, la moitié en Russie ; alors on ne confisque pas seulement la contrebande, mais aussi la partie de cargaison innocente. Les juges Anglo-Saxons, eux, ne confisquent pas en général la partie innocente de la cargaison, mais ils condamnent le navire en même temps que la marchandise de contrebande, dans les cas suivants : lorsqu'elle appartient à l'armateur du navire, ou lorsque celui-ci a cherché à la dissimuler par de faux papiers, enfin lorsqu'un traité passé par sa patrie avec le belligérant a formellement déclaré « *contrebande* » les marchandises de la nature de celles trouvées à bord. En Danemark, en Autriche, il faut que le navire soit entièrement chargé de contrebande pour qu'il soit condamné.

3° *Les marchandises seules* sont confisquées qui, chargées sur un vaisseau neutre, constituent de la contrebande de guerre.

Jusqu'au prononcé de la sentence, le capteur n'a sur la prise qu'un droit éventuel. Le jugement de validité attribue *définitivement* celle-ci au capteur ; tandis qu'il n'avait qu'un droit de préférence, ce dernier a désormais un droit

¹ Cf. Dupuis, p. 233.

de propriété. La condamnation prononce la *confiscation* à l'égard du capturé ; le jugement n'est donc pas déclaratif de droit mais attributif de droit. C'est le jugement qui constitue le titre du capteur.

Le jugement produit effet à l'égard de tous les intéressés, que représente légalement le capitaine du navire capturé et qui sont informés en fait par les diverses mesures de publicité prises par tout Etat moderne afin de les prévenir d'avoir à veiller sur leurs intérêts.

CHAPITRE II

VALEUR DES TRIBUNAUX ACTUELS

Nous allons faire la critique des Conseils de prises actuels, en ce qui concerne leur institution, leur organisation, leur procédure, leur compétence et leur fonctionnement. C'est dire que nous allons reprendre un à un les paragraphes qui nous ont permis de diviser le chapitre précédent; il faut critiquer ce qui existe et examiner ce qui pourrait être. On verra qu'on peut faire à ces juridictions (et on n'y a pas manqué) divers reproches appelant des améliorations nombreuses. Nous arriverons ainsi aux projets de réforme qui ont été proposés.

SECTION I. — CRITIQUES A PROPOS DE L'INSTITUTION DES CONSEILS DE PRISES.

(LES CONSEILS DE PRISES SONT-ILS DE VÉRITABLES TRIBUNAUX ?)

Première question. — Les Conseils de prises sont constitués à l'occasion d'un conflit armé entre Etats. Ce conflit prend fin par une négociation intergouvernementale. Une prise maritime quelconque, épisode de ce conflit, doit-elle comporter une négociation diplomatique, ou bien la décision qui la termine sera-t-elle prise par une nation agissant isolément et à son gré, sera-t-elle imposée aux adversaires ?

La diplomatie n'a rien à voir dans une question de capture. Et d'abord, l'examen des prises n'a pas besoin d'être *provoqué* par un échange de notes entre chancelleries. Sur terre, il peut y avoir (au lieu de représailles toujours barbares), des protestations d'un Gouvernement à un autre, lorsqu'il se produit des actes abusifs de pillage dont les auteurs méritent d'être châtiés. Sur mer, on admet malheureusement encore les captures, mais, en revanche, toujours et dans tous les Etats civilisés, on les soumet au contrôle des Conseils de prise. Parfois ceux-ci statueront d'office, sans être saisis d'aucune demande.

Une notification de la part du Gouvernement du capturé n'aurait d'utilité qu'à l'effet de demander sa *participation* dans l'instance déjà engagée, soit pour préparer le jugement, soit pour en contrôler la teneur. Les théoriciens ont fait plusieurs projets d'examen *bi-national* des prises ; mais, en pratique, le Gouvernement de Frédéric II est peut-être le seul qui ait demandé à l'Etat du capteur (l'Angleterre en l'espèce) de participer au jugement de ses sujets victimes d'une capture. En réalité, tous les Etats laissent aux *Conseils* du capteur le soin d'examiner exclusivement les affaires de captures, soit en première instance, soit en appel ; ils acceptent généralement la sentence.

Toutefois, il reste à l'Etat étranger un certain droit de contrôle : « Il a toujours été admis que les décisions des tribunaux de prises, bien que définitives au point de vue de l'Etat qui les institue, pouvaient donner lieu à des *réclamations* de la part des Etats dont les nationaux auraient été lésés par ces décisions¹. » Ainsi, en 1831,

¹ Renault, *R. D. I.*, 1881, p. 34.

la diplomatie du Gouvernement des États-Unis obtint du Danemark, de la Suède, du Portugal, des indemnités à répartir entre ses sujets, en compensation des confiscations de prises prononcées par les juridictions de ces divers États. On a également institué des « Commissions mixtes » chargées de statuer sur les réclamations que pouvaient élever les particuliers neutres, au sujet des décisions rendues contre eux par les cours de prises des belligérants¹. Mais il y a loin de là à une *juridiction* d'appel. « Les Commissions de ce genre n'ont pas le pouvoir de *casser les décisions* émanées des Cours de prises du belligérant, d'ordonner la restitution des vaisseaux ou de leurs cargaisons. Elles diffèrent donc essentiellement de ces Commissions mixtes dont Hubner a le premier réclamé l'institution, Commissions qui seraient investies d'un pouvoir de juridiction pour trancher, au cours même de la guerre, les procès survenus entre belligérants et neutres. Les premières ont pour but de réparer les injustices qui ont pu être commises; les secondes auraient pour but de prévenir ces injustices, en vertu de la collation qui leur serait faite du droit de juger, au lieu et place des belligérants, les affaires de prises maritimes dans lesquelles des neutres seraient impliqués². »

Pour le moment, ce qu'il faut retenir de cette discussion, c'est que, de nos jours, les États traitent les affaires de prises comme une question interne. Les représentations diplomatiques ne visent pas la décision de prise et ne la contestent pas; elles concernent seulement l'exécution de la sentence.

¹ V. *infra*, III^e partie, ch. 1^{er} : Projets de Commissions mixtes.

² De Boeck, *op. cit.*, p. 103, 104.

Seconde question. — Les Conseils de prises rendent-ils une *sentence exécutoire* ou un *avis* exigé en tant que simple formalité ? — Cette question soulève celle du caractère propre du droit de prise.

Il existe sur la nature du droit de prise trois opinions différentes :

I. — Dans toute affaire de prise, il y a une *question politique*.

Les prises ne sont plus du tout faites par les particuliers mais par l'Etat, en son nom par les officiers de la marine militaire. Elles constituent une opération de guerre qui peut être ordonnée, arrêtée, contremandée par un Gouvernement en vertu du *commandement hiérarchique* dont il est investi sur les forces navales du pays, ou en vertu de nécessités stratégiques. En empêchant les captures, il peut-obéir également à des mobiles de sage politique extérieure, d'opportunité, au désir (souvent intéressé) d'user de ménagements envers un peuple ou de ne pas se prévaloir d'un droit qui lui paraît trop rigoureux. Par exemple, au début de l'expédition en Espagne (1823) le Gouvernement français promet de ne pas confisquer les navires ennemis qui tomberaient en son pouvoir, mais de les mettre seulement sous séquestre provisoire, enlevant ainsi à ses corsaires un gain qu'ils espéraient. A plus forte raison peut-on arrêter les effets des actes de course pendant telle ou telle phase d'une guerre, empêcher la capture d'un seul navire quand les circonstances semblent l'exiger. La France agit ainsi en 1870 lors de l'Affaire de la *Gherardine*, navire dont la saisie fut pourtant validée par le Conseil des prises¹. Le Gouver-

¹ V. Barboux, *op. cit.*, p. 39.

nement peut enfin faire relâcher une prise et la restituer à ses propriétaires, lorsque la capture lui semble manifestement injuste. En vertu de son *pouvoir de justice, de police*, il est seul maître de l'action publique et peut ordonner une liberté provisoire qui deviendra généralement une libération définitive.

Somme toute, les partisans de la première opinion estiment qu'un Etat prend ces décisions relatives aux captures maritimes en raison de son pouvoir militaire et de sa souveraineté externe et interne; à leur avis, ses sujets, ses officiers, ses juges n'ont rien à dire en face de la raison d'Etat.

Des exigences de la raison d'Etat, certains esprits ont voulu conclure à la nécessité pour l'autorité gouvernementale de prendre seule une décision à l'exclusion des autorités juridictionnelles. Meaule disait à ce propos au Conseil des Cinq-Cents: « C'est à l'Etat seul de faire respecter les droit de la République et de les défendre s'ils sont contestés, comme c'est à lui d'arrêter ou de contenir dans de justes bornes les entreprises de toutes les forces actives qu'il lève et envoie contre les ennemis de l'Etat. » Devant la même assemblée, Thibaudeau¹ estime aussi que les questions de prises sont uniquement une affaire de discipline militaire. « S'il arrive qu'un armateur français, par erreur..., s'empare d'un vaisseau ou d'une cargaison appartenant à un sujet d'un Etat neutre ou allié, c'est comme si un général d'armée violait le territoire ou mettait à contribution un pays neutre ou allié qu'il aurait cru ennemi. Qui pourrait ne pas sentir que l'un et l'autre de ces cas sont étrangers... aux tribunaux et qu'ils sont de la compétence du Gouvernement? »

¹ Thibaudeau (discours 500), cité par Barboux, *op. cit.*, p. 37.

— Il est incontestable qu'un capitaine de vaisseau est aussi bien qu'un général d'armée l'auxiliaire du Gouvernement ; l'un et l'autre sont responsables de leurs actes, peuvent être punis par un tribunal militaire. Mais Thibaudeau a perdu de vue cette différence caractéristique entre le droit de la guerre sur terre et le droit de la guerre sur mer : Le butin terrestre ne peut et ne doit être régularisé, légalisé par aucun tribunal ; s'il y a une juridiction spéciale pour juger le fait de violence, il n'existe pas de juridiction contentieuse pour juger la question d'indemnité. En supposant qu'une telle question se présente, elle ne pourra être réglée que par la diplomatie des deux gouvernements, à la demande de l'Etat lésé, non des particuliers de cet Etat. Au contraire, en ce qui concerne les captures sur mer, il y a, en dehors des Conseils de guerre et des Cours martiales, des assemblées juridictionnelles créées depuis plusieurs siècles et considérées comme une nécessité inéluctable : les Conseils de prises. Depuis le moyen âge ils jugent, décident s'il y a lieu à des indemnités ; ils examinent les droits des particuliers étrangers, qui directement peuvent s'adresser à leur juridiction sans passer par l'intermédiaire de leur Gouvernement.

On répond qu'au lieu de maintenir l'usage d'une Commission juridictionnelle spéciale pour les prises il faudrait en confier l'examen *au ministre de la marine seul*, comme autrefois à l'amiral (au début de la monarchie absolue). Il est vrai que le pouvoir de ce dernier n'a pas été de longue durée et que la connaissance des captures passa à des magistrats, juges d'affaires civiles et criminelles. Mais à mesure que les corsaires ont pris un caractère public, la connaissance des prises a été confiée à une autorité politique. Il faudrait, dit-on, continuer cette évo-

lution logique; aujourd'hui les capteurs sont au-dessus de tout soupçon d'erreur ou d'ambition, il suffit de leur chef hiérarchique le ministre de la marine pour contrôler leurs actes. Peu importe que le ministre de la marine ne prenne pas personnellement la décision, que le Pouvoir exécutif délègue ses pouvoirs en matière de captures à une Commission de prises, c'est lui qui dirige les débats d'une manière indirecte. La chose est très visible en France (par exemple) où les affaires de prises sont restées du domaine de la justice retenue. On fait remarquer que le ministre de la marine *introduit l'instance* devant le Tribunal de prises, même lorsqu'il n'y a pas de réclamation du capturé, tandis que les juridictions qui constituent de véritables tribunaux sont saisies par les parties intéressées seulement¹. D'autre part, le capturé, quelle que soit l'injustice dont il a été victime *n'a pas d'action* contre le capteur; il dépend de la bonne volonté du ministre, du souverain capteur. On en conclut que le contrôle de l'exercice du droit de prise est une pure faculté pour celui-ci.

— Il est certain qu'en France le ministre de la marine saisit le *Conseil des prises* et l'on ne sait pas trop comment un particulier pourrait efficacement provoquer la mise au rôle de son affaire. Par contre, en Angleterre, on voit très bien que le capturé a une action distincte, et parallèle à celle du capteur. Tandis que les officiers de la Couronne, « *au nom des capteurs* », adressent à la Cour d'amirauté une requête pour engager l'affaire, les propriétaires de la prise ou leurs représentants doivent, de leur côté, présenter à la Cour une requête en restitution de leur chose. Bien mieux, si la Cour, autorité juridiction-

¹ Cf. Féron, *op. cit.*, p. 40.

nelle et non gouvernementale, apprend qu'une capture a été faite et que les formalités n'ont pas été remplies, il est de son devoir d'ordonner qu'elles soient commencées. Il y a donc là, visiblement, une action publique distincte des *actions civiles ou privées* qui appartiennent à l'une et l'autre des parties. Le cas où un juge se saisit d'office est évidemment exceptionnel, et l'action publique doit être exercée en général par les gouvernants ou leurs délégués. Le Ministère public peut être considéré comme le représentant soit de la Société, soit des intérêts privés de l'Etat ; il y a là une dualité capable d'amener une confusion qu'il importe d'éviter.

Si la question de la nature de la juridiction a été mal résolue, c'est qu'on a voulu examiner le droit des prises d'après les institutions d'un pays donné, ce qui est un tort parce que celles-ci peuvent être basées sur une idée préconçue ou fausse que des citoyens se font de ce droit. En France, par exemple, où le contrôle des captures a toujours eu une forme administrative très marquée, les auteurs ont une tendance à recommander les tribunaux spéciaux et le jugement dans la forme administrative. En Angleterre, au contraire, où l'organisation est judiciaire, on est enclin à y voir un véritable jugement ¹.

¹ Parmi les auteurs qui regardent les Conseils de prises comme un organe administratif, il faut citer : Massé, *Droit commercial*, p. 345 (il appelle ces tribunaux « une instance de police ») ; Cauchy, *op. cit.*, I, p. 66 ; Calvo, t V, § 3046, 3049 ; Kluber, § 295 et s. (d'après lui, c'est « une Commission administrative spéciale ») ; Oppenheim, *Système du droit des gens*, p. 268.

En Angleterre, où il n'y a pas de droit administratif spécial, où « l'Etat ne peut mal faire », toute affaire jugée par des tribunaux est considérée comme une affaire litigieuse de droit commun. Aussi les auteurs anglais (et américains), à l'unanimité, regardent-

II. — Selon une deuxième opinion, les affaires de prises ont un caractère contentieux ; il faut, après chaque capture, l'intervention d'une juridiction proprement dite.

« La question de validité de la prise est essentiellement contentieuse. Ne s'agit-il pas pour le capturé — disent Pistoye et Duverdy — de sa propriété et même de son honneur et de sa liberté (s'il est accusé de piraterie et de traite des nègres) ? Pour le capteur, ne s'agit-il pas du prix d'efforts et de dangers sans nombre, du prix du sang versé en combattant les ennemis de l'Etat¹ » ? C'est une question de droits privés, et « l'on ne saurait refuser la garantie d'une juridiction propre à cette matière des prises maritimes, où les droits privés ont d'autant plus besoin de protection qu'ils luttent d'ordinaire contre l'empire de la force² ».

Même en France, cette juridiction a un caractère contentieux ; non le Conseil des prises, mais le Conseil d'Etat, lorsque les particuliers y portent leurs recours contre les décisions de première instance. Il est vrai qu'à aucune époque, depuis la publicité des débats des affaires contentieuses au Conseil d'Etat, le Gouvernement n'a voulu que les prises maritimes fussent jugées comme les affaires contentieuses³, mais un détail de procédure, la présence obligatoire d'un avocat, fait ressortir le côté juridictionnel du débat.

ils les questions de prises comme des questions contentieuses, et c'est pour cela qu'ils font des cours d'amirauté des tribunaux judiciaires. V. Phillimore (*Commentaires*, III, p. 648 et 652. — Comparez les opinions récentes de Féron *op. cit.*, 40, Demangeat, *op. cit.*, 21, de Boeck, *op. cit.*, 349, 353.

¹ Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, II, p. 181 et s.

² *Ibid.* (d'après Dalloz).

³ *Cf.*, Pistoye et Duverdy, p. 182.

Les questions examinées devant les juridictions de prises sont de nature litigieuse; il y a en fait un véritable procès.

Entre quelles personnes le procès se passe-t-il ? — Entre un capteur et un capturé. Le capturé, nous le savons, est un simple particulier. Quant au capteur, il n'en est plus de même; c'est un officier agissant au nom de l'Etat, depuis que les corsaires ont été supprimés, en 1856. Mais ce changement a-t-il modifié la nature du droit de prise? Evidemment non. On a seulement voulu mettre fin aux abus causés par les corsaires; mais on n'a pas entendu supprimer tout jugement. En tant que particuliers, les marins capteurs ont encore une part dans la capture.

Que juge-t-on ? — On juge un cas de prise. C'est-à-dire qu'on doit en examiner la validité; on doit voir si elle est conforme aux règles tacitement reconnues ou admises expressément par les puissances au Congrès de Paris. Il faut se demander si la prise a eu lieu en mer libre, si le navire est ennemi ou neutre d'après la loi nationale. On juge accessoirement des questions de propriété, d'indemnités. A côté d'une question de droits privés, il y a une question de droit international, d'application de règles juridiques admises par les Etats civilisés.

Or, toute autorité chargée d'appliquer juridiquement un droit quel qu'il soit : droit privé, droit international, ne peut être qu'un véritable tribunal. « Le langage, qui est l'expression spontanée de la vérité, ne s'est pas trouvé en défaut dans notre matière, et les mots : tribunaux de prises, jugement de prise, sont d'un usage aussi ancien qu'universel ¹. »

¹ De Boeck, *op. cit.*, p. 350.

III. — La majorité des auteurs admet maintenant une troisième opinion qui tient le milieu entre les deux autres : une affaire de capture n'est exclusivement ni une question politique, ni une question juridique ; elle procède des deux natures, elle est l'une et l'autre à la fois, elle est mixte.

MM. de Cormenin et Macarel, deux jurisconsultes, rangent les questions de prises maritimes parmi les matières mixtes ou quasi contentieuses. Pistoye ¹ proposait de diviser la question : « Les prises maritimes soulèvent deux questions distinctes, l'une politique et gouvernementale, l'autre purement contentieuse. »

C'est dire qu'il y a entre ces deux questions une telle différence, qu'elles ne peuvent pas être résolues par un même organe d'examen.

Alors, dans quel ordre faut-il les examiner ? et qui fera cet examen ? « La première question doit être décidée directement et sans intermédiaire par les ministres ; rien ne doit entraver leur action, parce que rien ne peut atténuer leur responsabilité : c'est la question d'opportunité de la prise. La seconde question s'agit entre le capteur et le capturé, elle doit être tranchée par les règles du droit des gens ; elle doit être *jugée*..., elle constitue la question de validité de la prise². »

La question politique passe la première ; c'est l'autorité gouvernementale qui donne d'abord son avis. Cette préférence ne présente aucun inconvénient pour le capturé, car le pouvoir de l'Etat ne concerne pas la condamnation d'une prise mais sa restitution (lorsqu'il la trouve injuste

¹ *Gazette des tribunaux*, n° du 17 avril 1840.

² Pistoye et Duverdy, II, p. 179. — Ils admettent qu'elle doit être *jugée par une juridiction administrative*, mais ce n'est pas encore ici la question.

ou impolitique) ; la situation du capturé peut être améliorée par une mesure de clémence, elle ne peut être empirée. Y a-t-il un inconvénient à l'égard du capteur? — En droit, aucun, car, Dalloz l'a très bien dit : « Le droit de l'équipage capteur, bâtiment de la marine royale ou corsaire, ne naît qu'au moment où le Gouvernement a retenu la prise.. ¹ » En effet, l'Etat seul dirige les opérations de la guerre ; les capteurs ne sont que ses employés ; c'est une vérité encore plus évidente qu'à l'époque où écrivait Dalloz, puisque tous les corsaires particuliers ont été supprimés.

Bref, jusqu'au moment où l'Etat a déclaré la prise opportune, il n'y a pas de question de droit. Ce qui reste ensuite à trancher, c'est « la question principale, celle de la validité de la prise ». Nous reconnaissons, avec les partisans de la deuxième opinion, qu'il y a alors un débat vraiment juridique ; il faut en conclure, avec eux, que les *Conseils de prises* sont de véritables tribunaux.

SECTION II. — CRITIQUES A PROPOS DE L'ORGANISATION
DES CONSEILS DE PRISES (QUELLE EST LA MEILLEURE ORGANISATION
ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE ?)

IMPORTANCE DE LA QUESTION. — Il semble que la question de savoir si les Tribunaux de prise doivent être administratifs ou judiciaires n'intéresse que l'organisation interne d'un Etat², car, quelle que soit leur forme, les juridictions d'un pays doivent être (jusqu'à preuve du contraire)

¹ Dalloz cité, sans référence, par Pistoye et Duverdy, II, p. 180,

² Cf., Pistoye et Duverdy, II, 181.

présumées impartiales pour sauvegarder le droit de l'Etat aussi bien que le droit du particulier capturé.

Mais une affaire de prise n'est-elle en dernier lieu qu'un procès relatif à des droits privés ; faut-il admettre au contraire que la *question de droit public* n'est pas définitivement tranchée lorsque le ministre a donné son avis et que le Tribunal ait à l'examiner à nouveau ? Afin d'éviter toute confusion dans les termes, nous répondrons qu'il reste encore en jeu sinon des droits publics, du moins des intérêts publics. Et alors un Tribunal administratif paraît devoir tenir compte de ces intérêts mieux qu'un Tribunal judiciaire, en restant, bien entendu, dans les limites du droit.

Sont intéressés au bon jugement des prises : 1° l'Etat auquel appartient le capteur ; 2° l'Etat (ennemi ou neutre) dont dépend le capturé.

Intérêt du capteur. — Ce pouvait être un intérêt d'ordre privé lorsque la guerre maritime était encore « *bellum omnium contra omnes* » et que l'Etat se désintéressait de la valeur légale des captures. Les corsaires, malgré le caractère d'agents publics que leur donnait l'octroi de la lettre de marque, n'avait pas un intérêt entièrement lié à celui du souverain. L'intérêt des particuliers, jusqu'au milieu du xix^e siècle, était de capturer le plus possible, afin de rentrer dans leurs frais d'armement d'abord, ensuite de s'enrichir. Ils étaient autorisés à faire la police des neutres et s'acquittaient de cette tâche avec zèle. L'Etat, par contre, avait parfois avantage à laisser ces neutres en liberté et à restituer les captures qui leur avait été enlevées. Le corsaire, pouvait-on dire alors, avait un intérêt distinct de l'intérêt public militaire de la Nation et, l'opportunité de la prise une fois établie, il ne restait

plus à débattre qu'une question d'ordre privé entre deux particuliers. Aujourd'hui l'intérêt pécuniaire du corsaire est devenu l'intérêt du fisc, il y a eu substitution de personnes, l'Etat a hérité des avantages financiers laissés aux corsaires. Ce qu'il y a de changé, depuis 1856, c'est que cet Etat est plus sûr de l'obéissance des marins qui font des prises en son nom; mais il faut toujours que cet intérêt pécuniaire soit approuvé par un tribunal. Un intérêt fiscal est-il nécessairement un intérêt Public ? Evidemment non.

L'intérêt public pour une nation est souvent moral : l'honneur de la victoire, la légitimité des moyens employés pour l'obtenir. « Quand on réclame contre la validité d'une prise (disait Meaule), on conteste évidemment un acte hostile fait au nom du Gouvernement, et son intérêt est toujours compromis dans une pareil contestation ¹. » C'est pour cela qu'il y a lieu à jugement de prise, même lorsque le capturé n'a pas formulé de plainte.

Intérêt au point de vue du capturé. — A. Capturé ennemi. — Si les navires de commerce ne font pas partie de la puissance publique d'un État, ils lui appartiennent cependant dans une certaine mesure. Equipés par des particuliers dans un but de spéculation privée, ces navires forment une association organisée d'après les lois de l'Etat. Leurs équipages sont formés sous son contrôle, leurs capitaines publiquement commissionnés et investis de certains pouvoirs. Ces navires sont donc dans une situation intermédiaire entre celle des vaisseaux de guerre et celle des simples particuliers ². Toute atteinte à un

¹ Pistoye et Duverdy, II, p. 181.

² Cf. Bonfils, *Compétence des tribunaux français*, etc., n° 325.

navire marchand touche par contre-coup les intérêts de la nation du propriétaire. On peut faire le même raisonnement à propos de la marchandise transportée, car le commerce en général, est un des principaux éléments de la richesse publique. Il ne faut cependant rien exagérer et ne pas aller jusqu'à dire, comme Lorimer, que l'Etat prend la place de ses sujets victimes d'une capture et se substitue à eux dans la défense de leurs intérêts. D'après cet auteur¹ : « En sa qualité de belligérant, le particulier cède sa propriété ou la prête, pour ainsi dire, à son pays. Le belligérant qui s'en empare lui en donne un reçu; en d'autres termes, il tire une lettre de change du montant de cette valeur sur l'Etat auquel appartient le propriétaire des objets saisis. Si cet Etat agit loyalement, il fait honneur au billet et paye l'indemnité comme sa propre dette. » Une telle pratique n'est pas encore courante ! Il n'en est pas moins vrai qu'au moment du traité de paix entre les deux belligérants, la question du règlement des prises est traitée comme une question publique; l'Etat vaincu supporte, en définitive, tous les frais de la guerre, qui retombent sur le pays entier sous forme d'impôt.

L'Etat du capturé ennemi a obtenu ce que de simples particuliers n'auraient pu se faire accorder s'il s'était agi uniquement d'un litige de droit commun à propos d'intérêts privés : la restitution des prises ennemies, sur lesquelles il n'a pas été statué à la cessation des hostilités². C'est autant de conservé à la richesse publique.

¹ V. Lorimer, *R. D. I.*, VII, p. 261, 262.

² Ce n'est pas la coutume de restituer aux neutres à la conclusion de la paix les captures faites sur leurs nationaux et non encore jugées.

B. *Capturé neutre.* — Autrefois, l'Etat dont relevait le capturé neutre, abandonnait ce dernier comme un criminel à la vengeance de l'Etat capteur. En échange de cet abandon, il n'a pas manqué de se faire consentir quelques avantages politiques. Il faut reconnaître également que les neutres ont su parfois réclamer et distribuer aux victimes le remboursement des confiscations de prises qu'elles avaient subies.

Lorsqu'une capture est manifestement injuste, abusive, une nation neutre a intérêt à protester ; il s'agit pour elle aussi de sa prospérité nationale. Si le juge des prises pouvait impunément établir une jurisprudence fantaisiste, édicter des règles abusives avec la complicité de son Gouvernement, les commerçants neutres craignant d'être taxés d'immixtion dans les hostilités seraient paralysés par la peur, cesseraient tout transport par mer, et le commerce du pays s'en ressentirait.

Si la capture des prises intéresse les neutres, puisqu'ils s'en sont occupés en maintes circonstances, dont la plus remarquable est en 1856, le *jugement de la capture* ne leur est pas moins à cœur ; ils n'en ont pas parlé à cette date, parce qu'ils croyaient restreindre l'importance des juridictions en restreignant leur compétence qui s'étendait aux faits des corsaires. On ne prévoyait pas alors que la première des règles du Congrès de Paris serait en partie tournée par la création de « *marines auxiliaires* ». L'existence de celles-ci rend l'existence de juridictions des prises aussi nécessaire qu'au temps de la course¹.

¹ V. dans la *Revue des Deux Mondes*, les articles de Charmes : La réforme maritime, la guerre maritime et l'organisation des forces navales (n° 1^{er} mars 1885) ; et de Pallu de la Barrière : Le bâtiment de combat et la guerre sur mer (n° 1^{er} août 1886).

Il peut arriver qu'une nation neutre profite des troubles occasionnés par la guerre à l'Etat capteur affaibli, pour l'intimider par des menaces et lui adresser des réclamations contre une saisie qu'elle sait motivée. Alors elle sort de sa neutralité en entravant l'exécution d'une confiscation autorisée par le droit international.

Mais tous les pays neutres ne peuvent pas user de menaces ; peu étendus, n'étant pas armés, ils sont parfois dans un état d'infériorité sensible sur un grand peuple qui a, au même moment, des armées considérables sur le pied de guerre. Certaines nations neutralisées, comme la Suisse ou la Belgique, ne peuvent même pas user de représailles en appliquant aux prises un procédé pareillement draconien. Elles n'ont pas la possibilité de « menacer le capteur sans vergogne, d'un traitement analogue lorsqu'elles seront à leur tour belligérantes. »

Des intérêts des particuliers dont on prend les biens il faudrait former un bloc indivisible, sans distinction entre les ennemis et les neutres. Les nations, qui sont une « *communauté internationale* » devraient toutes favoriser le bon ordre et la justice entre Etats. Il est à souhaiter qu'elles se réunissent, qu'une majorité sensée rappelle au calme certains peuples parfois trop audacieux, qu'elle en protège d'autres qui sont opprimés ; voilà un intérêt *public*, qui est opposé à l'intérêt du belligérant capteur.

Une question de prise peut donc soulever une *compétition d'intérêts entre deux Etats pour le moins*.

Peut-il être tenu compte de ces intérêts en justice ? — Pratiquement l'*Etat capteur* n'y a pas manqué, et a trouvé que le meilleur moyen de les garantir était de se choisir des juges administratifs ou des juges dépendant fortement du pouvoir central. Quant aux intérêts de l'*Etat du cap-*

turé, il est important, et c'est chose possible, d'en tenir compte, puisque cet Etat, surtout lorsque c'est un neutre, peut provoquer la revision et l'annulation d'une sentence conforme peut-être au droit strict, mais pas à l'équité.

Ces intérêts ont-ils l'importance, la valeur de véritables « droits » ? — En ce qui concerne l'*Etat capteur*, nous examinerons cette question dans un paragraphe spécial, lorsque nous nous demanderons si sa compétence est justifiée ; voyons pour l'*Etat ennemi*. On objecte que « l'ennemi n'a pas de droit » ou selon une expression plus scientifique : qu'il n'a pas de *locus standi in judicio*. Mais c'est reculer aux siècles passés où les droits des peuples étaient supprimés par les nécessités de la guerre ; c'est oublier qu'il y a des droits des nations aussi bien que des droits du citoyen, pour se rappeler seulement la règle barbare des premiers âges, qui exclut de l'humanité ceux qui sont en dehors de la patrie. Aujourd'hui, aucun peuple n'oserait se soustraire ouvertement aux règles d'équité internationale qui obligent chacun d'entre eux à l'égard des autres. L'observation de ces règles est un devoir ; or au devoir correspond un droit. Nous voyons que, de nos jours, il n'y a plus seulement un « droit de guerre » mais bien un « droit de la guerre », que les Etats *belligérants* sont tenus d'observer, (peu importe au point de vue des principes purs qu'il soit plus ou moins défini), il existe c'est incontestable. Le capteur doit en tenir compte.

Toutes les exceptions que les idées humanitaires ont apportées au droit de guerre intéressent autant les peuples *neutres* que les *belligérants*, car il y a maintenant une solidarité voulue et comprise entre tous les Etats, il y a un droit de tous les peuples, le « droit international ».

RÉPONSE A LA QUESTION. — Pour répondre à cette ques-

tion : quelle est la meilleure organisation administrative ou judiciaire ? on peut envisager deux points de vue : 1^o l'objet des Tribunaux de prises ; 2^o leur mission.

L'objet du jugement des prises, c'est la solution des questions litigieuses dont nous avons parlé, c'est l'examen de tous les points qui pourront ou établir ou détruire la validité de la capture.

La mission du juge c'est d'adoucir l'âpreté des compétitions d'intérêts entre Etats, c'est d'appliquer les règles juridiques qui régissent les rapports entre nations, les règles du droit international, et d'y suppléer s'il y a lieu.

L'inaptitude des magistrats ordinaires, déjà flagrante lorsqu'il s'agit d'une question de droit privé maritime, apparaît d'une façon bien plus évidente lorsqu'on songe à la mission qu'ils auraient à remplir.

On ne peut pas recourir à des *Tribunaux judiciaires*, comme on le fait pour les questions de droit privé *international*, parce que ces Tribunaux sont aptes à examiner l'état des personnes ou la condition des biens privés, mais inhabiles à la solution des intérêts publics entre deux peuples. « La mission des Tribunaux ordinaires de l'ordre judiciaire est de statuer sur des questions de pur intérêt privé. » Il ne faut pas leur confier les intérêts publics.

« On ne devrait pas non plus songer aux *juridictions de l'ordre administratif*, même statuant au contentieux, car ces juridictions instituées pour juger les rapports entre l'État et les particuliers n'ont pas les connaissances nécessaires pour trancher des questions de droit international¹. »

Sir Travers-Twiss a saisi sur le vif les inconvénients

¹ Cf. Boeck, *op. cit.*, p. 352.

qu'offre pour le règlement de ces affaires de prises la compétence des Tribunaux ordinaires, fussent-ils en même temps chargés, comme en Angleterre, de l'examen de questions que nous rangeons dans le droit administratif. « Pour des juges instruits à l'école de la jurisprudence municipale, comme ceux de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, où ils sont appelés fréquemment à appliquer à des circonstances nouvelles les principes d'un droit traditionnel, il est quelquefois difficile de renoncer à l'habitude contractée par leur esprit de raisonner par analogie, de laisser invoquer même des fictions de droit, et de faire tomber ainsi un cas nouveau sous le coup de quelque précédent admis¹. »

Nous adoptons l'opinion de M. de Boeck² : « s'il y a une question de droit à juger c'est une *question spéciale* dont la solution *exige des connaissances spéciales* ». « Les juges les mieux qualifiés seraient les jurisconsultes versés dans la connaissance du droit international et spécialement du droit international maritime. Ces jurisconsultes pourront appartenir à la magistrature, au Ministère des affaires étrangères, au Ministère de la Marine même, mais la seule qualité de magistrat, de fonctionnaire du Ministère de la marine ou des affaires étrangères, de diplomate ou d'officier de marine, ne constitue pas un titre suffisant; le Tribunal des prises pourra s'entourer de toutes les lumières qu'il jugera convenables, mais ce sera un Tribunal composé de jurisconsultes. »

Ces jurisconsultes n'auront pas uniquement à *dire le droit*, car le droit des prises s'appuie de moins en moins

¹ Travers-Twiss, *Théorie de la Continuité*, p. 5, 7.

² De Boeck, *op. cit.*, p. 351, 352.

sur les vieux textes et sur la jurisprudence ancienne. Ils auront, croyons nous, à faire à la fois, acte de législateurs et de juges¹.

SECTION III. — CRITIQUES A PROPOS DE LA PROCÉDURE.

(LA CHARGE DE LA PREUVE.)

Quoi qu'on en puisse penser généralement, l'intervention du rôle des parties dans l'instance est moins anormale que la limitation des moyens de preuve.

La presque unanimité des auteurs blâme la situation désavantageuse faite au capturé, qui est considéré comme demandeur et qui doit prouver le mal fondé de la saisie. Le capteur, prétendant se faire adjuger la prise, ne devrait-il pas *prouver* que les biens saisis sont sujets à confiscation ?

Diverses explications ont été fournies pour défendre l'usage actuel. Citons, sans l'adopter, celle qui veut établir une différence radicale entre une instance devant un tribunal de prises (considérée par eux comme une instance de police, ou une enquête administrative), et un procès ordinaire où l'on juge une contestation entre deux parties. Dans une affaire de prises, dit Lawrence, l'Etat fait ce que l'on pourrait appeler une enquête sur certaine propriété, afin de découvrir si elle a été capturée légalement ou non, comme en Angleterre le *coroner* fait une enquête sur un corps afin de découvrir si la personne décédée est morte de mort naturelle ou non². — Il faut admettre que dans une affaire de prises, l'enquête gouvernementale

¹ V. *infra* (III^e partie), p. 300 et s.

² Dans Dupuis, *op. cit.*, p. 402.

une fois terminée, l'Etat n'est plus seulement juge, il est partie au procès.

Peut-on dire qu'un acte de l'administration de l'Etat étant incriminé lorsqu'il y a contestation de la validité d'une prise faite en son nom par un capteur, on peut appliquer à ce dernier la présomption qui prévaut d'ordinaire en faveur des agents de l'Etat agissant dans l'exercice de leurs fonctions? — Une telle argumentation, qui se trouve coïncider avec le caractère actuel du capteur depuis la suppression de la course, est sans valeur pour le passé¹, où le corsaire, armé jusqu'aux dents, était suspect, même aux yeux de sa patrie, et méritait d'être jugé beaucoup plus que le navigateur sans défense.

La procédure des prises doit perdre de nos jours tout son caractère criminel ou pénal. Bien qu'une terminologie (abusive), vestige probable d'une conception ancienne, parle de l'*accusation d'hostilité*, il n'y a pas à sévir contre des *individus* coupables. Elle doit également perdre son caractère administratif. Le procès des captures ressemble surtout à une instance civile :

En matière de saisie ordinaire, on trouve des difficultés analogues à celles qui existent dans les cas de prises maritimes (saisies de navires et de marchandises) ; on trouve aussi des solutions semblables à celle qui donne au capteur le rôle de défendeur. La saisie-exécution opérée par le créancier, muni d'un titre authentique ou d'une formule exécutoire rendue par le juge, est présumée valablement faite ; et si l'on conteste dans la suite la validité de cette saisie, le créancier est défendeur dans l'instance, où il n'aura qu'à répondre aux attaques du saisi ou des

¹ V. *supra*, en particulier, p. 57, note sur la procédure, alinéa 2.

tiers. On peut comparer aux actes authentiques et formules d'exécution les ordres, commissions ou patentes données soit aux corsaires, soit aux navires de guerre. Comme le saisissant, le capteur sera défendeur; il se défendra, soit contre le capturé demandeur en nullité de la saisie, soit contre les tiers intéressés qui pourront intenter contre lui des demandes en distraction ou en indemnités¹.

Toutefois, il faut remarquer que le capteur n'est pas exclusivement défendeur; il doit fournir au tribunal tous les éléments de preuve dont la partie adverse s'était munie pour combattre la validation d'une saisie possible. Il doit aider à la découverte de la vérité, quand même celle-ci risquerait de lui être défavorable.

Seuls, les moyens de preuves tirés du navire capturé (pièces écrites, nature des marchandises, témoignage des équipages) peuvent être invoqués en principe. Ils prouveront pour ou contre le capteur, comme ils prouveront pour ou contre le capturé; mais la situation n'est pas égale, car, si la sentence lui est défavorable, le capteur n'a perdu qu'une occasion d'enrichissement; si elle est contraire au capturé, celui-ci perd le bien qui lui appartenait auparavant, ce bien qu'il aurait pu se faire restituer si l'on avait laissé toute liberté à sa défense.

Le doute doit profiter à l'accusé de droit commun; en matière de prises, l'accusateur en bénéficie pour ce motif fallacieux qu'il suffirait de papiers volontairement rédigés d'une manière ambiguë pour supprimer toute capture de propriété privée!

C'est sur l'étendue de la preuve que doit surtout porter la réforme.

¹ Cf. Féron, *op. cit.*, p. 70.

SECTION IV. — CRITIQUES A PROPOS DE LA COMPÉTENCE
ET DU FONCTIONNEMENT DES TRIBUNAUX NATIONAUX
(ARGUMENTS ET OBJECTIONS).

Nous savons que la pratique internationale moderne admet¹ la compétence des tribunaux de l'Etat du capteur pour examiner les questions de prises des navires conduits dans un port du saisissant ; on applique en fait les mêmes règles à ces captures sans distinguer si elles sont ennemies ou neutres.

Depuis un siècle, le fonctionnement et la compétence d'une juridiction nationale ont donné lieu à de nombreuses discussions dans la doctrine. D'une façon générale, on peut dire que les publicistes allemands et italiens sont en majorité hostiles à l'état de choses actuel. La majorité des auteurs américains, anglais ou français admet la compétence des tribunaux de prises de l'Etat du capteur². Enfin, une fraction des auteurs fait une réponse moins catégorique et établit une distinction entre la capture d'un navire ennemi et celle d'un navire neutre.

L'accord (diplomatique ou juridique) entre deux belligérants ne peut d'ordinaire avoir lieu qu'après la cessation des hostilités — et toujours au détriment du vaincu —,

¹ Les principaux auteurs qui admettent la compétence de l'Etat capteur sont : Kent, *Comm. Lect.* ; Calvo, *Droit international* ; Manning, *Comm.*, édition 1875 ; Philimore, *Comm.* ; Truvers Twiss, *War.*, Widmann, *Inst. of international law* ; Cauchy, *Droit maritime international* ; Hautefeuille, *Droits et devoirs* ; Massé, *op. cit.* ; Ortolon, *Règles internationales* ; Pradier-Fodéré, *op. cit.* ; Pistoye et Duverdy, *Traité des prises*.

² Cf. Bulmerincq, *R. D. I.*, t. XI, p. 162 et s.

tandis qu'une nation neutre peut discuter au cours de la guerre, d'égal à égal et selon les règles du droit, avec le belligérant capteur. Pendant la durée du tribunal de prises, les neutres seuls peuvent obtenir en leur faveur des mesures conciliantes. C'est pour tenir compte de cette différence que certains écrivains ont négligé les intérêts du belligérant capturé, acceptant à son égard la juridiction de l'Etat du preneur ; au contraire, ils ont contesté cette compétence à l'égard des prises enlevées aux neutres et ont fait divers projets de réforme en leur faveur.

§ 1. — **Objections.**

A. OBJECTIONS CONTRE LE TRIBUNAL DU CAPTEUR

1^o **Objections à sa compétence.** — On fait aux tribunaux de prises actuels le reproche d'être incompetents et d'imposer leur juridiction à des étrangers qui n'en veulent pas.

I. — Les tribunaux nationaux devraient, dit-on, s'abstenir de connaître d'un fait de guerre et d'une saisie qui se sont passés hors du territoire de l'État, car aucun droit d'occupation sur la haute mer et partant aucune extension des limites de la souveraineté n'est plus admissible aujourd'hui. « Le chef d'accusation, dit Hubner ¹, ou l'objet du procès qu'on forme aux navires neutres étant une conduite ou une action qui s'est passée hors de la sphère de la juridiction non seulement de ces tribunaux, mais encore de l'État même qui les établit, on ne voit pas en vertu de quoi ces tribunaux pourront en connaître seuls et sans

¹ *Op. cit.*, II, p. 22.

la concurrence ou participation du souverain et juge naturel de ces navires. N'est-ce pas là empiéter visiblement sur les droits de ce dernier, vouloir assujettir les peuples indépendants à ses lois et étendre sa juridiction au delà de ses bornes? Avant que de pouvoir seulement instruire le procès des bâtiments neutres, il est à savoir s'ils ont été légitimement saisis? Et comment un tribunal purement civil (c'est-à-dire *de Droit privé*) prétend-t-il en décider? En supposant, comme on le peut le plus souvent, que la saisie a été faite dans des parages qui ne sont point de la dépendance de la puissance saisissante, cette question même, préliminaire à la procédure, regarde déjà un fait dont il n'appartient pas à cette puissance de connaître seule, parce qu'il a été entrepris dans des lieux où elle n'avait aucun ordre à donner aux sujets d'un autre état libre et indépendant d'elle. »

II. — On est obligé d'user de violence pour amener les neutres capturés devant un tel tribunal, et le jugement que rendra celui-ci ne saurait engendrer une obligation définitive; il n'aura qu'une conséquence, qu'un effet passager, comme toutes les mesures nées de l'injustice et de la tyrannie. « Les tribunaux d'un État acquièrent la juridiction sur la personne ou la propriété d'un étranger par son consentement exprès, s'il intente volontairement une poursuite, ou implicite par le fait qu'il transporte sa personne ou sa propriété sur le territoire de cet État; mais quand les cours de prises exercent leur juridiction sur des vaisseaux capturés en mer, la propriété des étrangers est *amenée de force* dans le territoire de l'État qui a constitué ces tribunaux ¹. »

¹ Wheaton, *Eléments*, t. II, p. 49.

Le droit de l'État capteur de juger exclusivement les prises *n'est pas une juridiction complète*; « ceux qui ont fait une capture, étant membres de cet État, sont obligés de se soumettre à sa sentence, quoiqu'il puisse se faire que cette sentence soit erronée, parce qu'il a sur leur personne une juridiction complète; mais les autres parties à la controverse, étant membres d'un autre État, ne sont forcées de se soumettre à la sentence du premier juge qu'autant que cette sentence concorde avec le droit des gens ou des traités particuliers, parce qu'il n'a pas de juridiction sur eux relativement à leur personne ou aux choses qui font l'objet de la controverse ¹ ».

2^o Objections au fonctionnement du Tribunal du capteur. — I. *L'État capteur est, à la fois, juge et partie dans sa propre cause.* — Dès le siècle dernier, Hübner² attaqua la compétence des tribunaux nationaux, pour ce motif que « leur juridiction est contraire au principe de toute administration de justice ». « C'est une maxime fondamentale et incontestable pour toute juridiction bien entendue, que celui qui prétend prononcer juridiquement sur une affaire, et ainsi tout distributeur civil de la justice, ne doit jamais être en même temps juge et partie. » Or, explique-t-il, tel est précisément le cas des tribunaux ordinaires de prises : « C'est le même État qui autorise les vaisseaux de guerre ou armateurs à saisir ces bâtiments qui institue ces tribunaux pour les juger : c'est-à-dire c'est le bras droit qui frappe et le bras gauche qui est nommé pour décider de la légitimité du coup. »

¹ Rutherford, *Int.*, vol. II, chap. ix, § 19; — dans Wheaton, *Éléments*, II, p. 52.

² *Op. cit.*, II, 3^e partie, chap. 1^{er}, p. 26.

On ne peut nier que le tribunal national de prises soit à la fois juge et partie; nombre d'auteurs ont repris ce grief pour protester contre l'organisation actuelle. Si l'on se demande, avec Heffler¹, « quelle force peut avoir le jugement d'une autorité instituée pour l'intérêt de l'État qui a pris part à la capture et à ses avantages », on est obligé de se faire cette réponse : « Les tribunaux nationaux n'offrent aucune garantie contre leur partialité, que l'intégrité propre et exclusivement personnelle des juges qui les composent². » A défaut de cette vertu, le jugement par le tribunal judiciaire national risque de « servir à voiler l'exercice oppressif du droit des belligérants³ ».

Pour répondre à cette critique, on a fait remarquer très justement qu'un Etat est souvent « juge et partie » à l'égard de ses propres sujets, lorsqu'un litige est engagé entre un particulier et lui, devant les tribunaux administratifs ou d'exception; alors n'est-il pas en droit d'appliquer le même traitement aux ennemis? De nos jours, la guerre est aux yeux des Etats l'ultime moyen d'obtenir justice et de faire triompher leur droit, lorsque tous les modes de solutions pacifiques des conflits ont été épuisés; « la guerre a pour effet de constituer chaque belligérant juge en sa propre cause⁴ ». Pourquoi donc s'offusquer de voir le belligérant, seul juge des réclamations qui ont amené le conflit armé, vouloir seul connaître de quelques incidents accessoires de ce conflit, tels que les affaires de prises? S'il est vainqueur, ne doit-il pas profiter de la situation qu'il a su se créer?

¹ *Op. cit.*, p. 265.

² De Boeck, p. 713.

³ Travers-Twiss, Discours..... p. 5.

⁴ De Boeck, *op. cit.*, p. 711.

— Mais le même raisonnement est-il valable pour les neutres? Chaque belligérant étant en paix avec le souverain des neutres, ne doit s'*attribuer* le jugement des prises qu'il fait sur eux. Tant qu'on ne recourt pas à cet expédient suprême qu'est la guerre, les voies de justice ordinaires sont ouvertes, les relations juridiques doivent continuer entre les souverains belligérant et neutre. Ce dernier doit conserver sa juridiction pleine et entière sur ses sujets naviguant en mer libre, ou tout au moins participer au jugement de leurs actes qualifiés hostiles.

II. — On objecte encore que l'État capteur juge *d'après sa propre loi, d'après son propre droit*.

En théorie, un Tribunal de prises devra s'inspirer du droit des gens pour juger cette question internationale qu'est l'examen de la validité d'une capture; mais il doit, avant tout, obéir aux lois du pays qui l'ont nommé et ont réglé les conditions de sa fonction.

Les États de nos jours, s'ils ne prétendent plus édicter des ordonnances impératives pour les neutres, ont continué à leur faire appliquer des lois nationales par leurs Tribunaux de prises. Au sein de chaque nation, des Conseils de prises sont institués par les lois internes et régis par elles, soit en ce qui concerne la procédure à suivre, soit pour ce qui regarde les principes applicables aux captures. Ces lois internes sont parfois assez anciennes et n'ont reçu que les modifications de détail strictement nécessaires pour qu'elles ne heurtent pas de front les idées juridiques modernes.

Il peut arriver que les lois (et surtout les instructions spéciales ou déclarations hâtivement prises à la veille d'une lutte) soient en contradiction avec le droit des gens. Le juge pourra-t-il refuser d'appliquer des règles qui lui parais-

sent injustes au point de vue international ? — Il ne saurait s'abstenir sans commettre un déni de justice et encourir une peine très grave ; le droit public de son pays l'oblige à prendre une décision en se conformant à la loi écrite, à la loi nationale, le droit international non codifié devant passer en seconde ligne.

Certains États ont prévu le cas d'un désaccord entre le droit interne et le droit des gens :

En *Autriche*, il y a comme une présomption légale que le droit interne s'est conformé au droit international ; le règlement du 21 mars 1864 dispose que : le Tribunal prend pour base de son jugement les principes reconnus du droit international et spécialement l'ordonnance du 3 mars 1864¹.

En *Prusse*, l'article 29 du règlement des prises du 20 juin 1864 dit que « la Cour des prises et la Cour supérieure des prises se guident d'après les prescriptions des lois spéciales en matière de prises et, dans le silence de celles-ci, d'après les principes généraux du droit des gens, sans préjudice de l'observation des traités conclus avec les États neutres et de l'application de la rétorsion s'il y a lieu² ». Selon M. Gessner, le règlement prussien n'est obligatoire pour les Tribunaux de prises qu'en tant qu'il n'est pas en opposition avec le droit des gens, et comme la coutume internationale tolère encore nombre de violences telles que la rétorsion, le législateur prussien admettra difficilement qu'il puisse violer ce droit.

Le décret *italien* du 20 juin 1866 (art. 5) enjoint aux Conseils de prises de statuer suivant les règles sanction-

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 261.

² Bulmerincq, *R. D. I.*, 1878, p. 243.

nées par le Code de la marine marchande de 1865 et les instructions adressées aux commandants des forces navales d'opérations¹. Ce décret est formel, mais un conflit entre la loi locale et la loi internationale sera moins aigu qu'en tout autre pays, car l'Italie a supprimé les prises maritimes, sauf en cas de blocus et de contrebande.

En France, il n'y a pas de texte qui précise jusqu'à quel point les lois relatives aux prises maritimes ou à leur jugement ont force obligatoire et dans quelle limite il y a place pour l'application de principes internationaux. Le juge chargé d'examiner les captures a joui d'une grande liberté et l'a mise à profit pour tempérer la rigueur des textes dont quelques-uns remontent au siècle dernier. Il était nécessaire qu'on lui laissât une large initiative afin qu'il pût mettre les vieilles règles en harmonie avec la coutume générale moderne. Au lieu d'appliquer à la lettre les textes implacables, il lui a été permis de juger en équité, comme autrefois le préteur à Rome. C'était déjà l'avis du célèbre Portalis², commissaire du Gouvernement au Conseil des prises; il s'y exprimait ainsi : « En général, les règlements de la course, qui ne portent qu'improprement le nom de lois, et qui, par eux-mêmes, sont essentiellement variables *pro temporibus et causis*, sont toujours susceptibles, dans leur application, d'être tempérés par des vues de sagesse et d'équité..... En exécutant des règlements d'une extrême rigueur, il faut plutôt les restreindre que les étendre³. »

¹ Paternostro, *Delle prede*, p. 88, note .

² Affaire du Corsaire le *Hasard* contre le navire la *Stalica*, 6 thermidor, an VIII (Pistoye et Duverdy, II, p. 125).

³ En faveur de l'interprétation littérale du texte, voir Pistoye et Duverdy, II, p. 229.

L'Angleterre n'a pas de loi écrite relative aux prises maritimes, mais au début de chaque guerre elle adresse soi-disant à ses marins des *Orders in Councils*, qui étaient autrefois des ordres destinés aux neutres, et qui répondent aujourd'hui aux « Déclarations » ou « Ordonnances », aux « Instructions du ministre de la marine ». Le juge anglais examine les captures d'après les *Orders*, mais il n'a pas d'autre règle de conduite que les précédents pour déterminer la procédure à suivre. Si donc on ne peut pas dire que les magistrats d'Outre-Manche jugent d'après leur propre loi anglaise, on ne saurait toutefois nier qu'ils s'inspirent de leur propre droit.

Il en est de même en Amérique, où une jurisprudence des prises a été créée, en 1812, par imitation des usages britanniques.

Les juges anglais et américains se sont « constamment appuyés sur l'idée que la décision des affaires de prises doit uniquement s'inspirer des préceptes du droit des gens¹ ». Malheureusement, ils se sont toujours conformés à leur interprétation particulière du droit international.

Partout les membres des juridictions de prises sont dans une *situation fausse*. « S'ils jugent selon les principes du droit international, sans tenir compte des ordonnances spéciales de leur pays, ils risquent d'être pris à partie par leur Gouvernement. S'ils appliquent ces ordonnances spéciales sans tenir compte du droit international, ils sont en faute aussi. Ils ont dans ces circonstances difficiles la tâche presque impossible d'éviter tout conflit². »

¹ Gessner, *R. D. I.*, p. 262.

² Bluntchli, *op. cit.*, § 847.

B. MÊMES OBJECTIONS A LA COMPÉTENCE ET AU FONCTIONNEMENT
D'UN TRIBUNAL NEUTRE.

Certains auteurs, notamment Galiani¹, ont proposé de confier le jugement des prises faites sur des neutres aux propres tribunaux de l'Etat dont dépendent ces neutres.

Ces tribunaux n'auraient pas une compétence plus justifiable que celle de la juridiction du capteur, puisque le fait dont on veut leur donner la connaissance s'est passé hors des limites de la souveraineté de l'Etat neutre, et de plus parce que celui-ci n'a confié aucune mission publique à ses navigateurs. Ils n'auraient pas à contrôler des actes faits dans l'intérêt général de leur pays, mais seulement des plaintes de sujets se prétendant molestés.

L'intérêt de ces commerçants, il est vrai, peut être celui du pays tout entier, dont la prospérité est mise en jeu par les agissements des belligérants. L'Etat neutre prétend-il défendre ces intérêts communs, être juge des entraves apportées au commerce général, alors s'élèvera la même objection que contre la compétence exclusive du capteur : « Le neutre sera juge et partie dans sa propre cause. » Et comment jugera-t-il les sujets étrangers auteurs de la prise, si ce n'est en se conformant, lui aussi, à son « interprétation particulière » du droit international ?

Mais ce n'est pas tout ! Une difficulté bien plus grave va naître, à propos de l'exécution de la sentence, si les navires et marchandises capturés ont été conduits dans un port appartenant au capteur ; au cas de condamnation de celui-ci — en supposant, pour ne pas com-

¹ *De' doveri de' principi neutrali verso i principi guerregianti e di questi verso i neutrali*, 1782.

pliquer la situation, qu'il n'y ait pas de dommages-intérêts à payer —, comment l'obligera-t-on à se dessaisir des prises qu'il détient? Fera-t-on la guerre à propos d'un navire? Il faudrait un tribunal disposant de moyens coercitifs pour faire respecter ses décisions. Or ce n'est pas le cas du tribunal neutre, qui dépendra peut-être d'un Etat très faible et incapable d'intimider un condamné plus fort que lui et présentement bien armé.

§ 2. — **Arguments.**

ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA COMPÉTENCE EXCLUSIVE
DU TRIBUNAL DU CAPTEUR.

I. — Les partisans de l'organisation actuelle des tribunaux de prises se sont parfois bornés à alléguer pour seul motif de leurs préférences la raison qu'il en a toujours été ainsi dès l'institution de ces tribunaux ; que telle a toujours été et telle est encore la coutume de toutes les puissances maritimes. Ils ont pourtant ajouté assez souvent cette autre raison : *Le droit des prises dérive du droit de guerre*, dénaturant cette vérité incontestable que le droit de prise dérive du droit de la guerre ; de même qu'une guerre est le fait du belligérant, qui en juge seul l'opportunité, à l'exclusion des neutres, de même les prises, simple incident d'une guerre, seront soumises à sa seule appréciation ; *la compétence des tribunaux de prises du capteur* est la conséquence du droit de la guerre.

Observons avant tout qu'il ne faut pas confondre le droit de la guerre avec le droit de guerre, bien que le premier soit historiquement la conséquence du second ; il en est encore à ses débuts, du moins pour la guerre

maritime, mais la séparation entre les deux s'est produite depuis longtemps.

Nous ajoutons qu'on peut très bien admettre le principe du droit de la guerre, sans en conclure que les belligérants aient seuls et chacun pour soi la *juridiction* des prises. Le droit des neutres à vivre paisiblement et à n'être point molestés pèse d'un poids équivalent dans la balance des intérêts internationaux. Eux aussi pourront invoquer le droit de la guerre (actuel ou perfectionné) pour soutenir qu'ils devraient participer au jugement des prises effectuées à leurs dépens, car le droit de la guerre n'est pas autre chose que la somme des atténuations apportées, sous l'influence des idées humanitaires ou pacifiques, au fait brutal du belligérant, agissant en vertu de son droit de guerre incontestable.

Mais cette prétention, que le *jugement* des prises maritimes fait partie exclusivement du droit de la guerre, est démentie par l'histoire de la création des tribunaux de prises exposée dans la première partie du livre ¹. Le contrôle des captures par le tribunal du lieu de sûreté où on les conduisait n'avait rien à faire au début avec le droit de la guerre; ce contrôle avait existé d'abord pour les prises en temps de paix. Il fut ensuite étendu même aux prises de guerre, par suite du besoin de combattre la piraterie clandestine; et, comme tout corsaire national ou étranger pouvait être suspect de piraterie, on jugeait tout capteur de butin entrant dans un port.

L'établissement des premiers contrôles de prises n'est pas dû au désir égoïste qu'aurait eu un Etat d'être le seul

¹ En sens contraire : Bulmerincq, *R. D. I.*, 1879, p. 172; de Boeck, *op. cit.*, p. 709 (ces auteurs n'admettent cependant pas la compétence exclusive du capteur).

juge de la manière dont il exerçait son droit de guerre, par lui-même ou par ceux qui lui venaient en aide ; les tribunaux maritimes de tout port où abordait un capteur (avec sa prise), sans distinction de nationalité, procédaient à un contrôle de la capture, dans un but de *police internationale*, tout comme aujourd'hui les commissaires d'un port procèdent à la visite sanitaire des navires suspects, quelque pavillon qu'ils portent. Plus tard seulement, quand il y eut pour les prises de guerre un examen administratif préalable (commission de corsaire), analogue à celui existant pour les courses de représailles (vérification de dette et jugement d'autorisation), le Pouvoir qui avait délivré ces commissions prétendit au contrôle subséquent des prises, lors du retour de l'expédition navale. Cette habitude s'établit d'autant plus facilement qu'il y avait réciprocité ; les nations maritimes renvoyaient les corsaires à leurs souverains respectifs, renonçant volontiers à les inspecter, en échange du droit exclusif qui leur était réservé de juger les actes de leurs propres corsaires.

Voilà comment le Souverain est arrivé à connaître seul des prises effectuées par ses sujets et des doléances faites par les capturés étrangers. De là à invoquer le droit exclusif de sa souveraineté, son « droit de guerre » à l'égard de ces étrangers, il n'y avait qu'un pas ; ce pas a été franchi et l'on n'est point revenu en arrière. Le contrôle des prises a donc tout à fait dévié de sa destination primitive ; c'est à tort que la nation du capteur se l'est réservé pour elle seule.

II. — On formule ainsi le second argument :

L'Etat belligérant a seul autorité sur les vaisseaux auxquels il délègue l'exercice du droit de prise ; lui seul est

responsable de leur conduite ; il ne peut appartenir qu'à lui de les *surveiller* et de faire *valider* par ses tribunaux les captures qu'ils ont faites¹.

— Cette seconde idée a une certaine valeur au point de vue historique. Comme nous venons de le dire, les souverains se sont réservé le monopole de la juridiction de leurs propres corsaires, réduisant la surveillance internationale de la police des armateurs à une surveillance nationale.

Mais il y a une contre-partie : le droit de juger seul ses corsaires ne fut reconnu à un gouvernement qu'à la condition par celui-ci d'examiner si la prise avait été faite selon les principes d'équité reçus à cette époque ; les souverains, s'étaient engagés à faire exercer *judicieusement* ce contrôle par leurs tribunaux. « Il y a, dit Bulmerincq², comme une convention tacite entre tous les États, en vertu de laquelle la prise n'est réputée valable que si elle est adjugée par les tribunaux du capteur ; or cet acte, est de sa nature *judiciaire*, et non administratif ni de police. On ne peut donc pas baser la juridiction à l'égard du capturé sur le droit de *surveillance* qui est une fonction administrative, puisque ce droit de surveillance s'exerce sur le capteur qui seul est un sujet du belligérant. » S'il y a inexécution de la convention, dans ses clauses même tacites, les États ne sont plus liés ; ils doivent reprendre leur liberté et juger eux-mêmes.

III. — Le tribunal du capteur est compétent, lorsque la prise a lieu dans ses propres eaux territoriales, en vertu de son droit de propriété ; dans les eaux territoriales de

¹ Wheaton, *Eléments*, II, p. 51.

² *R. D. I.*, 1879, p. 171.

l'adversaire en vertu du fait provisoire d'occupation autorisé par le droit de la guerre. Quand la capture est faite dans la haute mer, c'est encore le tribunal du capteur qui doit en connaître parce que, dit Klüber, cette juridiction est en quelque sorte fondée sur la saisie (« *forum arresti sive deprehensionis*¹ »).

— On peut répondre d'abord : Au cas où la saisie a été faite à la haute mer, elle appartient à toutes les nations, car la mer est libre pour tous les peuples neutres. Le *forum arresti* d'un navire neutre ne pourrait être qu'un tribunal organisé ou reconnu sans conteste par tous les peuples neutres, un *tribunal international*.

Au cas où la saisie a été faite dans les eaux territoriales de l'un des deux belligérants, c'est une affaire qui peut les regarder exclusivement s'il s'agit de la capture d'un vaisseau belligérant, mais si le navire appartient à des tiers, rien ne s'oppose à ce qu'une juridiction internationale juge l'affaire de préférence à un tribunal national, parce qu'il s'agit moins d'une atteinte à la souveraineté de l'Etat capteur que d'une *perturbation du droit international*².

IV. — C'est par application de la règle de droit privé *actor sequitur forum rei*, que le capturé, considéré par tout pays comme demandeur, doit porter sa réclamation devant le tribunal du capteur défendeur, tribunal imposé à ce dernier en tant que *forum personale*.

— Un tel système méconnaît le fait que le capteur engage l'instance aussi souvent que le capturé, quand le procès ne commence pas d'office ce qui est devenu la coutume presque générale des Etats modernes. Le de-

¹ Klüber, *Droit des Gens*, p. 427 (2^e édit.).

² Dans le même sens, de Boeck, *op. cit.*, p. 710.

mandeur véritable, ce n'est pas le capturé mais bien le capteur, qui fait une déclaration de prise et pour ainsi dire *demande l'envoi en possession* !

Afin de continuer le parallèle qui a été fait entre la prise de navire et la saisie-exécution, acceptons comme normal le rôle de défendeur reconnu au capteur. Contrairement à la règle *actor sequitur*, en cas de saisie ordinaire, « la demande en validité et la demande en mainlevée formée par la partie saisie sont portées devant le tribunal du domicile de la partie saisie¹ ». Par analogie, la demande ou la contestation de validité des prises devraient être jugées par la juridiction dont dépend le capturé. La compétence des tribunaux du capteur ne peut être basée sur la règle de la compétence du droit commun, mais sur la règle spéciale à la saisie.

V. — On invoque en dernier lieu ce prétendu principe que « le vaincu doit suivre la juridiction du vainqueur » (Cauchy). — Ce principe peut expliquer la compétence du belligérant capteur à l'égard des prises faites sur des particuliers ennemis ; mais la justifie-t-il à l'égard des neutres ? — On avance, il est vrai, que le neutre a violé la neutralité, accompli un *acte hostile*, bref qu'il a agi comme un ennemi ; « s'il n'en résulte pas pour le pays neutre une rupture avec la nation offensée, c'est que l'on considère cette violation du droit des gens comme un acte isolé fait aux risques et périls de celui qui s'en rend coupable². L'armateur neutre a séparé sa cause de celle de son souverain ; il mérite d'être abandonné par ce dernier à la juridiction du vainqueur³. »

¹ Art. 567, *C. Pr. Civ.* (français).

² Demangeat, *op. cit.*, p. 25.

³ Cf. Cauchy, *Droit maritime international*, I, 65 et s.

— Acceptons, avec la majorité des auteurs, le fait de la compétence de l'Etat capteur à l'égard des prises ennemies. la question n'est pas tranchée en ce qui concerne les captures enlevées à des neutres. Vouloir justifier la juridiction du capteur en disant que les neutres ont dépouillé leur qualité de neutres pour revêtir celle d'ennemis, c'est faire une pétition de principes. Il s'agit précisément de savoir si l'acte hostile a été commis. Ce n'est qu'après le jugement qu'on saura si le neutre est devenu ennemi. L'Etat du capturé neutre ne devrait livrer son sujet coupable ou l'abandonner aux châliments du capteur que lorsque l'infraction aurait été judiciairement démontrée. Parfois, il faut l'avouer, le fait est évident, il est reconnu exact par le capturé avant le début du procès de prise. Mais souvent la question est douteuse ; on ne voit pas pourquoi l'Etat neutre ne pourrait pas prendre part à un jugement qui intéresse ses sujets, au lieu de les abandonner comme s'ils s'étaient mis hors de la loi de leur pays.

Un tribunal de prises international serait une sérieuse garantie pour tous les capturés.

TROISIÈME PARTIE.

LA JURIDICTION DE L'AVENIR EN MATIÈRE DE PRISES

Séduits par la facilité avec laquelle peuvent être détruits les arguments invoqués en faveur de la compétence des tribunaux de prises du capteur, forts des nombreuses plaintes portées contre le fonctionnement de ces mêmes tribunaux, les publicistes ont donné libre carrière à leur imagination et proposé diverses combinaisons pour faire participer à la juridiction des prises les représentants des capturés ou ceux de nations tierces désintéressées¹.

On peut ramener les systèmes projetés pour ces juridictions à deux types principaux : *la Commission mixte*, *le Tribunal international*.

¹ Quelques auteurs, parmi lesquels Wurm, Klüber, se sont contentés de critiquer l'organisation des tribunaux de prises sans oser faire des projets de réforme.

CHAPITRE PREMIER

PROJETS DE COMMISSIONS MIXTES

A. — Projet Hübner.

« Le chef d'accusation que l'on forme contre les navires des nations amies, dit Hübner ¹, n'étant du ressort d'aucune législation privée, la décision n'en peut appartenir à aucune puissance en particulier. Il faut que l'affaire soit traitée *ministériellement*.... Les puissances neutres n'ont qu'à commettre leurs ministres accrédités auprès de celles qui sont belligérantes, ou, ce qui serait encore plus expédient, leurs consuls... pour juger les prises faites sur leurs nations respectives, *conjointement* avec les commissaires nommés pour le même effet par les souverains des preneurs ou par ceux des lieux où la prise a été conduite... On pourrait leur adjoindre, de l'aveu du souverain des lieux, des personnes pleines de probité et de connaissance dans tout ce qui concerne les lois des nations et les traités des puissances modernes. »

Comme on le faisait au moyen âge, Hübner donne compétence pour régler une affaire de prises déterminée au souverain du port où cette prise est conduite, sauf le cas de relâche momentanée², à condition que ce soit une prise neutre.

¹ *De la Saisie des bâtiments neutres*, II, p. 45, 47.

² *Ibid.*, II, p. 61.

Ce n'est donc jamais le souverain du capturé belligérant, mais bien le souverain du capteur ou un souverain neutre qui prononcera. Mais voici l'innovation : dorénavant il statuera *conjointement* avec des neutres.

1^o La prise est-elle conduite dans le port du souverain capteur, « il n'y a qu'une Cour ou Commission composée de juges, nommés par le souverain des lieux, et de consuls ou conseillers accrédités par le souverain neutre, qui puisse connaître pertinemment de la conduite des navires appartenant aux sujets du dernier et conduits forcément dans les ports du premier ». — Dans ce premier cas, c'est une *Commission* « *bi-nationale* » qu'Hübner nous propose.

2^o La prise est-elle conduite dans un port neutre, Hübner ne voit « pas d'autre ressource que la nomination d'une Commission composée d'un commissaire autorisé pour cela par le souverain des lieux et de deux consuls des nations intéressées. Ces juges ou arbitres ne formeraient que trois voix, dont deux devraient suffire pour la sentence, pour absoudre ou condamner la prise. Cet expédient paraît d'autant plus convenable qu'au moyen d'une telle méthode les trois parties intéressées prendraient également part à la juridiction ¹. » Il s'agit, cette fois, d'un véritable tribunal. Dans ce second cas, Hübner fait concourir à la juridiction les trois parties intéressées, parmi lesquelles le capturé neutre ; l'accord *tri-national* auquel il a recours est le prélude d'un accord international.

Mais pourquoi l'auteur ne demande-t-il pas un semblable équilibre, lorsqu'il s'agit du capturé ennemi ? C'est une omission regrettable.

¹ Hübner, de la *Saisie des bâtiments neutres*, II, p. 54.

Des esprits moins audacieux qu'Hübner ont cru devoir maintenir le principe de la compétence du capteur et n'ont admis l'introduction des tiers que pour le seul cas où un premier jugement serait trouvé injuste et porté en appel.

L'institution de ces Commissions mixtes, qui statueraient pour la seconde instance seulement, a été proposée par Wheaton et reprise récemment par Gessner.

B. — Projet Wheaton.

Pour montrer la possibilité d'une Commission mixte d'appel, Wheaton appuie beaucoup moins sur le raisonnement que sur les précédents historiques.

Dans son histoire des *Progrès du droit des gens*, il rappelle l'affaire de l'emprunt silésien, au cours de laquelle Frédéric le Grand avait demandé l'institution d'une Commission chargée de reviser les arrêts des juges anglais ; il cite également la Commission mixte constituée en 1794 par l'Angleterre et les Etats-Unis, pour examiner les réclamations des ressortissants des deux puissances au sujet des prises ; il parle de quelques Commissions postérieures établies ou réclamées. Mais ces Commissions ne sont pas des Commissions mixtes proprement dites, c'est-à-dire destinées à exercer une juridiction de prises ; elles ont moins pour but de reviser des jugements de tribunaux de prises que d'« accorder une indemnité d'Etat à Etat » pour réparer le « déni de justice » commis par ces assemblées¹.

Wheaton a dit, à propos de la Commission demandée par les Etats-Unis au Danemark, à la suite de sa guerre avec l'Angleterre : « Le Gouvernement danois était

¹ V. *supra*, II^e partie, ch. II, p. 225.

naturellement libre d'adopter telles mesures qu'il croirait à propos pour tirer satisfaction de l'injustice de ces sentences », mais rien n'aurait valu « un nouvel examen des cas dont on se plaignait, par un *tribunal impartial sous la sanction des deux gouvernements*¹ ». Comme Hübner, Wheaton a eu la conception d'un *tribunal* bi-national de prises ; mais il n'a pas précisé, et l'on peut douter qu'il ait songé à un *tribunal judiciaire*. Par l'ensemble de son ouvrage, on voit qu'il a plutôt en vue une juridiction mixte administrative.

C. — **Projet Gessner.**

Cet auteur a commencé, dans son ouvrage *le Droit des neutres sur mer*², par considérer comme un progrès suffisant l'institution des Commissions mixtes qui se réuniraient après la guerre pour régler diplomatiquement les questions de captures. Il s'y appuie sur les exemples historiques, citant Wheaton, le complétant aussi pour les événements récents.

Gessner s'étend particulièrement sur le « précédent » qu'il trouve le plus « important », celui du traité conclu le 8 mai 1871 entre l'Angleterre et les Etats-Unis, et dont l'article 12 dispose que « toutes les plaintes des nationaux respectifs, résultant d'actes commis du 13 avril 1861 au 9 avril 1865 contre les personnes ou les propriétés, seront soumis à la sentence d'une commission de trois arbitres ». Mais, en réalité, il y eut, au lieu d'une *Commission mixte* ou « *bi-nationale* », un *tribunal arbitral* de cinq membres nommés par cinq chefs d'Etats

¹ Cf. *Progrès du droit des gens*, II, p. 55, 57.

² P. 5, 7.

différents ; il s'agissait de régler la question des corsaires au service des Sudistes, notamment l' « Alabama » ; en définitive, la sentence condamna l'Angleterre à payer aux Etats-Unis une somme de 15.500.000 dollars *en bloc*, pour l'ensemble des réclamations produites.

Dans son article postérieur sur « les tribunaux des prises et leurs réformes ¹ », Gessner s'est montré favorable au projet (projet Westkale ²) d'un contrôle des réclamations faites contre les jugements de prises, par une *autorité judiciaire supérieure*.

Nous allons voir que d'autres publicistes ont parlé d'un *jugement international* des prises dès la première instance. Gessner persiste à n'accorder qu'aux belligérants la compétence au premier degré et n'autorise que pour l'appel la participation des neutres au jugement. « Les puissances belligérantes conserveront la juridiction des prises qu'elles ont défendue avec tant de force et qu'elles déduisent de leur souveraineté. Elles l'exerceront aussi longtemps qu'elles se conformeront aux principes du droit des gens ; mais du moment où les lois établies par la communauté des nations seront lésées, le tribunal international fournira le remède au mal. Les neutres auront une garantie juridique suffisante. Il est même à prévoir que ce premier et grand pas mènera tôt ou tard à de nouveaux progrès. »

Les Commissions mixtes méritent le reproche qu'on leur fait d'être longues et difficiles à établir ; lorsqu'elles

¹ Dans *R. D. I*, XIII, p. 264 et s.

² Voir *infra*, p. 273 et s.

sont enfin constituées, « elles fonctionnent très lentement, tiennent généralement moins compte de la question du droit que de celle d'utilité, et prononcent, sans rechercher les motifs de droit, le paiement d'une somme moyenne pour terminer l'affaire ¹ ».

Du reste, le prestige dont la justice des prises doit être entouré se trouve compromis par ce fait que le jugement (ou l'arrêt) pourra être réformé par la Commission. Par conséquent, les décisions des tribunaux de prises doivent être *définitives* en première ou en deuxième instance, suivant que l'appel devant la juridiction supérieure est accessible ou non ².

Aussi certains publicistes sont-ils d'accord pour reconnaître que la réforme doit porter non sur la suppression, mais sur l'organisation même des tribunaux de prises, et que la décision doit appartenir à des juges versés dans la science du droit international ³.

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1879, p. 175

² Demangeat, *op. cit.*, p. 126, 127.

³ L'histoire signale de nombreuses Commissions mixtes en dehors de celles relatives aux prises. Quelques-unes méritent de retenir l'attention, parce qu'elles ont un caractère bien marqué de juridiction internationale, notamment les Commissions américaines que les États-Unis organisèrent à maintes reprises, en particulier durant les trente dernières années (voir l'énumération dans Revon, *l'Arbitrage international*, p. 249). « Les Commissions mixtes (instituées en vertu des conventions que cite l'auteur) avaient à la vérité un caractère diplomatique; mais, dit-il, elles constituaient en même temps de véritables organes judiciaires...; dès qu'elles se mettaient à juger les réclamations présentées par les particuliers, leur qualité de Tribunal reprenait le dessus. Bien plus, à ce dernier point de vue, elles eurent souvent à se prononcer sur les actes illégaux d'un gouvernement envers les citoyens d'un autre État; en l'espèce, les Tribunaux nationaux n'eussent pu décider raisonnablement de l'affaire, soit par suite de leur partialité évidente, soit parce que les lois faisaient ici défaut » (Revon, *ibid.*).

CHAPITRE II

PROJETS DE TRIBUNAL INTERNATIONAL DES PRISES

SECTION I. — PROPOSITIONS DANS L'INTÉRÊT DES NEUTRES

A. — Anciens projets.

Hubner avait déjà songé à la possibilité d'un véritable jugement rendu par des juges internationaux pour le cas particulier où une prise était conduite dans un port neutre. Son idée fut reprise au ^{xix}^e siècle par quelques publicistes remarquables : Son compatriote, le Danois Tétens, et les allemands G.-F. de Martens et Nau.

Tétens¹ propose en faveur des neutres « des Chambres mixtes composées de *juges* en partie autorisés par le gouvernement en guerre et en partie par le gouvernement neutre dont les sujets y auraient des affaires ».

G.-F. de Martens² désapprouve la compétence exclusive tant de l'État du capteur que de l'État du capturé et, pour faire cesser les plaintes soulevées par le fonctionnement de leurs tribunaux, il fait une proposition de réforme analogue à celle de Hubner, mais le tribunal bi-national aura une véritable organisation *judiciaire*³.

¹ *Considérations sur les droits réciproques des puissances belligérantes ou des puissances neutres sur mer.*

² *Précis du droit des gens moderne de l'Europe.*

³ *Cf.*, Bulmerincq, *R. D. I.*, XI, p. 177.

Nau, dans son ouvrage sur les *Principes du droit maritime international*, après avoir constaté l'évolution des puissances européennes qui abandonnèrent la juridiction des prises aux belligérants, observe — lui aussi — qu'aucun des souverains, ni celui du capteur, ni celui du capturé, n'a le droit exclusif de s'arroger la connaissance des affaires de captures. « Donc, répète-t-il après de Martens, ce différend devrait, comme une affaire intéressant deux nations, se terminer à l'amiable ou se décider par des *juges* choisis par les deux parties¹. »

B. — Proposition de l'Institut de droit international
(désignation de deux rapporteurs : MM. Westlake et de Bulmerincq).

L'Institut de droit international a repris l'idée d'un règlement mixte du litige par la voie judiciaire. Selon la remarque de M. Rivier, secrétaire général à la session de Munich (1883), « les prises maritimes ont occupé l'Institut dès sa fondation à Genève en 1874 ». A cette époque, MM. de Laveleye, Mancini et Bluntchli proposèrent que l'Institut nommât une Commission chargée d'étudier la question du respect de la propriété privée sur mer. L'année suivante (1875), à la Haye, l'Institut adoptait le principe de l'inviolabilité des marchandises ennemies sous pavillon neutre et un vœu pour une immunité semblable en faveur de la propriété privée ennemie naviguant sous pavillon ennemi².

Sur la proposition de M. Westlake, l'Institut décida le dédoublement de la Commission de la propriété sur mer

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, XI, p. 177.

² V. *Annuaire de l'Institut*, t. I, p. 110, 115.

par la constitution d'une Commission nouvelle sur les prises¹. Cette Commission avait pour objet l'étude d'un « projet de tribunal international sur les prises maritimes » ; M. Westlake en fut nommé rapporteur².

Plus tard, à Zurich (1877), une autre Commission fut constituée pour élaborer un « projet d'ensemble embrassant le droit matériel et formel des prises » ; le rapport fut confié à M. de Bulmerincq.

MM. Westlake et Bulmerincq ont adopté tous deux le système de l'examen des prises par la voie *judiciaire*. Ils proposent la création d'un tribunal proprement dit, qui doit en outre être *international* par sa composition. Voici comment ils obtiennent un tribunal international : Le capteur n'est plus seul à juger dans sa propre cause ; l'autre nation intéressée dans une prise déterminée pourra prendre part au jugement et assurer l'équité de la sentence par l'intermédiaire d'un juge qu'elle désignera. Et comme il faut une trinité au minimum pour former un tribunal, on adjoint un troisième juge, départiteur, dont la voix sera décisive ; afin qu'il soit désintéressé dans l'affaire, il sera nommé par des neutres, autres que les concitoyens du capturé.

La juridiction internationale projetée par M. Westlake n'aurait trait qu'à la seconde instance, l'instance d'appel, et ne s'appliquerait qu'aux saisies opérées sur les neutres. M. de Bulmerincq trouve que c'est insuffisant et propose, au contraire, tant pour la première que pour la seconde instance, un tribunal commun aux belligérants et aux neutres.

¹ V. *Annuaire*, II, p. 57.

² V. *Annuaire*, I, p. 9.

C. — **Projet Westlake.** — **Motions Bluntchli**
et Rolin-Jaequemyns.

*Westlake*¹, dès le 15 mars 1876, proposait aux membres de l'Institut le projet suivant : « Une série de traités conclus chacun entre deux puissances stipulerait, au besoin avec l'assentiment des législations respectives, que, au cas où l'un des contractants serait engagé dans une guerre et l'autre neutre, les affaires de prises concernant les neutres seraient décidées en dernier ressort par un tribunal siégeant dans la capitale de l'Etat belligérant et composé de trois juges, dont un nommé par chacun des contractants et le troisième par une puissance ou par une d'entre plusieurs puissances à désigner avec son ou leur consentement dans et selon le traité.

« Si un État, après avoir conclu plusieurs traités de ce genre était engagé dans une guerre, la composition de son tribunal suprême des prises ne serait pas sujette à des variations excessives, car il ne serait pas difficile de trouver une puissance, telle que l'Italie, qui pourrait être acceptée généralement pour la nomination du troisième juge ; et des États neutres, dont le commerce serait peu exposé, nommeraient sans doute souvent pour les représenter des juges d'autres États neutres plus intéressés. »

Les conclusions du rapport rencontrèrent en général de l'approbation au sein de l'Institut, bien qu'il s'élevât quelque divergence au sujet de certains points spéciaux. Ainsi les membres proposèrent de porter le nombre des juges de trois à cinq. D'autres critiquèrent ce chiffre de cinq. Finalement Westlake fut conduit à suggérer le chiffre de quatre juges.

¹ V. *Annuaire*, II, p. 124.

Certaines individualités de marque, M. Bluntchli, M. de Bulmerincq, firent au projet Westlake le reproche de s'arrêter à mi-chemin.

*Bluntchli*¹, le 12 septembre 1877 (session de Zurich), proposa et fit accepter la résolution suivante : « L'Institut est d'avis qu'il y a lieu de remplacer les tribunaux jusqu'ici exclusivement composés de juges appartenant à l'Etat belligérant par des tribunaux internationaux qui donnent aux particuliers intéressés de l'État neutre ou ennemi de plus amples garanties d'un jugement impartial. »

De la sorte, Bluntchli élargissait le champ d'application du tribunal international qu'avait proposé Westlake, en réclamant, aussi bien pour la première instance que pour l'appel, les garanties d'une procédure judiciaire, et en y faisant participer non seulement les capturés neutres mais aussi les capturés ennemis.

Mais l'Institut, comme s'il craignait d'avoir trop demandé, votait, à la fin de la même séance, sur la proposition de M. Rolin-Jaequemyns, cette résolution additionnelle : « Toutefois l'Institut croit devoir déclarer que dès à présent il considérerait comme un progrès l'institution de tribunaux mixtes, soit de première instance soit d'appel, sur les bases du projet élaboré par M. Westlake² » (c'est-à-dire en faveur des neutres seuls). Deux membres seulement, dont M. de Bulmerincq, votèrent contre.

¹ V. *Annuaire*, II, p. 114-116.

² *Ibid.*

SECTION II. — PROPOSITIONS DANS L'INTÉRÊT DES ENNEMIS
COMME DES NEUTRES

A. — **Projet de Bulmerincq.**

Bulmerincq reprochait au système préconisé par Westlake d'entraîner en cas de guerre l'institution d'un grand nombre de Commissions chargées de statuer sur les captures. « Rien que pour régler les questions de prises entre ennemis, il y aurait autant de tribunaux de prises, non seulement qu'il y aurait de parties belligérantes principales, mais qu'il y aurait d'Etats prenant part à la guerre; car les guerres ne se font pas toujours par deux Etats, mais souvent par plusieurs alliés ensemble. Il y aurait en outre autant de tribunaux de prises composés de juges nommés par un belligérant et un Etat neutre que ces Etats seraient convenus d'en établir en commun, soit avant, soit après le commencement de la guerre, par des traités conclus ¹. » De cette multiplicité résulterait, selon *Bulmerincq*, une grande incertitude dans les principes, et l'institution deviendrait pire que ce qui existe actuellement.

La réforme de M. Westlake, approuvée par l'Institut, n'avait été proposée qu'en faveur des neutres. Celle de M. *Bulmerincq* est plus compréhensive : « Nous n'accordons pas un droit à la défense et à un jugement impartial aux neutres seuls, mais aussi et de la même manière aux sujets des belligérants. » Ce savant a fait œuvre de novateur en songeant à défendre les intérêts des capturés

¹ *R. D. I.*, 1879, II, p. 188.

ennemis et à leur accorder les mêmes droits qu'aux neutres devant les Tribunaux de prises.

M. de Bulmerincq arrive par cela même à simplifier, à unifier ce genre de juridictions : « La procédure et la décision du Tribunal sont et doivent être identiques pour les prises des sujets des belligérants et des neutres. En effet, l'on ne saisit et l'on n'amène les neutres devant le Tribunal des prises qu'à cause d'actes hostiles de leurs navires envers les belligérants. »

L'auteur entend donner à sa théorie une base juridique que voici : « Le droit de prise ne peut être exercé que par les belligérants et seulement dans le temps que dure une guerre ; il n'y a en dehors de la guerre ni droits ni devoirs de neutralité ; de même, sans guerre, le droit de prise n'existe pas ¹ ». « Le droit de prise dérive du droit de la guerre ; les neutres ne peuvent donc jamais être considérés comme belligérants, lors même que leurs sujets prennent part aux entreprises hostiles et violent les devoirs de la neutralité². La réforme proposée par nous, dit-il, repose davantage sur la base du droit de la guerre, tandis que celle de M. Westlake en faveur des neutres s'en éloigne assez notablement... En principe, nous admettons la compétence exclusive des belligérants dans les questions de prises, de même que ce sont eux qui provoquent et dirigent la guerre. Mais nous admettons que les juges neutres concourent à la décision³. »

Enfin M. de Bulmerincq veut que l'on ménage la transition entre la pratique actuelle et les systèmes projetés.

¹ *R. D. I.*, 1879, p. 153.

² *Ibid.*, p. 187.

³ *Ibid.*, p. 190.

« D'après l'organisation des Tribunaux de prises tels qu'ils existent encore aujourd'hui, les belligérants seuls ont le droit d'en nommer les juges... Notre proposition nous paraît se rapprocher de ce qui existe plus que celle de M. Westlake. Dans les Tribunaux de prises tels que nous les proposons, les belligérants ont la majorité : ils nomment deux juges tandis que le neutre n'en peut nommer qu'un. D'après la proposition Westlake, un seul juge est nommé par le belligérant seul, le deuxième par le neutre, le troisième (et éventuellement le quatrième) par les deux ensemble ¹. »

Bulmering ne voit qu'une seule réforme possible. « C'est celle qui réunirait les juges des belligérants et du neutre en n'établissant pour l'ennemi et pour l'ami qu'un seul Tribunal dans lequel leurs juges en nombre égal rendraient ensemble la justice. »

ORGANISATION. — « Voici comment nous entendons la constitution des Tribunaux de prises internationaux proposés par nous : Dans toute guerre, même s'il y a d'un ou des deux côtés plusieurs Etats, on peut toujours distinguer deux parties adverses principales ; chacune de ces deux parties principales ou la réunion des Etats qui la forment nomme un juge ; le troisième est désigné par un Etat neutre. Nous obtenons de cette manière un Tribunal des prises commun aux belligérants et aux neutres et fonctionnant pendant toute la durée d'une guerre. »

« Quel est l'Etat neutre qui nommera le troisième juge ? Tous les Etats maritimes réunis nommeront le troisième juge. Après la notification de la déclaration de guerre, les parties belligérantes principales invitent les États mari-

¹ R. D. I. 1879, p. 157.

times neutres à procéder à cette élection. (Cette élection serait naturellement fort simplifiée si par convention de toutes les puissances maritimes de l'Europe, l'unique État maritime neutralisé de l'Europe et du monde, la Belgique, était chargé une fois pour toutes de désigner ce troisième juge au début d'une guerre entre les États maritimes, après en avoir reçu l'invitation des États belligérants.¹⁾ »

Grâce au système de Bulmerincq, « les deux parties belligérantes principales, c'est-à-dire les États capteurs, continuent (!) de constituer le Tribunal, et les deux juges nommés par eux forment la *majorité* dans cette cour de trois membres. Dans la constitution d'un tel Tribunal de prises, le droit de souveraineté des belligérants est donc complètement garanti ».

Les deux juges nommés par les belligérants devront naturellement statuer sur les prises intéressant leurs compatriotes ; mais pourquoi l'auteur du projet veut-il que le troisième juge soit changé lorsqu'une affaire doit concerner un de ses nationaux ; pourquoi permet-il aux deux premiers d'être « juge et partie » en la cause, tandis que le neutre seul devra être indépendant ? — C'est par suite d'un respect abusif des « droits (actuels) des belligérants », par suite d'un vieux préjugé auquel il n'a pas échappé. Or, parler du droit de la guerre à propos du jugement des prises c'est commettre une exagération, une erreur qui doit cesser.

Bien que « les juges de prises ne doivent pas être des mandataires mais des magistrats indépendants et soucieux de leurs devoirs », selon Bulmerincq lui-même, cet auteur a cependant senti la nécessité de prendre des mesures

¹ *R. D. I*, p. 190, 193.

contre les préférences involontaires de leur patriotisme ; il veut que le président, dont la voix est prépondérante, soit toujours le juge le moins intéressé dans la cause. Pour les affaires concernant les sujets des belligérants, il accorde la présidence au juge nommé par l'Etat neutre, et dans celles concernant les sujets des Etats neutres, au juge de l'Etat belligérant qui n'a pas opéré la capture¹. Les sujets d'un Etat belligérant et d'un neutre peuvent être intéressés à la fois ; alors il confie la présidence au capteur.

Ainsi l'auteur est gêné par ce chiffre de trois juges auquel il tient pour assurer la majorité aux belligérants ; il est obligé d'établir un continuel roulement de présidence qui doit fatalement faire varier la méthode des débats. Pourtant la prépondérance appartenant à la voix du Président n'a pas grande importance, peut-être, dans un Tribunal composé de trois personnes.

Il faut plutôt se défier des coalitions formées par deux juges contre le troisième !

Le juge capteur dépendra de la coalition des deux autres juges et, par crainte d'être mis en minorité, il émettra des avis modérés. Mais peut-on dire que l'opinion du neutre aura la prépondérance, fera pencher la balance dans tel ou tel sens ? — Ce sera vrai dans le cas d'une capture faite par l'un des belligérants sur l'autre ; au contraire, pour le jugement d'une prise neutre, c'est l'avis du second belligérant, du non capteur, qui sera décisif. Ne peut-il pas arriver alors que, par leurs juges, deux belligérants, imbus des pouvoirs que leur confère la guerre, ne se donnent une approbation réciproque de leurs captures

¹ *R. D. I.*, 1879, p. 197, 198.

faites au détriment des tiers, tout au moins lorsqu'il s'agit d'un cas douteux ? D'autre part, le juge belligérant non capteur et le troisième juge ne seront-ils jamais tentés de sauver d'une condamnation un neutre saisi pour avoir porté secours à l'adversaire ? Peut-être approuveront-ils tout bas l'acte de ce particulier qui voulait passer outre aux prohibitions d'un belligérant dont la cause est condamnée par l'opinion publique. On peut craindre une coalition de deux juges contre un autre ; pour cet autre motif, le chiffre de trois magistrats est insuffisant. M. Bulmerincq a oublié les séances que l'Institut avait consacrées à la discussion du projet *Westlake* ; il est retombé dans la même faute que celui dont il avait l'intention d'améliorer le projet.

Les publicistes ont fait une sage concession à la pratique actuelle des peuples en conservant aux belligérants, *in globo*, le droit de donner leur opinion dans les affaires de prises ; cependant il faut que les États pacifiques aient une part de représentation convenable. Bulmerincq, en proposant sa réforme, a eu en vue « l'égalité des belligérants et des neutres devant le tribunal de prises ». Cette idée, trop négligée, il l'a admirablement mise en lumière ; mais a-t-il bien atteint son but, y a-t-il égalité entre neutres et belligérants ? Oui, peut-être, si l'on prend en bloc les jugements de prises à rendre dans une même guerre, car il sera de l'intérêt des États qui ont nommé les juges d'être toujours parfaitement équitables, puisque les affaires de chacun des belligérants se présenteront alternativement devant le commun tribunal de prises. — Au contraire si l'on examine à part chaque décision prise individuellement, on constate que, dans les affaires de prises neutres, les belligérants ont deux voix, tandis que

les neutres n'en ont qu'une seule. C'est décidément trop peu.

Théoriquement, pour que l'équilibre soit parfait, il faudrait deux voix contre deux. Mais alors, qui départagerait? Ne vaut-il pas mieux renoncer à chercher l'égalité entre neutres et belligérants ailleurs que dans un calcul arithmétique de la représentation des intéressés au sein du tribunal de prises? Les neutres n'ont pas désiré la guerre, ils n'y prennent point part; il faut qu'ils puissent faire respecter leurs droits pacifiquement. Il faut s'habituer à cette idée que les neutres doivent avoir la majorité dans le règlement des affaires de prises. Cette pratique aura beaucoup moins d'inconvénients que la pratique actuelle; ce sera la contre-partie de la situation défavorable dans laquelle ils se trouvent, eux peuples pacifiques, peut-être sans défense, par rapport aux belligérants sur un pied de guerre imposant et qui, ayant conscience de leur force, peuvent être tentés d'en abuser. On doit se rappeler que, selon l'expression de Pillet¹ « entre les belligérants armés et les neutres désarmés la situation n'est pas égale; ces derniers, de peur d'être impliqués dans une guerre dont ils ne veulent pas, se résignent souvent à subir les exigences même les plus déraisonnables des premiers ».

PROCÉDURE. M. de Bulmerincq distingue trois phases dans la procédure :

1^o L'attaque, la visite, la saisie et la conduite du navire saisi dans le port;

2^o Les formalités à l'arrivée au port;

3^o La procédure devant le Tribunal de 1^{re} et de 2^e instance ;

¹ *Les Lois actuelles de la guerre*, p. 317.

Les opérations qui rentrent dans la première phase, généralement désignées aujourd'hui sous les termes de « droits et devoirs du capteur », devraient d'après l'auteur être comprises dans la rubrique « procédure ». — L'idée peut être juste et ingénieuse : « En effet (dit M. deBoeck)¹, il n'y a plus dans la pratique réformée et transformée de la guerre maritime, rien qui ressemble de près ou de loin à une *occupatio bellica*, il n'y a plus qu'une saisie pour immixtion dans les hostilités ; tout ce qui s'accomplit depuis l'arrêt du bâtiment et sa visite, jusqu'au jugement, fait partie d'une procédure destinée à assurer l'observation des règles juridiques... » Toutefois, nous ne dirons rien de l'attaque, de la visite, de la saisie, ni de la conduite du navire, parce que ces formalités ne constituent pas à proprement parler la « procédure » devant les *tribunaux* de prises.

Nous étudierons seulement les réformes qui semblent devoir être apportées dans les deux dernières phases.

1^o *Procédure devant le Tribunal d'instruction.* — Dès que le navire est amené dans le port, le conducteur de la prise, ou le commandant du croiseur ayant opéré la saisie en fait la remise au tribunal d'instruction qui doit prendre aussitôt les mesures nécessaires.

Dans les vingt-quatre heures de l'arrivée du navire, ces mêmes personnes remettent au tribunal, en même temps qu'un rapport détaillé sur les circonstances de la prise et que le procès-verbal dressé après la capture du navire, les *papiers* trouvés à bord du navire saisi (elles attestent sous serment que ce sont bien les papiers de bord du navire saisis dans l'état où ils se trouvaient au

¹ *Op. cit.*, p. 725.

moment de la prise). Elles remettent encore *l'inventaire* de la cargaison dressé après la saisie et la liste des *personnes* trouvées à bord. Le conducteur de la prise se fera délivrer par le tribunal, qui en deviendra responsable, un récépissé du navire, de sa cargaison et de son équipage.

Les Commissions d'instruction qui existent actuellement sont composées d'autorités administratives, judiciaires ou mixtes. M. de Bulmerincq propose un tribunal de composition exclusivement judiciaire. Ce tribunal pourra être national; mais toujours un délégué de l'Etat capteur et un délégué du capturé pourront être présents à l'instruction.

Les opérations de l'instruction sont au nombre de trois : dresser l'inventaire du navire et de la cargaison; interroger les parties; envoyer le dossier complet de l'affaire au tribunal international de prises.

2° *Procédure devant le Tribunal des prises de première instance ou le Tribunal d'appel.* — L'Etat capteur, après les formalités dans le port d'arrivée, introduira devant le Tribunal des prises international, en qualité de demandeur, une action formelle avec les pièces à l'appui, dans laquelle il justifiera la prise opérée aux dépens des propriétaires du navire et de la cargaison.

Le Tribunal communiquera cette demande dans un délai fixe aux parties intéressées à s'expliquer, qui devront adresser leur réponse au Tribunal en y joignant toutes les preuves possibles et les propositions pour compléter l'enquête. Le Tribunal demandera ensuite à l'Etat capteur une nouvelle réponse à celles-ci, puis il ordonnera une production de preuves et éventuellement une enquête complémentaire, si les parties le désirent; ensuite le Tribunal réclamera des deux parties, de l'Etat capteur comme

demandeur et aussi des défendeurs, des conclusions dans un délai fixe, et prononcera enfin sa sentence également dans un délai fixe (quatorze jours pour le prononcé du jugement à l'égard du navire capturé et huit jours pour celui concernant une cargaison). Les particuliers auront le droit de se faire représenter devant le Tribunal, verbalement ou par écrit, par des avocats; et l'Etat par un personnage officiel désigné par lui à cet effet.

Le Tribunal d'appel réclamera des parties la justification de l'appel et la réfutation de celui-ci. Il sera permis à l'appelant de joindre à son mémoire justificatif d'appel les nouvelles preuves qu'il sera parvenu à se procurer. La partie intimée sera ensuite invitée à fournir la réfutation de ces preuves; puis aura lieu une nouvelle production de preuves, après laquelle les deux parties devront déposer leurs conclusions. Le Tribunal rendra ses *arrêts* dans un délai fixé.

Il sera toujours donné à l'Etat belligérant connaissance de la marche de l'affaire, dans le cas où il ne sera pas tenu au courant par le juge nommé par lui; et comme il est partie demanderesse, on devra lui communiquer toutes les propositions ou explications de l'autre partie pour y répondre à son tour¹.

Le jugement sera exécutoire si le représentant d'aucune partie n'a interjeté appel contre la décision du Tribunal de première instance dans le délai d'appel, qui serait de 20 jours à dater du prononcé du jugement. La déclaration d'appel se ferait par écrit, en même temps que sa justification.

L'appel aura un effet suspensif; si l'on s'est pourvu à

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1879, p. 357 et s.

temps, le jugement ne peut être exécuté que moyennant caution.

B. — Délibérations et projet définitif de l'Institut.

M. de Bulmerincq n'eut pas à lutter pendant moins de dix années, au milieu de ses collègues de l'Institut, pour la cause du Tribunal international des prises et dans le but de faire triompher son projet personnel. Au bout de ce temps, il croyait pouvoir rendre à sa conscience ce témoignage qu'« il n'avait pas agi seulement en disciple de l'école historique, mais aussi en fidèle mandataire et interprète de l'Institut ¹ ».

En effet, cette assemblée, à la session de Gand (1877), en le nommant rapporteur, lui avait indiqué ainsi la route à suivre : Remplacer les Tribunaux, jusqu'ici exclusivement composés de juges appartenant à l'Etat belligérant, par des Tribunaux internationaux donnant aux particuliers intéressés de l'Etat ennemi ou neutre de plus amples garanties d'impartialité. Et c'est d'après ces principes que M. de Bulmerincq avait minutieusement et scrupuleusement préparé le vaste projet que nous avons exposé.

Il trouva cependant de nombreux détracteurs au sein même de l'Institut de droit international. Les vieux arguments en faveur du Tribunal national des capteurs et contre le principe même d'une juridiction internationale furent de nouveau servis, en même temps que des objections de circonstance sur les imperfections du projet et sur la difficulté de sa mise en pratique.

Bluntchli, partisan des commissions mixtes volonta-

¹ Discours prononcé à la session d'Heidelberg (1887). — V. *Annuaire*, IX, p. 194.

rement choisies par entente amiable entre belligérants et neutres, refuse d'admettre un Tribunal international de prises, parce que « c'est contraire aux principes de la *juridiction* qui émane essentiellement de la souveraineté ». Les pouvoirs d'un juge étranger qui siégerait dans un Tribunal ainsi constitué n'émaneraient point de la nation ¹.

D'après Sir Travers Twiss et M. T.-E. Holland, la proposition blesse tout à fait les relations de responsabilité envers le Gouvernement de la part de la marine militaire d'un Etat belligérant, qui deviendra responsable envers un Tribunal étranger, dans lequel, si la prise a une nationalité neutre, un représentant de l'Etat ennemi présidera au jugement². D'autre part, ajoutent-ils, l'Etat belligérant est seul compétent pour apprécier la valeur des captures qu'il effectue, car on ne peut reconnaître aux prises maritimes un autre caractère que celui d' « un fait de guerre ».

La défense du *jus imperii* de l'Etat, fut prise surtout par un membre français, M. de Montluc, qui, par de longues lettres et par le dépôt d'amendements au projet³, s'efforçait de démontrer à ses collègues que la surveillance des captures faites sur terre ou sur mer par les ressortissants d'une nation quelconque « relevait uniquement du droit public interne ».

Contre le projet d'un Tribunal international, Sir Travers Twiss élevait encore cet argument, assez mesquin, qu'il y aurait un supplément de frais considérables sup-

¹ (Session de Wiesbaden, 5 septembre 1881) *Annuaire*, VI, p. 157.

² *Annuaire*, VII, p. 172 et VI, p. 157.

³ V. *Annuaire*, t. VII, p. 167 et 173.

porté en définitive par le capturé condamné¹. M. de Montluc, lui, prétendait qu'il y aurait tout au moins une grande perte de temps². Que n'a-t-il vus procès de prises récents, par exemple ceux de la guerre hispano-américaine où un Tribunal, national cependant, fit parfois attendre plus d'un an ses sentences !

Après avoir épuisé la liste des objections basées sur la théorie et les arguments de droit, les détracteurs du projet Bulmerincq firent des critiques sur le fonctionnement pratique des tribunaux internationaux, qu'ils préoyaient devoir être très défectueux. Le perpétuel refrain était surtout que jamais les Etats ne consentiraient à se dessaisir de leur compétence actuelle pour la donner à des ennemis, tout au moins à des étrangers. — La réponse était facile à faire : les nations avaient fait mainte entorse aux *lois de la compétence territoriale ordinaire* en créant des tribunaux mixtes, dans l'Egypte par exemple ; plus spécialement en matière de prises, elles avaient eu recours à l'intervention arbitrale des neutres ou à des Commissions mixtes dans lesquelles siégeaient des adversaires³ ; avec le progrès des idées, cet usage encore exceptionnel pouvait devenir très fréquent.

¹ *Annuaire*, VI, p. 129, et VII, p. 172.

² *Annuaire*, VII, p. 171.

³ La Turquie est bien un Etat souverain depuis que le traité de Paris de 1856 l'a fait entrer dans la communauté européenne ; et pourtant on ne reconnaît pas à ses lois la compétence territoriale ; les juridictions consulaires y font toujours échec. En Egypte, on a ajouté aux juridictions consulaires les tribunaux mixtes, composés de juges indigènes et européens, pour connaître de tous les litiges en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalités différentes, en matière d'actions réelles immobilières et en matière de répression pour les contraventions de

Il ne subsistait plus que quelques objections de détail visant la forme du projet : Dans les guerres de longue durée contre des Etats, tels que l'Angleterre, qui possèdent un peu partout des ports où les prises peuvent être conduites, il serait difficile de faire juger tous les cas par un seul tribunal international siégeant en Europe. — La remarque est juste en ce qui concerne un tribunal international de première instance ; mais elle a moins de portée pour la juridiction d'appel qui devra connaître d'un moins grand nombre de causes.

Enfin, Sir Travers-Twiss critiquait le nombre des instances projetées par M. de Bulmerincq, qui étaient au nombre de deux : la première et l'appel. Comme, d'après le rapporteur, l'instruction devait être faite par le tribunal du port d'arrivée, le premier tribunal international se trouvait être déjà un tribunal d'appel d'instruction, et un second appel devenait inutile ¹.

MM. Gessner, de Martens, Bluntchli insistèrent en dernier lieu sur la nécessité de ne pas réclamer une réforme trop entière et trop absolue ; aussi, la majorité de la Commission chargée de présenter le projet décida de conserver à la juridiction des prises son caractère national en première instance.

A Wiesbaden (1881), M. A. Rolin proposa et fit adopter la motion suivante : « L'organisation des Tribunaux de

simple police ou pour des crimes et délits spéciaux limitativement déterminés (V. Revol, l'*Arbitrage international*, p. 244 à 249).

Des tentatives d'établissement de tribunaux mixtes de prises ont été faites dans quelques traités de la Tunisie et de Tripoli avec la France (en 1830 et 1832), et de la première avec la Sardaigne, en 1832 (Cf. Kamarowski, *op. cit.*, p. 144) ; de même aussi lors de la guerre pour l'indépendance de la Grèce (V. *supra*, II).

¹ *Annuaire*, VI, p. 129.

prises de première instance demeure réglée par la législation de chaque État ; il sera formé au début de chaque guerre par chacune des parties belligérantes un Tribunal d'appel international en matière de prises maritimes, le quel sera composé d'un président et d'un membre choisis par cette partie et de trois membres désignés par les États neutres¹. »

Les discussions qui avaient eu lieu au sein de la Commission des prises furent ouvertes à nouveau dans les séances de l'Institut de Droit international consacrées à la discussion du projet Bulmerincq remanié de la façon qui vient d'être indiquée. Longues furent encore les délibérations, tant sur le principe du Tribunal international que sur sa forme pratique. Six ans après la décision de Wiesbaden, M. Perels se faisait le porte-parole des partisans du statu quo : « Le projet de M. Bulmerincq, disait-il, en ce qui concerne la composition du Tribunal des prises, est incompatible avec les droits de juridiction des États souverains tel qu'il émane immédiatement et essentiellement de leur souveraineté. » Et il ajoutait qu'aucun État belligérant n'accepterait un projet soumettant les actes de ses représentants, spécialement de ses officiers, à la juridiction et à l'appréciation définitive d'un tribunal dont l'organisation ne dépend pas de lui seul².

Le rapporteur se chargea de répondre en demandant à M. Perels où il voyait dans le règlement proposé une disposition qui soumit les soldats, les commandants de navire par exemple, à la juridiction du Tribunal interna-

¹ *Annuaire*, VI, p. 157 et s.,

² *Annuaire*, IX, p. 202, 205.

tional. En matière de captures, le jugement ne doit pas porter sur la personne, mais sur le vaisseau, la cargaison, l'action militaire. Il est évident qu'il ne peut s'agir de questions disciplinaires devant un Tribunal de prises. M. Westlake rappelait que des nations avaient déjà eu recours à des Commissions mixtes où siégeaient des étrangers, même des adversaires. Il montra qu'il y avait peu de différence entre le fait de la part d'un Gouvernement de soumettre les décisions des Tribunaux de prises à une Cour internationale d'appel, et celui de déférer à une Commission internationale la question des dommages-intérêts à payer par lui à la suite de ses décisions.

La cause des juridictions internationales était gagnée, et l'Assemblée d'Heidelberg adopta le système élaboré par la Commission de Wiesbaden : en première instance, les tribunaux nationaux demeureraient compétents, et, en appel, il y aurait un tribunal international par belligérant (au lieu d'un tribunal unique comme le rêvait Bulmerincq).

Voyons plus en détail le texte définitif voté à Heidelberg ¹:

Les soixante-deux premiers articles du règlement concernent le droit matériel des prises ; ils règlent l'arrêt, la visite, la perquisition, la saisie et les formalités qui la suivent. Les deux prohibitions de la contrebande de guerre et du blocus y sont spécialement étudiées.

Nous n'insisterons que sur le jugement des prises par les tribunaux d'instruction, de première instance et d'appel.

¹ *Annuaire*, IX, p. 218 et s.

Le Tribunal d'instruction doit se composer de magistrats de l'ordre judiciaire ; le tribunal entend des officiers de marine et des employés de douane comme experts (art. 63).

Des délégués de l'Etat capteur et du capturé assistent aux opérations du Tribunal. Le ou les capturés sont ordinairement représentés par le Consul de leur Etat respectif dans le port d'arrivée, ou à défaut par le Consul d'un Etat ami ou neutre. En l'absence d'un tel Consul, les capturés sont représentés par des fondés de pouvoir judiciaires choisis par eux (art. 64).

Le Tribunal d'instruction a pour tâche principale d'éclaircir complètement l'état des choses, de rechercher particulièrement de quelle manière ont eu lieu l'arrêt, la visite et éventuellement la recherche, ainsi que la saisie.

L'organisation des Tribunaux de prises de première instance demeure réglée par la législation de chaque Etat ; elle reste nationale.

Si l'arrangement amiable n'a point réussi, le procès va directement du Tribunal d'instruction des prises de l'Etat capteur au Tribunal des prises maritimes national de première instance, lequel examine l'affaire et assigne lui-même les intéressés dans la quinzaine qui suit la réception de l'affaire. Ceux-ci peuvent se faire représenter par mandataires ; dans ce cas le Tribunal vérifie les pouvoirs des mandataires. Si le Tribunal n'atteignait pas les parties dans le délai fixé, celles-ci auraient le droit d'adresser une plainte au Tribunal d'appel (art. 85, 86, 87).

Le Tribunal cherche à s'éclairer et décide d'après les informations de l'instruction (sauf ordre de procéder à

un supplément d'enquête), d'après les mémoires des parties et les réponses écrites des adversaires (art. 89 à 91).

Le Tribunal doit constater : 1^o Si la saisie est légale dans la forme et au fond; 2^o si elle doit être maintenue ou levée; 3^o si le fait qui a motivé la saisie constitue une infraction à une disposition du droit des gens. Il peut faire compléter au besoin par le Tribunal d'instruction la constatation du fait, et peut décider même en l'absence de conclusion des parties. Les mandataires, après avoir déposé un cautionnement pour les frais de justice dont le Tribunal fixe le montant, sont autorisés à remettre au Tribunal un mémoire des motions ou réclamations dans un délai de quatre semaines, en y joignant les documents sur lesquels est basé l'exposé, et en énumérant les preuves que les parties font valoir. Le Tribunal invite aussitôt les mandataires à prendre connaissance du mémoire de la partie adverse et à y répondre par écrit dans un délai de quinze jours. Le Tribunal et les mandataires ayant pris connaissance de ces réponses, le jour est fixé pour les débats publics. Pour ces débats, le Président ouvre l'audience par un exposé historique de l'affaire.

Les parties font acter leurs répliques et conclusions et la discussion se fait à la fois sur plusieurs réclamations soulevées. Si le Tribunal juge nécessaire une production de preuves, ou si l'une des parties ou toutes deux en proposent et que le Tribunal y consente, ce dernier ordonne de terminer la production de preuves dans un délai de quinze jours, délai qui peut être prorogé par le Tribunal. Le Tribunal informe ensuite les parties, par écrit, dans les huit jours, du résultat de cette production de preuves, et fixe pour les débats une nouvelle audience dans laquelle il procède comme pour la précédente. Les parties peuvent

fournir dans leurs plaidoiries et conclusions des faits nouveaux.

Un délai de quinze jours, qui court à partir de la clôture des débats, est fixé pour le prononcé du jugement. Au cas où le Tribunal laisserait passer ce délai sans rendre sa décision, les parties auraient le droit de porter plainte auprès du Tribunal d'appel.

Le jugement doit être motivé et régler les questions de frais, de restitution, de cautionnement, etc., il doit être publié. Procès-verbal est dressé de tous les débats, des conclusions du jugement, de sa publication, et lecture en est donnée aux mandataires. Le procès-verbal est signé par le président et le greffier.

L'exécution du jugement est confiée au Tribunal d'instruction. Ce jugement est exécutoire lorsque le mandataire d'aucune des parties n'a interjeté appel contre la décision du Tribunal des prises dans le délai voulu. Le jugement dont appel ne peut être exécuté que moyennant caution.

L'organisation du Tribunal international, pour l'appel est la partie la plus importante du projet ¹.

Au début de chaque guerre, chacune des parties belligérantes constitue un Tribunal international d'appel en matière de prises maritimes. Chacun de ces Tribunaux est composé de cinq membres désignés comme suit : l'Etat belligérant nomme lui-même le président et un des membres ; il désigne en outre trois Etats neutres qui choisissent chacun un des trois autres membres (art. 100).

Tout procès de prises peut être déféré, sur la demande

¹ *Annuaire*, IX, p. 236 et s.

des parties produite dans un délai de vingt jours, au Tribunal international d'appel. L'introduction et la justification de l'appel se font en même temps, et les délais courent à partir du jour du prononcé du jugement par le Tribunal, ce jour non compris (art. 101). L'appel s'adresse au Tribunal de première instance, lequel le notifie à la partie adverse, qui peut exiger de l'appelant le dépôt d'un cautionnement pour le paiement des frais de justice. Le Tribunal en communiquant le mémoire d'appel l'invite à présenter dans un délai de quinze jours une réplique aux différents griefs relevés par l'appelant contre le jugement de première instance. A l'expiration de ce délai, ledit Tribunal envoie les actes et le mémoire d'appel avec la réplique au Tribunal international d'appel (art. 102 et 104).

La procédure devant le Tribunal international d'appel est en général la même que pour le Tribunal national de première instance.

Le jugement ou l'arrêt de l'instance d'appel sera motivé et rendu en se basant sur un rapport écrit du président du tribunal et en tenant compte des preuves et faits nouveaux que l'on aurait produits dans la procédure d'appel. Le jugement d'appel est prononcé en présence des mandataires des parties assignées. Il sera, en outre, publié dans un ou plusieurs journaux. Après la publication, le Tribunal national des prises sera requis pour l'exécution du jugement. (Art. 105 à 109.)

Au lieu d'accomplir une réforme intégrale, dans un sens complètement international, l'Institut a cru devoir laisser subsister partiellement la juridiction exclusive du

capteur. Il craignait d'effrayer les Gouvernements par l'absolu de ses demandes tendant à n'obtenir rien moins que le bouleversement de la juridiction actuelle des prises, juridiction qui sert complètement leurs intérêts.

L'Institut a voulu ménager la transition et tenir compte de l'histoire du droit des prises, qu'il considérait — contrairement à notre opinion — comme liée au droit de la guerre; il a jugé nécessaire de respecter jusqu'aux préjugés des belligérants.

Ainsi, il veut que ce soit au début des hostilités qu'ait lieu la nomination du Tribunal international. On fait à la vanité du belligérant cette concession de le laisser lui-même adresser les convocations utiles, oubliant qu'il est parfois très difficile à notre époque de prévoir et de préciser l'ouverture des hostilités, que tout retard dans cette convocation entraîne de graves inconvénients, mais surtout que ce retard peut aller jusqu'à l'oubli volontaire et au mauvais vouloir calculé. Que faire alors en l'absence d'une invitation des belligérants aux puissances neutres pour provoquer la réunion de leur Tribunal international? Il y a une lacune à cet endroit.

Autre faute : on tient compte de la répugnance qu'éprouveraient les belligérants à voir siéger des ennemis dans un Tribunal chargé d'apprécier les faits de capture de leurs agents, tandis qu'ils consentiraient plus volontiers à s'incliner devant une décision de neutres impartiaux; et la nation du capturé n'est représentée par aucun juge dans le système de l'Institut.

G. — **Projet Paternostro.**

Un publiciste italien, *M. Alessandro Paternostro* ¹,

¹ *Delle prede, delle riprede e dei giudizi relativi* (1879).

s'est montré moins timoré que M. Bulmerincq¹ et que l'Institut². Pour assurer l'impartialité des décisions de prises, il n'a pas craint de donner la connaissance de ces affaires à une majorité de juges neutres, et pour la minorité seulement à des représentants des belligérants.

Son projet peut être résumé ainsi :

1° Chacun des belligérants indique trois puissances neutres dont chacune nomme deux juges (un amiral, un membre de la Cour suprême) ;

2° Chaque belligérant est représenté par deux délégués, avec voix consultative (professeurs ou diplomates) ;

3° Le siège du Tribunal ne sera pas généralement établi sur un territoire ennemi ; il sera fixé par les neutres ;

4° Il n'y a pas de Cour d'appel pour les décisions rendues, mais on peut demander au Tribunal de reviser ses sentences.

L'auteur a voulu éviter les inconvénients d'un nombre trop restreint de juges, d'ailleurs presque toujours intéressés. Il y en aura seize au minimum. Douze appartiendront à des puissances neutres et, s'il s'agit de juger une prise neutre, il n'y en aura que deux qui seront intéressés comme compatriotes du capturé. Il reste donc dix juges indépendants contre quatre intéressés, en tant que capteurs faisant partie de l'Etat capteur, et deux de l'Etat capturé.

On peut faire à M. Paternostro un reproche grave, c'est d'avoir songé, pour la composition de cette Cour, à des amiraux, des savants et des diplomates beaucoup plus qu'à des jurisconsultes. Quant à l'appel, il est impossible.

¹ Bulmerincq, *R. D. I.*, 1879, p. 197.

² Cf. Boeck, p. 718, n° 757.

SECTION III. — LE MEILLEUR DES SYSTÈMES
PROPOSÉS DANS L'INTÉRÊT DES ENNEMIS COMME DES NEUTRES.
COMPARAISON DE CE TRIBUNAL ARBITRAL DES PRISES
AVEC UNE COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE GÉNÉRAL. CONCLUSION.

Deux projets seulement, celui de M. de Bulmerincq, et celui de l'Institut de droit international, méritent d'être pris en considération, parce qu'eux seuls semblent avoir été mûrement étudiés, savamment exposés : ils sont conçus dans l'intérêt des neutres comme des belligérants ; ces deux auteurs n'appellent que des juristes dans la composition du tribunal proposé ; enfin, ne se contentant pas, comme beaucoup d'autres, de déplorer les vices de la procédure actuelle, ils en ont enlevé les imperfections et l'ont refondue pour la mettre en rapport avec les idées nouvelles.

Les deux projets semblent pareillement susceptibles d'une application pratique. Nous ne les comparerons qu'au point de vue scientifique.

M. de Bulmerincq et l'Institut sont d'accord pour asseoir leur théorie sur la base du droit de la guerre ; ils s'entendent sur l'*époque* et la *durée* du tribunal de prises, qu'ils instituent au début des hostilités et font cesser à la paix.

Leur divergence d'opinions commence au sujet du *lieu* où doit être installée cette juridiction. Tandis que Bulmerincq veut sauvegarder le droit des belligérants *in globo*, mis sur le même pied, l'Institut prétend maintenir le droit du seul Etat capteur ; il ne croit pas pouvoir mettre vainqueur et vaincu ensemble, dans un même

tribunal, et compter sur les sentiments de modération et de réciproque conciliation que leur commande leur position dans l'instance, tour à tour favorable et défavorable, puisque l'*Etat capteur* de la veille peut être l'*Etat capturé* du lendemain. L'Institut veut que deux tribunaux internationaux de prises, au minimum, soient créés dans chacun des pays en guerre, et fonctionnent parallèlement.

Un inconvénient est inhérent au système dualiste de l'Institut, c'est que les deux juridictions d'appel rendront peut-être, dans des affaires analogues, des jugements en sens opposé, vu l'imprécision et la pauvreté fatale des règles du droit des gens, qui ne peuvent raisonnablement prévoir tous les détails du droit des prises.

Bulmerincq n'est pas tombé dans la même erreur que l'Institut ; en créant un tribunal unique, il obtient une jurisprudence unifiée. Dans sa pensée, son projet de juridiction internationale serait, en même temps qu'un notable perfectionnement des Conseils de prises, le moyen d'arriver à « une immense simplification de la jurisprudence actuelle ». En attendant un accord entre Etats sur le droit matériel et formel des prises, ce tribunal publierait les règles qu'il se propose de suivre à la façon du préteur ; il s'inspirerait pour cela du règlement de prises élaboré par l'Institut de droit international, règlement auquel Bulmerincq se rallie en définitive.

De la sorte, l'auteur du projet ne limite pas la fonction du tribunal des prises à la recherche d'une solution juridique dans un litige déterminé ; il lui assigne la mission plus vaste de faire régner les principes d'équité et de raison du droit international dans la matière de la guerre sur mer. Son désir serait de faire approuver d'un seul coup par les Etats, le droit maritime nouveau et la juri-

diction nouvelle, en invitant ces États à nommer des représentants d'une seule espèce, chargés à la fois de déterminer le droit applicable et de l'appliquer. — Au contraire, d'après l'Institut, il y a là deux rôles distincts appartenant à deux personnages différents : le législateur et le juge, qui doivent être séparément désignés par leur commune patrie. La seconde divergence, et c'est la plus importante entre les deux systèmes, est donc relative aux *pouvoirs* des juges de prises.

Demandons-nous si le système de simplification de Bulmerincq est juridique.

Les principes du droit public en vigueur dans le continent européen défendent, dit-on, au pouvoir judiciaire de faire œuvre de législateur en rendant des arrêts de règlement¹. — Mais déjà nous avons condamné l'application des règles et des procédés du droit interne dans le jugement international des prises².

Il vaut mieux comparer cette fraction du droit international public, avec d'autres parties de ce droit³.

¹ L'ordonnance japonaise de 1894 sur les prises maritimes n'a pas fixé tous les détails de la procédure. Elle autorise le Conseil des prises et le Conseil supérieur à « établir des règles relativement à la procédure d'examen et de jugement des captures ».

² V. *supra*, II^e partie, p. 241 et s.

³ Les Tribunaux mixtes d'Égypte (voir *supra*, p. 287, note 3), les Commissions mixtes d'Amérique (voir *supra*, p. 269, note 3), n'ont pas le caractère international dans l'acception la plus large de ce terme. Leur organisation est plutôt polynationale, intergouvernementale. Les unes ont été consenties par des traités particuliers d'État à État. Les autres fonctionnent simultanément avec des tribunaux nationaux (tribunaux consulaires, tribunaux égyptiens). Or, en matière de prises, il ne doit pas subsister de juridiction nationale, il faut absolument appliquer à tous les peuples, sans distinction, un même traitement juridique.

Un parallèle avec l'arbitrage s'impose, car un jugement international des prises est en réalité une sentence arbitrale. Les questions de capture ont été déjà soumises à l'arbitrage (trop peu souvent peut-être), mais comme elles sont la seule matière du droit des gens où le recours à un jugement s'impose, ce sont les premières qui pourront être continuellement sujettes à ce mode juridique d'un règlement international des conflits.

Théoriquement, les pouvoirs de l'arbitre ordinaire sont déterminés par le compromis qui l'investit pour une affaire donnée. En cas de jugement international de prises, les arbitres sont spécialisés, la question est spécialisée; n'y aurait-il pas lieu de réduire le compromis à la désignation de juges?

On les doterait de larges pouvoirs, comme cela peut avoir lieu pratiquement, et a lieu en fait pour l'arbitre international de droit commun.

I. — Ne peut-on pas accorder de larges pouvoirs à l'arbitre de droit commun ? Les auteurs classiques¹ protestent, en opposant la distinction habituelle entre l'arbitrage et la médiation. Tandis que l'exécution de la décision rendue dans le second cas est facultative, celle de la première s'impose aux parties; il faut donc, dans le premier cas, que le compromis empêche par avance tout abus de pouvoir. De plus, tandis que le médiateur se borne souvent à aplanir la difficulté de fait, et peut, par conséquent, recevoir carte blanche sans grand inconvénient, l'arbitrage n'est « applicable que dans les cas où les prétentions des parties peuvent être formulées juri-

¹ V. Revon et Rouard de Card (*L'arbitrage*)

*diquement*¹ » ; aussi l'arbitre doit-il seulement formuler le droit ; il n'est pas libre notamment *d'inventer ce droit*, ni de rendre une *solution transactionnelle*. Cette thèse a été éloquemment soutenue par M. Rolin-Jaequemyns : « Il y a, dit-il, un droit international. Ce droit résulte, soit de conventions, soit de principes généraux acceptés par les nations civilisées. L'objet essentiel du recours à l'arbitrage entre Etats est non pas de créer ce droit, mais de faire rechercher par un juge temporaire et volontairement choisi — à défaut de juridiction permanente et obligatoire — de quelle manière le droit international s'applique à tel cas particulier faisant l'objet d'un désaccord entre les parties..... C'est fausser cette notion et en compromettre l'application que d'admettre d'avance, dans le compromis même, l'éventualité d'une solution dictée non par le droit, mais par une appréciation arbitraire des convenances de chaque partie². »

Cette théorie a le vice de partir d'un principe faux, qui rend erronées toutes les déductions qu'on en tire. Il n'y a pas toujours de droit international bien établi pour répondre à une question juridique donnée. Dans la plus célèbre des affaires d'arbitrage, qui est précisément relative aux prises maritimes, (puisqu'il s'agissait d'une accusation de course reprochée non pas à un armateur privé, mais personnellement à un État neutre, l'Angleterre), dans l'affaire de l'*Alabama*, il y avait tellement peu de droit international précis sur la matière, que les parties litigantes durent en créer un de toutes pièces. Elles éta-

¹ Geffcken, sur Heffter, *op. cit.*, § 108, note 3.

² Rolin-Jaequemyns, *Chronique des Arbitrages internationaux*, R. D. I., 1891, p. 84, 85.

blirent, par convention (traité de Washington du 8 mai 1871), des règles relatives à la conduite des neutres pendant une guerre maritime; le tribunal arbitral devait s'y conformer pour examiner rétroactivement dans chaque cas de course déterminé si elles n'avaient pas été transgressées avant la lettre.

II. — En réalité, les arbitres *prennent, reçoivent ou demandent* de larges pouvoirs, tout comme les médiateurs : Le pape Léon XIII, prié de régler arbitralement entre l'Espagne et l'Allemagne la question des Carolines, a fait œuvre de médiateur et de législateur pour l'avenir; et pourtant sa décision fut généralement qualifiée arbitrage par le monde intellectuel attentif à toutes les manifestations de paix et de droit. Lors du différend élevé entre l'Angleterre et le Portugal, au sujet de la baie de Delagoa, le compromis dit que : si l'arbitre ne peut décider entièrement en faveur de l'une des deux réclamations, il sera prié de donner telle décision qui, selon lui, offrirait une solution équitable de la difficulté. Pour l'affaire des Guyanes, le tzar réclame la modification du premier compromis qui le désignait comme arbitre entre la France et la Hollande et obtient de larges pouvoirs. Un traité de Washington (29 février 1892), nommant des arbitres entre l'Angleterre et les Etats-Unis, à propos des pêcheries de la mer de Behring, autorise (art. 7) les arbitres à déterminer les règlements qu'il serait nécessaire de prendre en commun. Bref, les arbitres ne rendent pas seulement des sentences; ils peuvent trancher des questions de fait et préparer le droit applicable pour l'avenir.

Il n'est donc pas antijuridique de conférer à l'arbitre des prises une mission plus étendue qu'à des juges de droit commun. A ce point de vue, le projet de M. Bul-

merineq, loin de comporter des critiques, mérite tous les éloges.

Une trop grande liberté d'action laissée à l'arbitre des prises ne tombe pas sous le coup de l'objection qui se présente lorsqu'il s'agit d'un arbitre international ordinaire : Les arbitres qui préparent un règlement à propos d'un cas particulier, ont l'air d'imposer leur avis aux Gouvernements pour qui l'affaire est « *res inter alios acta* », ou qui trouveront qu'elle est de celles qu'on ne pourrait soumettre à un arbitrage (parce qu'elle intéresse, par exemple, la sûreté, l'intégrité d'un État). En matière de prises, toujours, la question doit être tranchée juridiquement et peut être soumise à l'arbitrage.

La décision réglementaire serait prise, il est vrai, à l'occasion d'un litige déterminé, mais point par les juges mêmes de la cause ; elle devrait émaner de la Cour internationale des prises entière, statuant toutes Chambres réunies, c'est-à-dire avec le concours des représentants de tous les États maritimes. En outre, les modifications du droit applicable ne deviendraient exécutoires ni rétroactivement, ni immédiatement, mais après un certain délai.

Il est nécessaire de formuler un *desideratum* :

La Cour internationale des prises devrait être *permanente*. Les décisions, comme les règles qu'elle est appelée à rendre et à édicter, y gagneraient en autorité et en prestige. L'institution de cette Cour ne doit pas être limitée aux périodes de guerre ; sinon, à sa dissolution lors du rétablissement de la paix, les nations dont elle aura lésé les intérêts (à leur avis), voudront provoquer la revision

de ses actes par quelque Congrès diplomatique, et ce sera un perpétuel recommencement. Il est à craindre surtout que la composition de la Cour ne soit beaucoup changée à la session suivante et que la majorité n'ait des opinions entièrement contraires à l'ancienne. La jurisprudence manquerait alors d'unité dans le temps. Enfin, confier au belligérant le soin de provoquer la constitution d'un Tribunal international lorsqu'il commence les hostilités, expose à des retards, involontaires peut-être, mais à coup sûr dangereux pour le prompt jugement des prises. Un Tribunal d'arbitres devrait donc être toujours prêt à fonctionner.

C'est là une nécessité qui a été reconnue lors de la récente discussion sur l'arbitrage international, tenue à la fameuse *Conférence de la Haye*, en 1899. Ses membres éminents ont pensé que l'heure était enfin venue non seulement de créer le Tribunal d'arbitrage « *unique* » — la Cour de prises de Bulmerineq est donc conforme sur ce point au modèle que nous offre ce récent projet de création d'une Cour arbitrale —, mais de le créer « *permanent* » *dans son institution*. Ainsi l'on aura la possibilité d'y recourir à tout instant ; il est vrai, malheureusement, qu'on sera libre de n'en pas faire usage.

Plus fortuné qu'une Cour internationale d'arbitrage général doit être le Tribunal arbitral des prises, parce qu'il aura toujours à exercer son action pacificatrice et bienfaisante. La compétence de la Cour arbitrale est facultative ; le recours à une solution juridique est, au contraire, une nécessité en cas de prise.

Il y a donc un pas de fait vers la solution, par voie d'arbitrage, de ces conflits relatifs aux captures maritimes. C'est à propos des affaires de prises que commen-

cera le fonctionnement normal de ce procédé juridique, qui sera sans doute adopté pour la solution des autres conflits, dans l'avenir.

Vu :

Lyon, le 25 février 1901,

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

P. PIC.

Vu :

Lyon, le 27 février 1901,

LE DOYEN DE LA FACULTÉ,

E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 28 février 1901.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,

PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

GABRIEL COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

- ABREU (D'), *Traité des prises maritimes*, 1802, deuxième traduction (annotée par Bonnemant) de « Tretado juridico politico sobre las presas maritimas » (Cadix, 1746).
- ARIGA, *la Guerre sino-japonaise au point de vue du Droit international*, Paris, Pedone, 1896, in-8.
- ASHER, *Essai concernant les principes à poser pour le Droit international de l'avenir*, Hambourg, 1850, in-8°.
- AZUNI, *le Droit maritime de l'Europe*, 2^e édition des « Principes du droit maritime de l'Europe, 1795 ».
- BAUCROFT-DAVIS, *les Tribunaux de prises des Etats-Unis*, Paris, Brière, 1878.
- BARBOUX, *Jurisprudence du Conseil des prises pendant la guerre de 1870-71*, Paris, Sothenan, 1872, in-12.
- BLUNTCHILI, *Droit international codifié*, traduction Lardy (5^e édit.) Paris, 1895.
- BOECK (DE) *de la Propriété privée ennemie sous pavillon ennemi*, (th., Paris, 1882, Pedone in-8°.
- BONFILS et FAUCHILLE, *Manuel de droit international public* (édition 1898).
- BOUCHER, *le Consulat de la mer*, Paris, 1800, traduction française de « Consolato del mare ». (Nous nous sommes plutôt conformés à l'édition de Pardessus contenue dans sa collection des lois maritimes.)
- BRENTANO et SOREL, *Précis du droit des gens*, in-8°, Paris, 1877, (liv III).

- CAILLEMER (E.), *Etudes sur les antiquités juridiques d'Athènes* (t. X : Le Contrat de société, IV), Paris, Durand, 1872.
- CALVO, *le Droit international théorique et pratique*, 5^e édition, 1896, Paris, in-8° (t. IV et V).
- CARON, *la Course maritime* (th. Paris, Bertrand, 1875).
- CAUCHY, *le Droit maritime international considéré dans ses origines et dans ses rapports avec les progrès de la civilisation*, deux volumes in-8°, Paris, Guillemin, 1861 et 1862.
- *Histoire du progrès du Droit maritime*, 2 volumes, in-8° Paris, 1854.
- CLEIRAC, *Us et coutumes de la mer*, Bourdeaux, 1661, in-4°.
- DELANDE, *des Prises maritimes* (th. Paris, Moquet, 1875).
- DEMANGEAT, *de la Juridiction en matière de prises maritimes*, (th. Paris, Giard, 1890).
- DESCAMPS, *le Droit de la paix et de la guerre. Essai sur l'évolution de la neutralité et la constitution du Pacigérat*, Paris, Rousseau, 1898, in-8°.
- DESPAGNET, *Cours de Droit international public*, Paris, Larose, in-8°, 1894.
- DUPUIS, *le Droit de la guerre maritime, d'après les doctrines anglaises contemporaines*, Paris, Pedone, in-8°.
- ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du Droit français* (édition 1892).
- FÉRON, *des Tribunaux de prises, organisation, compétence, procédure* (th. Paris, 1896, Pedone, in-8°).
- FIGIORE (P.), *le Droit international codifié*, traduction Chrétient liv. V, Paris, 1890.
- GESSNER, *le Droit des neutres sur mer*, 2^e édition, Paris, Dresde, Berlin, 1876, in-8°.
- HALL, *International Law*, Londres et Oxford, 1880, in-8°.
- HAUTEFEUILLE, *Droits et devoirs des nations neutres en temps de guerre maritime*, Paris, 1868 (3^e édition), 3 volumes in-8°.
- *Histoire des origines, des progrès, des variations du Droit international maritime*, Paris, Guillemin, 1858.
- *Question de Droit maritime international*, Paris, 1869, in-8°.

- GEFFCKEN, *le Droit international de l'Europe*, traduit par J. Bergson (en 1863) et annoté par Heffter, 4^e édition française, Berlin, Paris, 1883.
- HOLLAND, *A Manual of naval prize law*, (rédigé d'après l'ancien *Manuel* de G. Lushington), Londres, 1888.
- HÜBNER, *De la saisie des bâtimens neutres*, 2 vol., la Haye, 1759.
- KAMAROWSKY, *le Tribunal international*, traduction de Westman, Paris, Pedone Lauriel, 1887, in-8°.
- KLÜBER, *Droit des gens moderne de l'Europe*, 2^e édition, complétée par Ott, Paris, 1879, in-8°.
- LAFFERRIÈRE, *Traité de la juridiction administrative et du recours contentieux*, 2^e édition, Paris, Berger-Levrault, 2 vol. in-8°, 1896 (vol. II).
- LAVELEYE (DE), *du Respect de la propriété privée en temps de guerre*, Bruxelles, 1875, in-8°.
- LEBEAU, *Nouveau Code des prises*, 4 vol. in-8°, Paris, an VIII, an IX.
- LUCCHESI-PALLI, *Principes du Droit public maritime*, traduit de l'italien par Galiani, Paris, 1842.
- MARTENS (G.-E. DE), *Essai concernant les armateurs, les prises et surtout les reprises*, Göttingue, 1795, in-8°.
- MARTENS (Baron Ch. DE), *Causes célèbres du Droit des gens*, 3 vol. in-8°, 2^e édition, Leipzig, 1858-1861.
- MAS-LATRIE (DE), *Du Droit de marque ou de représailles au moyen âge*, nouvelle édition, Paris, Baur, 1875, in-12.
- MASSÉ, *le Droit commercial considéré dans ses rapports avec le Droit des gens et le Droit civil*, 3 vol. in-8°, Paris, 1874.
- MERLIN, *Répertoire*, verbo *Prise maritime*.
- MONENTHEIL, *Essai sur la course, son histoire, sa réglementation, son abolition* (thèse, Paris, 1898).
- NYS, *Origines du Droit international*, Bruxelles, Castaigne; Paris, Thorin, 1894, in-8°.
- ORTOLAN, *Règles internationales et diplomatie de la mer*, 4^e édition, Paris, 1864, 2 vol. in-8°.
- PATERNOSTRO, *Delle prede, delle reprede et dei giudizi relativi* (Diritto internazionale marittimo), Naples, Morano, 1879, in-8°.

- PERELS, *Manuel du Droit maritime international*, traduit de l'allemand par L. Arend; Paris, Guillaumin, 1884 (2^{me} partie).
- PHILLIMORE, *Commentaries upon international law* (3^e édition). Londres, 1885 (t. III).
- PARDESSUS, *Collection des lois maritimes antérieures au XVIII^e siècle*, 6 vol. in-4°, Paris, 1828-1845.
- *Essai historique sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice depuis Hugues Capet jusqu'à Louis XII*, in-8°, Paris, Durand, 1851.
- PILLET, *les Lois actuelles de la guerre*, Paris, Rousseau, 1898, in-8°.
- PISTOYE (DE) et DUVERDY, *Traité des prises maritimes* (dans lequel on a refondu en partie le traité de Valin), Paris, Durand, 1855, 2 vol. in-8°.
- REYON, *l'Arbitrage international*, Paris, Rousseau, 1892, in-8°.
- TETENS, *Considérations sur les droits réciproques des puissances belligérantes et des puissances neutres*, Copenhague, 1805, in-8°.
- TRAVERS-TWISS, *Des Droits et des devoirs des nations en temps de paix*, Paris, 1889.
- *la Théorie de la continuité du voyage applicable à la contrebande au blocus, mise en contraste avec la Déclaration de Paris, 1856*, Paris, 1877, in-8°.
- VALIN, *Traité des Prises*, 1763, la Rochelle, Seguiet, 2 vol. in-4°.
- WESTLAKE, *Étude sur les principes du Droit international*, traduction E. Nys, Paris, 1895.
- WHEATON, *Histoire des Progrès du Droit des gens* (4^e édition des « Éléments du Droit international »), Leipzig, 1864.
- WEISS, *Code de Droit maritime international, tel qu'il existe chez les nations en temps de paix et en temps de guerre*, 2 vol. in-8°, Paris, Amyot, 1858.

II. PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Revue de Droit international et de législation comparée.

(Fondée à Gand, publiée depuis à Bruxelles.)

BLUNTCHLI, *Du droit de butin en général et spécialement du droit de prise maritime*, traduction libre par Rolin-Jaequemyns, de « Das Beute recht im Krieg und das Seebeute recht insbesondere », t. IX, p. 208 et t. X, p. 60.

BULMERINCQ (DE), *le Droit des prises maritimes* :

1^o Le droit existant, t. X, p. 185-278, 384.444, 595-655.

2^o Théorie du droit des prises, t. XI, p. 152-215 ; 320-358.

3^o Les droits nationaux et un projet de règlement international des prises maritimes, t. X, p. 561-650 ; t. XII, p. 587-205 ; t. XIII, p. 447-515 ; t. XIV, p. 114-190.

CALVO, *Examen des trois règles de Washington*, t. VI, p. 452.

GEFFKEN, *la Déclaration de Paris*, t. XVII, p. 369.

— *la Guerre maritime de l'avenir*, t. XX, p. 451.

GESSNER, *de la Réforme du droit maritime de la guerre*, t. VII, p. 236. — Appendice : Observations sur l'article qui précède de MM. Westlake (p. 256), Lorimer (261) Rolin-Jaequemyns (269).

— *les grandes Puissances et la réforme du droit international maritime*, t. X, p. 489.

— *les Tribunaux de prises et leurs réformes*, t. XIII, p. 260.

LAVELEYE (DE), *du Respect de la propriété privée sur mer en temps de guerre*, t. VII, p. 598.

— *Encore la capture sur mer !* t. XVI, p. 568.

PIERANTONI, *Rapport sur les prises maritimes d'après l'école et la législation italienne*, t. VII, p. 619.

TRAVERS-TWISS, *des Droits des belligérants sur mer depuis la déclaration de Paris*, t. XIII, p. 113 et 568.

Revue Catholique des Institutions et du Droit.

GAIRAL (F.), *la Course et les corsaires*, année 1898, p. 552.

Revue générale de Droit international public.

(publiée à Paris par M. PILLET et FAUCHILLE, depuis 1894.)

DUFUIS, *les Théories anglaises sur le droit de la guerre en général*, 1898, p. 35.

FÉRAUD-GIRAUD, *de la Neutralité dans les guerres entre États* (les guerres civiles et les guerres entre État protecteur et État protégé, année 1895, p. 291).

FUNCK-BRENTANO, *la Déclaration du Congrès de Paris 1856 et son application dans les temps modernes*, année 1894, p. 324.

Journal de Droit international privé et de jurisprudence comparée.

DIÉNA, *les Tribunaux de prises et leur avenir*, année 1897.

Revue générale de droit.

PASCAUD, *l'Inviolabilité de la propriété privée ennemie dans les guerres maritimes*, année 1896, p. 81 ; année 1897, p. 16.

Nouvelle revue historique de Droit français et étranger.

VALROGER (DE), *Etude sur l'institution des Consuls de la mer au moyen âge*, année 1891, p. 36, 76, 193, 216.

REMARQUE. — Nous ne citons spécialement que les articles de théorie, et non les notes de rédactions et les chroniques de faits internationaux (même signées) se rapportant aux guerres modernes; de même pour les publications de comptes rendus analytiques ou *in extenso* des décisions des Conseils de prises; sinon il faudrait citer chaque année des périodiques suivants :

Annuaire de l'Institut de Droit international ;
Archives diplomatiques ;

Journal de Droit int. privé, etc. (déjà vu);

Mémorial diplomatique;

Revue de Droit international et de législation comparée (déjà vue);

Revue de Droit public et de Science politique (Larnaude);

Revue de Droit maritime;

Revue générale de Droit international public (déjà vue);

Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger (Rozière);

Revue des Deux Mondes.

Etc., etc.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Évolution historique du droit des prises depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours.

CHAPITRE PREMIER. — ANTIQUITÉ : GRÈCE, ROME. — EPOQUES GALLO-ROMAINE ET FRANQUE; EMPIRE DE CHARLEMAGNE	19
--	----

CHAPITRE II. — LE MOYEN AGÉ (DE CHARLEMAGNE A L'AN 1400).	31
---	----

<i>Généralités. Organisation politique, juridique et com- merciale</i>	31
--	----

<i>Les deux sortes de prises.</i>	33
---	----

SECTION PREMIÈRE. <i>Prises de représailles.</i>	35
--	----

§ 1. Jugement des prises de représailles	35
--	----

§ 2. Tribunal compétent	39
-----------------------------------	----

SECTION II. <i>Prises faites en temps de guerre</i>	43
---	----

§ 1. Institution d'un jugement	43
--	----

§ 2. Organisation, Nature du tribunal.	49
--	----

§ 3. Compétence.	56
--------------------------	----

§ 4. Principes applicables et appliqués.	59
--	----

SECTION III. <i>Caractères du droit des prises à cette époque</i>	64
---	----

CHAPITRE III. — ÉPOQUE MONARCHIQUE	71
--	----

SECTION PREMIÈRE. <i>Établissement des droits de la Souveraineté</i>	71
§ 1. La royauté se réserve le monopole de la justice (spécialement de la juridiction maritime)	73
§ 2. La royauté se réserve le droit de faire la guerre (spécialement la guerre maritime)	76
A. Réglementation des représailles	78
B. Réglementation de la course de guerre.	81
I. Autorisation.	83
II. Caution	86
III. Jugement	86
SECTION II. <i>Le jugement des prises</i>	87
§ 1. Institution et organisation des juridictions spéciales de prises	87
§ 2. Compétence <i>ratione loci</i>	93
§ 3. Principes applicables et appliqués.	97
SECTION III. <i>Caractères du droit des prises à cette époque</i> (<i>« le droit de guerre ! »</i>)	103

CHAPITRE IV. — ÉPOQUE DE FORMATION DU DROIT INTERNATIONAL MODERNE DES PRISES (1780-1900) 107

SECTION PREMIÈRE. <i>Période de transition (dernier quart du XVIII^e siècle à 1800</i>	107
A. Le droit des neutres.	107
B. La réforme des tribunaux de prises	109
C. La suppression des captures de propriété privée.	112
SECTION II. <i>Le XIX^e siècle</i>	116
§ 1. Évolution vers la suppression des prises maritimes	116
A. Respect du pavillon et liberté du commerce des neutres	117
B. Suppression de la course	120
C. Indult	123
D. Restitution des prises non jugées à la fin d'une guerre	124
E. Conventions d'inviolabilité entre États.	125
§ 2. Période d'accalmie actuelle, 1877-1900 (le droit des prises dans les guerres récentes).	133

DEUXIÈME PARTIE

Les juridictions actuelles de prises; leur valeur.

CHAPITRE PREMIER. — LES JURIDICTIONS ACTUELLES DE	
PRISES	143
SECTION PREMIÈRE. — <i>Institution de tribunaux de prises.</i>	143
SECTION II. — <i>Organisation.</i>	144
§ 1. Forme judiciaire.	145
§ 2. Forme administrative	149
§ 3. Composition mixte	156
SECTION III. — <i>Procédure</i>	162
§ 1. Instruction.	162
§ 2. Première instance	170
§ 3. Appel	182
SECTION IV. — <i>Compétence.</i>	189
§ 1. Compétence <i>ratione personæ.</i>	189
§ 2. Compétence <i>ratione materiæ.</i>	193
A. Prises ennemies.	193
B. Prises neutres.	194
SECTION V. — <i>Fonctionnement (Principes applicables et</i> <i>appliqués. Éléments de la décision. Effet</i> <i>du jugement).</i>	197
§ 1. Règles de droit applicables	197
§ 2. Règles de jurisprudence appliquées.	198
I. Accusation de « caractère hostile »	199
II. Accusation de violation de blocus	214
III. Accusation de transport de contrebande.	218
CHAPITRE II. — LA VALEUR DES TRIBUNAUX ACTUELS.	223
SECTION PREMIÈRE. — <i>Critiques à propos de l'institution de</i> <i>Conseils de prises (Les Conseils de prises</i> <i>sont-ils de véritables Tribunaux?).</i>	223
SECTION II. — <i>Critiques à propos de l'organisation des</i> <i>Conseils de prises (Quelle est la meilleure</i>	

	<i>organisation administrative ou judiciaire?)</i>	234
SECTION III.	<i>— Critiques à propos de la procédure (La charge de la preuve)</i>	243
SECTION IV.	<i>— Critiques à propos de la compétence et du fonctionnement des Tribunaux nationaux (Arguments et objections).</i>	246
§ 1.	Objections	247
A.	Objections contre le Tribunal du capteur.	247
1 ^o	Objections à sa compétence (Cette compétence est imposée par la force)	247
2 ^o	Objections au fonctionnement du Tribunal du capteur	249
(I.	L'État capteur à la fois juge et partie dans sa propre cause).	249
(II.	L'État capteur juge d'après sa propre loi, d'après son propre droit)	251
B.	Mêmes objections à la compétence et au fonctionnement d'un Tribunal neutre.	255
§ 2.	Arguments en faveur de la compétence exclusive du Tribunal du capteur.	256

TROISIÈME PARTIE

La juridiction de l'avenir en matière de prises.

CHAPITRE PREMIER.	— PROJETS DE COMMISSIONS MIXTES.	264
A.	Projet Hübner	264
B.	Projet Wheaton.	266
C.	Projet Gessner	267
CHAPITRE II.	— PROJETS DE TRIBUNAL INTERNATIONAL DES PRISES	270
SECTION PREMIÈRE.	— Propositions dans l'intérêt des neutres	270
A.	Anciens projets	270

B. Proposition de réforme de l'Institut de droit international (Désignation de deux rapporteurs : MM. Westlake et de Bulmerincq).	271
C. Projet Westlake (motions Bluntchli et Rolin-Jaequemyns)	273
SECTION II. — <i>Propositions dans l'intérêt des ennemis comme des neutres.</i>	275
A. Projet de Bulmerincq.	275
B. Délibérations et projet définitif de l'Institut. .	285
C. Projet Paternostro	295
SECTION III. — <i>Le meilleur des systèmes proposés dans l'intérêt des ennemis comme des neutres. Comparaison de ce Tribunal arbitral des prises avec une Cour permanente d'arbitrage général. Conclusion.</i>	297



